HALLALI!

DEUXIÈME PARTIE (1).

III.

Frantz Réal était un maître, non pas un de ces innombrables « chers maîtres » créés par la platitude ou la niaiserie de certains échotiers et reporters, mais un haut esprit ayant affirmé sa maîtrise en des œuvres, discutées et discutables, à vrai dire, en tout cas puissantes et admirées.

Fils d'un fonctionnaire supérieur de l'Administration des forêts, lequel avait longtemps résidé à Nancy avant d'y prendre sa retraite; normalien, de par la volonté ou le désir paternel, puis agrégé des classes de philosophie, et enfin chargé de cours à la Faculté de Nancy, Frantz avait quelque temps renforcé cette brillante phalange de jeunes professeurs très modernes, que le goût de plus en plus répandu des hautes études recrute un peu dans tous les milieux aujourd'hui, et à laquelle on ne saurait reprocher qu'un trop évident souci de cacher ou de voiler ses enseignes. La crainte de passer pour de simples régens de collège les empêche d'être franchement ce qu'ils sont; et, si le public y gagne, quelquefois, lorsqu'ils s'évadent de l'Université, leurs élèves y perdent, presque toujours, dans le cas contraire.

(1) Voyez la *Revue* du 1er juillet.

Quoi qu'il en soit, Réal n'avait pas tardé à se sentir entraîné hors de l'orbite universitaire par un impérieux besoin intellectuel d'affranchissement et d'indépendance, plus encore que par ses goûts et ses passions. Comme beaucoup d'hommes de sa génération, — celle qui est venue à la vie de l'esprit dans les dernières années du second empire, — il penchait délibérément vers le naturalisme scientifique, auquel de récentes traductions des œuvres de l'école allemande avaient donné naguère un regain de jeunesse en le vulgarisant. C'est dire que, tôt ou tard, il devait y avoir divorce entre le professeur et l'Université, puisque celle-ci ne saurait guère accorder droit de cité chez elle qu'au matérialisme ambigu ou discret. Le jeune agrégé n'avait donc qu'à s'en aller. Seulement, au lieu de prendre la porte, il préféra, mû par un ardent désir de confesser sa foi (l'athéisme a ses néophytes) et peut-être aussi par un inconscient appétit de réclame, il préféra briser les vitres et sortir par la fenêtre, — ce qui lui arriva après de retentissans démêlés avec les autorités constituées ou une partie d'entre elles.

Car il y avait eu du tapage, à propos de certaine apologie magistrale des principes de la philosophie naturaliste, apologie prononcée *ex cathedra*, mais en présence d'un grand concours de profanes. En effet, le bruit s'étant répandu par la ville que le jeune agrégé avait un joli talent de parole et un bon tailleur, qu'il était assez bien de sa personne et ne manquait pas d'esprit, — toutes choses qui facilitent singulièrement aux dames l'intelligence de la métaphysique, — on avait décidé, dans les cénacles féminins et lettrés de la société nancéenne, où l'on avait toujours fort prisé ces hautes spéculations, que l'on renouerait une tradition rompue par la mort de l'ancien titulaire de la chaire qu'occupait M. Réal en qualité de suppléant. Et voilà que cet auditoire de choix avait dû subir un magnifique, mais austère et affligeant exposé des données les plus récentes de la science « matérialiste et athée, » comme on dit encore en province et quelquefois aussi à Paris même. D'où grand tumulte et caquetage effréné, tumulte de salon bouleversé, caquetage de volière effarouchée; mais enfin, scandale. Les supérieurs hiérarchiques de M. Réal avaient protesté; la presse s'était émue; le ministère, interpellé, avait failli choir, — grâce à l'incurable spiritualisme des centres, qui, pour la circonstance, avaient fait cause commune avec les droites. — De sorte que l'auteur de toute cette agitation avait dû se retirer, à la fin, comme contraint et forcé; mais, au fond, très modérément marri de l'aventure.

Il était désormais célèbre : le coup de grosse caisse ou de cymbales, cher aux Français, l'avait consacré. On ne lut guère toutefois son premier ouvrage, dont le titre était, à la vérité, un peu

bien effarouchant pour les compatriotes de la gaudriole : *Philosophie et politique expérimentales*. Mais il se métamorphosa à temps en critique et en historien psychologue. — La psychologie était en passe d'obtenir la vogue. C'est un art facile, parce que, nécessairement subjectif, il est sans contrôle ; assaisonné d'un peu de pathos, il ne saurait donc manquer d'émerveiller les badauds et de séduire les poseurs. C'est, de plus, un art qui plaît aux femmes.

Bref, Frantz Réal se trouva très bien de son avatar, et d'autant mieux qu'il se préserva du pathos psychologique pour s'en tenir à la psychologie. Non-seulement on se mit à le lire, mais bientôt on parla de lui dans les journaux ; et, après l'avoir pour ainsi dire cassé aux gages, on voulut le décorer, — tout cela gratis. — Il accepta les éloges de ses confrères et répudia les encouragemens ministériels.

M. Réal vivait donc tranquille, presque joyeux, dans une confortable retraite de célibataire aisé, ayant une table honnête et fréquentant des femmes qui ne l'étaient pas trop. — Cela ne valait-il pas mieux que de se mettre, pour briguer le clinquant des honneurs officiels, dans une de ces postures dont ceux qui s'y condamnent sont presque seuls à ne pas apercevoir le côté ridicule ou pitoyable ?

Sans illusions sur la portée morale de ses idées, mais parfaitement résigné à rester ce qu'il était : un athée honnête homme, l'ex-professeur avait su éliminer de sa pensée, comme de ses œuvres, l'amertume secrète qui avait accompagné sa première initiation aux vérités cruelles d'un évangile que l'on qualifie parfois de nouveau, bien qu'il remonte à quelque cinq cents ans au-delà de l'ère chrétienne. Ses négations philosophiques étaient franches, mais non rageuses et enfiellées à l'exemple de tant d'autres, — car ce qui manque assez généralement aux athées, c'est de savoir nier Dieu sans l'attaquer. — Sa critique était sereine, non moins que sa philosophie : il parlait des œuvres et des hommes comme quelqu'un qui sait bien que les choses humaines n'ont pas d'autre importance que celle que nous leur donnons.

En somme, on ne le jalousait pas trop, puisqu'il n'était rien d'officiel, pas même décoré ; et on ne le détestait point, la netteté de ses doctrines l'ayant rendu sympathiquement intéressant : on lui savait gré de n'avoir jamais « tourné autour du pot » ni commis de palinodie, en un temps où la plus grande difficulté semble être, — après celle de prendre parti pour une chose ou pour une autre, — de penser quelque chose avec suite, et où tout l'effort de la pensée jeune et indépendante paraît vouloir se diriger vers une sorte de mysticisme bâtard, sans enthousiasme ni foi, assez vague et

assez niais : l'extase laïque, sans ravissement ni visions. Les femmes faisaient même mieux que de ne le point détester : elles l'aimaient. Elles l'aimaient, parce qu'il n'était pas laid, mais surtout parce qu'il les aimait. Et puis, elles sentaient, elles savaient qu'il ne les méprisait point ; qu'elles ne trouveraient jamais, par-delà ses galanteries intéressées d'homme sensuel, cet insultant dédain à l'endroit de l'âme féminine, qui est au fond de tout cœur d'homme ayant fini d'aimer. Ses opinions de philosophe lui prescrivaient de ne voir, dans certaines lacunes du cerveau des femmes, que la conséquence de la longue tyrannie qui les opprime encore ; et il n'était pas assez sot pour tirer avantage ou vanité d'une supériorité qu'il savait ne devoir qu'à la séculaire injustice de son sexe. Cette supériorité, il ne s'en prévalait jamais que dans les limites prévues et concédées par toute femme aimante. En sorte qu'il gagnait presque autant de belles amies qu'il perdait de maîtresses, ce qui n'est ni désagréable ni banal, à coup sûr. Si bien, enfin, que c'eût été un rare exemple de sagesse et de bonheur en ce monde, s'il n'eût eu son point faible, comme la plupart de ses congénères, un défaut à sa cuirasse : il était trop épris de la Forme, de la Beauté féminine ; il était sensuel avec intelligence, mais non toujours sans excès. En épicurien trop attaché à la lettre du système, il estimait que la suprême raison consiste surtout à n'être point dupe de la Nature sous un prétexte ou sous un autre, à se satisfaire plutôt qu'à se sacrifier ; en un mot, à ne pas souffrir. Et il était sincèrement d'avis que l'on a tout intérêt à céder plutôt qu'à résister à ses passions, — pourvu qu'elles n'aient rien de monstrueux ni d'exorbitant, — parce qu'on est ainsi plus vite débarrassé ou allégé de leur joug.

Tel était l'homme qui s'était pris, — malgré toutes les résistances de sa raison et de son système, — d'une grande passion pour Marie-Madeleine Hart, après avoir très vaguement soupiré pour la cousine de la jeune fille, et qui venait d'acquérir la preuve de la rivalité clandestine du baron de Buttencourt-Rubécourt, son hôte. — Quant à ce dernier, c'était un homme du monde, dont l'anatomie morale, infiniment moins compliquée, peut se résumer en quelques mots : correction d'attitude ; ardeur de tempérament, cachée sous un masque d'une froideur voulue ; moralité et religion également superficielles, mais attachement machinal à ce qui constitue la dignité extérieure du gentilhomme. Encore un trait, si l'on veut : le fanatisme de la chasse. Et c'est tout.

Ces deux hommes se connaissaient de longue date et se détestaient cordialement, de longue date aussi, n'ayant pas attendu pour cela qu'une concurrence passionnelle les mît aux prises. Du reste,

rien n'engendre mieux l'antipathie entre hommes que l'impression mutuelle d'une égale force de séduction, d'une même *valeur galante*, pourrait-on dire, résultant de qualités opposées. Deux vainqueurs peuvent, à la rigueur, se pardonner réciproquement leurs succès lorsqu'ils triomphent par les mêmes moyens; jamais ils ne seront indulgens l'un pour l'autre, inclinés à la bienveillance ni même à l'indifférence, si les armes dont la nature les a gratifiés ou les procédés qu'ils emploient sont d'une diversité complète. — Il convient d'ajouter, par exemple, que, pour les femmes, c'est souvent tout le contraire. — Or, M. Réal et le baron de Buttencourt, qui tous deux avaient eu, à Nancy, d'assez brillans états de services mondains, arrivaient à plaire par des voies fort dissemblables et à peu près divergentes. Tandis que l'un, en effet, devait presque tout à sa belle mine de gentilhomme robuste, bien fait, élégant, l'autre réussissait plutôt grâce à la supériorité discrète et doucement ironique de son esprit, au charme de sa parole et à l'aménité captivante de ses manières, le tout aidé par un extérieur agréable, sans doute, mais non point irrésistible. Deux seuls traits communs : le culte, l'idolâtrie physique de la femme et la passion de la chasse à courre.

D'ailleurs, ils ne s'étaient pas encore rencontrés sur le même territoire de chasse galante, leurs goûts et leurs penchans, ou simplement le hasard peut-être, les ayant entraînés dans des directions différentes. En outre, Frantz avait renoncé au séjour de Nancy depuis quelque deux ans, n'y faisant plus que de courtes apparitions, plus ou moins justifiées, pour revoir Marie-Madeleine, que toutes les bonnes fortunes et toutes les distractions de Paris et du monde n'étaient jamais parvenues à lui faire oublier tout à fait.

Ces ennemis, si longtemps inavoués, s'étaient donc quittés sans avoir eu, non-seulement à en venir aux mains, mais à se préparer au conflit, — ce qui explique que M. Réal eût pu céder aux gracieuses instances de Mme de Buttencourt. — Mais qu'allait produire maintenant leur inimitié, décuplée, centuplée par la jalousie? Et qu'allait inspirer à l'amoureux légitime la découverte d'une intrigue où son adversaire ne pouvait jouer qu'un rôle de félon?

D'abord, il fallait la connaître tout entière, cette intrigue. Il ne s'agissait pas d'apercevoir vaguement les fils de l'imbroglio : il fallait, par une audacieuse mainmise, les saisir, s'en emparer, pour les trancher à temps. Et le but était assez intéressant, assez noble peut-être, pour qu'on n'hésitât point à faire litière des considérations de convenance ou de dignité personnelle. — Rester, voir, empêcher : voilà ce que voulait l'hôte de M. de Buttencourt et ce qu'il avait le droit de vouloir, quoique haineux et congédié.

IV.

Frantz, avec une curiosité passionnée, observait Marie-Madeleine et M. de Buttencourt. Il dissimulait, d'ailleurs, du mieux qu'il pouvait, son désir de surprendre un mot ou un geste qui trahît les résistances de l'une et les obsessions de l'autre. Mais il fallait toute la naïveté de l'amour, — naïveté dont les hommes les plus sagaces, les plus roués même, sont impuissans à se préserver tout à fait, — pour espérer que le baron, prévenu et défiant, allait bonnement compléter les informations de son hôte. Le châtelain de Rubécourt gardait sa mine la plus fermée, courtois avec les hommes, galant envers les femmes, mais de cette galanterie que le genre anglais a comme passée à l'empois en même temps que les grands cols raides d'outre-Manche, et qui, dès lors, n'a plus rien qui puisse compromettre celles à qui elle s'adresse. — Les invités présens étaient, au reste, en petit nombre : cinq ou six en tout, ce qui rendait les mystérieux colloques et les communications amoureuses d'une difficulté presque insurmontable, en tout cas décourageante.

Ayant acquis, au bout de deux jours, la certitude qu'il n'apprendrait rien par l'observation directe, M. Réal se rabattit sur les voies détournées. Il chercha d'abord à savoir si Mme de Buttencourt avait quelques soupçons touchant les variations du cœur de son mari. Mais, s'il fut promptement édifié à cet égard par l'indifférence même que l'on affecta de lui opposer, à lui, vieil ami, qui pouvait tout admettre, hors l'indifférence de la jeune baronne pour l'homme qu'elle avait épousé, cette force d'inertie à laquelle il se heurtait ne lui révélait rien de ce qu'il eût tant voulu connaître : l'âge et la gravité de la passion du baron. Elle ne lui révélait même pas, d'une manière certaine, que la baronne soupçonnât autre chose qu'une tendance générale à l'infidélité.

Restait, outre Marie-Madeleine, qui était, elle aussi, trop sur ses gardes, les hôtes, les invités des châtelains. Ceux-là ne devaient pas être en défense. Et ils savaient peut-être quelque chose, — l'un d'eux tout au moins, ce jeune Edgar Lecourtois dont Hélène avait parlé à sa cousine comme d'un amoureux peu dissimulé.

Il l'était si peu, en effet, que, au moment même où Frantz concevait le projet de tirer de lui quelques éclaircissemens, il semblait en arrêt devant Marie-Madeleine, qui, solitairement, crayonnait sous un abat-jour.

La soirée commençait. Dans ce grand salon de campagne, — meublé avec une sévérité qui trahissait plutôt des prétentions à

l'exactitude historique d'une restitution intégrale du style Louis XIII que le souci du confortable, — on venait de rentrer après un dîner assez triste; et l'on s'était dispersé, comme si chacun eût redouté l'effort des causeries laborieuses plus que les mélancolies de l'isolement. M. de Buttencourt avait, d'ailleurs, emmené deux ou trois fumeurs dans son appartement, ce qui avait achevé de rendre désert l'aspect du salon; et la baronne elle-même, appelée au dehors, avait dû momentanément abandonner ses hôtes. Edgar Lecourtois, lui aussi, s'apprêtait à s'échapper, pour aller rejoindre les fumeurs, lorsque l'admiration l'avait cloué sur place.

— Joli, n'est-ce pas? ce petit bout de tableau!

M. Réal désignait Marie-Madeleine, toujours penchée sous la lampe, dont le reflet d'or, dû à un abat-jour maïs, faisait une véritable auréole à ses cheveux châtains de deux nuances. — La jeune fille s'était montrée modeste dans le portrait qu'elle avait fait d'elle-même à M. Réal. Car, si elle n'eût été belle que par comparaison, elle n'eût pas produit l'effet qu'elle produisait en cet instant, parfaitement isolée et toute baignée de lumière.

Au vrai, c'était la beauté même que cette jeune fille. En elle tout était harmonie : lignes, contours, traits, expression, teint. Et l'ensemble donnait bien la sensation de quelque chose de fixe et de durable, faute de quoi la beauté n'est que de la grâce ou du charme sous un nom usurpé. Ce visage d'un ovale un peu plein et d'une carnation solide et franche, sous la masse mordorée d'une chevelure épaisse et lisse, troussée haut; cette bouche entr'ouverte par un sourire distrait, qui laissait voir des dents éclatantes; ces grands yeux, que voilaient de longs cils abaissés; ce buste ferme et souple, légèrement incliné, sans que l'étoffe sombre du corsage parût faire le moindre pli nulle part, tant l'adaptation était parfaite du vêtement à la partie supérieure du corps; cette main de forme allongée, sans arêtes ni angles, dont les doigts blancs se terminaient par des ongles polis et brillans; tout cela constituait un type féminin d'une pureté rare, d'une splendeur singulière et saisissante.

— Oui, oui, fit en sursautant le jeune Lecourtois. Tout à fait gracieux et à recommander aux peintres de genre... et même à tous les peintres. Car Mlle Hart serait un modèle qui pourrait poser l'ensemble, comme disent ces messieurs.

Il avait parlé vite, avec une demi-distraction, ainsi que font les gens qu'on a tirés d'une rêverie, et qui n'ont pu réussir à s'en dégager tout à fait. S'apercevant qu'il venait de dire une espèce de sottise, — une chose, en tout cas, peu convenable, — il rougit.

C'était un gentil garçon, très moderne d'aspect, élégant selon la dernière formule, mais qui savait garder sa personnalité sous la livrée changeante de la mode. Blond, avec des traits fins, le nez en l'air et la moustache frisée, il ressemblait vaguement à certain diseur de monologues, spirituel et fameux. Cette ressemblance avait même déterminé en lui une vocation, fort appréciée dans son entourage, d'acteur ou plutôt de chanteur comique. Il s'était adonné, de bonne heure, à la chansonnette, respectant le domaine de celui dont on le prétendait le sosie. Et, ayant brillamment réussi, à Paris même, dans une foule de salons, il n'avait pas voulu d'autre carrière, — ce qui l'avait induit à manger beaucoup d'argent, pendant ses longs loisirs. — Son père, ancien procureur général, qui, après s'être marié selon ses ambitions à Nancy, s'y était retiré, vivait grandement, comme il sied à un riche bourgeois, jadis investi d'une haute magistrature et dont le mariage a triplé la fortune sans nuire à son rang; mais il n'entendait pas raillerie sur les fredaines de jeunesse. Aussi avait-il bientôt coupé les vivres au prodigue, le rappelant à Nancy et lui interdisant d'en sortir autrement que par le mariage, — à moins que ce ne fût pour résider aux champs, — sous peine d'une condamnation au travail forcé.

Le fringant Edgar s'était soumis; mais, pour charmer l'ennui de son exil, il était devenu amoureux fou (il n'eût pu l'être autrement) de Marie-Madeleine. Par malheur, M. Lecourtois père ne goûtait qu'à demi cette diversion, à cause des embarras d'argent et de la situation commercialement suspecte ou du moins fort compromise de M. Hart. Connaissant le baron de Buttencourt, dont son père était le voisin de campagne, Edgar s'était fait inviter à Rubécourt, et d'autant plus facilement que le baron, mis dans la confidence avec sa femme, paraissait disposé à appuyer les prétentions du jeune homme, qui, sans se déclarer en termes explicites à Marie-Madeleine, ne lui laissait rien ignorer de sa passion et n'en laissait rien ignorer à personne.

— Je vois que vous admirez en connaisseur, dit Frantz en raillant avec un peu d'amertume.

— Je fais mieux que d'admirer, reprit Edgar bravement. Je suis épris, amoureux,.. pincé jusqu'à l'âme, s'il faut être sincère. Mon Dieu, cela ne m'empêche pas de dire des sottises; cela peut même contribuer à m'en faire dire; mais cela me permettra, je l'espère, d'en effacer un jour le souvenir : je ne demande qu'à réparer, moi.

Il regarda son interlocuteur avec franchise, ayant l'air de lui dire : « Voilà ma profession de foi. A votre tour. Car je vous ai deviné : l'homme grave et l'écervelé pourraient se donner la main... si l'usage n'était pas de se la refuser entre rivaux. »

L'entretien avait lieu presque à voix basse, loin de la haute cheminée où se chauffait la douairière, loin de la table où Marie-Madeleine dessinait, loin de deux dames esseulées, qui bâillaient, l'une en face de l'autre, tout en regardant une pendule monumentale. D'après le tour que cet entretien avait pris si rapidement, M. Réal pouvait augurer qu'il lui serait difficile de retrouver une aussi bonne occasion de faire parler le jeune comique amateur, dont la rivalité pouvait bien l'agacer parfois, mais l'inquiétait infiniment moins que celle du baron.

— Ah! c'est une grande ravageuse de cœurs que Mlle Marie-Madeleine! dit Frantz avec un soupir prémédité.

— Là! fit Edgar. J'en étais sûr!.. Oui, j'étais sûr que vous l'aimiez aussi, vous, monsieur le savant, monsieur l'homme sérieux!.. D'ailleurs, tout le monde l'aime. Et voilà bien le chiendent!.. Oh! pardon!

— Ne vous reprenez pas, dit en souriant M. Réal. La locution a le mérite d'être claire. Et c'est tout ce qu'il faut, en vérité... Vous pensez donc n'être pas seul...

— Seul? Ah! pardieu! non. D'abord, il y a vous, mon bon monsieur, ne vous en déplaise.

— Si vous voulez, dit Frantz avec résignation. J'admire Mlle Hart. Admettons que je l'aime, puisque cela paraît vous faire plaisir.

— Ah! mais non, fichtre! ça ne me fait pas plaisir... Et pourtant, tenez, je vous le dis sincèrement, votre admiration, votre toquade ou votre amour me gêne moins que d'autres sentimens analogues qu'éprouvent d'autres personnes pour le même objet.

— Bah!.. Je sais bien que l'on a parlé du jeune M. de Remillemont, qui est, dit-on, désespéré...

— Pas sérieux, interrompit Edgar Lecourtois. Il a menacé son papa de se brûler la cervelle parce que sa famille opposait de la résistance à ses projets autant que Mlle Hart elle-même... S'il avait été sérieux, il l'aurait fait.

— Le feriez-vous donc, vous?

— Non; mais je n'en parle pas... Et puis, moi, si je veux épouser, c'est que je suis sûr de réussir. J'épouserai.

— Diable! fit Réal intéressé. Vous êtes affirmatif.

— J'ai mes raisons. Mon père finira par céder. D'abord, c'est lui qui est cause de tout. Pourquoi m'a-t-il rappelé? Et que faire en province si l'on n'y est pas même amoureux? Ensuite, il a une propriété pas loin d'ici, papa, ce qui me permettra d'avoir toujours un pied chez les Buttencourt et de suivre mon idée. Or, une idée qu'on suit est une idée qui finit toujours par se laisser prendre... et transformer en belle et bonne réalité.

— Très juste et très profond, ce que vous dites là... Mais, Mlle Hart?

— Quant à Mlle Hart, reprit le jeune homme avec assurance, elle cèdera aussi... Elle cèdera parce qu'elle est difficilement mariable, son père n'ayant plus que fort peu d'argent et fort peu de considération... Et, suivez-moi bien, son mariage avec votre serviteur, qui a la chance et l'honneur d'être le fils de l'homme le plus considéré de Nancy, de l'homme intègre par excellence, ce mariage sera doublement utile à son père, lequel a des procès sur les bras, outre que sa réputation est fortement menacée, sinon avariée déjà. En épousant sa fille, outre que je l'en débarrasse, je lui jette un pan d'hermine sur la tête et lui gagne l'oreille de la magistrature. Comprenez-vous?

— Oh! à merveille. Vous êtes très fort, savez-vous bien?

— Non; mais, tout en ne tenant pas à l'argent... au-delà d'un certain chiffre, qui est précisément celui de la fortune de papa, je suis pratique. Je sais où je vais; donc, j'arriverai.

— Je commence à le croire. Mais je ne vois plus, dès lors, en quoi vos rivaux peuvent vous inquiéter.

— Je ne peux pas tout vous dire, quoique je ne cache guère mon jeu, vous en conviendrez... Et cependant, si vous étiez aussi franc que je le suis, je poitrinerais encore moins, comme on dit au bézigue, et je vous montrerais peut-être mon gros atout.

Sans savoir au juste de quoi il retournait, M. Réal pressentait que le gros atout en question avait la figure du baron de Buttencourt. Aussi, tout à fait captivé, cherchait-il un moyen honnête d'achever de lire dans le jeu qu'on lui cachait si peu, lorsque le baron rentra dans le salon, en compagnie des fumeurs.

Ceux-ci étaient des amis ou des voisins : un certain M. de Saint-Chamoins, vieux gentilhomme campagnard, qui, avec sa barbe rude et drue, toute pointillée de blanc, son teint de brique et son nez efflorescent, ressemblait assez à un garde-chasse vieilli sous le harnais, tanné par la bise et saturé d'alcool; puis le marquis de Prévallier, tout autre, mais guère plus avenant, ancien viveur retraité, dont l'antique vernis d'élégance s'était passablement écaillé au contact des mœurs provinciales, et qui n'avait plus guère que des prétentions pour déguiser sa profonde et native vulgarité.

Le premier regard de M. de Buttencourt fut, très involontairement sans doute, pour Marie-Madeleine, et le second pour les deux hommes qui causaient dans un coin en face d'elle. — Tout d'un coup, Réal prit son parti d'être audacieux, au risque d'être maladroit.

— Je le connais, dit-il en se penchant à l'oreille d'Edgar, je le connais, votre atout : le voilà.

— Ah! parbleu! ce n'est pas mal pour un psychologue d'avoir deviné cela, monsieur Réal!.. Eh bien! écoutez-moi. Quiconque n'aura pas celui-là dans son jeu n'épousera pas Mlle Marie-Madeleine Hart.

Il allait peut-être en dire davantage quand la voix de la douairière s'éleva, aigre et doucereuse à la fois, pour interpeller les deux amateurs de fumerie, compagnons de son fils :

— Messieurs, vous ne trouverez pas mauvais que je vous fausse compagnie, ce qui ne sera que vous rendre strictement votre politesse. D'ailleurs, je me figure que vous serez aises de vous coucher de bonne heure, puisque vous chasserez demain... à tir, cette fois, n'est-ce pas? J'ai rencontré tantôt, dans la cour, Dervieux, le garde, qui m'a promis, pour votre plus grand amusement, une belle hécatombe dans les tirés de Chailly.

Puis, se tournant alternativement vers son fils et vers M. Réal, elle ajouta :

— Quant à vous, messieurs, qui ne prisez pas autant la chasse à tir, je ne vous en souhaite pas moins de vous couvrir de gloire. Vous n'avez guère brillé comme veneurs, le jour de la Saint-Hubert; vous demanderez demain votre revanche au fusil.

Enfin, s'adressant aux femmes :

— Et vous, mesdames, vous aurez à montrer vos costumes, ce qui est le grand attrait de la chasse à tir pour vous... et aussi, je me l'imagine, pour quelques-uns de ces messieurs.

Sur quoi elle fit signe à Marie-Madeleine et à Hélène, qui s'étaient avancées toutes deux, de ne pas se déranger davantage; et, de son pas de vieux fantôme ou de vieille fée, elle s'alla coucher avec l'aide de sa femme de chambre, qui l'attendait, selon l'usage, dans le vestibule.

V.

Une clairière en forêt, toute proche de la lisière des bois; du givre aux arbres; du soleil dans un ciel pâle : un joli paysage d'hiver, auquel il ne manque que la venue de quelques personnages pour devenir un charmant décor. Car cet espace vide et lumineux semble attendre des hôtes qui le peuplent et l'égaient, qui réveillent les échos engourdis des bois environnans et apportent au moins une représentation de la vie dans un endroit si bien préparé pour lui servir de cadre.

Mais voici que des grelots tintent au loin. Une voiture s'arrête vers l'orée du bois, à quelque cinquante mètres de la clai-

rière, devant une maisonnette de garde. Chasseurs et chasseuses en descendent; celles-ci entrent chez le garde, qui s'est avancé au-devant d'elles, la casquette à la main. Quant aux hommes, à l'exception de M. de Buttencourt, lequel doit conférer avec son garde, ils se dirigent vers la clairière, M. de Saint-Chamoins ouvrant la marche.

— Ouf! fait le barbon en s'étirant et en frappant du pied le sol durci, je ne suis pas fâché de me retrouver sur mes jambes après cette course en voiture, si rapprochée du premier déjeuner. Mauvais pour la digestion, ça!.. surtout avec le voisinage de jolies personnes habillées en hommes, mais diantrement femmes tout de même... par le haut!

D'un geste il dessinait une courbe harmonieuse en avant de sa large poitrine carrée, qui saillait sous le velours à côtes de son affreux costume de chasse.

— Et par le bas aussi, dites donc! — interrompit avec conviction le marquis de Prévallier, dont l'œil éraillé, à demi éteint, de vieux satyre fourbu se ralluma pour la circonstance, tandis qu'il désignait ses jambières et leur maigre contenu, comme faisant contraste, sans doute, à l'agréable vision qu'il évoquait.

Frantz Réal, qui marchait à côté d'Edgar Lecourtois, murmura :

— Qu'est-ce que ça peut bien leur faire, à ces deux débris?

— Ma foi! fit le jeune Nancéen, je serais curieux de le savoir... Dites donc, vous qui êtes ferré sur les « états d'âme, » est-ce que vous ne croyez pas que ces vieux roquentins-là veulent tout simplement nous faire poser quand ils prennent un air émoustillé pour nous parler des femmes?

— Eh, eh! qui sait? La puissance féminine est durable; et, lorsqu'on a prêté le col à son joug...

— Oui, mais ce n'est pas de la puissance des femmes que je doute...

— Jeune homme, nous allons devenir inconvenans, et nous n'avons pas encore l'âge de ces messieurs... Laissez-vous plutôt ramener sur un terrain où nous avons eu le plaisir... ou le déplaisir de nous rencontrer déjà... Vous êtes donc bien sûr de l'appui de M. de Buttencourt?

— Moi? Pas le moins du monde.

— Cependant, vous disiez...

— J'ai dit que quiconque n'aurait pas son appui n'épouserait pas Mlle Hart.

— Eh bien?

— Eh bien! personne ne l'aura, son appui. Et, s'il feint de me

l'accorder, à moi, comme il a feint de l'accorder au jeune Remillemont, c'est tout bonnement qu'il ne prend pas davantage au sérieux ma candidature. Mais c'est là que je l'attends.

— Personne n'aura son appui, dites-vous?.. Pourquoi donc cela?

— Ah çà! Vous n'avez rien vu, rien deviné?

Edgar Lecourtois fixait son œil bleu, dont le regard avait une expression particulière d'ahurissement voulu et de finesse naturelle, sur son interlocuteur très évidemment possédé, en dépit d'un certain air indifférent, par le désir d'apprendre quelque chose de plus que ce qu'il savait.

— Personne, reprit Edgar en graduant ses effets, n'aura l'appui de M. de Buttencourt pour épouser M[lle] Hart, parce que M. de Buttencourt trouve M[lle] Hart à son gré, parce qu'il en est extraordinairement amoureux, enfin parce qu'il la veut pour lui-même.

— Vous plaisantez?.. Lui! Un homme marié! et depuis peu! Allons donc!

— C'est canaille, hein?

Réal, avant de répondre, chercha sa phrase, ce qui ne lui était guère habituel.

— Moins canaille, prononça-t-il à la fin, que de la faire épouser par un fantoche quelconque, pour devenir ensuite son amant tout à loisir... Ces choses-là se voient quelquefois, dit-on... En tout cas, elles se sont vues : c'est un procédé royal.

Si la phrase avait été calculée, l'impression qu'elle produisit dut satisfaire celui qui en avait combiné les termes. Le jeune Lecourtois, en effet, exécuta un véritable saut de côté, comme si on lui eût tout à coup montré quelque vilain crapaud ou quelque ordure sous ses pieds.

— Ah! bien, s'écria-t-il, vous n'êtes vraiment pas gobeur non plus, vous!.. Vous l'êtes même encore moins que moi... Car le fantoche, ce serait... Merci bien!.. Sans compter que c'est peut-être la vérité pure, cela, et qu'on me laisserait épouser tranquillement, pour... Fichtre!

— Doucement, cher monsieur! fit Réal avec un sérieux qui n'avait rien de simulé. C'était une simple remarque, et non une insinuation. Et il me semble, en outre, que vos alarmes, si elles devenaient sincères, prendraient un caractère des plus injurieux à l'égard de M[lle] Hart.

— Ça, c'est exact... Mais enfin, votre avis, à vous, sur les arrière-pensées de notre hôte?.. Car il n'est pas possible que vous n'ayez rien observé de louche. Et, laissez-moi vous le dire, ou

vous le redire, votre qualité d'amoureux rend tout à fait invraisemblable...

— Mon cher monsieur, interrompit Frantz, au lieu de me prêter une perspicacité et aussi des sentimens que je décline, vous feriez peut-être mieux de me révéler les faits...

— S'il n'y a pas, même momentanément, interrompit Edgar à son tour, communauté d'intérêts entre nous, pourquoi vous ferais-je des révélations?

— Eh bien, fit Réal impatienté, soit! J'admets que nous soyons intéressés tous deux à déjouer les noires machinations de notre hôte... Vous pouvez, vous devez, dès lors, me dire ce que vous savez, tout ce que vous savez... Il y a longtemps que j'ai quitté Nancy; et, dans ce temps-là, il n'était question de rien. Depuis, j'ai appris que M. de Buttencourt fréquentait, plus assidûment que par le passé, chez les deux frères Hart. La nouvelle de son mariage ne m'a donc pas surpris, étant donné surtout qu'Hélène Hart avait notoirement la plus grosse dot et les plus belles espérances de la province. Mais je n'en sais pas davantage... En honneur, je vous l'atteste!

— Apprenez alors que le baron a paru longtemps préférer l'intérieur du moins fortuné des deux frères, et qu'il a tourné court, pour épouser la fille du cadet quand on le croyait occupé avec celle de l'aîné.

— Ah!

Les doyens de la chasse s'étaient arrêtés en voyant reparaître le baron, suivi de près par les chasseuses et par le garde, qui portait les fusils de celles-ci.

Elles n'étaient que trois : Hélène, Marie-Madeleine et une jeune femme très parisienne, Mme Octave Frugères, née Aimée Baraton, mariée à un homme encore plus jeune et plus parisien qu'elle-même, — ce qui expliquait qu'ils fussent rarement ensemble. — Elle était arrivée la veille seulement, fuyant la solitude d'une propriété voisine, où son mari l'avait abandonnée.

— Décidément, fit le marquis de Prévallier avec un clappement de langue fort significatif, cet accoutrement semi-masculin est seyant en diable!

De fait, les trois femmes étaient des plus gracieuses en leurs tenues de chasse. Leurs costumes de simple drap jaspé les habillaient on ne peut mieux et prêtaient au charme personnel de chacune d'elles ce surcroît d'attrait que l'équivoque des travestis manque rarement d'ajouter aux beautés qui ne sont pas par trop plantureuses. Mais Marie-Madeleine, même vue de loin, éclipsait presque totalement ses voisines. Avec sa taille jeune, son buste plein et cepen-

dant élancé, ses jambes un peu longues, haut guêtrées de cuir noir sous une jupe courte, c'était une merveilleuse Diane moderne.

— Ah! soupira comiquement le vieux Saint-Chamoins en caressant sa barbe broussailleuse, avoir vingt ans de moins pour leur plaire!

— Ce ne serait peut-être pas suffisant, — marmotta Réal, que les admirations et les clins d'œil auxquels les jambes sveltes et bien modelées de Marie-Madeleine servaient trop évidemment de point de mire, agaçaient d'une façon prodigieuse.

— Vous dites?

— M. Réal, dit Edgar en intervenant, fredonnait le refrain connu : *Les femmes, les femmes*... J'ai chanté ça quelquefois dans les salons. Mais, à vrai dire, tous les hommes le chantent.

— Bah! fit le marquis, la jeunesse ne sait plus être jeune. Et je parierais que je m'entends mieux que vous...

— A être jeune? interrompit Edgar. Dame! écoutez donc, il y a plus longtemps que moi que vous l'êtes!

— Ça, c'est vrai, fit observer le vieux Saint-Chamoins avec un regard malin à l'adresse des prétentions du marquis. Mais, voyez-vous, l'âge nous met moins de plomb dans la tête qu'il ne nous en met dans l'aile. Voilà tout ce que ça prouve.

— Parlez pour vous, dit Prévallier d'un air piqué. On n'a que l'âge de ses mœurs.

— Euh, euh! — fit d'un ton sceptique le vieux rural, qui, pour peu qu'il fût à jeun, avait beaucoup de bon sens, — c'est parfois plus difficile que d'avoir tout bêtement les mœurs de son âge.

Puis, s'adressant à Edgar Lecourtois :

— Mais qu'ai-je entendu dire, jeune homme? Vous songez à vous marier?.. Déjà!.. Il est vrai que, après quelques années du séjour de Paris, on peut être considéré comme ayant terminé ses humanités, hein? Et ce, surtout quand on a mérité, comme vous, d'être condamné à la province...

— Oh! à temps seulement, interrompit Edgar avec modestie.

— Combien d'années en avez-vous attrapé, au tribunal paternel?

— J'en ai pour jusqu'à mon mariage.

— Diable! Vous avez dû faire pas mal de bêtises, à ce taux-là!

— Vous ne nous en avez jamais rien conté, dit le marquis. C'est mal, cela, jeune homme!

— Mon Dieu, messieurs, ce n'est pas que j'aie douté, un seul instant, de votre compétence... Mais, vous comprenez, quand on aspire à se marier...

— Oui, oui, compris! fit Saint-Chamoins. Ah çà! mais dites donc, c'est avec la cousine de la baronne?.. Mes complimens, du reste!.. Seulement, je me demande comment votre père, un homme si sévère, un ancien magistrat... Car enfin, la famille...

— C'est vrai, dit Prévallier, le père de la jeune personne est un industriel... ou un financier, je ne sais jamais au juste...

— Un peu industriel, interrompit Saint-Chamoins, et très financier, à ce qu'on prétend.

Lecourtois, nerveux, clôtura l'entretien en disant :

— Mettez, si vous voulez, un financier industrieux... quoiqu'il n'ait pas toujours bien géré ses affaires... Mais, messieurs, outre que ce n'est pas lui que j'épouserai si, par hasard, j'épouse sa fille, je ne suis pas encore marié. Vous m'obligerez donc en ne parlant à personne, pas même à moi, de mon mariage prétendu prochain. Je ne demande à l'hymen, il est vrai, que la paix et la liberté, ce que tous les députés promettent à leurs électeurs, ce que si peu de femmes savent donner à leurs maris. Mais ce modeste programme étant plus difficile à réaliser qu'il n'en a l'air, il faudra peut-être que j'attende tout de même. Car, si je tiens à ce que ma femme me donne beaucoup de liberté, je ne tiens pas à ce qu'elle en prenne trop... Mais nous en avons dit plus qu'il n'en faut... D'ailleurs, voici ces dames.

Il parut à Frantz que quelque amertume perçait sous ces paroles peu mesurées. Et il se félicita presque d'avoir alimenté les inquiétudes du jeune homme, quoiqu'il n'eût pu le faire sans aggraver ses propres angoisses. — A quoi tendait M. de Buttencourt? A mal marier Marie-Madeleine pour être sûr de l'avoir un jour, ou à l'empêcher, par jalousie, de se marier d'une façon quelconque? L'une et l'autre hypothèse étaient presque également désobligeantes pour tout homme aspirant à devenir le mari de la jeune fille.

Tandis que Saint-Chamoins et Prévallier se congratulaient de s'être dégourdi les jambes sans avoir passé par la maison du garde, où, pendant un quart d'heure, la belle mine des mioches, la propreté du carrelage, le lustre des cuivres et la netteté des meubles avaient dû servir de thème aux variations bucoliques de ces dames, Frantz s'était rapproché du groupe féminin.

— Vous avez perdu, lui dit la jeune Mme Frugères, beaucoup perdu, monsieur Réal, à ne pas entrer avec nous chez le garde. C'est un bijou, que cette maisonnette! En faisant percer une ou deux fenêtres du côté de la forêt, une baie entre les deux pièces du rez-de-chaussée, loger un calorifère dans le sous-sol... Bref, je m'en arrangerais.

M. Réal, distrait, ne répondit rien.

— Vous voulez dire, madame, que vous l'arrangeriez, — dit alors en s'avançant Edgar Lecourtois, qui avait suivi Frantz d'assez près.

— Pas mal, pour un homme gelé ! riposta la jeune femme avec un malin sourire. Car, positivement, vous vous figez, monsieur Lecourtois !

— Dame ! il fait chaud tout juste. Et cette chasse qui ne commence pas !..

— Fi ! c'est honteux, à votre âge ! M. Frugères, qui est votre aîné, se lève tous les matins, à la campagne, vers six heures.

— Et à Paris ?

— Il ne s'agit pas de cela. Nous sommes à la campagne. Six heures du matin ! En feriez-vous autant ?

— A sa place ? Ma foi, non. Je m'en garderais bien !

— Que c'est bête, ce que vous dites là ! Il est à un bout du château, moi à l'autre... quand nous y sommes ensemble.

— Je ne me logerais pas comme lui, voilà tout !

Ces galanteries, un peu montées de ton, plaisaient beaucoup à la jeune dame, qui avait un faible pour Edgar Lecourtois. La vérité est que ces deux modernes s'entendaient à ravir. Et il n'était pas improbable qu'une femme si peu mariée et si gentille sous son blond toupet ébouriffé dût parvenir à faire oublier tout mariage à son interlocuteur de prédilection, — en oubliant le sien propre.

— Mesdames, dit M. de Buttencourt, si vous voulez bien me le permettre, je vais vous placer ; nos rabatteurs doivent être au complet et avoir enfin pris position. Nous allons donc nous diriger de leur côté, en longeant la lisière du bois. Vous me pardonnerez ce léger retard... Mme Frugères et M. Lecourtois, ainsi que MM. de Saint-Chamoins et de Prévallier formeront notre centre ; Hélène et vous, mon cher Réal, je vous poste tout près d'ici, à l'extrême droite de la ligne de tir ; quant à Marie-Madeleine et à moi, nous occuperons l'extrême gauche de cette ligne, un peu convexe, que j'ai imaginé de former en l'orientant de telle sorte qu'il soit matériellement impossible de s'envoyer du plomb les uns aux autres... Quand vous aurez approfondi mon plan, vous reconnaîtrez qu'il est extrêmement ingénieux.

— Je crois bien ! murmura Edgar. Et ce qui le différencie de tous les plans passés, présens et futurs, c'est qu'il est merveilleusement clair, son plan : lui, à un bout de la ligne ; ceux qui peuvent le gêner le plus, à l'autre bout ; et le reste au milieu... Parbleu ! c'est limpide.

— Bref, reprit le baron, je tâcherai de vous dédommager de votre

attente en vous ménageant à tous, mais surtout à vous, mesdames, quelques beaux coups de fusil.

— Oh! cela nous est parfaitement égal! s'écria la petite M[me] Frugères. Nous avons mis nos costumes : la chasse sera toujours bonne... Et même, quant à moi, étant donné qu'il faudra revenir chez le garde pour le déjeuner, si l'on voulait y procéder tout de suite, je n'y verrais pas d'inconvéniens.

— Vous êtes cynique, ma chère!

— Franche, tout simplement. C'est le costume qui veut ça.

Puis, baissant la voix, de manière à n'être entendue que de Frantz et d'Edgar, qui marchaient tous deux à côté d'elle :

— Il ne produit cependant pas le même effet sur toutes les femmes... Il y en a qui ont beau se déguiser en hommes...

Son regard, avec une perfidie remarquable, désignait, sans insistance trop déplacée, Marie-Madeleine, laquelle cheminait, en ce moment-là, devant elle.

Ses deux voisins tressaillirent en même temps, ayant saisi ou plutôt suivi ce coup d'œil indicateur. Mais ils n'eurent garde, ni l'un ni l'autre, de relever le propos : ils savaient que M[me] Frugères avait le travers peu original de supporter difficilement les femmes plus jolies qu'elle. Toutefois, à partir de cet instant, l'attention de M. Réal ne put se détacher de Marie-Madeleine.

Si bien qu'il s'aperçut, au moment où le baron achevait de placer son monde à l'entrée des tirés bordant tout un côté de la forêt, que le châtelain de Rubécourt profitait de l'occasion pour engager un colloque des plus animés avec M[lle] Hart. Celle-ci paraissait agacée et mécontente; pis que cela : irritée ou indignée, secouant la tête en signe de refus, avec une énergie singulière.

Frantz remarqua tout aussitôt qu'il lui était possible, sans donner l'éveil, de gagner sous bois le revers du taillis près duquel avait lieu la discussion qui l'intéressait si fort. Il n'hésita point et se glissa, parmi les arbres, jusqu'à un endroit très proche de celui où se tenaient les deux personnages. Il leur était à peu près caché par les branchages et les broussailles. D'un autre côté, des éclats de rire l'avertissaient que les plaisanteries d'Edgar Lecourtois, en train de formuler, d'une façon tout humoristique, les principes essentiels de la chasse à tir et spécialement de la chasse au rabat, obtenaient un plein succès. Le jeune homme paraphrasait, pour la plus grande joie de ses voisins, l'axiome fondamental de cette chasse, lequel est aussi celui de l'escrime : *toucher et ne pas être touché.*

— Il faut bien que je vous parle ici, dit M. de Buttencourt, puisque vous n'avez pas voulu m'entendre ailleurs... L'autre jour, j'ai obtenu, Dieu sait au prix de quels efforts et de quelles instances! que vous répondissiez un mot, un seul, à toutes mes lettres res-

tées sans réponses, comme mes supplications verbales... Et ce mot, que vous n'avez pas daigné m'adresser directement, ce mot que, de guerre lasse, vous avez consenti à tracer sur un bout de papier, glissé dans un livre...

— Ce mot, interrompit la jeune fille, c'était : Jamais. Entendez-le donc après l'avoir lu.

— Écoutez-moi...

— Rien, rien... Jamais! Vous savez pourquoi et comment je suis chez vous : à cause d'Hélène, dont vous vous êtes servi pour m'y attirer, avec une diplomatie plus ingénieuse qu'honorable. Cela suffit. C'est déjà trop.

— Cependant, vous me désespérez... Et, si je voulais, après tout...

— Osez donc! dit la jeune fille d'un ton de défi plus douloureux que fier.

— J'oserai! fit le baron avec un accent de rage sourde et de résolution suprême.

VI.

Une soirée à peu près pareille à la précédente, mais encore plus terne, plus éteinte, par suite de la fatigue d'une journée de chasse. — Au dehors, cependant, la nuit froide et superbe resplendit d'étoiles.

Frantz est absorbé, seul dans un coin du salon; Marie-Madeleine et sa cousine échangent quelques paroles de loin en loin; la douairière somnole; son fils et deux ou trois amis sont allés fumer, selon l'usage. Quant à Edgar Lecourtois, qui avait d'abord accompagné les fumeurs, il n'a pas tardé à revenir. Et, présentement, il flirte avec Mme Frugères.

Mais, tout à coup, Réal observe que ce *flirt* tourne au grave. On devient sérieux, ce qui n'était guère présumable de la part du jovial Edgar et de la peu ténébreuse Aimée. On discute, on se contredit, on se querelle, au lieu de se sourire. Et, grâce aux fréquens coups d'œil, plus ou moins furtifs, qui visent Mlle Hart, il n'est pas trop malaisé de deviner que c'est la jeune fille qui sert au moins de prétexte au différend. Frantz, alors, guette le moment où il pourra prendre à part Marie-Madeleine, — ce qui ne saurait tarder beaucoup, car la conversation des deux cousines languit de plus en plus.

— Savez-vous, mademoiselle, que, si beaucoup de gens vous aiment, il en est aussi qui vous haïssent ou vous veulent du mal?

Il avait, avec prestesse, saisi le moment où Hélène se levait, afin de donner un ordre, et il lui avait succédé près de la jeune fille.

— On me hait? On me veut du mal? Cela m'étonne, car je ne hais personne, moi, ni ne veux de mal à qui que ce soit... Mais, apprenez-le, si j'avais le choix, je demanderais à être haïe plutôt qu'aimée!

Elle avait parlé avec une conviction presque véhémente, quoiqu'elle en dût contenir l'accent à cause des oreilles assez nombreuses ouvertes dans le voisinage.

— Ce ne sont pas des hommes qui vous haïssent, dit Frantz en secouant la tête. Hélas! quel homme pourrait vous haïr... du moins, avant de vous avoir aimée? Mais il y a des femmes pour cette besogne.

— Une femme me hait? Plusieurs peut-être?

— Peut-être plusieurs... Et, par exemple, la vieille baronne, qui, tout en faisant la chattemite, ne rentre pas toujours à temps ses griffes quand elle vous tient sous sa patte.

— C'est vrai, fit Marie-Madeleine avec indifférence. Je m'en suis aperçue... Mais, si vous saviez...

— Si je savais comme ça vous est égal, n'est-ce pas? Oh! je m'en doute... Cependant, voyons, il ne peut pas vous être indifférent que l'on vous juge mal, que l'on vous calomnie...

— Qui me calomnie? demanda la jeune fille avec une vague inquiétude dans le regard plus que dans le ton. La douairière?

— Non, pas précisément, que je sache.

— Ce n'est point Hélène, je pense?

— Oh! non, encore bien moins. Celle-là vous est acquise. Et, d'ailleurs, c'est une trop charmante et trop excellente personne...

— Bon, bon!.. Mais qui, alors?

— Regardez, tout doucement, devant vous.

— Mme Frugères! fit Marie-Madeleine avec surprise. Je la connais à peine.

— Elle trouve, sans doute, qu'elle vous connaît trop.

— Ah! j'y suis! C'est à cause de M. Lecourtois, dont elle voudrait faire son sigisbée et qui s'est malencontreusement imaginé de soupirer pour moi, lui aussi!.. Quand me laissera-t-on tranquille, grand Dieu!.. Mais en quoi me calomnie-t-elle? Que peut-elle me reprocher?

— Je n'ai rien entendu de catégorique. J'ai seulement surpris une remarque et un regard... désobligeans.

— Eh bien? Cela ne vous a pas détourné de ma personne?

— Non, répondit Frantz, dont le regard s'alluma d'une étrange

ardeur. Non! Rien ne saurait me détourner de vous... Et, si vous vouliez...

— Encore! interrompit la jeune fille avec plus de lassitude que d'impatience.

Mais, en ce moment, Hélène, à la prière de la vieille baronne, se mettait au piano et attaquait la *Grande valse brillante*, de Schulhoff, laquelle, avec *Il baccio*, ayant fait les délices de la première ou de la seconde jeunesse de la douairière, avait le pouvoir de la réveiller. Et, d'autre part, Edgar Lecourtois s'étant mis à feuilleter des cahiers de musique, en compagnie de Mme Frugères, on pouvait augurer qu'une chansonnette ou peut-être un duo d'opérette succéderait à la valse. En attendant, il était presque permis de causer à voix basse. Frantz, à demi penché vers Marie-Madeleine, profita des premiers accords pour reprendre, sur un ton contenu, mais singulièrement expressif et chaleureux :

— Oui, si vous vouliez m'accorder, à défaut d'autre chose, votre confiance, votre confiance entière, je vous jure que vous n'auriez point à vous en repentir... Je devine que vous avez des secrets... un, tout au moins, lequel vous oppresse, si même il ne vous torture... et dont votre cousine, que vous aimez, qui vous aime, ne saurait pourtant recevoir la confidence... Oh! je ne sais rien, rien que ce qui peut être deviné, rien que ce que cette jeune femme, dont la méchanceté est faite surtout de jalousie, a sans doute deviné comme moi. Mais je suis sûr, moi, que vous êtes sans reproche, qu'aucune légèreté, aucune imprudence ne vous est imputable. C'est un homme qui est coupable, un homme qui vous poursuit d'un amour insultant... Faut-il nommer cet homme? A quoi bon?.. Mais le temps presse. Je vais être bientôt obligé de me retirer, de quitter Rubécourt; et, si je me retire sans emporter une parole d'encouragement, je n'aurai pas le droit de vous aider, de vous défendre... Ah! je vous en prie, Marie-Madeleine, laissez-moi, en vous appelant de votre nom, si doux aux lèvres et si charmant, de ce nom que j'adore, vous persuader que ma tendresse est de vieille date et m'impose le devoir de vous protéger... Songez que, si j'avais l'espoir d'être un jour votre mari, si j'étais votre fiancé, vous n'auriez rien à craindre, rien à cacher... Songez que vous pourriez quitter demain cette maison, où vous souffrez, où vous n'êtes pas en sûreté... Oh! ne niez pas, de grâce! Cela, j'en ai la preuve.

Jusque-là, Marie-Madeleine avait écouté sans révolte. Il était évident que ce langage entraînant, couvert en partie par l'accompagnement assez bruyant de la musique, ne lui déplaisait qu'à moitié... Mais à peine le mot *preuve* eût-il été prononcé que la jeune fille se leva, sans s'éloigner toutefois.

— De quelle preuve parlez-vous, monsieur Réal? demanda-t-elle avec une hauteur mêlée d'anxiété.

Frantz pesa, pendant quelques secondes, les termes de sa réponse. Puis, brûlant ses vaisseaux :

— Je sais, dit-il, que M. de Buttencourt vous aime et vous poursuit. D'autres le savent peut-être...

— Taisez-vous, murmura la jeune fille avec effroi, taisez-vous!.. Si Hélène...

En proie à une émotion violente, qui se traduisait par une palpitation terrible et par une pâleur de mort, elle dut se rasseoir, après avoir chancelé, comme fauchée par la secousse. Bientôt, la teinte livide du visage fit place à une rougeur de honte. Frantz jugea qu'il n'avait plus à ajouter qu'un mot :

— Mademoiselle, dit-il en se levant pour s'incliner ensuite avec respect, le hasard, je n'ose dire ma perspicacité, m'a livré un secret qui est à vous, au moins pour partie. Quand vous voudrez que je parle ou que j'agisse, je parlerai ou j'agirai. Si vous préférez que je me taise et m'abstienne, aucune de mes paroles, aucun de mes actes ne seront en contradiction avec votre volonté. Mais, que je parle ou que je me taise, que j'agisse ou que je m'abstienne, je suis tout à vous... et jamais un doute n'altérera le caractère de ma tendresse, aussi respectueuse que passionnée.

Lorsque M. de Buttencourt revint, la valse et la chansonnette étaient achevées; mais Marie-Madeleine n'était pas remise de son trouble. Et le baron s'en aperçut. Il essaya de la faire parler. Ce fut en vain : elle prétexta un étourdissement dû aux senteurs trop énergiques de deux énormes gerbes de jacinthes et de mimosas, arrivées le jour même des bords de la Méditerranée à l'adresse de la baronne.

L'heure de la retraite fut encore avancée, ce soir-là : dix heures sonnaient à peine que déjà on se disait bonsoir dans le vestibule. Mme Frugères annonçait son départ pour le lendemain. Et, au grand étonnement de tous, Edgar déclarait que, la jeune femme retournant dans la propriété où son mari devait prochainement la rejoindre et qui était voisine de la terre des Lecourtois, il se ferait un devoir et un plaisir de l'accompagner.

— Nous sommes bien couche-tôt, aujourd'hui! Avez-vous sommeil, jeune homme?

— Pas trop. Du reste, j'ai ma pipe, qui m'attend là-haut, une petite pipe grande comme rien, mais qui se culotte à vue d'œil et fleure déjà comme baume.

— Eh bien! allez la prendre, apportez-la chez moi et venez causer pendant une demi-heure.

— C'est une idée, ça, monsieur Réal. Et puis, nous avons à nous dire adieu.

Les deux hommes montaient côte à côte le grand escalier de pierre, tenant en main leurs bougeoirs d'argent.

— Ah çà ! vous partez tout de bon ? demanda Réal en s'arrêtant.

— Tout de bon et pour longtemps ! répondit le jeune Nancéen avec un rire singulier et très évidemment forcé.

— Raison de plus, alors.

Dix minutes plus tard, ils étaient tête à tête, près d'un feu qui venait d'être allumé : Réal, le menton dans la main, attendant l'occasion d'entrer en matière ; Lecourtois, tirant de grosses bouffées d'une petite pipe d'écume garnie d'ambre et de métal. — La nuit, sans lune, mais criblée d'étoiles, continuait son calme resplendissement au dehors, froide et claire, discrète, quoique lumineuse.

— Je vais vous paraître un peu sans-gêne et importun, finit par dire Frantz. Mais, baste ! vous mettrez cela sur le compte de mes préoccupations professionnelles : vous vous direz que toutes les contradictions, tous les caprices du cœur et de l'esprit humains sont faits pour intéresser les gens de mon espèce... Donc, je voudrais bien savoir ce qui s'est passé en vous pour vous déterminer si promptement à tourner le dos à vos amours et à vos espérances.

— C'est bien simple, répliqua Edgar avec une philosophie quelque peu outrée. Je me suis aperçu que, dans mon cœur volage, l'amour joue à cache-cache, quand il ne joue pas aux quatre coins, avec les femmes qui me plaisent. La dernière venue me fait oublier les autres. Mme Frugères, qui m'avait déjà beaucoup plu, m'a, cette fois, complètement séduit, enthousiasmé...

— Si bien que cette résolution tant mûrie, ces projets tant caressés...

— Évanouies, cher monsieur, évanouies, ces chimères !.. Je suis un pauvre cerveau brûlé, un amuseur qu'il ne faut pas prendre au sérieux.

— Me permettez-vous de ne pas vous croire ?

— Certainement, mon cher monsieur Réal... Il me suffira que vous fassiez semblant.

— Eh bien ! je ne vous crois point. Et vous me pardonnerez si je ne pousse pas la politesse jusqu'à feindre d'ajouter foi à vos mauvaises raisons... Mais je ne pourrais avoir l'air de vous croire sans avoir l'air d'un sot. Car il est trop évident que, si le charme de Mme Frugères est pour quelque chose dans votre revirement, ses propos n'y sont pas non plus tout à fait étrangers... Confessez-le.

— Je ne confesserai rien... parce qu'il n'y a rien là dedans que des méchancetés ou des rancunes de femme.

— Enfin, c'est assez pour que vous battiez en retraite, pour que vous vous désistiez de vos prétentions avouées!

— Oh! moi, je ne compte pas, encore un coup.

Il était clair que le jeune homme ne voulait rien dire. Mais son attitude avait exaspéré Frantz, dont le sang était en ébullition depuis le commencement de la soirée, et qui sentait son inquiétude s'accroître de tout ce que le vague de ses doutes y ajoutait d'irritant ou de terrible. Il s'était un peu vanté en déclarant à Marie-Madeleine que jamais la moindre suspicion ne porterait atteinte au caractère élevé de sa tendresse pour elle. On n'est pas chevaleresque ni surtout confiant à volonté : il y faut de l'habitude ou une instinctive propension.

— Vous ne comptez pas, soit!.. puisqu'il vous plaît de vous effacer. Mais moi, je compte et veux être compté!.. J'avoue que j'aime Mlle Hart. J'ai donc le droit...

— Allez-vous me demander raison, à présent, de ma retraite, qui vous laisse le champ libre?

— Peut-être.

— A la rigueur, j'aurais compris le contraire. Mais votre prétention actuelle est un peu forte!

— C'est possible. Mais, entendez-moi bien, mon cher monsieur Lecourtois, j'ai un intérêt de premier ordre, et fort respectable, à savoir tout ce qu'on dit de Mlle Hart. Or, je suis décidé à m'enquérir de ces propos par tous les moyens.

Il s'était planté devant le jeune homme avec un air de résolution qui avertit son interlocuteur d'avoir à lui répondre catégoriquement et sérieusement. Edgar secoua donc sa pipe, la remit dans sa poche, et, se levant :

— Monsieur Réal, dit-il avec toute la gravité dont il était capable, encore une fois, je n'ai rien à vous dire, et pour plus d'un motif... Pour celui-ci, entre autres : c'est que, personnellement, je ne sais rien, et que, pour médire d'une femme, le moins qu'on puisse exiger de soi-même, c'est une certitude personnelle. S'il y a quelque chose, il ne peut s'agir que de cancans et, tranchons le mot, d'espionnage. Or, c'est de quoi les hommes se doivent le moins occuper... d'abord parce qu'ils n'y entendent goutte... Je m'étonne même qu'il y ait encore des criminels assez prodigieusement nigauds pour se laisser pincer par des mouchards. Un mouchard, mais ça se reconnaît entre dix mille personnes! La police devrait être faite par des femmes, du moins la police secrète... Recourez aux femmes... Sur ce, bonsoir!

Tandis que M. Réal demeurait abasourdi, presque aussi honteux de son algarade que d'avoir mérité le conseil qui avait servi de

conclusion à Edgar Lecourtois, celui-ci s'en allait d'un pas ferme et mesuré, comme un homme qui ne désire nullement qu'on le rappelle, mais qui ne craint point qu'on l'oblige à rétrograder. Il n'avait pas fait dix pas dans le couloir que Frantz le hélait doucement.

— Monsieur Lecourtois, dit-il, le rouge au front et d'une voix étouffée, un seul mot encore, je vous prie... Croyez-vous que Mme Frugères?..

Edgar ne le laissa pas achever, ou plutôt lui en épargna la peine.

— Certes! fit-il, et avec plaisir. Adressez-vous donc à elle... Parbleu! c'est le conseil que je brûlais de vous donner tout de suite en termes explicites; mais en prendre l'initiative, c'eût été à peu près l'équivalent de ce que je ne voulais pas faire : trop parler sans qu'on m'en eût sommé.

Réal, après le départ d'Edgar, alla, pensif et plus calme, s'appuyer du front à sa fenêtre. Il resta là longtemps, des heures peut-être, sans rien voir que le blanc gravier du parc reluisant aux étoiles... Mais, à un certain moment, il aperçut un homme ou une ombre humaine qui traversait la grande pelouse; il vit cet homme ou cette ombre s'avancer d'une allure indécise jusque vers le milieu de la pelouse, puis s'arrêter en face du château, hésiter, revenir sur ses pas et finalement disparaître. — Cet homme, c'était le châtelain de Rubécourt en personne.

Frantz, en le reconnaissant, avait eu d'abord une sensation d'halluciné conscient : il lui avait paru improbable que ce fût bien là le baron de Buttencourt en chair et en os, et il avait préféré croire à une évocation mystérieusement déterminée par la fixité involontaire de sa pensée. Cependant, l'illusion n'avait pu durer : maint indice, — et, par exemple, le bruit des pas sur le gravier, à l'instant précis où le fantôme vivant quittait la pelouse, — avait contribué à la dissiper. C'était le baron lui-même! Alors, une sueur d'agonie avait mouillé les tempes de M. Réal. Retenant son souffle, qui ressemblait à un râle, il s'était penché autant qu'il l'avait pu derrière son carreau, pour suivre du regard le nocturne promeneur jusqu'au terme de sa promenade ou de sa course. Ensuite, il avait respiré : le baron, venu de l'aile droite du château, était retourné à son point de départ; et c'était dans l'aile gauche que se trouvait logée Marie-Madeleine. Donc, simple fugue de noctambule agité, simple rêverie promenée sous les étoiles d'un beau ciel et sous la fenêtre de la bien-aimée!

Après cette nuit sans sommeil, quoique traversée de cauchemars, Réal prit son parti d'être lâche, c'est-à-dire de faire causer Mme Frugères. Sa lâcheté lui semblait excusable, — et l'était, sans

doute, puisqu'il n'avait aucun autre moyen d'information à son service, et que, non-seulement son bonheur, mais son honneur peut-être était en jeu. — Un fait digne de remarque, au surplus, c'est que l'honneur engendre bien des *gribouillades* et qu'il n'est pas rare de voir des gens se déshonorer pour rester honorables ou honorés, l'honneur, l'honneur mondain surtout, étant une plante parasite qui, trop souvent, n'orne la vertu que pour l'étouffer sous ses frondaisons brillantes.

Mais il fallait se hâter : Mme Frugères devait quitter Rubécourt le soir même.

Après le déjeuner, il y eut, comme à l'ordinaire, une débandade générale, les uns se groupant autour du café, les autres gagnant le parc ou les serres, ou les écuries; d'autres encore s'apprêtant à jouer au billard.

Parmi ces derniers figurait volontiers la petite Mme Frugères...

Autrefois, les femmes ne jouaient point au billard, comme elles ne fumaient point. On est en train de changer tout cela; on changera bien d'autres choses de même ordre ou de même importance sans que le monde en aille plus droit, — au contraire !

— Si j'osais pourtant vous défier, madame!

— L'audace vous vient un peu tard. Je pars ce soir. Vous n'aurez pas le temps de prendre votre revanche.

— Mais je n'aurai pas le temps non plus de me faire battre deux fois, ce qui est une compensation.

— J'allais jouer avec le baron. Bah! il vous cèdera bien son tour... N'est-ce pas, monsieur de Buttencourt, que vous cédez votre tour à M. Réal, qui me provoque? N'est-ce pas? Vous lui cédez la place?

— Oh! pour une simple partie, dit Réal. Une fois n'est pas coutume.

Il ne pouvait plus se dispenser de glisser une allusion, plus ou moins directe, à sa grande affaire, dans les phrases qu'il adressait au baron.

— Soit, mon cher. Je vous passe la main, mais en vous prévenant que votre adversaire est d'une jolie force. Assurez votre binocle, ou même mettez vos verres doubles, croyez-moi.

— Je ferai de mon mieux.

— Que jouons-nous? demanda Mme Frugères en riant. De l'argent?

— Fi!

— L'honneur, alors? Peuh!

— Une discrétion, si vous le voulez bien.

— Hum! avec un homme, c'est bien cher. Enfin, je me risque... parce que je suis sûre de vous battre... Ah! vous savez que l'on m'accorde toujours le droit de grimper sur le billard, de m'y asseoir plutôt? Ça ne vous choque pas?

— Pas le moins du monde.

— Ni que je fume?

— Pas davantage.

— Parfait! Commençons.

Réal était de première force; mais sa force n'était pas connue de ses hôtes, parce que, d'habitude, n'ayant guère que le baron pour faire sa partie, il aimait mieux ne pas jouer. Il laissa son frétillant adversaire caqueter et caramboler tout à l'aise, pour commencer, s'efforçant d'être aimable et de se mettre au diapason de ce gamin enjuponné, qui, entre deux bouffées de tabac d'Orient, se juchait sur la bande du billard et se livrait à une gymnastique désordonnée, dont un des meilleurs résultats, en dehors de certains carambolages très réussis, était de découvrir, à chaque instant, des pieds d'enfant et un bas de jambe... beaucoup moins enfantin. — Puis, comme il avait son idée, qui était de gagner la partie, il cessa de donner du jeu, tout en s'en réservant le plus possible.

— Oh! mais, dites donc, ne pourriez-vous jouer un peu la difficulté? Vous bloquez les billes tout le temps et vous faites des séries dans les coins, pour m'étrangler! En réalité, vous ne me battez pas : vous m'assassinez.

— C'est que je veux gagner, madame, gagner à tout prix!.. Je peux vous le dire, puisque, aussi bien, vous vous en apercevez.

— Savez-vous que vous me faites peur?.. Qu'allez-vous me demander?

— Ah! si j'avais le temps! fit galamment Réal.

— Le fait est que, d'ici à la fin de l'après-midi... Enfin, c'est encore assez honnête à vous d'admettre que ma vertu tiendrait toujours bien deux heures!

— Quarante-sept à vingt-trois! proclama Frantz.

— Tenez! fit la drôlette personne avec une grimace de gavroche, je me rends, là! Soyez discret.

Et, d'un geste comiquement déçu, elle envoya rouler sa queue de billard contre le pied d'une haute banquette en tapisserie appuyée à la muraille.

Il n'y avait plus personne dans la pièce. Mais, d'un instant à l'autre, on pouvait y rentrer, et les portes en étaient restées ouvertes.

— Asseyons-nous, se hâta de dire Frantz en prenant place sur la banquette.

— C'est une déclaration, décidément, que vous allez me faire?

— Oui... Mais une déclaration de guerre, pour commencer.

— Bah? Eh bien! j'aime autant ça : ce sera plus drôle, étant plus neuf... Alors, vous m'en voulez?.. C'est fort divertissant, car je ne vous connais pas beaucoup... Et vous m'en voulez beaucoup tout de même?

— On ne saurait davantage.

— Mais qu'ai-je bien pu vous faire?

— Vous m'avez vu, vous me voyez près de donner dans un traquenard épouvantable, et vous ne me criez seulement pas : Gare! ou : Casse-cou !

— Un traquenard? Casse-cou ?.. Ah çà! si nous jouons maintenant aux propos interrompus, ou si votre discrétion consiste à m'interloquer, il faut le dire.

— Vous voulez que je m'explique? Voici. Vous êtes une observatrice de premier ordre. Vous savez donc parfaitement que je me suis mis en tête d'épouser une jeune personne qui est ici. Or, à qui allez-vous faire des révélations? A quelqu'un qui, pensant à vous beaucoup plus qu'à elle, n'a aucun besoin qu'on l'éclaire et le préserve.

— Vous avez entendu, hier au soir?

— Je n'ai rien entendu.

— M. Lecourtois vous a répété?..

— On ne m'a rien répété. J'ai deviné : c'est mon métier, à moi, de deviner.

— Eh bien! alors, qu'avez-vous besoin de mon concours?

— L'art divinatoire ne s'exerce qu'en bloc. Et ce sont des détails qu'il me faudrait.

— Mais, mon bon monsieur, je n'ai aucune raison...

— Pardon! Vous en avez une, au moins : notre discrétion. Vous avez perdu. Payez, exécutez-vous.

— Ah, ah! je comprends. Vous avez deviné tout simplement que, par bonté d'âme et charité pure, dans la crainte d'un aveuglement toujours possible avec vous autres, je m'occupais de dessiller d'avance les yeux d'un ami. Après quoi, vous avez essayé d'obtenir de cet ami qu'il vous répétât ce qu'il tenait de ma bienveillance. Et, comme vous avez échoué dans votre tentative, vous m'avez gagné, au billard, une réédition de ce que vous appelez, avez appelé ou appellerez tôt ou tard mes petites perfidies... Car il faut que vous soyez sérieusement amoureux pour avoir si bien à cœur de vous renseigner. Enfin, n'importe! C'est assez malin... pour un homme, ce que vous avez fait là. Cette façon plaisante d'extorquer des renseignemens sérieux à quelqu'un qui vous les refuserait, à coup sûr, si vous les lui demandiez sous une forme solennelle,.. non, décidément, ce n'est pas encore trop bête. Et ça mérite une récompense. Je m'exécute donc, mais en trois paroles... Oyez : Mademoiselle,.. mademoiselle votre amoureuse a plus d'un galant. C'est chez elle affaire d'habitude. Vous passerez peut-être au choix, mais vous ne passerez jamais à l'ancienneté... Du reste, c'est plus flatteur.

— Mais, hasarda Frantz, qui donc, pour continuer l'emploi de l'idiome militaire, qui donc, sur cet annuaire d'un nouveau genre, figure avec le numéro un ?

— Vous savez bien que c'est M. de Buttencourt. A tout seigneur...

— Et les autres ?

— Les autres sont des seigneurs... sans importance.

— Merci pour moi.

— Je ne parle pas de vous, en ce moment, mais de ceux qui peuvent vous porter ombrage. Je vous ai même reconnu tout de suite une belle chance... Et votre chance, vous m'avez l'air de la juger trop belle, à présent.

— Oui, mais cette histoire, après tout, qu'est-ce ? Amourette rompue, fiançailles manquées, feu de paille depuis longtemps éteint...

— Oh! feu de paille, que non pas ! Et nullement éteint... Ça pourra même fort bien mettre le feu à la maison, quelque jour... Du reste, si vous ne le pensiez pas, que parleriez-vous de traquenard, de piège épouvantable ?

— Eh bien ! tenez, je vais vous livrer mon jeu. J'ai dit cela pour apprendre quelque chose, car je ne sais rien, mais rien de rien !.. hors ce que vous m'avez donné à penser, hier au soir et à la chasse. D'ailleurs, je n'ai jamais été fort encouragé, bien que je sois fort épris.

— Ah ! fit la ravissante Mme Frugères sans se mordre les lèvres, mais plutôt en y passant sa langue d'un air gourmet.

Il parut à Frantz que cette petite langue coralline était humide d'un venin rose, tout frais distillé. Et il ressentit une impression de dégoût nullement justifiée par le dehors des choses.

— Ah ! fit encore une fois la jeune femme. Vous m'étonnez. Car votre mot, le mot *traquenard*, semblait bien avoir été choisi en connaissance de cause... quoiqu'il ne s'agisse pas de prendre un animal nuisible, tant s'en faut ! Un mari, songez donc !

— Il y a donc bien réellement un piège tendu ? demanda Réal en tremblant.

— Je le crois. Reste à savoir à qui. D'après ce que vous dites, vos affaires n'étant pas fort avancées, ce n'est pas plus à vous qu'à un autre.

— Mais quel piège ? quel piège enfin ?

— Vous souvenez-vous d'avoir lu, il y a quelques années, dans les journaux, le récit tragique d'une aventure nocturne où...

— Attendez ! interrompit Frantz. Oui, je me rappelle... Cela s'était passé à l'étranger. Un grand seigneur marié et qui avait l'âme d'un rustre, car ces choses-là se voient surtout, dit-on, dans

les campagnes, avait arrangé ou toléré le mariage de sa maîtresse, une jeune fille tombée, avec un de ses amis, lequel était aussi naïf qu'épris. Cependant, une circonstance quelconque ayant donné l'éveil à ce naïf, il surprit les amans, de nuit, et dans la propre chambre de la jeune fille...

— Vos souvenirs vous servent bien, dit Mme Frugères en se levant. A l'occasion, sachez vous en servir.

Et elle s'en alla sans rien vouloir entendre. Il est vrai que Frantz ne fit pas de grands efforts pour la retenir et n'avait aucun intérêt sérieux à savoir si la médisante personne, dans ses rencontres avec Marie-Madeleine, avait surpris quelque chose de vraiment louche, ou si c'était, de sa part, calomnie pure. — Il y a des choses dont il faut s'assurer par soi-même, surtout quand on a, depuis longtemps, la puce à l'oreille.

Et puis, M. de Buttencourt, l'amant, *l'amant* de Marie-Madeleine! Impossible! Et, d'ailleurs, la nuit dernière, n'avait-il pas bien l'air d'un amoureux transi, plutôt que d'un galant satisfait?.. Oui, mais ces paroles : « Si je voulais pourtant! » et : « J'oserai! » que signifiaient-elles?

VII.

La semaine avait été bien remplie : on avait pris deux sangliers, servis tous deux au couteau, selon les plus pures règles de la vénerie, l'un par M. de Buttencourt, l'autre par M. Réal. D'ailleurs, depuis le départ de Mme Frugères et d'Edgar, on était tout à la chasse à courre, — du moins en apparence.

Car Frantz cherchait d'autres traces que celles des sangliers et suivait d'autres voies que celles des cerfs et des chevreuils. Mais il n'avait rien découvert. Le baron ne se promenait plus la nuit, et les in-folio de la bibliothèque ne paraissaient pas destinés à resservir jamais de boîtes aux lettres.

Les forêts prochaines n'étant guère vives en cerfs, c'était une fête assez rare, à Rubécourt, que de pouvoir chasser un de ces animaux, proclamés rois de nos bois par les veneurs convaincus. Cependant, on s'offrait ce régal, de temps à autre, lorsque les piqueurs, ayant parcouru le pays en un jour de loisir, avaient eu connaissance de quelque tête notable. Et le fait se produisit justement à la veille d'un dîner et d'un bal que la baronne avait résolu de donner, pour profiter du voisinage temporaire d'une demi-douzaine de Parisiens en déplacement dans la région, et aussi pour rompre la monotonie des soirées du château. On projeta dès lors une fête complète : grande chasse, grands repas, et curée aux flambeaux avant la musique et la danse.

De point en point, le programme fut exécuté.

D'abord, le matin, par un temps de brume légère, rendez-vous des plus exquis : deux voitures pleines de dames; sept ou huit veneurs bien montés, trois femmes à cheval, dont Marie-Madeleine; tout cela se mouvant, avec les chiens, les piqueurs et les valets, au milieu d'un brouillard diaphane, en un carrefour de forêt. Puis, dispersion pittoresque sur les routes qui avoisinent l'enceinte où le cerf a été rembuché et d'où il s'élance à travers bois, bondissant vers une clairière, aiguillonné par l'excitant tapage des trompes qui sonnent la *vue* et des chiens qui prennent la voie. Ensuite, chasse superbe, sans un accroc, sans un défaut, presque trop belle, comme une parade, les chiens toujours bien crians et groupés ou facilement rameutés, l'animal de meute souvent en vue, pour le plaisir des yeux. Quoi encore? Les abois, le cerf sur ses fins, malmené, faisant tête aux chiens... Enfin, l'hallali par terre, quand la bête est tombée, le jarret tranché, au milieu des chiens, qui bientôt la couvrent et la foulent.

Le soir, au retour, curée froide à la lueur des torches et au son des fanfares, devant les hôtes assemblés du baron. Spectacle théâtral et goûté, un peu moins répugnant que la curée chaude, où souvent les cœurs de femmes défaillent, alors qu'on voit le valet de chiens agiter la tête du cerf à peine mort, ainsi que la *nappe*, c'est-à-dire la peau du vaincu, tout frais écorché, et dont les restes, encore tièdes, recouverts de cette peau, vont être livrés à la meute, un moment tenue sous le fouet. — Des heures se sont écoulées depuis la prise; le souvenir du meurtre ne se ravivera pas. Il semble que ce ne soit plus l'animal que l'on a chassé, que l'on a vu en vie, dont peut-être on a rencontré le regard éperdu; il semble même, — simple illusion, — que les chiens ne donnent pas de bon cœur dans la demi-charogne qui leur est offerte en régal. Cette carcasse refroidie paraît être là pour la montre; et l'on pardonne aux chiens, aux veneurs... et à soi-même.

Après la curée, grand dîner : habits rouges et épaules nues. Par conséquent, grand triomphe pour Marie-Madeleine, mais triomphe nullement cherché et qui ne parut lui causer aucun plaisir. On eût dit même qu'elle en souffrait. Tous ces regards la brûlaient, sans doute. Mais, qu'y faire? Il y a des femmes, voire des jeunes filles, qui ne peuvent pas se décolleter chastement; la faute en est à leur structure, trop conforme aux bons modèles de l'antiquité et à l'idéal du dix-huitième siècle : elles ont la gorge haute. Marie-Madeleine attirait donc les regards, un peu trop pour son goût et pour celui de Frantz, — peut-être aussi pour le goût du baron. — Cependant, elle ne se contentait pas de triompher avec modestie : elle triomphait avec tristesse. Depuis quelques jours, une pensée

mélancolique ennuageait son front, voilait ses yeux d'une ombre que l'on n'était pas accoutumé à y remarquer. Car, sans être bruyante ni folle le moins du monde, la jeune fille avait cette gaîté douce qui est presque toujours le reflet de la bonté et le signe extérieur d'une belle santé d'âme.

Le bal se traînait un peu languissamment à travers valses et quadrilles, les danseurs et les danseuses accusant quelque fatigue. Du reste, à la campagne, ou, pour mieux dire, dans la vie de château, les soirées sont toujours plus ou moins ensommeillées : quand on n'a rien fait de la journée, on est engourdi; quand on s'est agité en plein air, c'est harassé qu'il faut dire.

Aussi, peu après minuit, tous les invités étaient-ils partis ou couchés.

Frantz, toujours à l'affût, avait été frappé de la tristesse de Marie-Madeleine et de l'allure inquiète, pour ainsi dire trépidante, du baron. C'était pour lui double prétexte à réflexion. Et puis, il avait souffert de la chaleur, du piano, de la conversation, même un peu de la danse, quoiqu'il en eût très modérément usé, et seulement du quadrille. Bref, il éprouvait le besoin de prendre l'air en rêvant, en rêvant les yeux grands ouverts et orientés vers certaine fenêtre qu'il connaissait bien : la seconde après le retour de l'aile, dans la partie gauche du château, au premier étage. Les contrevens de cette fenêtre étaient, d'ailleurs, toujours clos le soir; mais on pouvait, en général, apercevoir, jusqu'à une heure assez avancée, un filet de lumière ourlant les contours des volets. Et il n'en faut quelquefois pas davantage pour faire battre un cœur d'homme.

Ce soir-là, par une singulière fortune, soit oubli, soit intention, les volets n'avaient pas été fermés. De sorte que Frantz pouvait voir la fenêtre, éclairée par les flammes de deux bougies qui projetaient une tache lumineuse sur la sombre façade endormie, luire comme un phare, au flanc du château, dans la nuit calme sans lune et sans étoiles. De temps à autre, une ombre passait derrière les rideaux bleus, très clairs de ton et de tissu, semés d'oiseaux et de figures étranges. — Grâce à un phénomène fort connu de tous ceux qui ont, ne fût-ce qu'une fois, monté sentimentalement la garde devant une maison close et habitée, il semblait à Frantz que des yeux l'épiaient, qu'il ne pouvait que deviner, mais dont il sentait le regard invisible peser sur lui, le gênant dans sa marche et dans ses manœuvres, le raillant de sa constance, défiant son audace ou sa timidité.

Si bien qu'après quelques allées et venues à découvert, il préféra abriter sa promenade derrière une charmille dépouillée, qui protégeait ses évolutions sans lui interdire tout à fait la vue de la

fenêtre, du phare ou de l'étoile qui guidait son rêve — et sa surveillance.

Bien lui en prit. Car, faute de ce parti, il se fût trouvé nez à nez avec son hôte et rival, le baron de Buttencourt. Mais celui-ci ne fit que passer, marchant vite et regardant la fenêtre, sans aucun souci d'inspecter les alentours. Bientôt Frantz le vit rentrer dans le château. Seulement, au lieu d'y rentrer par la porte qu'il avait prise pour en sortir ou par le vestibule central, il y rentra par une petite porte de service, qui s'ouvrait à l'extrémité de l'aile gauche et qui communiquait directement avec un escalier latéral desservant les deux étages. — Il pouvait être une heure et demie du matin.

Sur-le-champ, et en traits de feu, le fait-divers dont la petite Mme Frugères avait amené Frantz à reproduire l'écho lointain, se retraça dans sa pensée, où il le *lut*, cette fois, sans une omission, sans une lacune. — Il y a de ces curieuses résurrections de souvenirs que l'on aurait tout lieu de croire abolis, de ces réveils d'une mémoire latente dont nous n'avons aucune conscience jusqu'au moment où, galvanisée par une circonstance, par un choc, elle fonctionne tout à coup avec une sûreté stupéfiante et qui nous confond nous-mêmes. — C'est ainsi que Frantz se remémora soudain, avec bien plus de détails qu'il ne lui en était revenu à l'esprit la première fois, cette scandaleuse aventure qui, quelques années auparavant, avait ému la plus aristocratique société d'un grand pays voisin et diverti toute l'Europe.

Il ne se rappelait pas seulement les faits caractéristiques, la trame du scandale, mais la narration circonstanciée qu'une gazette boulevardière en avait donnée, avec tous les commentaires et l'exposé des suites de l'événement. Et, par une bizarrerie cérébrale qu'expliquait son trouble profond, s'il ne doutait plus guère de la similitude des cas, il se préoccupait surtout des moyens d'éviter la vulgarité tragique du dénoûment probable sans avoir à renoncer aux constatations matérielles. Car, tout en ayant une presque certitude, il voulait voir de ses yeux, voir quelque chose qui fût un fait, une preuve, un point de repère pour sa mémoire affolée, et qui ne lui permît pas de revenir jamais, dans l'avenir, à son amour en culbutant ses doutes.

Dans l'aventure dont le récit fait maintenant partie de la chronique scandaleuse d'un peuple voisin, et que se rappelait si bien ou si mal à propos M. Réal, l'amant indélicat fut épié, surpris et à demi étranglé par l'épouseur mystifié, d'où grand tapage nocturne ayant réveillé et mis sur pied toute la maisonnée, y compris la dame du logis, qui, enceinte, faillit mourir de saisissement. — Après la scène de pugilat, il y eut naturellement un duel. Et tout fut dit.

Or, à quoi bon ce bruit? D'abord, à la différence de son prédécesseur historique, M. Réal, n'ayant pas encore été agréé par la jeune fille, n'avait aucun droit. Ensuite, le mariage étant devenu impossible de par la nature des faits, et avant même que le projet en eût été divulgué, le bruit et le scandale pouvaient être considérés comme superflus. Enfin, Mme de Buttencourt, pour n'être point enceinte, n'en était pas moins à ménager, et Frantz avait pour elle une grande et fraternelle affection.

Donc, il fallait voir sans être vu, ce qui ne laissait pas de présenter bien des difficultés, surtout si, comme c'était à croire, les volets n'avaient été maintenus ouverts que dans un dessein d'avertissement ou à titre de signal convenu. Que la jeune fille les fermât avant l'entrée de M. de Buttencourt ou sans que celui-ci se fût montré, Réal en était pour ses frais d'espionnage : il n'avait rien appris de nouveau... rien de certain, du moins.

Mais les volets ne se fermaient point. Et il y avait peut-être, dès lors, un moyen de voir quelque chose. — Le château de Rubécourt est de construction moderne; mais, ayant été construit en briques et en pierre, il ne pouvait manquer de rappeler le style Louis XIII. Il a donc trois corps, c'est-à-dire une façade et deux ailes en retour. Sa face principale regarde le parc, ce qui s'explique par ce fait que, du côté de la cour et du village, se trouvant en contre-bas de la grand'route, grâce à la déclivité du sol, il est à peu près caché aux passans de ce côté, tandis que, de l'autre, on peut le voir à travers les arbres, ou même en perspective, dans l'axe des percées.

Le plan de Frantz fut bientôt fait. Il s'agissait de rentrer dans le château par le vestibule, dont il avait la clef et que, d'ailleurs, il avait laissé ouvert; de gagner le premier étage par le grand escalier, puis la bibliothèque, et enfin une petite pièce attenant à la bibliothèque, sorte d'oratoire dont la fenêtre, l'avant-dernière vers la gauche du corps de logis central, devait offrir une vue oblique sur la chambre de Marie-Madeleine.

Parvenu sans encombre à son poste d'observation, Frantz ouvrit avec précaution les volets, referma à peu près la croisée, et, tapi dans l'ombre, regarda. — Ce qu'il vit était plus enchanteur que terrifiant. La jeune fille, après avoir tourné la tête, d'un air las, vers une pendule de Sèvres qui marquait deux heures moins le quart, rejeta d'un lent mouvement d'épaule l'espèce de mante blanche dans laquelle elle était enveloppée. Et Frantz constata, non sans surprise, qu'elle ne s'était point déshabillée. Elle avait toujours sa toilette de bal ou plutôt de soirée : une robe d'un vert très pâle, *reflet d'astre*, ouverte en pointe devant et derrière, mais ne découvrant les bras que jusqu'au coude. Elle jeta un regard dans la

direction de la porte, puis s'en approcha, souleva la portière, s'assura que le verrou était mis ou le tour de clef donné. Et, revenant au milieu de la chambre, devant une de ces immenses armoires à trois glaces qui font les délices des femmes, elle défit son corsage...

Ici un scrupule honorable, quoique naturel, s'empara de M. Réal. Il était venu pour surprendre un secret dont peut-être dépendaient son avenir et son honneur; il n'était pas venu pour abuser, en vrai polisson, de la distraction d'une femme, d'une jeune fille qu'il aimait, et qui avait oublié de fermer ses persiennes avant de se dévêtir. Puisque Marie-Madeleine était seule, puisqu'elle ne paraissait attendre personne, il n'avait plus qu'à se retirer. Et, positivement, il allait le faire, s'il n'eût observé tout à coup un geste d'inquiétude ou d'effroi très apparemment provoqué chez la jeune fille par un bruit venant de la porte.

En effet, elle s'était retournée de ce côté et avait allongé son bras vers le corsage dont elle avait eu tout juste le temps de se séparer. — Frantz devait la revoir souvent dans cette attitude de nymphe surprise : il ne devait plus oublier ce bras exquis, si gracieusement étendu, puis replié sur la poitrine, ces épaules blanches et rondes, ce buste souple, ces hanches qui saillaient nettement sous la jupe, toute cette silhouette féminine, si jeune et si parfaite, à peine dévêtue ; chaste, mais affolante...

Prompte et agitée, la jeune fille s'était déjà rhabillée; elle avait même déjà replacé sur ses épaules sa sortie de bal. Elle écoutait.

Sans doute, il y eut un nouveau bruit à la porte ou un appel; car, après avoir promené tout alentour un regard désespéré, plein d'une angoisse indicible, mais plus navré peut-être qu'effrayé, Marie-Madeleine alla soulever la portière pour mieux entendre.

Elle attendit, écoutant toujours, regarda une dernière fois autour d'elle, et enfin ouvrit sa porte, comme en désespoir de cause.

M. de Buttencourt, lui aussi, avait conservé sa tenue de soirée. Il était en habit rouge, avec des fleurs à la boutonnière, très beau ainsi, mais pâle comme un mort.

Tout de suite, une discussion s'engagea, dont il était aisé de suivre les péripéties, d'après les jeux de physionomie des personnages. Il y eut d'abord des reproches émanant de M. de Buttencourt, mais des reproches formulés manifestement avec douceur, car le baron ne faisait aucun geste et son regard était plus suppliant que courroucé. Quant à Marie-Madeleine, elle l'écoutait avec une résignation douloureuse, sans lui répondre, sans le regarder. C'était une statue du Désespoir. Mais bientôt, devant cette attitude et ce mutisme, les reproches du baron s'enflèrent, sans doute, car Frantz le vit sortir de son immobilité première pour s'emparer

des mains de Marie-Madeleine et les secouer avec énergie. On eût dit qu'il voulait éveiller la jeune fille et que celle-ci était une somnambule. A partir de ce moment, et rien n'étant résulté de ce nouveau procédé, il devint évident que la colère avait tout à fait gagné le nocturne visiteur. En effet, il changeait de place à chaque instant, allant et venant par la chambre, mais sans trop s'éloigner de la jeune fille et rétrécissant de plus en plus les orbes qu'il semblait décrire autour d'elle comme un véritable oiseau de proie. Et, que ce fût de colère ou de convoitise, ses yeux flamboyaient. Enfin, il eut un geste impérieux qui signifiait, ou que sa patience était à bout, ou qu'il avait le droit de parler en maître, et il saisit Marie-Madeleine par le bras. Celle-ci se déroba à l'étreinte avec une telle indignation que Frantz sentit comme une délicieuse fraîcheur pénétrer tout d'un coup dans ses veines et calmer l'ardeur tumultueuse de son sang en révolte. Mais il y eut bientôt une nouvelle tentative, plus audacieuse ou plus violente, qui obligea la jeune fille à ouvrir sa porte toute grande en menaçant probablement d'appeler. Et, comme le baron faisait mine de refermer la porte, il devint certain pour Frantz que c'était désormais son droit et son devoir d'intervenir. — Marie-Madeleine n'était pas consentante ; on paraissait vouloir la violenter ; en tout cas, elle était lâchement attaquée et ne pouvait se défendre en appelant, puisqu'elle eût ainsi ruiné le bonheur et détruit à tout jamais le repos de sa cousine : il y avait de quoi justifier une intervention, même sans titre.

Restait à en trouver la forme. L'intervention directe aurait eu l'avantage de satisfaire la rancune et les nerfs de M. Réal. Mais elle aurait eu l'inconvénient grave de rendre immédiatement impossible son séjour à Rubécourt, d'où il lui aurait fallu s'éloigner sur l'heure, sans même connaître les volontés non plus que la suite des aventures de Mlle Hart.

Quant à une intervention indirecte, c'était moins décisif et moins calmant peut-être, mais infiniment plus pratique. Un peu de bruit y devait suffire.

Frantz redescendit donc en hâte, ralluma son bougeoir en passant par le vestibule, s'arma d'un fusil de chasse qui faisait partie d'un râtelier d'armes placé dans le hall voisin de la salle de billard, prit deux cartouches dans un tiroir où il en avait vu un certain nombre le jour même, et, se postant à une fenêtre du rez-de-chaussée, lâcha ses deux coups de fusil dans la nuit, à la cantonade. Cela fait, il s'empressa de tout remettre en ordre, y compris l'arme fumante, qu'il essuya du revers de sa manche, referma la croisée ainsi que les contrevens, et gravit ses deux étages avec une merveilleuse agilité.

Il eut soin de ne ressortir de sa chambre qu'au bout de cinq bonnes minutes, c'est-à-dire après que tout le monde eût eu le temps de parcourir avec effarement corridors et escaliers.

Sauf le baron de Buttencourt, lequel finit par deviner la vérité, et Marie-Madeleine, qui devait l'apprendre de la bouche même de Frantz, personne ne sut jamais qui avait tiré ces deux coups de fusil, au beau milieu de la nuit.

VIII.

Le lendemain, s'inspirant du mot fameux : « Bien taillé, mais il faut coudre, » Réal prit à part Marie-Madeleine, aussitôt après le déjeuner, et l'entraîna dans le parc, sans se soucier autrement de ce qu'on en pourrait induire.

Il lui dit tout, — non pas tout ce qu'il avait pensé, mais tout ce qu'il avait vu et tout ce qu'il avait fait.

Et, comme la jeune fille demeurait muette, les yeux à terre :

— Voyons, ajouta-t-il, pourquoi cette contenance? J'avais deviné juste, et je n'ai rien appris, parce que je n'avais rien à apprendre. Mais vous n'avez point à rougir ni à vous désoler... Seulement, vous avez besoin d'une protection. Vous avez besoin, tout au moins, d'un prétexte pour quitter cette maison. Acceptez... ou feignez d'accepter mon nom... Quoi! vous ne dites rien? Ne me répondrez-vous pas un mot?

— Si, si, murmura Marie-Madeleine comme en un rêve, je vous répondrai. Mais je cherche mes mots pour vous répondre... Et j'ai tort... M. de Buttencourt avait le droit d'entrer chez moi, comme il l'a fait cette nuit.

— Le droit! le droit! s'écria Frantz bouleversé. Pensez-vous à ce que vous dites?

— C'est vrai, dit la jeune fille sans relever la tête et sans affermir sa voix, il n'avait pas le droit d'agir comme il l'a fait, parce que je le lui avais défendu et parce que je suis ici contre mon gré. Mais, partout ailleurs...

— Avez-vous bien conscience, interrompit Frantz avec une impétuosité dont il ne fut pas maître, de ce que vous me donnez à entendre? Ne vous abusez-vous pas sur les conséquences et la portée de quelque imprudence de jeune fille?

— Hélas!

Ce fut toute la réponse de Marie-Madeleine, mais si expressive et si navrante!

Atterré, Frantz n'osait plus rien demander. Pourtant, un amer besoin de se confirmer dans son désenchantement, de sentir plus cuisantes les meurtrissures de son cœur, le pressait de parler.

D'autre part, les lèvres de Marie-Madeleine, descellées sous l'effort des sanglots, laissaient échapper des mots sans suite. Ces dispositions réciproques aboutirent à une longue et douloureuse confession, trempée de larmes. Et voici ce qu'apprit Frantz.

A Nancy, durant tout un long hiver, le baron de Buttencourt avait courtisé Marie-Madeleine, mais non pas ouvertement. Il fréquentait, à la vérité, la maison du père de la jeune fille. Seulement, comme Hélène y venait sans cesse et qu'il lui adressait des hommages assez ostensibles, on pouvait et l'on devait croire que c'était à elle qu'il en avait, plutôt qu'à la cousine de celle-ci, — d'autant qu'Hélène Hart servait de point de mire, avec ses quatre millions de dot et ses espérances insondables, à toute la noblesse de la province. — En somme, le baron jouait un double jeu : il aimait Marie-Madeleine et visait la fortune d'Hélène, ou du moins se conformait aux injonctions de sa grand'mère, laquelle, ayant déjà de la répugnance pour la roture des frères Hart, ne pouvait avoir que de l'aversion pour celui des deux qui était hors d'état désormais de lui dorer la pilule d'une mésalliance, et dont l'honorabilité même semblait chanceler en même temps que la prospérité.

Les choses allèrent quelque temps ainsi, M. de Buttencourt ayant réussi à ne se point trahir et à tenir la balance égale entre les deux jeunes filles. Il avait persuadé à Marie-Madeleine qu'il ne faisait la cour à Hélène que pour donner le change à la douairière, en attendant qu'il pût la rallier, et que, d'ailleurs, il ne serait jamais pris au sérieux dans un rôle qu'il jouait visiblement à contre-cœur. — De fait, il ne s'y dépensait pas trop, dominé par son amour plus que par son intérêt. — Mais il arriva qu'Hélène s'éprit du beau gentilhomme, à l'insu de sa cousine. S'étant absentée pour un voyage à Paris, cette absence lui révéla que les hommages du baron lui étaient devenus indispensables. Et, de retour à Nancy, elle se mit en devoir de les bien accueillir. Or, dans l'intervalle, le baron, faisant valoir les angoisses d'une longue attente, rendue nécessaire par l'opposition de plus en plus certaine de sa grand'-mère; mettant en œuvre toute sa science de séduction et sa passion très réelle; profitant, en outre, de l'isolement momentané de Marie-Madeleine, le baron, qui était aimé d'elle, était devenu son amant.

Ivresse passionnée des deux parts, sans doute; mais, du côté de la jeune fille, plus de compassion peut-être que de passion. Et, de l'autre côté, plus de folie sensuelle encore que de véritable lâcheté. Car, s'il est vrai que l'on ne trouverait pas facilement deux hommes sur cent pour approuver, ni même pour excuser un forfait de ce genre, il n'est pas moins vrai, hélas! que l'on n'en trouve-

rait pas deux sur mille pour s'en abstenir, le cas échéant, c'est-à-dire l'occasion étant belle.

Après... Après, ç'avait été, du moins pour partie, l'éternelle et banale histoire : sermens trahis, abandon intéressé, peut-être imposé, résignation et silence de la victime paralysée par la honte ou par des scrupules malencontreux, mariage du séducteur. Mais la courte intrigue avait laissé à celui-ci un souvenir enchanté, qui, un instant engourdi, ne devait pas tarder à se réveiller dans son âme, — dans ses sens surtout. — M. de Buttencourt n'aimait pas sa femme ; ne vivant pas habituellement à Paris, il manquait de ces distractions qui rendent léger à tant d'hommes de son monde le joug matrimonial. Le souvenir se fit obsession. Marie-Madeleine fut, dès lors, en butte à d'odieuses sollicitations. Elle avait beau se tenir à l'écart, résignée, le baron venait la relancer, ou lui écrivait lettre sur lettre en s'accusant d'une inguérissable folie. Enfin, il eut la suprême habileté et la suprême indélicatesse d'appeler sa femme à la rescousse. Quelle raison pouvait donner Marie-Madeleine de cette retraite prolongée? N'aimait-elle plus sa cousine? L'avait-on froissée, peinée sans le savoir? Ce fut un siège en règle, entrepris et dirigé non plus par M. de Buttencourt, mais par Hélène. La jeune femme devait triompher là où son mari avait échoué. Les réponses, faciles (quand elles n'étaient point superflues) avec le baron, devenaient, en effet, épineuses ou impossibles avec sa femme, qui ne savait rien et à qui tout devait être caché. Et puis, Marie-Madeleine se figura qu'elle tiendrait aisément en respect l'ardeur amoureuse d'un homme qui ne lui parlait plus que d'obéissance et de soumission, tout en lui déclarant qu'il ne pouvait vivre sans le réconfort de sa présence, où il se plairait à voir l'équivalent d'un pardon. Bref, elle avait fini par céder à tant d'instances, sûre d'elle-même, puisqu'elle n'avait plus pour celui qui l'avait trompée qu'une sorte de mépris indulgent, un dédain profond, que tempérait seule sa grande bonté...

Quant au reste, Frantz le savait, ou le pouvait aisément deviner.

Il y avait longtemps qu'ils s'étaient tus l'un et l'autre ; mais ils semblaient écouter encore l'écho intérieur de leurs paroles. Assis sur un banc de jardin, ils ne sentaient pas les morsures de la bise et oubliaient qu'il y eût au château des gens plus ou moins intéressés à pénétrer les motifs de leur intimité soudaine. Le jeune philosophe scrutait les causes profondes de cette chute qui anéantissait son rêve persistant et tenace d'amoureuse félicité. Il la comprenait, cette chute, et l'excusait presque. D'office, il se constituait l'avocat de cette belle pécheresse, qui n'avait trahi personne et qu'on avait trahie. Avec la connaissance pratique qu'il avait des femmes et l'expérience qu'il avait acquise des singularités de leurs

vertus, il s'expliquait la faiblesse compatissante de Marie-Madeleine. Il voyait la jeune fille, privée de sa mère, seule avec un père indifférent ou aigri, aimante et bonne par nature, éprise par fatalité ou par accident; et il la jugeait sans colère. Il savait, pour en avoir quelquefois profité lui-même, qu'il entre beaucoup de charité vraie dans le don que certaines femmes font de leur personne. A la vérité, il faut qu'elles soient prédisposées à cette aumône par une grande sympathie; mais n'en est-il pas de même pour d'autres aumônes, beaucoup moindres? Les femmes ne donnent rien, fût-ce une obole, à qui leur déplaît. Mais, quand leur sympathie pour le mendiant, sans s'élever même jusqu'à la passion désordonnée, ingouvernable, dépasse la température et le niveau des sentimens paisibles, comment refuseraient-elles de se donner tout entières, n'ayant plus rien à donner alors qu'elles-mêmes?

Ainsi songeait Frantz en veine d'indulgence. Et, lancé sur la pente, il ne s'arrêtait plus, cherchant et trouvant des explications inédites de ces naufrages de virginités. Il en arrivait à forger, pour l'usage de Marie-Madeleine, des excuses du genre le plus inattendu. Il s'en prenait au nom même de la jeune fille, à ce nom de Marie-Madeleine, et méditait sur l'influence secrète qu'un ensemble de syllabes, évoquant le souvenir d'un personnage fameux, peut exercer, à la longue, sur qui l'entend chaque jour appliquer à la désignation de son être. Les héroïnes de roman que l'auteur a l'intention de faire trébucher s'appellent souvent Madeleine... à moins qu'elles ne trébuchent parce que l'auteur les a, tout d'abord, baptisées ainsi. Dans la vie réelle, n'y aurait-il pas pareillement des victimes de ce nom délicieux et fatal?..

Disons, d'un mot, qu'il était fou de la jeune fille et ne voulait ni ne pouvait renoncer à elle. Quelque chose même de plus pressant et de plus impérieux que ce qu'il avait ressenti jusque-là ne tarda pas à aiguillonner son ardent désir, son âpre besoin de possession, tandis qu'il achevait de réfléchir. Depuis qu'il était informé qu'un autre l'avait devancé, il lui semblait avoir été frustré. Il voulait, à tout prix, qu'on lui fît justice, ou qu'on essayât de le dédommager. Puis, une jalousie terrible s'empara de lui tout à coup, une jalousie que les femmes ne connaissent guère que passivement et par ses effets, quand elles ont à en subir les heurts, une jalousie qui s'alimente toute du passé. Un autre avait eu Marie-Madeleine! Et lui, lui qui l'aimait au point de se démentir lui-même et de bouleverser sa vie pour elle, il ne l'aurait pas!.. Il fallait qu'elle fût à lui! Ce n'était pas assez de sentir le cœur de la jeune fille se livrer de plus en plus, son âme attendrie et désolée prête à se réfugier et à se blottir dans cette amitié que le sort avait semblé lui offrir comme une compensation tardive. Il n'était pas de ceux à qui un

lien platonique peut suffire, qu'un amour idéal peut satisfaire et un souvenir poétique consoler d'une impossibilité...

— Enfin, murmura-t-il, vous ne l'aimez plus?

— Ah! non, grâce à Dieu!

— Le haïssez-vous donc?

— Je ne hais personne.

— Pas même moi?

Elle le regarda de ses yeux humides, dont l'étrange reflet bleuté était si doux derrière ses larmes. Et, haussant légèrement les épaules:

— Vous moins que tout autre, vous le savez bien.

Ivre déjà, étourdi par le coup qu'il avait reçu, enragé d'amour et de jalousie, il sentit qu'une vraie démence le gagnait.

Il entoura de ses bras le corps de Marie-Madeleine et couvrit de baisers les cheveux et les yeux de la jeune fille en murmurant de ces protestations d'amour qui sont injurieuses toutes les fois qu'elles n'ont pas été directement provoquées. Mais cette exaltation de ses sens s'affaissa comme par enchantement devant l'accueil glacial que Marie-Madeleine faisait à ses transports. Sans indignation et sans emportement, — avec un regard de pitié, au contraire, — elle s'était levée, lente et rigide, en repoussant les mains du jeune homme. Celui-ci fut instantanément dégrisé. Il venait de comprendre le caractère doublement insultant de ses démonstrations intempestives, et aussi que ce corps charmant ne vibrerait plus jamais d'aucun désir charnel, à moins que le cœur contrit et humilié qui l'habitait ne pût s'unir à lui avec toute sa fierté reconquise. Et il comprit encore, en voyant le maintien si simple et si digne, mais surtout si inflexible, de la jeune fille, qu'un mur de glace s'élevait désormais entre eux, et qu'elle était perdue pour lui sans retour s'il ne trouvait sur l'heure des mots venus du cœur pour innocenter sa propre conduite, des idées généreuses pour la faire oublier.

Au moment où il reprenait les mains de Marie-Madeleine, pour l'obliger à se rasseoir et à l'entendre, il vit poindre au bout de l'allée un couple fort reconnaissable. C'étaient les maîtres du logis. Marie-Madeleine les avait également aperçus; et, tout naturellement, ce lui fut une raison de retirer ses mains avec plus d'empressement encore. Mais les doigts de Frantz se refermèrent sur les siens avec une impérieuse et douce énergie.

— Restons ainsi, dit-il. Croyez-moi, je vous sauve!

Quand M. et Mme de Buttencourt ne furent plus qu'à une vingtaine de pas, Frantz entraîna Marie-Madeleine à leur rencontre. Celle-ci, pressentant les intentions du jeune homme, se débattait.

— Hé bien ! hé bien ! s'écria la baronne en apostrophant M. Réal sur un ton un peu timide ou inquiet. Est-il donc vrai que vous soyez capable de devenir importun et, comme tel, dangereux ?

— Oui, madame. Mais pour le bon motif... Mlle Marie-Madeleine prétend se déjuger. Après m'avoir avoué qu'elle ne me détestait point, ce qui est une figure de rhétorique bien connue pour exprimer quelque chose de plus affirmatif, elle refuse, à présent, d'accepter ma proposition, qui est pourtant bien la seule que je puisse honnêtement lui faire... Je maintiens qu'elle a le devoir d'être logique ou que j'ai le droit d'être importun.

La contenance du baron était curieuse à observer. Selon toute vraisemblance, c'était lui qui avait eu l'idée de cette promenade d'exploration. Mais elle ne paraissait pas lui procurer beaucoup d'agrément. Raide et congestionné, il faisait de grands et visibles efforts pour se contenir, sans qu'on pût démêler s'il était plus en peine de parler que de se taire.

— Vous en êtes là ! reprit Mme de Buttencourt après un silence et avec une évidente satisfaction. Mais alors, les choses sont très avancées ! Bravo !.. C'est bien vrai, ce qu'il raconte?.. Tu ne réponds pas, Madelon ? Voyons, est-ce vrai ?

Marie-Madeleine fit un geste de dénégation et, s'échappant enfin, regagna le château d'un pas précipité.

— Rodolphe, mon ami, dit la baronne à son mari, laissez-moi en tête-à-tête avec Réal. J'ai des comptes à lui demander.

Le baron, qui, lui, n'aurait pu demander des comptes sans s'exposer à en rendre, ne se fit pas répéter l'invitation.

— Ah çà ! dit la jeune femme quand elle fut seule avec son hôte, je n'y comprends plus rien. Il y a là des contradictions inextricables... C'est de Madelon que je parle, bien entendu.

— Des hésitations... des scrupules à vaincre, répondit vaguement Frantz embarrassé.

Il avait espéré que, entraînée par la situation, comme aussi par la générosité de son offre persistante, la jeune fille ne lui donnerait pas de démenti et le soutiendrait au moins par son silence. Mais, maintenant qu'il avait parlé devant ses hôtes, tandis qu'elle ne manifestait de volonté que pour infirmer son dire, il ne voyait plus clairement comment il s'en tirerait sans dommage pour elle et pour son interlocutrice actuelle. — Celle-ci le regardait avec une insistance qui finit par lui donner à penser qu'elle avait peut-être quelque soupçon précis. Il lui sembla que ce gentil visage, dont le charme était fait de bonne grâce mutine et de volontaire crânerie, n'avait pas sa franchise habituelle. On eût dit même que le regard était un peu en dessous.

— N'avez-vous, reprit-il d'un ton moins vague, aucune idée de ce que peuvent être ces scrupules?.. Serait-ce donc seulement la question d'argent, la fortune?

— Je pense qu'il s'agit, en effet, de cela. Et le scrupule est légitime, puisqu'il n'y va de rien de moins que votre avenir, qui est précieux... Cependant, comme je suis en mesure d'augmenter un peu la dot de ma cousine et que je ne lui ai pas fait mystère de mon intention...

— Mais, interrompit Frantz, à supposer qu'elle accepte, votre mari...

— Mon mari, interrompit Hélène à son tour, trouvera très bien ce que je ferai.

Elle avait parlé d'un ton sec. Or, c'était là que l'attendait Frantz.

— Vous m'avez, dit-il, constamment témoigné une estime, une affection et une confiance dont je me sens touché tout autant qu'honoré. Mais on cherche volontiers des complices partout où l'on devine des amis. J'ai donc pu compter un peu trop sur votre complaisance. Et il ne faudrait pas que mon indiscrétion fût pour vous une cause d'ennuis domestiques, devînt l'origine de troubles sérieux dans votre ménage. Si l'opposition de M. de Buttencourt est formelle, vous n'en viendrez point à bout. Ne vous entêtez donc pas à la combattre. J'essaierai de vaincre sans alliances.

— Tenez, Réal, je ne suis pas de force à vous cacher ce qui remonte sans cesse à la surface de ma pensée... Mon mari s'ennuie quelquefois ; Marie-Madeleine est belle, et il la regarde pour se désennuyer... Épousez-la. Elle le mérite, et je vous devrai le repos.

— Vous n'êtes pas malheureuse, pourtant?

Il cherchait à lire dans les yeux de la jeune femme, lesquels avaient recouvré toute leur candeur enfantine. Ce n'était pas une tâche bien difficile.

— Non, répondit-elle franchement. Ce n'est pas à ce point-là. Et j'aime mieux voir mon mari s'occuper d'une jeune fille que de le voir s'occuper d'une femme comme Mme Frugères, par exemple... Mais enfin, j'aimerais encore bien mieux qu'il ne s'occupât que de moi.

— Moi aussi, dit Frantz.

Il ne pouvait douter que celle qui l'avait pris pour confident ne lui eût laissé voir les plus secrets, les seuls replis de son âme. Cette âme était bien comme une source limpide, sur laquelle il suffisait de se pencher pour compter les cailloux qui étaient au fond.

— Et nous tâcherons, ajouta-t-il, que ce soit comme cela... Quant aux scrupules de votre cousine, j'ai mon idée... une véritable inspiration ! Ne lui parlez de rien. Je me charge d'enlever tout seul son consentement.

Le soir même, en effet, il revenait à la charge, ayant une nouvelle arme, tout nouvellement forgée, à sa disposition.

— Voilà donc, dit-il à la jeune fille après l'avoir mise au courant, une situation bien nette. En vous entêtant dans votre refus, non-seulement vous me désespérerez, mais vous rendrez votre cousine de plus en plus inquiète, sans parler de la possibilité d'un scandale qui la rendrait à tout jamais malheureuse. Si, au contraire, vous acceptez mon nom...

— C'est impossible, interrompit Marie-Madeleine d'un ton à la fois découragé et résolu. Moi, grand Dieu ! moi, votre femme, après... Non, non !

— Je sais tout ce qu'on peut dire, reprit Frantz. Mais je sais aussi ce qu'il faut penser de ce qui se dit communément. Faites-moi l'honneur de croire que je suis capable d'agir autrement que tout le monde sans avoir à craindre de le regretter.

— Je vous crois très capable, dit sérieusement la jeune fille, de payer de votre vie une heure d'amoureuse folie. Mais, moi, je ne suis pas capable, grâce au ciel ! d'acheter un faux bonheur au prix d'une existence d'homme.

— Vous ne voulez pas consentir ?.. Eh bien ! faites-en le simulacre. Cela, vous ne pouvez pas vous y refuser, car ce n'est ni de votre conscience ni de mon bonheur qu'il s'agit, mais du repos d'une femme que vous aimez et qui n'a rien à se reprocher. Ayez l'air de vous être enfin rendue à mes instances. Vous regagnerez Nancy sur-le-champ. Je prierai votre cousine de vous y reconduire elle-même... et je crois pouvoir vous affirmer qu'elle ne se fera pas prier longtemps. Une fois là-bas, chez vous, vous serez libre... et en sûreté.

— En sûreté, murmura Marie-Madeleine, qui sait ?

— Pardon ! Vous serez en sûreté tant que je serai votre fiancé

Elle finit par céder. Ce qu'on lui demandait était si évidemment conforme à l'intérêt de tous, qu'il n'y avait pas d'argument valable derrière lequel pût se retrancher son mauvais vouloir.

Le baron de Buttencourt ne broncha point quand on lui fit part du projet, soi-disant définitif. Il avait eu le temps, cette fois, de préparer sa contenance.

— Votre cousine change souvent d'avis, dit-il simplement à sa femme.

Et il la laissa partir avec Marie-Madeleine. — Quant à Frantz, il était déjà loin.

HENRY RABUSSON.

(La dernière partie au prochain n°.)

L'ORGANISATION MORALE ET SOCIALE

DE

L'ENSEIGNEMENT

I.

LES HUMANITES SCIENTIFIQUES.

Plus la civilisation fait de progrès, plus la force appartient à tout ce qui est organisé, systématisé, coordonné hiérarchiquement. Au point de vue militaire, par exemple, plus le nombre des soldats s'accroît, plus il est essentiel que l'armée ait l'unité et la subordination des parties qui caractérise un être vivant. Au point de vue politique, il est clair que l'organisation est aussi l'intérêt capital et, pour ainsi dire, vital. Le danger que doit éviter la démocratie, — nous l'avons vu dans une précédente étude, — c'est précisément la dispersion de la société en individus qui n'auraient plus d'autre préoccupation que celle de leurs droits et de leurs intérêts, et pour qui l'idée des devoirs ou liens sociaux tendrait à disparaître. Comment le même danger ne serait-il pas à craindre dans l'éducation? Là comme ailleurs, il faut d'autant plus lutter contre l'anarchie et le manque d'organisation que les connaissances à acquérir deviennent plus nombreuses et plus complexes : la science et l'industrie font de tels progrès que le cerveau humain ne sau-

rait, sans une discipline de plus en plus rigoureuse, s'adapter à une telle variété de faits et de lois, de théories et d'applications. Jusqu'ici on a surtout reformé soit les programmes, soit les méthodes des diverses etudes scientifiques ou littéraires ; mais on ne s'est guère préoccupé d'introduire l'unité et l'harmonie dans l'ensemble. L'élève est livré à une succession de maîtres dont chacun enseigne isolément sa « spécialité ; » reste à savoir si une série de spécialités forme une véritable unité, si les forces intellectuelles de la jeunesse, qui sont aussi des forces sociales, ne sont pas en partie gaspillées faute de concentration et de direction.

Deux écueils sont surtout à éviter dans l'éducation classique : un enseignement trop matériel et un enseignement trop formel. Les sciences aboutissent d'ordinaire au premier inconvénient ; les lettres, telles qu'on les enseigne, au second. On a cru remédier au double excès de positivisme et de formalisme par la combinaison, ou plutôt par la juxtaposition des études littéraires et des études scientifiques ; mais il y a de telles disparates en cet assemblage que le résultat désiré ne semble pas atteint. On étudie en ce moment les réformes à introduire ; des rapports ont été rédigés par les hommes les plus compétens sur l'enseignement littéraire et scientifique (1). Des projets de loi sont à l'étude. Enfin, une association s'est fondée pour la réforme de notre enseignement secondaire, et il est à craindre que cette association, par les vues utilitaires qu'elle met en avant, n'exerce une influence regrettable. A vrai dire, notre système d'enseignement ne paraît pas avoir encore trouvé son centre de gravité. Il s'agit avant tout de savoir quelle doit être la base de l'éducation : les uns la veulent scientifique, les autres la veulent littéraire ; ces derniers, à leur tour, se subdivisent en partisans des langues anciennes et partisans des langues modernes. Pour nous, nous nous demanderons si le lien des sciences et des lettres ne doit pas être cherché dans la connaissance de l'homme, de la société et des grandes lois de l'univers, c'est-à-dire dans les études morales, sociales, esthétiques, et, en un seul mot, philosophiques.

C'est là une idée qui se répand de plus en plus dans les diverses nations : les récentes réformes de l'enseignement en Italie en sont une nouvelle preuve. Nous avions demandé jadis ici même que le cours de morale, d'esthétique, de logique et de philosophie générale, au lieu d'être tout entier réservé à la dernière

(1) Ces rapports font honneur à l'Université : plusieurs sont des morceaux de premier ordre, les vues y sont élevées et philosophiques. Nous regrettons seulement que le rapport consacré aux sciences soit rempli en entier par une énumération de programmes.

année des études, fût déjà commencé en ses parties les plus élémentaires dès les classes de seconde et de rhétorique. En Italie, on vient d'inaugurer ce nouveau système : la psychologie, la logique, la morale et la philosophie générale sont enseignées dans les trois dernières classes du lycée. Nous avions demandé aussi que l'enseignement de chaque science particulière, physique, physiologie, histoire, etc., comprît dans son programme l'étude des principes philosophiques et des conclusions générales de chaque science. Les programmes nouveaux d'Italie donnent une place, principalement dans les sciences naturelles, aux questions générales et philosophiques. Il y a donc là, en somme, un premier essai pour organiser et coordonner philosophiquement les études. Mais, les programmes ayant été rédigés dans un esprit positiviste, certaines questions, selon nous essentielles, y ont été à tort sacrifiées.

Ce qui est sûr, c'est que la nation qui saurait introduire dans l'enseignement l'organisation la plus puissante et la plus une aurait par cela même, dans le domaine intellectuel, une supériorité analogue à celle des gouvernemens et des armées fortement organisés. De plus, il est incontestable que tout un groupe nouveau de sciences, — les sciences sociales, — est en train de grandir et finira par arriver au premier rang dans le prochain siècle. L'éducation trop exclusivement littéraire ayant provoqué une réaction en faveur des sciences ; l'éducation scientifique, à son tour, n'ayant point donné ce qu'on en espérait, il est facile de prévoir que la caractéristique de l'enseignement, dans un avenir plus ou moins lointain, sera la direction morale et sociale, imprimée dès le début à toutes les études et à toutes les méthodes ; par cela même, ce sera la systématisation succédant au vice actuel qu'on désigne par le mot barbare de particularisme ou de spécialisme. Ce sera aussi l'avènement des véritables « humanités, » qui doivent avoir pour base la connaissance de l'homme et des sociétés humaines. — « La science même de la nature, a-t-on dit, vaut surtout par ce qu'elle contient d'humanités. » — C'est donc avec raison qu'on a récemment désigné l'étude des sciences, telle qu'elle devrait être organisée, par le nom « d'humanités scientifiques. » Nous nous proposons de montrer comment nous entendons cette organisation. Selon nous, le but que doivent se proposer de véritables humanités scientifiques, c'est la transformation des sciences matérielles en sciences morales, par leur esprit, par leurs méthodes, par leurs principes et leurs conclusions, enfin par leur histoire et leurs conséquences sociales. Dans une étude ultérieure, nous nous occuperons des humanités classiques, qui doivent, à notre avis, être réformées dans le même sens.

I.

Les classes d'humanités ont pour but, comme leur nom même l'indique, d'éveiller dans l'esprit de l'enfant des idées et des sentimens qui soient proprement humains et qui ajoutent, pour ainsi dire, à l'âme de l'enfant l'âme de l'humanité entière. En d'autres termes, il faut transporter l'évolution humaine, en ce qu'elle a de meilleur, dans l'esprit de l'individu. Pour cela, il faut développer chez le *sujet* les facultés qui font l'homme, et il faut donner pour *objets* à ces facultés les plus hautes vérités, les plus hauts sentimens auxquels est parvenu le genre humain. L'enseignement supérieur, qui suppose des esprits déjà formés, se tourne tout entier du côté des objets et cherche même à en découvrir de nouveaux : *savoir*, telle est sa fin principale. L'enseignement primaire lui-même, tout en s'efforçant de développer les facultés de l'enfant, est réduit à s'occuper surtout des objets qu'il est essentiel à tout homme de connaître : sa fin est le minimum de savoir indispensable, comme la fin de l'enseignement supérieur est le maximum du savoir possible. Il en est tout autrement de l'enseignement secondaire, et c'est ce qu'oublient presque tous ceux qui n'ont pas étudié philosophiquement le problème. Sans doute l'enseignement secondaire a encore ses objets avec lesquels il met l'esprit en rapport, car, a dit M. Rabier, « l'esprit ne s'exerce jamais à vide ; » il n'en est pas moins vrai que la fin propre de cet enseignement est la formation même de l'esprit, son développement, son évolution : ce ne sont plus les choses, mais l'homme même et, plus généralement, l'humanité qu'il s'agit de prendre pour but, et c'est pour cela encore que les études de ce genre méritent par excellence le nom d'humanités. Il en résulte aussi cette conséquence que ce ne sont pas les choses matérielles, mais avant tout les choses morales et sociales qui doivent avoir le premier rang dans les humanités. Le véritable objet de ces études, dit excellemment M. Lachelier, est « la nature de l'homme et la vie morale de l'homme. » De là vient leur caractère de haut désintéressement qui les a fait nommer des études libérales. Les études primaires ne peuvent s'affranchir d'un certain utilitarisme, puisqu'elles poursuivent le *nécessaire*, qui est l'utile par excellence ; les études secondaires poursuivent surtout le *bon* et le *beau ;* les études supérieures s'occupent surtout du *vrai*, soit déjà connu, soit à découvrir. Il faut donc, dans l'instruction secondaire, non pas se désintéresser entièrement des objets à connaître, mais choisir de préférence les objets dont la connaissance est le plus capable d'assurer l'évolution du sujet moral en même temps que celle de la société à laquelle il

appartient. L'instruction ici est un moyen, l'éducation est le but. Enfin, la littérature étant l'expression la plus libre et la plus large de l'esprit humain, on l'a considérée jusqu'ici comme la base des humanités, de même que la philosophie en est le couronnement.

Tels sont les principes qui ont inspiré l'éducation en France depuis Montaigne, Bossuet, Fénelon, jusqu'à Rollin et aux principaux grands maîtres de l'Université française. Les autres nations n'ont fait ici que nous suivre. L'Allemagne a recueilli, elle conserve l'esprit de nos collèges et de nos universités. En Allemagne, la séparation des élèves de lettres et des élèves de sciences est inconnue. Les futurs médecins, les futurs ingénieurs reçoivent la même culture classique que les futurs professeurs ou les futurs élèves de droit. Le même « examen de maturité, » correspondant à notre baccalauréat ès lettres, leur ouvre les universités, et cet examen comprend : 1° une dissertation en allemand ; 2° une dissertation en latin ; 3° un thème latin ; 4° un thème grec ; 5° un thème français (le tout sans dictionnaires) ; 6° une composition de mathématiques. Voilà la part des sciences ! Aux épreuves orales, on explique les auteurs latins et grecs ; on répond sur l'histoire grecque et romaine ou sur l'histoire d'Allemagne. La géographie est associée à l'histoire *sans faire l'objet d'une étude spéciale*. On voit à quoi se réduit ce grand rôle que la légende attribue à la géographie chez nos voisins. Enfin on interroge sur l'arithmétique, sur la géométrie et sur les élémens de l'algèbre. On n'interroge pas sur la physique ni sur l'histoire naturelle. En un mot, on exige une connaissance sérieuse du latin, du grec et des mathématiques. Le reste des sciences, si les élèves en ont besoin, ils l'approfondiront aux universités. Ils y resteront quatre ans, après avoir subi leur examen de maturité dans le cours de la dix-neuvième année en moyenne. Ils étudieront donc jusqu'à l'âge de vingt-trois ans environ. Ce système montre qu'on peut avoir des hommes de science sans les accabler de sciences dès le collège, et qu'un bon humaniste peut construire plus tard des ponts solides ou diriger l'exploitation des mines.

Dans les gymnases, il n'y a même pas de professeurs spéciaux pour les sciences. A l'examen d'état, chaque futur professeur est obligé de se faire recevoir pour deux branches d'enseignement au moins, par exemple pour les langues anciennes et l'histoire naturelle, pour l'histoire et pour les langues modernes, ou pour les mathématiques et la géographie, etc. On a ainsi des esprits moins enfermés dans leurs études et, par cela même, moins fermés. En outre, les professeurs n'ont plus besoin d'être aussi nombreux. Le gymnase allemand a neuf professeurs ordinaires

avec quatre ou cinq maîtres accessoires : c'est un corps simple et solide, comme l'étaient nos propres collèges vers 1840, avant qu'on eût, par une inspiration déplorable, commencé à séparer les sciences des lettres. Nous avons maintenant, nous, à côté de nos élèves de lettres, des élèves de sciences, des marins, des saint-cyriens, des polytechniciens, des normaliens, des élèves de l'enseignement spécial, tous fascinés d'avance par le but pratique qu'ils poursuivent et profondément indifférens à tout ce qui ne sera pas exigé d'eux. Ce morcellement des études en spécialités, outre qu'il entraîne l'abaissement inévitable des études générales, est ce qu'il y a de plus nuisible aux spécialités mêmes qu'on a en vue.

Tout en demeurant fidèle à la tradition classique, l'Allemagne a voulu éviter les excès où, dans une partie de nos collèges, la culture des facultés de l'esprit pour elles-mêmes avait abouti : nous voulons parler de cette culture purement *formelle* que les jésuites avaient mise en honneur, et qui exerçait l'esprit sans le nourrir, comme si l'esprit, à l'égal du corps, n'avait pas tout à la fois besoin d'alimens qui accumulent la force vive et d'exercices qui sont l'emploi de cette force. Mais l'Allemagne, en évitant un écueil, s'est heurtée à un autre. Parmi les sciences morales et sociales, elle a donné le premier rang, dans l'éducation, aux sciences historiques et philologiques : elle a versé dans l'érudition. Or, apprendre des faits, des dates et des mots, c'est encore s'arrêter à ce qu'on pourrait appeler le *matériel* de l'évolution humaine, au lieu de pénétrer jusqu'à l'esprit même des humanités. Séparées des considérations morales, sociales et philosophiques, l'histoire, la géographie, la linguistique, sont encore des sciences matérielles, tout comme la physique ou la géologie. Et elles ont cette infériorité d'être à la fois beaucoup moins scientifiques et beaucoup moins utiles.

En Angleterre, l'école de l'évolution, sortie de l'école utilitaire et trouvant d'ailleurs dans la nation même des traditions d'utilitarisme, s'est laissé séduire au mirage des sciences de la nature et en a voulu faire le fonds de l'instruction. Elle a ainsi opposé, dans la science de l'éducation, le naturalisme à ce qu'on peut appeler l'humanisme. M. Spencer commence son livre sur l'éducation par déclarer qu'en toutes choses le but à atteindre est le *savoir,* principe dont nous avons vu la fausseté. Aussi, tout le long de son ouvrage, M. Spencer flotte entre l'idéal de l'instruction primaire et celui de l'instruction supérieure, sans avoir même le soupçon de ce qui constitue l'instruction secondaire. Cette idolâtrie des sciences est d'autant plus surprenante que, dans sa sociologie, M. Spencer insiste sur l'impuissance de l'instruction à modifier les individus et

les peuples, sur l'inefficacité des connaissances primaires, sur la toute-puissance de l'hérédité, sur la prévalence des sentimens par rapport aux idées abstraites. La pédagogie de M. Spencer est ainsi en lutte avec elle-même et s'acharne à poursuivre un but dont elle a démontré l'insuffisance. De plus, il confond l'évolution intérieure de l'homme avec les objets extérieurs dont la connaissance influe sur elle, mais ne suffit pas à la produire : l'homme est absorbé dans la nature, il n'y a vraiment plus « d'humanités. »

II.

M. Spencer ne pourrait plus, aujourd'hui, comparer la science à Cendrillon, les lettres à ses sœurs aussi orgueilleuses que frivoles; il semble bien que l'orgueil ait passé du côté de la science. Notre Université même s'est laissé envahir par les diverses sciences et leur a fait à chacune une très large part dans les programmes de 1885. On est unanime à reconnaître aujourd'hui que cet enseignement scientifique, loin de relever le niveau des études, n'a fait que l'abaisser. Malgré cela, les sciences positives exercent encore sur l'enseignement, grâce à toutes les écoles de l'État auxquelles elles ouvrent l'accès, une autorité si tyrannique, qu'il importe de ramener leur vertu éducative à sa véritable valeur.

Les sciences nous donnent des modèles de ce qu'est la vérité ; elles nous habituent à discerner l'évidence ; elles nous fournissent la méthode, qu'on a appelée la vertu de l'intelligence. Mais, si elles ont leurs avantages, elles ont aussi, quand on les réduit à elles-mêmes, de graves inconvéniens, qu'oublient ceux qui veulent en faire la base de l'éducation.

Pour justifier l'importance croissante qu'on lui attribue, l'enseignement élémentaire des sciences doit éviter trois écueils ; il ne doit être ni trop matériel, ni trop utilitaire, ni trop spécial. Vous habituez l'enfant, dites-vous, à « observer; » mais quoi? Des objets matériels, qu'il tourne et retourne, démonte, brise au besoin pour en connaître la structure et les propriétés : c'est la tige de chanvre ou de lin, c'est le blé, c'est la fleur, c'est le morceau de craie ou de quartz, c'est la plume dont il se sert, le pinceau, tous les objets usuels qui l'entourent. Ainsi il s'accoutume à ne croire que ce qu'il a constaté *par les yeux*. Ce développement de l'esprit positif est utile dans le domaine des sciences de la nature, mais il n'est pas sans danger ailleurs et a besoin d'un correctif. Vous répétez aussi à l'enfant que tout mot doit, par sa définition scientifique, désigner une chose absolument précise, représentable et, en dernière analyse, sensible : excellente habitude en

géométrie et en physique, où il s'agit de choses matérielles; mais la précision matérielle ne donne pas du même coup la clarté morale; quand vous lui parlerez de *devoir*, d'*honneur*, de patrie, que pourra se représenter matériellement son imagination? Quel objet observable aux sens placera-t-il derrière ces mots sublimes? — Des réalités d'ordre moral; mais ces réalités, l'enseignement scientifique les ignore.

L'étude actuelle des sciences, avec l'infinité de ses détails et de ses applications, sans vues générales et philosophiques, a un second défaut : sa tendance trop utilitaire. Aucun but élevé n'étant placé devant les yeux des enfans, ils ne peuvent que se dire : — J'apprends l'arithmétique, parce qu'il me sera utile un jour de savoir compter; j'apprends la physique, parce qu'il me sera utile de connaître les propriétés des corps; j'apprends la mécanique, parce qu'elle sert à faire des machines; j'apprends l'histoire naturelle, parce qu'elle sert à l'hygiène, à la médecine; j'apprends la géographie, parce qu'elle sert à faire connaître les divers pays et qu'elle est, dit-on, utile à la guerre, etc. L'enfant risque ainsi de prendre l'intérêt pour mesure universelle, et plus les programmes sont surchargés de sciences sans lien, moins ils ont de vertu éducatrice.

Allons plus loin. En croyant donner du fond à l'esprit par l'étude des sciences, telle qu'elle est aujourd'hui conçue, on continue en réalité à ne lui donner que des *formes*. Qu'est-ce que les mathématiques? Des sciences toutes formelles. L'arithmétique et l'algèbre sont la rhétorique des nombres. On raisonne et on raisonne, on déduit et on déduit, étant donné n'importe quoi, dans l'abstrait. On applique les principes généraux à des problèmes particuliers, et la solution de ces problèmes devient un petit talent mécanique comme la syllogistique du moyen âge, ou comme la machine à raisonner de Raymond Lulle. La science même du mouvement, la reine du siècle, la Mécanique, roule encore sur des relations formelles dans l'espace et dans le temps, et elle ne cesse pas de déduire, de raisonner à perte de vue sur une hypothèse qui est l'équivalent scientifique d'une matière de discours latin. Il est vrai que, dans un cas, il faut raisonner juste; dans l'autre, ce n'est pas nécessaire, et même, quand la cause à soutenir est mauvaise, il est bon de déraisonner. Mais le mathématicien ne raisonnera pas mieux qu'un autre dans la vie réelle parce qu'il sera habitué à raisonner dans l'abstrait, à déduire les conséquences rectilignes d'une hypothèse, non à observer et à réunir toutes les données de l'expérience, non à induire, à deviner, à apprécier les probabilités. L'esprit mathématique, dans la vie privée et dans la vie publique,

c'est l'art de ne voir qu'un des côtés de la question. Dans les sciences mathématiques, nous faisons nous-mêmes nos définitions, dans la réalité, c'est l'expérience qui nous les impose et, sans cesse, les transforme, les corrige par des déterminations nouvelles. Nous trouvons toujours dans les résultats plus que nous n'avions mis dans nos définitions et nos principes. Nous avions dit : deux et deux font quatre, et nous trouvons cinq; nos étroites formules sont débordées par la nature et par la vie.

— Mais les sciences physiques? dira-t-on. Elles vont nous enlever au monde des formes; elles vont donner à l'esprit des jeunes gens ce fond qui lui manque; elles vont l'habituer à observer, à expérimenter, à induire. Illusion d'optique, déjà signalée par plus d'un philosophe, depuis Herbert jusqu'à Guyau. On se figure que l'enseignement des sciences *ex professo*, tel qu'on le donne dans les classes de nos collèges, développe les mêmes qualités d'esprit qui furent nécessaires aux grands savans pour constituer et faire avancer les sciences; mais l'enseignement des sciences, même physiques et naturelles, développe surtout la mémoire et le raisonnement déductif, fort peu le raisonnement inductif, l'esprit de spéculation et d'hypothèse, qui sont précisément les grands ressorts de toute découverte. Rappelez-vous la série de tâtonnemens, d'essais, de suppositions au bout de laquelle Pascal a pu formuler la loi de la pesanteur de l'air; — série dont le commencement remonte à Galilée, à Torricelli. Que peut faire aujourd'hui, dans une école ou dans un collège, le maître de physique? Des inductions? des observations? des hypothèses? Pas le moins du monde; il ne fait point parcourir de nouveau la série inductive à ses élèves. Il prend la marche inverse; il expose dogmatiquement la théorie de la pesanteur de l'air, en déduit les principales conséquences, enfin donne de nouvelles déductions à faire sous forme de problèmes. Chez les élèves, rien ne passe de l'esprit des Torricelli, des Galilée et des Pascal. On leur dit : l'air est pesant, cela est démontré; la terre tourne, cela est démontré. Encore, par extraordinaire, à propos de ces deux importantes questions, on leur raconte un peu d'histoire. Ce peu vaut, à lui seul, la théorie enseignée, parce qu'il est un bon exemple des vertus intellectuelles qui amènent les découvertes. L'enseignement des sciences *ex cathedrâ* et la science même, ce sont choses si différentes que l'une est presque l'opposé de l'autre, comme l'actif est l'opposé du passif et l'invention de la mémoire.

Voyons d'ailleurs à l'œuvre cette gymnastique intellectuelle que les jeunes gens, selon MM. Spencer, Bain, Huxley et leurs disciples de France, devraient à l'enseignement des sciences positives.

Un savant professeur de chimie arrive dans sa classe : il va parler aujourd'hui de l'affinité. Les élèves prennent leur plume et attendent : « Pour expliquer l'union des corps simples différens dans une même molécule composée, il faut admettre l'existence d'une force qui les a d'abord portés l'un vers l'autre et qui a maintenu cette union lorsqu'elle a été effectuée. Cette force est appelée *affinité* (1). » L'élève, sans rien comprendre à cette *force* qui maintient l'union des corps, écrit le plus rapidement possible une simple « définition de mots », qu'il s'agira de loger dans sa mémoire. — « Nous allons examiner les caractères de l'affinité et les principales causes qui la modifient. » L'elève écrit : *Caractères, causes qui modifient*. Pendant ce temps, le professeur continue : « 1° Pour que l'affinité puisse s'exercer entre deux corps, il faut qu'il y ait contact. Une expérience bien simple va nous le faire comprendre. » Pendant l'expérience, enfin, la plume se repose un peu. « Voici une dissolution aqueuse de baryte, et voici une baguette dont je trempe l'extrémité dans l'acide sulfurique. L'acide sulfurique et la baryte ont une grande tendance à se combiner pour former un corps blanc connu sous le nom de *sulfate de baryte*. » Nouveau nom à graver dans la *mémoire*. « Cependant, j'approche la baryte aussi près que je veux de la surface du liquide, et vous voyez que la combinaison ne s'effectue pas. Maintenant, je touche la dissolution de baryte. Dès qu'il y a contact, vous voyez le sulfate de baryte se produire. Il apparaît dans le verre sous forme d'une poussière blanche insoluble. » Les élèves regardent, et tout l'effort scientifique, toute l'induction, toute l'expérimentation consistent pour eux à constater la présence d'une poudre blanche au bout de la baguette. Certes, l'expérience est intéressante, amusante même, mais y a-t-il eu pour les élèves la moindre initiation aux méthodes qui ont fait découvrir les belles lois de l'affinité, les rapports philosophiques des forces entre elles, leurs merveilleuses transformations l'une dans l'autre? Chaque expérience de physique ou de chimie, si ingénieuse qu'elle soit, est toute trouvée et réglée d'avance. Elle se développe comme une description devant des spectateurs absolument passifs. Ils ne seront pas des expérimentateurs parce qu'ils auront assisté à un spectacle d'expérimentations. Ils auront vu tourner la roue d'une machine électrique; ils auront vu faire le vide dans une machine pneumatique; ils auront vu une boule chauffée qui ne peut plus passer par l'anneau où elle passait d'abord, etc. Tout cela est bien, mais l'enseignement par l'*aspect* n'est pas l'enseignement par l'*action*, et nos élèves, ici, n'agissent

(1) Leçon sténographiée dans un grand lycée.

pas, ils regardent, enregistrent et *rédigent*. Tout aboutit à aligner des notes, des phrases saisies au passage. Leur esprit n'en est guère plus développé, même sous le rapport *scientifique*. Mais le cours d'histoire naturelle! Là enfin les élèves vont apprendre à observer, à connaître les choses, et par extension, comme l'a soutenu ici M. Blanchard, « les hommes. » Sténographions encore : — « D'après ce que nous avons dit dans notre dernière leçon du rôle que les liquides nourriciers remplissent dans l'économie animale et de l'influence que la respiration exerce sur les propriétés physiologiques de ces liquides, il est évident qu'ils doivent être le siège d'un mouvement continuel, afin que toutes les parties du corps reçoivent les matériaux nécessaires à leur nutrition. Ce mouvement constitue ce que les physiologistes appellent la *circulation du sang*. » — Nous prenons ici sur le fait la transformation de la méthode inductive et expérimentale en méthode déductive et dogmatique dans l'enseignement des sciences. Au lieu de nous raconter par quels prodiges de patience et d'intelligence on a découvert la circulation du sang, on nous dit : « Il est *évident* que le sang doit circuler, et, en effet, il circule. » On se borne à ajouter, d'ordinaire : « Ce phénomène était inconnu aux anciens; la découverte en est due à Harvey, médecin du roi d'Angleterre Charles Ier (en 1618). » Ainsi résumé, ce fait, plus important qu'une bataille, reste un détail mort, un petit poids de plus dans la mémoire. « Chez les animaux supérieurs, la circulation a lieu dans l'intérieur d'un appareil très compliqué, composé : 1° d'un système de canaux ou de tubes nombreux, etc. » Suit une description minutieuse, avec pièces anatomiques à l'appui, et sans aucune de ces expérimentations qui sont le fonds de la physique. Les élèves regardent et tâchent de fixer dans leur mémoire les divers noms des *artères*, des *veines*, leurs définitions. Ils n'auront, ici encore, mis en œuvre d'autre faculté intellectuelle que leur mémoire, qui, tandis que leurs doigts inscrivaient machinalement sur le papier, aura inscrit non moins machinalement, dans les circonvolutions frontales, un certain nombre de faits et de mots. Après cela, certains savans souriront de l'élève qui fait des vers latins ou des thèmes. On peut cependant soutenir, sans paradoxe, qu'on développe plus l'esprit scientifique, c'est-à-dire l'esprit d'induction, de recherche, de divination, d'hypothèse, d'observation, de tâtonnement, d'ingéniosité et de patience (la patience de Newton) par l'étude de la grammaire et des lettres que par l'étude des sciences. Oui, pour analyser une phrase et en bien saisir le sens, pour traduire soi-même sa pensée en des expressions qui ne la trahissent pas, surtout s'il s'agit d'une langue ancienne, il faut induire, observer,

essayer et expérimenter, deviner, faire des suppositions et hypothèses de toute sorte. Et cet exercice vous rendra plus semblable aux inventeurs du thermomètre ou du baromètre que si vous assistez de loin, sur le banc d'une classe, à la construction d'un thermomètre ou d'un baromètre. Toutes les « rédactions » d'un élève des sciences ne vaudront pas, pour entretenir l'esprit d'invention scientifique et de spéculation, une version, un thème et même les vers latins! L'esprit de finesse est plus nécessaire au physicien, au naturaliste et même au géomètre que l'esprit géométrique. Pendant tout le temps qu'il passa à Eton, Gladstone lut Homère et fit des vers latins; à peine lui montra-t-on les élémens de l'arithmétique. Renversez les choses : supposez-le illettré et tout à l'arithmétique, il est fort douteux qu'il fût devenu plus tard un incomparable ministre des finances. Claude Bernard a commencé par écrire des pièces de théâtre et par expérimenter idéalement sur des caractères avant d'expérimenter réellement sur des organismes.

Quant à l'habitude d'observation que l'on croit développer par l'étude des faits extérieurs, il y a encore là bien des exagérations. On enseigne les élémens de la géologie à nos élèves de sixième: « Pierres siliceuses, dit le programme, cristal de roche, agate, silex, pierre à fusil, pierres meulières, grès, granit, structure complexe du granit, sables et cailloux roulés, pierre à plâtre, etc. » On revient encore, en cinquième, sur la géologie : « Roches stratifiées et non stratifiées, trilobites, mollusques et poissons fossiles, terrain silurien, ardoises; terrain dévonien, marbres des Pyrénées. Terrains secondaires, ammonites, bélemnites, terrain triasique; amas de sel gemme et de gypse. Terrain jurassique, calcaires oolithiques, etc., etc. » Ce qu'il y a de meilleur dans ce programme, ce sont les excursions dans les champs auxquelles il peut servir de prétexte. Mais on ne sait pas mieux « observer les hommes, » deviner et manier les caractères, parce qu'on a reconnu la nature d'un terrain, distingué un morceau de quartz, appris toute sorte de noms savans ou même fait des herborisations, compté le nombre des pétales d'une fleur. Apprendre à regarder au dehors, ce n'est pas apprendre à regarder au dedans. Un grand naturaliste peut être le plus naïf des hommes et des psychologues. C'est même l'ordinaire. L'observation des animaux se rapproche davantage de l'observation humaine, mais comment espérer que des enfans se fassent observateurs d'animaux? Sans compter que la psychologie animale surpasse encore en difficulté la psychologie humaine. Les études d'histoire naturelle, qui sont les plus passives de toutes par le caractère purement descriptif et narratif qu'elles prennent dans l'enseignement, constituent du savoir plutôt

que de la science; ce sont ou des exercices de mémoire, ou des amusemens et délassemens, ou enfin des études d'utilité pratique; elles n'ont de valeur éducative que par leur côté poétique et philosophique, et c'est celui dont on ne s'occupe pas.

Le troisième défaut que doit éviter l'enseignement des sciences, c'est ce qu'on nomme le particularisme, qui confine chaque science dans son domaine spécial, sans la relier aux autres et sans s'élever à des vues synthétiques. Tel qu'il existe aujourd'hui, notre enseignement de sciences à la fois multiples et isolées est une seconde tour de Babel ajoutée à celle des professeurs de langues anciennes et modernes, d'histoire ancienne et moderne; chacun y fait son cours en son idiome propre, et c'est, en définitive, une série de spécialités qui se déroule pour l'élève. Les connaissances qu'on fournit ainsi aux jeunes gens sous une forme fragmentaire, détachées entre elles, n'ont plus ni leur consistance scientifique, ni leur vertu éducative. Comme nos facultés intellectuelles poursuivent l'unité des principes, ainsi nos facultés morales poursuivent l'unité des buts divers dans le bien. Si l'instruction n'est pas ramenée à une unité d'où sorte la conception des grandes lois du monde et de la société humaine, elle néglige du même coup les fins idéales de la vie et ne peut plus faire servir la science à la conduite. Les diverses études scientifiques perdent donc, avec leur suprême vérité et leur beauté, leur moralité. Elles risquent de favoriser le même vice dont aujourd'hui sont atteints la littérature et les arts. Qui ne serait frappé, à notre époque, de ce qu'on appelle le « subjectivisme » des littérateurs, poètes, artistes et critiques, tout occupés de leur moi, de leurs impressions, de leur personnalité plus ou moins étroite? C'est l'égoïsme dans la littérature, dans la poésie, dans l'art; veut-on que cet égoïsme intellectuel pénètre à la fin dans la science même?

L'abaissement d'esprit qui dérive de l'extrême division du travail s'étend à ceux qui sont destinés à éclairer et à instruire les autres. « L'esprit d'un homme est inévitablement rapetissé, dit Stuart Mill, l'essor de ses sentimens vers les grandes fins de l'humanité est misérablement entravé quand toutes ses pensées se tournent à la classification d'un petit nombre d'insectes ou à la résolution d'un petit nombre d'équations, comme quand elles sont toutes employées à fabriquer des pointes ou des têtes d'épingles. » Le « spécialisme, » propre à tout désagréger, est le défaut de trop de savans, qui, contrairement à leurs vrais intérêts, ont une aversion décidée pour les vues larges et philosophiques. Les particularités qui constituent leur entière occupation, les roues infiniment petites qu'ils s'emploient à faire tourner dans le grand

mécanisme social, les empêchent d'avoir le sentiment de l'unité totale et celui de leur unité avec leurs semblables : et c'est ce sentiment qui constitue « l'esprit public. » Dès lors, leur travail devient « un simple tribut à la nécessité matérielle, » au lieu d'être « l'heureux accomplissement d'un office social. »

Notre système d'éducation n'est pas plus d'accord avec la conception positiviste qu'avec l'idéaliste. Auguste Comte dit : « La condition première et essentielle de l'éducation positive, intellectuelle aussi bien que morale, doit consister dans sa rigoureuse *universalité*. » Il veut expressément « une instruction capable d'une extension variée dans un système constamment identique et égal. » Or ce qu'il y a d'universel dans les sciences, selon lui, c'est leur esprit, leur méthode et leurs grands résultats : telle est donc la base positive de l'éducation scientifique. Aussi Auguste Comte voyait dans le spécialisme des études un des maux les plus grands et les plus croissans qui retardent notre régénération morale et intellectuelle. Selon lui, « toutes les forces de la société doivent être employées à combattre une telle direction d'esprit. » Et il n'y a qu'un remède : c'est une éducation large, générale, vraiment unifiée, qui puisse servir de base commune aux spécialités ultérieures. Ce mal existe en Allemagne même : l'illustre recteur de l'académie de Berlin, M. Dubois-Reymond, s'élève contre l'*industrialisme* donné pour but à l'enseignement scientifique : « Les sciences séparées de l'esprit philosophique, dit-il, sont un rétrécissement de l'esprit et détruisent le sens de l'idéal. » Si les sciences aboutissent d'un côté aux progrès de l'industrie, elles doivent tendre de l'autre au progrès du monde moral. Qu'est-ce d'ailleurs que la science positive *en dehors de la moralité*, sinon une forme supérieure de la force, plus dangereuse peut-être que la force brutale, parce qu'elle est plus puissante ; mais, comme on l'a dit, à peine plus digne de respect?

Dans l'enseignement primaire, l'instruction scientifique, de plus en plus répandue, n'a nullement haussé le niveau moral ; ce niveau, au contraire, a baissé. Nous ne dirons pas que la faute en soit à l'étude des sciences, mais il est certain que cette étude, quand elle est séparée de l'éducation morale, développe chez l'enfant une certaine présomption vaniteuse qui tend à en faire plus tard un déclassé. En outre, elle lui fournit des armes à deux tranchans. On sait que la statistique judiciaire constatait, au commencement de ce siècle, 61 ignorans contre 39 individus ayant reçu quelque instruction, sur 100 personnes. Devant une telle proportion, on a cru l'ignorance la cause principale de la criminalité et on s'est efforcé de répandre l'instruction primaire. « Aujourd'hui

qu'elle est obligatoire, dit M. Guyau, le résultat est simplement renversé : sur 100 accusés, 70 ont reçu l'instruction grammaticale et scientifique, 30 ne l'ont point reçue. » On sait encore que le nombre des crimes et délits commis par les enfans mineurs va augmentant. Les connaissances de tout ordre dont sont chargés les programmes scolaires n'ont point le correctif d'une forte éducation morale. Dans l'instruction secondaire, si les sciences finissaient par tout absorber aux dépens des lettres et de la philosophie, nous sommes persuadé qu'il en résulterait, sous d'autres formes, une véritable démoralisation.

III.

La réforme des études scientifiques doit se proposer un double objet : simplifier, unifier; — ce qui n'est possible que par une organisation philosophique de l'enseignement.

Dans l'arbre de la science, que faut-il faire connaître aux enfans? — Les racines, le tronc et les branches principales; ne leur faites pas compter les feuilles. Pour les jeunes gens, il faut aussi ramener tout à l'essentiel : plus on réduira l'étude particulière des sciences, plus on développera l'esprit véritablement scientifique, qui est le contraire de la dispersion et de la mémoire machinale. Si un Descartes refaisait aujourd'hui un Discours de la méthode, comme il démontrerait la profonde inutilité de la plupart des études dites scientifiques! Inutilité pratique et inutilité pédagogique, pour ne rien dire de plus. Quel magistral coup de ciseaux il donnerait dans ces programmes qui semblent n'avoir d'autre but que d'étourdir l'esprit, et, comme on disait au temps de Descartes, de l'*étonner*, — Pascal eût dit plus encore : « de l'abêtir ! »

Prétendra-t-on que ce lourd bagage technique soit nécessaire pour les industriels, les ingénieurs, les médecins, les officiers de l'armée, etc.? Il faut voir les choses de près pour se convaincre de tout ce qu'il y a encore là d'illusion. Chaque carrière a besoin d'un bon nombre de connaissances spéciales et d'un petit nombre de connaissances générales. Les connaissances spéciales, on les acquiert par la préparation immédiate à telle profession, et surtout par la pratique de cette profession, qui vous met, comme on dit, au pied du mur. Quant aux connaissances scientifiques générales, elles n'ont nul besoin d'être si étendues : savoir le strict nécessaire, mais le savoir à fond, voilà qui suffit. Les fondateurs de l'École polytechnique, dit Biot, « ces hommes habitués aux idées générales, et dont la révolution avait encore exalté les esprits et agrandi les vues,.. comprirent que la science d'un bon ingénieur se compose

de notions générales et communes à tous les genres de services et de détails pratiques propres à chacun d'eux. Parmi les premiers, et au premier rang, sont les mathématiques élevées, qui donnent de la tenue et de la sagacité à l'esprit. Viennent ensuite les grandes théories de la chimie et de la physique (1). » S'il est bon, pour mon éducation intellectuelle, d'apprendre les formules AzO, AzO^2, AzO^3, AzO^4, AzO^5, c'est seulement comme exemple de la merveilleuse structure des atomes, de leurs combinaisons régulières et de leurs mariages. Pratiquement, le jour où j'aurai besoin, pour une industrie quelconque, de bien connaître les formules chimiques, je n'aurai qu'à les étudier dans un bon traité, et ce n'est pas avec mes souvenirs de collège que je me tirerai d'affaire. On croit logique de faire apprendre aux jeunes gens, dès le lycée, les sciences dont ils auront plus tard à s'occuper dans leur profession ; par exemple les sciences naturelles et la physiologie aux futurs médecins. Le principe contraire serait bien plus logique. Un étudiant en médecine ne saura vraiment l'anatomie et la physiologie qu'à l'amphithéâtre et dans les salles de dissection, et le temps ne lui manquera pas pour cela. A quoi bon lui enseigner superficiellement dès le lycée ce qu'il sera obligé plus tard d'apprendre de nouveau? Enseignez plutôt aux jeunes gens ce qu'ils n'auront pas plus tard l'occasion ou la nécessité d'apprendre. Un futur médecin a plus besoin de bonnes études mathématiques et physiques, littéraires et philosophiques que d'histoire naturelle; il a besoin de tout ce qui peut donner à son esprit rectitude et élévation ; il a besoin d'un peu d'idéalisme en attendant qu'il fasse connaissance avec les misères de la vie humaine et avec les mystères de la mort. L'enseignement utilitaire, qui se préoccupe trop tôt de la profession spéciale, va contre son but et, loin de préparer à cette profession des hommes plus aptes, il ne lui fournit que des esprits incomplets et mutilés. Tout ce qui est trop particulier et trop spécial doit être exclu d'une éducation *libérale :* il s'agit de faire d'abord des hommes, et des hommes doués des grandes vertus sociales, non de faire déjà des ingénieurs, des mécaniciens, des médecins ou des pharmaciens. La *spécialité* ne doit venir qu'après l'acquisition sûre et durable des connaissances universelles : l'utile ne doit venir qu'après le vrai et le beau.

Au moins devrait-on s'inspirer de ces principes dans le choix des sciences à enseigner aux élèves des lettres. L'astronomie, par exemple, est moins pratique, moins applicable à l'industrie que la chimie, mais elle est aussi plus propre à exciter l'admiration et à

(1) Biot, *Histoire des sciences*, p. 59.

ouvrir des perspectives sur le cosmos; c'est pour cela même qu'elle devrait avoir une place dans les programmes d'une éducation libérale et principalement littéraire. Précisément, après avoir enseigné naguère la cosmographie aux élèves des lettres, on la supprime. Dans les nouveaux programmes, toutes les sciences défilent l'une après l'autre, excepté celle-là, et un élève des lettres pourrait, à la rigueur, arriver au bout de ses études sans connaître la différence d'une planète et d'une étoile, ou sans savoir ce qu'on nomme une nébuleuse (1). Cette suppression soudaine d'une science par un trait de plume est une preuve de ce qu'il y a de problématique dans la prétendue « nécessité » des sciences pour l'éducation : hier, on ne pouvait avoir l'esprit bien fait si on ne connaissait pas l'astronomie; aujourd'hui, c'est la chimie et la géologie qu'il faut connaître. C'est sans doute qu'on trouve la chimie et la géologie « plus utiles » pour former des « telluriens. »

Pour nous, nous préférerions qu'on formât « des citoyens du monde; » qu'on élevât parfois les regards des enfans vers le firmament plein d'étoiles, qu'on leur nommât Sirius, Arcturus, Aldébaran; qu'on fit voyager leur pensée à travers l'immensité sur le rayon de ces astres qui met des siècles pour venir jusqu'à nos yeux et se dévoiler aux hommes; qu'on leur fît entrevoir dans les nuages blanchâtres des Pléiades ou de la Voie lactée une poussière de mondes et, dans d'autres nébuleuses, des mondes en formation, peut-être. Si de plus on leur racontait comment la science humaine a fini par pénétrer le secret de tous ces tourbillonnemens d'astres, si on leur parlait de Pythagore, de Platon, d'Aristote, du songe de Scipion, de Ptolémée, de Copernic, de Galilée, de Descartes, de Newton concentrant tous les mouvemens de l'univers en une formule qui tiendrait au creux de notre main; si même, derrière les systèmes astronomiques, on leur faisait pressentir le système philosophique du monde; si on leur disait que le ciel a toujours été l'objet de la méditation des sages; que tous ont compris dans quel abîme d'ignorance finale notre science vient se perdre et comment le compas de la pensée, en agrandissant la sphère lumineuse de notre savoir, multiplie du même coup « nos points de contact avec la nuit; » si on ajoutait que ces lois des nombres qui régissent le monde et rendent tous les mouvemens intelligibles n'ont point en elles-mêmes leur explication; que, selon la plupart des sages, elles doivent l'avoir dans quelque chose d'analogue à

(1) Il est vrai que, s'il épouse plus tard une élève des lycées de jeunes filles, celle-ci lui enseignera la cosmographie, à laquelle son professeur aura consacré une heure par semaine.

notre intelligence et qui est présent au fond des êtres, tout au moins dans un effort universel, dans une aspiration universelle qui ne fait sans doute que s'amplifier au fond de notre cœur et prendre conscience de soi dans notre pensée ; qu'en tout cas une matière brute et morte, fût-elle disposée en figures infiniment variées, ne saurait rendre compte de tout, puisqu'il y a des êtres qui vivent, qui sentent, qui pensent ; si, en un mot, le professeur de cosmographie ne se considérait pas exclusivement comme un fonctionnaire de l'état chargé, moyennant une juste rétribution, d'enseigner le matin à huit heures, ou le soir à deux heures, que le rayon vecteur des planètes décrit des aires proportionnelles aux temps ; s'il se regardait comme un éducateur de la jeunesse, lui aussi, à sa manière ; s'il se persuadait qu'un certain idéalisme est nécessaire à l'éducation et qu'on a toujours le temps de se heurter aux choses de la terre ; s'il allait jusqu'à dire à ces enfans, avec Kant, que deux merveilles rempliront à jamais l'homme d'admiration, le ciel avec ses lois au-dessus de nos têtes, la loi morale dans nos cœurs, — et que peut-être les deux lois, au fond, sont la même, obscure dans les clartés du ciel et brillante dans les obscurités de notre conscience ; cette contemplation désintéressée des infinités visibles et invisibles nous semblerait supérieure à la connaissance pratique des « ardoises, » du « grès » et de la « pierre à plâtre. » Celui-là n'est pas un homme qui n'a jamais éprouvé cette « horreur sacrée » que Lucain place sous la voûte des grands chênes dans les forêts druidiques, et qu'on ressent mieux encore dans la forêt des astres sous la voûte du ciel.

En chimie même, selon nous, il ne faudrait enseigner, du moins aux élèves des lettres, avec ce qui est nécessaire à tous, que ce qui est beau et admirable, que ce qui est une révélation sur l'architecture élémentaire des corps, ou sur cette universelle parenté à travers l'espace que révèle l'analyse spectrale. Voici deux programmes de chimie, l'un qui passe en revue toute la série des élémens et de leurs principales combinaisons, qui mentionne la préparation de l'acide sulfurique, de l'acide chlorhydrique, de l'acide azotique, etc. ; l'autre, après un historique rapide des développemens de l'alchimie et de la chimie, demande un examen des principes, les rapports de la chimie avec la physique et avec la physiologie, des considérations sur les atomes chimiques et leur structure, sur la simplicité relative ou absolue des métaux et métalloïdes, sur l'analyse et la synthèse en chimie, sur les limites de notre savoir actuel en ce domaine et sur ses progrès possibles, sur les bornes infranchissables que ne pourra dépasser la mécanique des atomes ; qu'on y ajoute les principales lois de la

combinaison des corps, les grandes découvertes comme l'analyse spectrale, leurs conséquences théoriques et pratiques, sociales même, les révolutions opérées dans l'industrie par ces découvertes; en un mot, des ouvertures en tout sens et des perspectives s'étendant bien au-delà de la description des métaux, des acides ou des sels. De ces deux programmes, lequel sera le plus intéressant pour les jeunes esprits, le plus facile par cela même? Les vues générales restent plus aisément dans la mémoire que la multiplicité des détails, comme les grands horizons au sortir d'un voyage. En même temps, où sera l'etude la plus fructueuse et la plus éducatrice? Pour apprécier ce point, le moyen est simple, et on devrait toujours y recourir quand il s'agit de juger un programme. Supposons que l'élève, au sortir des cours, oublie tout le matériel des choses qu'on lui a dites (et c'est ce qui arrive neuf fois sur dix); que lui restera-t-il avec les programmes actuels? Rien, ou à peu près. Que lui restera-t-il avec l'autre programme? Tout l'esprit des études chimiques, des impressions qui pourront être ineffaçables, une élévation générale de la pensée, enfin une curiosité et un désir de la satisfaire dès que l'occasion se présentera, un respect et un amour de la science. Toutes les formules et toute la nomenclature auront sombré, mais il subsistera un progrès de la pensée et, finalement, une aptitude scientifique toute prête à se manifester, si les circonstances de la vie obligent précisément le jeune homme à apprendre de nouveau et, cette fois, à retenir la science dont il a oublié la lettre et retenu l'esprit. On peut donc dire que la chimie, interprétée d'une certaine manière et enseignée par une certaine méthode, devient une science morale et même sociale au lieu de rester une étude toute matérielle; elle devient une science *humaine* au lieu d'être une connaissance d'objets bruts : et c'est ainsi seulement qu'elle pourrait, avec toutes les autres sciences pareillement comprises, obtenir son rang légitime dans les « humanités. » Le but le plus élevé de l'éducation libérale est d'exciter l'admiration; tout ce qui n'est pas admirable ne doit donc être enseigné aux humanistes qu'à la condition d'être de première nécessité : Πολυμαθίη νόον οὐ διδάσκει.

Quelles sont maintenant les sciences nécessaires? — Il y a des sciences vraiment explicatives, et d'autres qui ne le sont pas ou ne le sont que très imparfaitement. Ainsi les mathématiques et la mécanique sont parfaitement explicatives : leur analyse et leur synthèse vont jusqu'au bout et donnent le sentiment de la nécessité : cela est parce que cela ne peut pas ne pas être. Les effets se voient dans leurs causes, et tout est lumineux, transparent pour l'esprit. La physique, elle aussi, est en grande partie explicative :

elle a des théories achevées, comme celle de la rosée, qui donnent le sentiment du nécessaire. Avec la chimie, nous commençons à n'avoir plus d'explication. Pourquoi l'oxygène et l'hydrogène, en se combinant, font-ils de l'eau, et comment? Nous n'en savons rien; nous ne pouvons pas, étant données les propriétés des composans, en déduire les propriétés des composés. Nous constatons le phénomène, en disant: *cela est ainsi*, ou nous le produisons en disant : *cela va être ainsi*, vous allez voir l'oxygène et l'hydrogène se changer en eau. En chimie, dit M. Berthelot, « notre puissance va plus loin que notre connaissance. » Les sciences naturelles sont encore beaucoup moins explicatives: la vie demeure un mystère. Constater n'est pas expliquer. Ouvrir un grain de blé qui germe, le détruire en somme, ce n'est pas saisir en soi a grande loi de la vie, le secret de la germination universelle. Les fonctions mêmes de la vie ne s'expliquent que très imparfaitement. Pourquoi avons-nous deux hémisphères cérébraux, et pourquoi sont-ils faits de telle manière? Pourquoi telle fleur a-t-elle cinq pétales et non pas six? Pourquoi tel terrain a-t-il telle composition et non pas une autre? Ici, de plus en plus, nous constatons, nous décrivons, nous racontons. La partie vraiment scientifique de l'histoire naturelle dépasse la portée de l'enseignement secondaire; la partie descriptive est ou inutile, ou primaire. La nature fait tourner devant nos yeux son kaléidoscope : nous nous contentons de noter les diverses figures qui se succèdent, une églantine après une violette ou une primevère, un lion après un tigre ou un éléphant. Mais à quoi bon décrire aux jeunes gens tous « les jeux de l'amour et du hasard? » Il en faut dire assez pour éveiller leur imagination, pour exciter leur admiration et leur curiosité; le reste est superflu, n'ayant rien au fond ni de scientifique ni de philosophique. L'éducation n'a donc besoin, comme étude approfondie et méthodique, que des deux sciences types, dont les méthodes sont également typiques, l'une déductive, l'autre inductive; les mathématiques et la physique. Ce sont aussi les seules, ou à peu près, qui donnent occasion non seulement à des rédactions, mais à des *problèmes*, et conséquemment exercent l'esprit aux solutions. S'il est vrai qu'on ne devient forgeron qu'en forgeant, on n'acquerra pas l'esprit scientifique par l'étude des sciences qui ne laissent aux élèves rien à faire ni à trouver. Il est regrettable que, dans la physique, l'expérimentation ne soit point pratiquée par les élèves eux-mêmes; malgré cela, cette science inductive par excellence est le complément nécessaire de la déduction mathématique.

Encore ne faut-il, même dans les mathématiques et la physique, n'étudier que les fondemens, mais de façon à les bien con-

naître. Après la trois centième version latine, il est bien clair que l'élève aura l'esprit plus exercé et plus cultivé qu'après la neuvième : de Cornélius Népos ou de Salluste, il aura pu s'élever à Tacite et à Virgile; il aura résolu une série de problèmes consistant à retrouver et à exprimer la pensée de grands écrivains; il saura mieux et le latin et le français. Mais, après le trois centième théorème de géométrie, l'élève en sera-t-il plus intelligent? S'il étudie l'ellipse après avoir étudié le cercle, son esprit subira-t-il une métamorphose? De même, s'il résout les équations du second degré après celles du premier, sera-t-il un autre homme? Non, car en définitive, de théorème en théorème, *c'est toujours la même chose*. Et si, en chimie, après avoir étudié le soufre on étudie l'iode, y aura-t-il progrès intellectuel? Et si, en botanique, après avoir étudié la famille des rubiacées on apprend les caractères des primulacées? ou si, après avoir examiné des morceaux de quartz on examine des morceaux de craie?

A vrai dire, l'enseignement des sciences, avec son défilé de faits et de lois que ne relie aucune considération philosophique, ne fait avancer l'esprit qu'en apparence : en réalité, on piétine sur place. C'est comme si, après avoir cité un exemple d'une chose, on en citait encore un millier. Il n'en est pas de même dans les sciences morales et sociales. Si, après avoir étudié les lois de la sensibilité et des passions, on étudie celles de l'intelligence et de la volonté; si on passe de là à la logique et à la morale; si on s'élève à des considérations sur la nature et sur la valeur de l'existence, il est clair qu'on avance et même qu'on monte. Si, en économie politique, après les lois de la production, on étudie celles de l'échange, il est clair qu'on aura une idée plus complète des sources de la richesse; si, en politique, après avoir étudié les avantages et les dangers de la monarchie, on étudie les avantages et les dangers de la démocratie, on aura l'esprit mieux orienté. Si, en esthétique, après le fort et le faible de l'idéalisme, on examine le fort et le faible du réalisme; si, des diverses espèces de poésie, on passe aux arts plastiques et à la musique, il est clair qu'on aura un goût plus éclairé et des idées plus larges. Les sciences morales et sociales sont une ascension perpétuelle; les sciences mathématiques et physiques ne deviennent une ascension de ce genre que dans leur partie philosophique, morale et sociale.

En simplifiant les études scientifiques selon les principes que nous venons d'établir, il faut aussi les unifier. Et le moyen est tout trouvé, il s'impose de lui-même : le lien des diverses sciences ne

peut être que la philosophie. Deux choses sont nécessaires. Il faut d'abord, dans l'étude de chaque science, introduire l'esprit et la méthode philosophiques, les vues d'ensemble, la recherche des principes et des conclusions les plus générales; il faut ensuite ramener les diverses sciences à l'unité par un enseignement sérieux de la philosophie, qui sera non moins obligatoire pour les élèves des sciences que pour les élèves des lettres. Les jeunes gens ne suivent le maître que quand ils aperçoivent un but et des avenues qui y aboutissent; si vous ne pouvez pas, si vous ne devez pas leur faire voir l'application pratique de chaque vérité, faites-en voir, pour ainsi dire, l'application théorique, c'est-à-dire la place et l'importance dans le système des connaissances humaines. Les sciences ne peuvent être bien enseignées à des jeunes gens que par des hommes d'esprit philosophique qui verront toujours la partie dans le tout et ne perdront jamais de vue la hiérarchie des vérités.

D'abord, il faut montrer dans les sciences le côté humain, c'est-à-dire la part de l'esprit dans leur formation et dans leurs découvertes : c'est dire que la méthode de chaque science, qui est une application de la logique générale, devrait être l'objet d'une étude particulière et attentive. Cette logique, d'ailleurs, ne serait pas tout abstraite, car elle pourrait s'accompagner des grands exemples fournis par l'histoire des sciences. Il est des vérités scientifiques, dit Descartes, qui sont des batailles gagnées; racontez aux jeunes gens les principales et les plus héroïques de ces batailles: vous les intéresserez aussi aux résultats mêmes des sciences, et vous développerez chez eux l'esprit scientifique, au moyen de l'enthousiasme pour la conquête de la vérité; vous leur ferez comprendre la puissance de raisonnement qui a amené les découvertes actuelles et en amènera d'autres. Quel intérêt prendraient l'arithmétique et la géométrie si on joignait un peu de leur histoire à l'exposition de leurs principales théories, si on assistait aux efforts des Pythagore, des Platon, des Euclide, ou, plus tard, des Viète, des Descartes, des Pascal, des Leibniz! Les grandes théories, au lieu d'être des abstractions mortes et anonymes, deviendraient des vérités vivantes, humaines, ayant leur histoire, comme une statue qui est de Michel-Ange, comme un tableau qui est de Raphaël.

En même temps chaque vérité scientifique aurait sa moralité. « Croyez-moi, dit Tyndall, il se passe bien des nobles faits de renoncement à soi-même, à l'insu du monde, dans le cœur d'un véritable adepte de la science, quand il poursuit dans le secret de son laboratoire le cours de ses expériences. » La science, dit à son tour M. Huxley, grandit dans la mesure où elle est morale : « La

vérité s'est donnée à la patience des savans, à leur amour, à leur simplicité, à leur dévoûment, bien plus qu'à leur génie. » Enfin, selon M. Spencer, « la dévotion à la science est un culte tacite; ce n'est pas un respect exprimé par des paroles, c'est un respect prouvé par le sacrifice de son temps, de sa pensée, de son travail. »

On ne saurait mieux dire; mais on parle ici de l'active découverte, non de la vérité passivement transmise. Oui, le développement des sciences et le progrès des méthodes est une épopée; et il est plus important pour l'éducation de la jeunesse de l'intéresser à cette épopée que de lui faire énumérer et inventorier des faits ou des lois. La science a une poésie intrinsèque : un Goethe, à la fois philosophe et poète, n'a pas de peine à la découvrir, mais on néglige, dans notre instruction scientifique, de faire comprendre et sentir la poésie de la science, qui se confond avec sa logique même et avec son histoire.

Outre le côté humain et logique des sciences, il importe d'en montrer le côté général et cosmologique. Pour cela, il faut systématiser les grands résultats des diverses sciences et en montrer la liaison. Ce qu'il y a de vraiment *scientifique* dans les sciences, c'est l'enchaînement des causes, et c'est en même temps ce qu'il y a de beau et d'intéressant, ce qu'il y a d'éducateur. L'histoire des objets dont nous voyons les causes s'enchaîner devient un fragment de l'histoire du monde et, par cela même, de notre propre histoire, puisque nous sommes une partie du grand tout, la partie intelligente, celle qui précisément comprend les causes. Notre esprit individuel n'est satisfait que par le lien des choses avec l'universel; c'est ce qui fait sa grandeur, et ce lien, c'est d'une façon tout idéale, avec les seuls yeux de l'esprit, qu'on peut espérer le saisir. Qui serait assez indifférent pour ne pas s'intéresser au système du monde? La vraie valeur libérale des études scientifiques est là : elles doivent nous donner une idée de l'univers et de ses grandes lois, de ce que les anciens appelaient le cosmos. Le rôle des nombres dans l'univers, celui des formes géométriques, celui du mouvement, sont choses aussi intéressantes pour l'esprit qu'est ingrate l'étude particulière d'un théorème d'arithmétique ou de géométrie. Si vous n'élargissez pas sans cesse l'horizon devant les yeux des élèves, quel intérêt prendront-ils à l'extraction d'une racine carrée ou à la tangente menée au cercle? Il faut pythagoriser, dans le bon sens du mot, et platoniser, il faut leur découvrir dans les nombres et les figures une esthétique élémentaire; il faut leur montrer comment les nombres régissent le monde et comment les figures dans l'espace nous révèlent le plan universel. En un mot, il faut

leur faire apparaître et l'esprit humain et l'univers : détachée de ces deux termes, une vérité scientifique perd son intérêt avec sa portée ; elle ne peut plus avoir qu'un intérêt pratique et industriel.

Il ne suffit pas que l'enseignement des sciences soit animé de l'esprit philosophique, il faut qu'il ait son complément et, en une certaine mesure, son contrepoids dans un enseignement sérieux de la philosophie même.

L'instruction secondaire se propose deux fins principales : elle doit d'abord fournir à ceux qui ne continueront pas leurs études dans l'enseignement supérieur une culture suffisante pour les fonctions de la vie privée, de la famille, de l'État ; elle doit en second lieu donner aux autres toutes les connaissances nécessaires pour aborder avec profit l'instruction supérieure. Or, la philosophie est essentielle pour introduire l'unité dans les diverses sciences, l'unité dans les diverses branches de la littérature, enfin l'unité entre les sciences et les lettres, entre les lois naturelles et les lois sociales ou historiques. C'est seulement de cette unité que résultent une conception scientifique du monde et une règle supérieure de conduite, pour ceux qui ne poursuivront pas plus loin leurs études. Il faut que l'enseignement secondaire aboutisse à une philosophie de la nature et à une philosophie morale et sociale. Sans cela, il demeure anarchique, détaché de ses principes, de ses conséquences, de ses fins ; c'est une analyse sans synthèse, ou, pour parler comme Aristote, un mauvais drame fait d'épisodes. La philosophie est donc essentielle à tous ceux qui doivent se contenter de l'instruction secondaire ; il faut qu'ils emportent de leurs études des conclusions générales sur la nature, sur l'humanité, sur les lois et les fins de l'existence, soit individuelle, soit collective. Les sciences morales et sociales sont d'ailleurs les seules éducatrices par elles-mêmes, parce qu'elles fournissent à la fois à nos plus hautes facultés un exercice et un aliment : toutes les autres sciences doivent donc y aboutir. Par le mot *science* tout court, remarque M. Dubois-Reymond, les Français entendent les sciences de la nature (*Naturwissenschaft*), et par celui de *Wissenschaft* tout court, les Allemands entendent les sciences de l'esprit (*Geisteswissenschaft*).

En outre, la philosophie est le seul enseignement où l'élève, par le fait d'écouter son maître, soit vraiment actif, au lieu de rester un « appareil enregistreur. » On ne peut bien apprendre la psychologie, la logique, la morale, sans les comprendre ; on ne peut les comprendre sans les refaire en quelque sorte ou les repenser,

sans se replier sur soi et contrôler continuellement en sa conscience la parole du maître : au lieu d'assister passivement à une expérience matérielle, comme dans un cours de physique, ou d'écouter une description avec pièces anatomiques à l'appui, comme dans un cours d'histoire naturelle, l'élève de philosophie est obligé de faire sans cesse appel à son expérience intime, à ses souvenirs personnels, à ce qu'il a vu, senti ou entendu. Le maître même l'interroge et lui applique la méthode maïeutique de Socrate. Selon d'Alembert, pour acquérir la sagacité, cette qualité première de l'esprit, deux choses sont nécessaires : « s'exercer aux démonstrations rigoureuses et *ne pas s'y borner.* » Il faut d'abord s'accoutumer à reconnaître le vrai dans toute sa pureté pour pouvoir distinguer ensuite ce qui en approchera plus ou moins; mais il est une chose à craindre, c'est que « l'habitude trop grande et continue du vrai absolu et rigoureux n'émousse le sentiment sur ce qui ne l'est pas. » Des yeux ordinaires, trop habituellement frappés d'une lumière vive, ne distinguent plus les graduations d'une lumière faible, et ne voient que des ténèbres épaisses où d'autres entrevoient encore quelque clarté. De là le dédain de certains savans pour les philosophes. Et cependant, « l'esprit qui ne reconnaît le vrai que lorsqu'il en est directement frappé est bien au-dessous de celui qui sait non-seulement le reconnaître de près, mais encore le pressentir et le remarquer dans le lointain à des caractères fugitifs. » Il faut donc s'accoutumer à passer sans peine de la lumière au crépuscule. Dans la vie morale et sociale on travaille sur l'incertain, et ce qui importe, à notre avis, c'est encore moins le savoir acquis que l'art de la divination, le sens du beau, du bon, du « convenable. » Toute éducation qui ne développe pas ce sens peut faire des industriels, peut-être, mais à coup sûr elle ne fera pas des hommes et des citoyens.

D'autre part, la philosophie n'est pas moins nécessaire à ceux qui doivent aborder l'enseignement supérieur. En effet, cet enseignement constitue déjà, par le fait, une certaine spécialisation : c'est le droit, c'est la médecine, ce sont les sciences, c'est l'histoire, c'est la littérature, la philologie, la théologie. Tous les élèves de l'enseignement supérieur ne sont pas astreints à suivre un cours de philosophie, et d'ailleurs, dans l'enseignement supérieur, la philosophie ne peut plus prendre la forme d'un cours régulier et complet : elle se spécialise elle-même sur certaine question; pour être suivie avec fruit, l'étude de cette question particulière a besoin d'une connaissance préalable de la philosophie tout entière. Il est donc chimérique de compter sur l'enseignement supérieur pour initier les esprits à la philosophie. De plus, les jeunes gens qui abordent

l'enseignement supérieur sans des études philosophiques préalables ne peuvent retirer de cet enseignement le profit nécessaire. Ils n'ont ni critérium, ni principes généraux, ni vues d'ensemble, ni moyen de réunir et de coordonner leurs études particulières dans une conception du monde, de la vie, de la société. Leurs études prétendues supérieures demeureront en réalité des études inférieures : ils seront des artisans de physique, de chimie, d'histoire, de littérature : ils n'auront pas l'esprit élevé, désintéressé, libéral et universel qui doit être l'esprit des *universités*.

Les hommes de science, plus encore que les autres, ont besoin de connaître les limites mêmes de la science. Ils sont portés, en effet, soit à dépasser par leurs affirmations les bornes de la connaissance, soit à introduire dans la science même des hypothèses métaphysiques qu'ils présentent comme des vérités scientifiques. La Science tend à devenir une sorte de divinité nouvelle dont les savans sont les prophètes et dont le culte a ses intolérans. Kant a inauguré l'ère de la philosophie actuelle en faisant la « critique » de nos moyens de connaître et en marquant la frontière que la connaissance ne saurait franchir : *alte terminus hærens*. Les principaux savans de l'Allemagne sont pénétrés de l'esprit *critique*, et, dans leurs discours, ils aiment à montrer où s'arrête nécessairement notre savoir. On se rappelle les magnifiques allocutions de M. Dubois-Reymond sur les limites de la connaissance naturelle, sur les sept énigmes du monde, celles de Virchow, de Hæckel, de Nægeli sur des sujets analogues. En Angleterre, le discours de Tyndall sur les bornes de la science est demeuré classique. N'abandonnons pas les jeunes esprits à l'étude exclusive des sciences et à l'orgueil que cette étude peut développer, sans leur avoir montré tous les points où il convient de dire avec la modestie du vieux Socrate : Ce que nous savons, c'est que nous ne savons rien! Il arrive de deux choses l'une aux hommes de science qui n'ont point reçu de culture philosophique : ou ils restent dans une attitude de complète indifférence et de scepticisme positiviste; ou ils se fabriquent à eux-mêmes une philosophie plus ou moins étrange. Les élucubrations de plus d'un ancien élève de l'École polytechnique (1) montrent que l'esprit de géométrie est loin d'exclure l'esprit de chimère. Il faut donc que le jeune homme reçoive de la philosophie une explication des faits de la science déjà connus de lui, une règle pour les recherches scientifiques supérieures, enfin la notion des limites que la connaissance scientifique ne peut franchir et au-delà desquelles commence le domaine de la croyance.

(1) D'un Victor Considérant, pour n'en citer qu'un exemple.

L'enseignement philosophique est aujourd'hui supprimé, ou à peu près, pour les élèves qui, se consacrant surtout aux études scientifiques, se préparent au baccalauréat ès sciences ou aux grandes écoles. Or ce sont précisément ceux qui auraient le plus besoin de la philosophie, car c'est surtout aux futurs hommes de science, comme on l'a vu, qu'est nécessaire une culture morale et esthétique. La partie littéraire des études étant déjà réduite pour les élèves des sciences à un minimum très insuffisant, si de plus la philosophie est elle-même ramenée à un résumé aride, à une sorte de manuel en vue du baccalauréat, on peut dire que les bacheliers ès sciences, dépourvus à la fois de culture littéraire et de culture philosophique, seront dans notre société de véritables barbares (1). Nous demandons donc avant tout qu'on supprime cette bifurcation hypocrite, honteuse de soi, qui permet à une grande partie des élèves de passer de la classe de troisième, et même de quatrième, aux classes dites de « mathématiques élémentaires, » de renoncer du coup aux humanités et à la philosophie morale pour se courber, selon l'expression de d'Alembert, sur

(1) Du temps de la bifurcation, les élèves de la section des sciences suivaient au moins en partie les leçons du professeur de lettres : ils recevaient le même enseignement de littérature française, de rhétorique, d'histoire, enfin de philosophie. Et le programme de philosophie avait beau s'appeler alors *logique*, il était, en somme, une philosophie complète. Celui qu'on a rédigé pour les élèves des sciences n'en est qu'une réduction à des proportions infinitésimales. Et pourtant, malgré l'enseignement commun qu'on donnait autrefois aux deux sections, qu'était-ce que la trop fameuse section des sciences? Le « rebut de la classe, » les fuyards qui avaient eu peur du grec et des vers latins. La bifurcation était une tentation pour les paresseux de changer de route : ils connaissaient celle où ils s'étaient traînés jusqu'à présent; elle leur avait semblé pénible; on leur offrait un chemin de traverse, comment ne se seraient-ils pas précipités aussitôt vers les *sciences*, où ils devaient cependant retrouver ronces et épines? Il est vrai qu'avec de la mémoire et une certaine routine on pouvait se tirer d'affaire dans ce que l'on appelait *les sciences*, tandis qu'il fallait plus et mieux dans les humanités. Malgré cela, c'était un étrange raisonnement que de dire : « Voilà une incapacité littéraire, donc c'est une capacité scientifique. » Aujourd'hui, la situation est encore aggravée : au lieu d'une bifurcation, c'est une séparation, ou plutôt c'est la suppression pure et simple des lettres classiques et de la philosophie dans l'enseignement destiné aux élèves des sciences. N'y a-t-il aucun danger pour une nation à peupler ses grandes écoles et ses places d'honneur « d'hommes de science, » étrangers à toute idée élevée, qui n'auront reçu ni instruction esthétique, ni instruction morale, ni instruction civique, rien de ce qui fait vraiment des hommes? Ainsi, après tant d'anathèmes contre les ministres de l'empire, on a fait pis qu'eux : le programme littéraire, historique et surtout philosophique du baccalauréat ès sciences, avec ses quatre numéros de logique et ses quatre numéros de morale, est dérisoire. Il est bien inférieur, pour la partie littéraire et philosophique, au programme même de l'enseignement spécial, et le peu de latin qu'on y a laissé ne suffira certainement pas à maintenir l'esprit classique chez nos bacheliers ès sciences, disons plutôt : manœuvres ès sciences.

les lignes et les calculs. Les matières de l'enseignement donné dans les classes de mathématiques élémentaires doivent être réparties dans les quatre dernières classes d'études secondaires, ainsi que dans les conférences qu'on vient d'instituer pour les élèves de rhétorique et de philosophie qui se proposent de cultiver plus tard les sciences. On réduirait en outre toutes les parties du programme non essentielles, pour insister sur ce qui est fondamental, les mathématiques. Au premier « cycle » de l'enseignement, qui est encore presque primaire, les sciences naturelles descriptives sont à leur place. Dans le second cycle, qui est expressément secondaire, ce sont les sciences-types qui doivent être enseignées, et il y en a deux : mathématiques et physique; elles sont les seules essentielles et la base de toutes les autres. La chimie commence déjà à être, en grande partie, du superflu.

La botanique est inutile, la géologie encore plus; la zoologie même ne doit reparaître que dans le troisième cycle, qui est déjà à demi supérieur. A ce degré, c'est la *biologie* générale qu'il faut enseigner, ce sont les lois générales de la vie et son évolution qu'il faut faire connaître. En un mot, l'enseignement des sciences naturelles est ou primaire, ou supérieur; il n'est pas proprement secondaire, ou du moins il ne fait partie de l'enseignement secondaire que par ses théories générales et ses conclusions philosophiques. Tout élève qui a reçu une forte instruction en mathématiques et en physique possède l'instrument nécessaire pour les études de sciences : le reste n'est plus qu'affaire de temps, de mémoire et de pratique. Ajoutez-y le correctif des lettres françaises et latines, d'une philosophie sérieusement étudiée, enfin des notions générales d'histoire, vous assurerez la sélection et le développement des esprits scientifiques, — et cela par le même moyen que celle des esprits littéraires. Pour des mathématiciens lettrés et philosophes, le reste des sciences, avec leurs applications techniques, n'offrira plus de sérieuses difficultés.

Nous aimons trop en France l'uniformité, — mauvaise façon d'entendre l'unité, — et nous ne savons pas, dans l'enseignement secondaire, distinguer la base immuable, les vraies humanités, d'avec ce qui peut varier avec les aptitudes particulières. Pour notre part, nous voudrions à la fois une inflexible sévérité en ce qui concerne les fondemens communs de l'éducation classique, — français, latin, morale et philosophie, histoire de la civilisation, élémens des mathématiques et de la physique, — et une flexibilité tolérante à l'égard du grec, des langues vivantes, des détails de l'histoire, des détails de géologie, chimie, cosmographie, zoologie, géographie, etc. Ne demandons pas aux parens de vouer leurs en-

fans à une carrière spéciale dès l'âge de treize ans. Demandons-leur simplement s'ils veulent que leur enfant étudie jusqu'à dix-neuf ans ou même, dans l'enseignement supérieur, jusqu'à vingt et un ans. « C'est, comme on l'a dit, la seule question qui soit vraiment à la portée de tous, et c'est une question que les parens ont seuls qualité pour trancher. » On organisera alors un enseignement secondaire unique avec de simples ramifications finales déterminées par les aptitudes, par les goûts qui se seront déclarés dans le cours des études, par le pressentiment même de la carrière future. On laissera, dans les dernières années, une certaine latitude pour le choix de cours facultatifs, jointe à une extrême sévérité pour le maintien des cours communs et essentiels. Si un élève entrevoit l'École de Saint-Cyr ou l'École polytechnique, il n'aura qu'à fortifier son enseignement scientifique par le choix des cours appropriés. Il ne fera pas de grec, il fera moins d'histoire et de géographie, il ne suivra pas tel cours d'esthétique ou d'histoire de la littérature, etc. ; mais il continuera l'étude sérieuse du latin, du français et de la philosophie. Quoique préparé pour telle école du gouvernement, il n'en sera pas moins, en réalité, apte à toute profession libérale. Muni du latin, du français, de la philosophie et de la théorie des sciences, il pourrait faire, avec un supplément de quelques études particulières, un bon magistrat aussi bien qu'un bon ingénieur, un bon professeur aussi bien qu'un bon officier. Il n'aura pas l'esprit rétréci par cette façon servile d'entendre la science qui constitue la cuisine préparatoire aux écoles du gouvernement. Ces écoles perdraient-elles à se peupler d'esprits vraiment cultivés, complets, ouverts à tout ce qu'il y a de grand dans les choses de l'esprit, sachant écrire en français, au courant des questions littéraires, morales, sociales, philosophiques ?

En un mot, fortifier en la restreignant à ce qui est *fondamental* l'étude des sciences, pour tous les élèves, fortifier de même et par le même moyen l'étude des littératures française et latine, de l'histoire générale, de la philosophie ; laisser aux élèves le choix entre l'étude du grec ou l'étude de certaines parties des sciences : tel serait le moyen le plus court de maintenir l'unité fondamentale de l'enseignement secondaire : la même sève nourrirait l'arbre entier et il n'y aurait de divers que les branches les plus hautes. On conçoit très bien qu'une éducation dans laquelle le grec et quelques autres études seraient remplacés par une étude plus approfondie des mathématiques et de la physique soit une éducation libérale. Il y aurait alors une véritable *équivalence* entre le baccalauréat ès lettres et le baccalauréat ès sciences, au point de vue de la culture intellectuelle et morale. Aujourd'hui, le diplôme

de bachelier ès sciences est un brevet accordé à l'absence même de cette culture, que remplace une sorte d'industrie pseudo-scientifique (1).

Nos professeurs de sciences, soit élémentaires, soit spéciales, sont forcément réduits au rôle subalterne de « préparateurs, » tandis qu'ils devraient être, pour leur part, des éducateurs. Ils n'enseignent pas la science, ils enseignent les moyens d'arriver aux écoles du gouvernement, avec toutes les petites recettes à cet usage. Ainsi, élèves et professeurs sont condamnés à un vulgaire utilitarisme. Les diverses écoles de l'état se font une idée fausse de la

(1) Par malheur, les administrations de la guerre, de la marine, etc., qui rédigent les programmes d'admission aux Écoles spéciales (polytechnique, Saint-Cyr, navale, etc.), ne consultent même pas l'Université, chargée de préparer les jeunes gens aux concours d'admission ; aussi, quand la commission récemment nommée par le ministre de l'instruction publique s'est trouvée en face des programmes du baccalauréat ès sciences, elle a déclaré impossible d'en rien retrancher tant que les exigences des grandes Écoles de l'État demeureraient les mêmes; mais elle a émis le vœu que, dorénavant, des commissions mixtes, composées d'universitaires, de militaires, de marins, pussent réduire et arrêter d'un commun accord les programmes d'admission aux écoles et faciliter en même temps l'instruction militaire dans nos grands lycées. Il y a là, pour nos ministres, un devoir que le parlement, s'il y a lieu, peut leur rappeler. — Il est essentiel aussi de reculer la limite d'âge pour l'entrée aux écoles de l'État. Aucun motif ne justifie les exigences actuelles. Si l'École polytechnique abaisse la limite d'âge, sait-on quelles hautes raisons elle met en avant? M. Michel Bréal, après information, nous les révèle : « C'est pour permettre aux ingénieurs d'atteindre par droit d'ancienneté le grade d'inspecteur-général et aux officiers celui de colonel. » Qu'en diraient les Carnot, les Monge, les Guyton de Morveau, les Berthollet et autres fondateurs de cette école qui se donne comme ayant pour objet une « instruction théorique générale? » Quant à la marine, M. Rochard, qui a passé sur mer une longue partie de sa vie, déclare qu'il n'y a pas même l'ombre d'une raison à la limite d'âge qu'on impose. Le cours de mathématiques spéciales, par la quantité de connaissances qui y est accumulée et par le nombre d'heures de travail qu'il impose aux élèves, *trente heures de classe par semaine*, est, de l'aveu de tous nos professeurs, une monstruosité ; mais, là encore, l'Université ne pourra rien changer tant que les programmes d'admission aux écoles n'auront pas été eux-mêmes modifiés. Par ses questions captieuses, l'examinateur des grandes écoles devient « ce que les sophistes grecs étaient pour les géomètres leurs contemporains. » Ainsi parle un profond mathématicien qui fut lettré et philosophe en même temps qu'administrateur habile, Cournot. La subtilité sophistique sur chaque question ou l'augmentation indéfinie du nombre des questions, telle est l'alternative des examinateurs. Le résultat final, dit encore Cournot, c'est que l'État paie des préparateurs pour tromper les examinateurs sur la valeur de leurs élèves et des examinateurs pour déjouer les préparateurs. — Il y a du moins une école qui relève de l'Université seule et qui, étant la première de toutes, doit donner l'exemple : c'est l'École normale. Il faudrait que les programmes d'admission pour la section scientifique fussent soumis à une revision attentive. Malheureusement, l'École normale est elle-même solidaire de l'École polytechnique, au-dessous de laquelle elle ne peut rester et à laquelle ses propres élèves doivent un jour préparer les futurs candidats. La grande coupable, en définitive, c'est donc l'École polytechnique, à laquelle il faut ajouter l'École de Saint-Cyr et l'École navale.

véritable éducation scientifique en cherchant leur critérium dans la quantité des connaissances plutôt que dans leur qualité. « Il ne faut point juger des hommes, a dit Vauvenargues, par ce qu'ils ignorent, mais par ce qu'ils savent, et par la manière dont ils le savent. » Savons-nous la minéralogie? savons-nous l'histoire d'Assyrie? savons-nous la géographie du Thibet? savons-nous le sanscrit? savons-nous l'hébreu?.. La raison qu'on met en avant pour justifier ces longs programmes, ce n'est point que toutes ces connaissances soient nécessaires, mais c'est qu'il faut, dit-on, multiplier les exigences pour faire la sélection des esprits les plus capables et pour éliminer les autres. — Or, précisément, les longs programmes ne s'adressent qu'à la mémoire et ne prouvent rien relativement aux vraies capacités. Se peut-il rien voir de plus illogique, pour ne pas dire de plus immoral, que de remplacer par un mécanisme de loterie l'appréciation du mérite solide et des bonnes études? Si vous voulez une sélection, parce que vous avez trop de candidats, le moyen est simple : exigez, en même temps qu'un baccalauréat ès sciences ramené à de justes proportions et surtout mathématique, le baccalauréat ès lettres. Vous aurez des candidats qui sauront moins de détails en chimie et en physique, mais qui, à coup sûr, vous feront un jour plus d'honneur que des bacheliers sans culture. Dans les grandes écoles comme ailleurs, mieux vaut « des têtes bien faites que des têtes bien pleines. »

En résumé, l'enseignement des sciences doit être organisé en vue de la culture générale et de manière à former pour sa part un véritable système d'humanités. En même temps, il doit assurer la sélection des capacités scientifiques et préparer ainsi à la nation l'élite d'hommes de science dont elle a besoin. Pour atteindre ce double but, ce n'est point la quantité des connaissances qu'il faut considérer, et c'est l'erreur qu'ont commise les rédacteurs de programmes, soit pour les lycées et le baccalauréat, soit pour les écoles du gouvernement. La qualité du savoir, la méthode, enfin l'organisation des connaissances, voilà ce qui importe. La qualité du savoir consiste à être rationnel au lieu d'être mécanique et purement mnémonique ; la méthode doit être active et philosophique; l'organisation doit aboutir à une philosophie de la nature et à une philosophie des mœurs. M. Vogt raconte une légende au sujet de l'horloge de Strasbourg. Le conseil, dans la crainte que le grand constructeur de ce chef-d'œuvre n'en fît un plus admirable pour une autre cité, décida de faire crever les yeux au maître. Celui-ci demanda comme dernière grâce de voir et de toucher son horloge une dernière fois.

Il s'en approche et en tire une petite virole. Puis on lui crève les yeux. Mais l'horloge ne marchait plus : les rouages tournaient bien, ils n'engrenaient pas. — L'étude des sciences sans la philosophie produit le même effet sur le cerveau : les roues cérébrales tournent en tous sens, chacune de son côté, mais n'engrènent plus, et l'aiguille ne marque plus l'heure. Toute unité a disparu ; c'est une machine d'autant plus facile à détraquer qu'on l'a plus compliquée. La petite virole qui ramènerait tout à une direction unique fait défaut, et cette prétendue éducation scientifique devient un affolement intellectuel. Un véritable enseignement doit former un organisme, animé d'un même esprit, régi par une même méthode, tendant à une même fin. Les diverses sciences doivent être enseignées non pour elles-mêmes, mais pour le tout dont elles font partie, pour *la science*. Elles doivent donc être liées entre elles au lieu de se suivre dans ce désordre qu'offrent aujourd'hui nos programmes, et leur liaison doit être telle qu'une conception de la nature et de la vie s'en dégage progressivement. Les diverses sciences doivent prendre sur le fait, malgré la diversité de leurs objets, une seule et même évolution entraînant les choses et les hommes. Il s'agit pour l'esprit, qu'on s'occupe des sciences ou des lettres, d'une même gymnastique ; la pensée d'un homme de génie et la pensée de la nature avec son enchaînement universel ont besoin, pour être bien comprises, d'un déploiement semblable d'intelligence, d'une semblable divination. Seul, l'esprit philosophique animera les études mathématiques ou physiques : il leur donnera un but, un sens, une valeur autre que leur « valeur d'application commerciale, » pour parler comme Edison. L'élève ne dira plus sans cesse, devant les formules de la chimie ou de la mécanique : que m'importe, si je ne dois être ni chimiste ni mécanicien ? Avec la part de vérité universelle et, en quelque sorte, cosmique, que le philosophe montre dans les lois partielles et les théorèmes particuliers des sciences, se découvre la part de beauté éternelle que ces lois et ces théorèmes renferment : ils sont éclairés d'un rayon qui vient de l'infini.

La puissance de l'essor philosophique est le suprême critérium de la vitalité intellectuelle et scientifique d'une race : la Grèce, la France du XVIIe et du XVIIIe siècle, l'Allemagne du XIXe, en sont les preuves les plus éclatantes. L'hégémonie scientifique n'a jamais appartenu et n'appartiendra jamais qu'aux nations lettrées et philosophes : le progrès de la science est en raison inverse de l'enseignement mécanique et utilitaire des sciences, tandis qu'il est en raison directe des progrès de la culture littéraire et philosophique. On en peut dire autant de l'hégémonie politique. Ce ne sont pas seulement les généraux allemands qui ont triomphé des armées

françaises, ce sont aussi les génies spéculatifs de l'Allemagne, ceux qui, depuis un siècle, avaient donné l'essor à la littérature, à la philosophie, à la science allemandes, par cela même à l'esprit public allemand : nous avons été battus par les Kant et les Fichte, par les Goethe et les Schiller, par les Alexandre de Humboldt et les Guillaume de Humboldt, par les Gauss et les Helmholtz, comme par les Bismarck et les de Moltke.

Les savans français du siècle dernier étaient de grands théoriciens; quand il l'a fallu pour la défense du pays, ils sont tous devenus de grands praticiens. Ils surent improviser à la fois les armes, les vêtemens, les munitions du soldat. Clouet, élève de Monge, apporte un procédé pour transformer le fer en acier fondu; Vandermonde fabrique de la poudre; Berthollet, de la monnaie; de la Rochelle, des armes. Guyton-Morveau trempe les lames de sabre; avec Coutelle et Conté, il construit des ballons, dirige des compagnies d'aérostiers. Chappe organise la télégraphie. Monge, l'inventeur de la géométrie descriptive, fait fondre et forer les canons et se charge de l'affinage de l'acier, art nouveau dont la France lui est redevable. La poudre était ce qui pressait le plus. On cherche le salpêtre jusque dans les ruines de Lyon et la soude dans les forêts incendiées de la Vendée. La chimie improvise des moyens nouveaux pour raffiner et sécher le salpêtre en quelques jours. Pour suppléer aux moulins, des hommes tournent des tonneaux où le charbon, le soufre et le salpêtre étaient mêlés avec des boules de cuivre, et on fabrique de la poudre en douze heures. « Ainsi, dit Biot, se vérifia cette conception hardie d'un membre du comité de salut public : on montrera la terre salpêtrée, et cinq jours après on en chargera les canons (1). » Ainsi, ajouterons-nous, l'enthousiasme spéculatif se transforma en enthousiasme d'action, et des sommets de la science, comme d'un nouvel Olympe, les principes les plus abstraits, semblables aux dieux d'Homère, descendirent dans la mêlée des peuples.

ALFRED FOUILLÉE.

(1) *Histoire des sciences pendant la Révolution*, p. 54.

EXAMEN

DU

DISCOURS SUR LES PASSIONS DE L'AMOUR

Ce fut un grand émoi dans le monde des philosophes et des lettrés, lorsque, en 1842, Cousin tira d'un sommeil de deux cents ans et publia dans la *Revue* le *Discours sur les passions de l'amour*. On sait qu'il ne s'agit nullement d'un discours au sens qu'on attache le plus souvent à ce mot aujourd'hui, c'est-à-dire d'une suite ordonnée de réflexions visant un même objet ; il s'agit d'un groupe fort confus de pensées et d'observations sur des matières qui, sans être, au fond, étrangères les unes aux autres, ne se rapportent pas toutes directement à l'amour. Le nœud qui lie ces fragmens entre eux est parfois lâche, dissimulé, d'ailleurs, par le pêle-mêle qui les sépare ou les rapproche au hasard. Le manuscrit original a disparu ; Cousin n'en a trouvé qu'une copie dans un recueil où ils sont attribués à Pascal. Peut-être Pascal les avait-il écrits sur des lambeaux de papier réunis sans ordre, comme ses autres pensées, et le copiste les aurait reproduits dans leur succession chaotique. Peut-être aussi Pascal les avait-il rédigés sur un même cahier, mais sans composition, à mesure que les idées lui venaient à l'esprit. Quoi qu'il en soit, tels que nous les lisons, ces fragmens sont comparables aux pièces brouillées d'un jeu de patience, dont l'arrangement rétabli représenterait un visage. Il y a plus : si, examinant les sujets distincts que Pascal y aborde, on est curieux de reconsti-

tuer sur chacun d'eux sa doctrine, il en faut aller chercher les élémens épars, non pas dans les seuls morceaux qui concernent spécialement le sujet considéré, mais jusque dans des parcelles de certains autres qui n'y touchent qu'incidemment par quelque point. Encore doit-on être attentif à ne pas altérer le sens de ces parcelles en les transposant. C'est ce travail assez minutieux que nous avons tenté, avec un scrupule égal à notre défiance de nos forces, avec un intérêt qui récompensait notre effort.

N'aurions-nous pas été dupe de nos soins? Ce discours est-il réellement l'œuvre de Pascal? On a douté qu'il le fût; de graves esprits en doutent encore. L'autorité de Cousin même ne suffit point à les rassurer. Les raisons sur lesquelles il s'appuie pour en affirmer l'authenticité sont, de leur propre aveu, très spécieuses. Toutefois, l'auteur d'une trouvaille si importante est naturellement enclin à n'en pas suspecter la valeur; à son insu, sa bonne foi a pu se laisser séduire par son attachement paternel à sa découverte. Mais d'autres maîtres, de la plus haute compétence, partagent l'avis de Cousin. Pour n'en citer qu'un, Havet, dont le témoignage est considérable ici, n'hésite point à épouser l'affirmation de l'illustre philosophe. Alors même que de tels garans ne nous imposeraient pas leur sécurité et que nous en fussions réduit à notre propre critique, l'origine de ce discours nous apparaîtrait encore avec une pleine évidence. Nous n'y pouvons relever une seule phrase, un seul mot qui ne sente la façon de Pascal. Cependant, nous sacrifierions volontiers cet argument tiré du style; dans les productions de l'art, les parfaites ressemblances fortuites sont rares, mais les habiles pastiches ne manquent pas, et nous sommes obligé de convenir que les qualités de forme ne sont pas des marques de fabrique indiscutables; en peinture, par exemple, de récens débats l'attestent suffisamment. Encore moins allèguerions-nous la répétition, dans ce discours, de certaines sentences du recueil des *Pensées;* on nous répondrait qu'un faussaire ne devait pas négliger ce facile moyen de faire illusion. Nous nous en tiendrions au signe le plus intime, le seul inimitable, de l'individualité, au caractère de la pensée même. Enfin, dût-on nous contester ce gage encore, nous nous consolerions de notre erreur par le profitable commerce que nous aurions eu avec un penseur qui serait le sosie de Pascal, avec un esprit jumeau de son génie; nous nous résignerions à n'avoir été mystifié que par son égal.

Voici, en langage moderne, les sujets dont il est question dans le *Discours sur les passions de l'amour :* les fins de la vie humaine, les élémens et l'idéal du bonheur; la définition générale et le classement fondamental des passions, les caractères de l'amour hu-

main, le rôle que la pensée y joue; la beauté corporelle et ses rapports avec l'âme, la physionomie; le beau et la grâce en général; le goût, l'idéal de la beauté pour l'individu; l'œuvre d'art; comment naît et se communique l'amour.

« L'homme est né pour penser. » — « Qui doute... si nous sommes au monde pour autre chose que pour aimer? » — « L'homme est né pour le plaisir; il le sent, il n'en faut point d'autres preuves. »

Ainsi, penser, aimer, prendre du plaisir, telle est, selon Pascal, la triple fin de la vie humaine. S'y conformer, c'est donc « suivre la raison » comme c'est faire son bonheur.

Voilà la passion légitimée au même titre que l'effort intellectuel, excusée d'ailleurs par son essence même : « elle ne peut pas être sans excès; de là vient qu'on ne se soucie plus de ce que dit le monde, que l'on sait déjà ne devoir pas condamner notre conduite, puisqu'elle vient de la raison. »

Ces trois élémens du bonheur de l'homme sont liés entre eux. D'une part, en effet, l'exercice « uni » et tendu de la « pensée pure » ne suffit pas à le contenter, « il est nécessaire qu'il soit quelquefois agité de passion, dont il sent dans son cœur des sources si vives et si profondes. » D'autre part, si l'amour était « aveugle » comme le font « les poètes, » si l'on en pouvait exclure l'intelligence, « nous serions des machines très désagréables. » L'amour applique donc à son objet la pensée. Il l'y applique d'une façon qui lui est propre, d'une façon partiale et « précipitée; » il n'en est pas moins intellectuel et affectif indivisément; au fond « l'amour et la raison n'est qu'une même chose. » Enfin, le plaisir qui ne doit rien ni à l'esprit ni au cœur, la simple sensation agréable, n'est pas celui que vise ici Pascal. Il distingue, en effet, le plaisir vrai du plaisir faux; l'un ou l'autre « peut remplir également l'esprit, car qu'importe que ce plaisir soit faux, pourvu qu'on soit persuadé qu'il est vrai? » Il est évident que cette distinction est inapplicable à la volupté et qu'elle convient seulement à la joie. Il n'y a pas joie sans jugement qui la détermine, lequel peut être vrai ou faux. Pascal remarque que la joie dépend, non de la vérité du jugement, mais de la foi qu'on y accorde.

Bien que solidaires, les trois élémens du bonheur : pensée, amour, plaisir, ne coexistent pas toujours. Ils ne se rencontrent simultanément que chez les âmes médiocres, et alors sans plénitude, car ces âmes-là « sont machines partout. » Une âme supérieure, au contraire, ne peut pas satisfaire à la fois les deux passions qui se la partagent, « l'amour et l'ambition » (cette ambition, qui est la pensée et l'action se proposant les plus vastes et les plus hauts objets). Ces deux passions, en effet, sont incompatibles, même

lorsque leurs objets s'identifient : « Quand on aime une dame sans égalité de condition, l'ambition peut accompagner le commencement de l'amour, mais en peu de temps il devient le maître,.. il faut que toutes les passions ploient et lui obéissent. » L'âme, si étendue qu'en soit la capacité, ne peut contenir qu'une grande passion. « C'est pourquoi, quand l'amour et l'ambition se rencontrent, elles ne sont grandes que de la moitié de ce qu'elles seraient s'il n'y avait que l'une ou l'autre, » en d'autres termes, moins géométriques, elles se partagent l'âme aux dépens l'une de l'autre. Force est donc à ces deux passions, pour s'y épanouir entièrement, de s'y succéder, encore qu'elles soient l'une et l'autre de tous les âges à partir de la vingtième année. « L'amour n'a point d'âge, il est toujours naissant. » La vie ne compte, aux yeux de Pascal, que depuis la parfaite éclosion de la raison, « devant ce temps on est enfant... » Quand l'amour possède une grande âme, il la possède donc exclusivement tout entière. Mais il a dû la prendre de force et, une fois qu'il y est, il y reste. « Les grandes âmes ne sont pas celles qui aiment le plus souvent ; c'est d'un amour violent que je parle, il faut une inondation de passion pour les ébranler et pour les remplir. Mais quand elles commencent à aimer, elles aiment beaucoup mieux. »

« Qu'une vie est heureuse quand elle commence par l'amour et finit par l'ambition ! » — « C'est l'état le plus heureux dont la nature humaine est capable. »

Voilà donc l'idéal du bonheur pour Pascal, tel, du moins, qu'il l'a senti et conçu pendant quelques mois vers l'âge de trente ans, au contact brûlant du monde. Ce cri dans sa bouche étonne et, à coup sûr, il eût été impossible de le lui prêter par simple induction avant la mise au jour du document que nous étudions. Quelle fortune de surprendre ce songeur, austère jusqu'à l'ascétisme, dans le seul moment, peut-être, de toute sa vie où tout l'homme en lui a été rendu à lui-même, à la nature, qui n'avait encore pleinement possédé que le physicien !

Des deux passions antagonistes qui, opportunément satisfaites, concourent au bonheur, c'est l'amour seul que Pascal considère dans ce précieux document. Aussi bien l'amour est « la passion la plus naturelle à l'homme » et Pascal y est tellement prédisposé qu'il suffit, selon lui, d'en parler pour le sentir. Mais qu'est-ce qu'une passion ? « Les passions ne sont que des sentimens et des pensées qui appartiennent purement à l'esprit (*à l'âme*), quoiqu'elles soient occasionnées par le corps. » Ce sont des sentimens, en effet, car elles sont irréductibles pour la conscience à la sensation qui procède immédiatement des nerfs. Ce sont aussi des pensées, car

elles impliquent jugement; on ne craint ni n'espère sans motifs, on prise ce qu'on aime. Elles ont toutefois une origine corporelle, un antécédent physique, intermédiaire entre l'âme et le monde extérieur, à savoir l'impression, qui, traduite en sensations, les fait communiquer avec leur objet, ou, traduite en besoins, leur en suggère du moins la recherche.

La définition de Pascal est donc très complète. Il distingue deux espèces contraires de passions : « Il y a des passions qui resserrent l'âme et la rendent immobile, et il y en a qui l'agrandissent et la font répandre au dehors. » L'homme qu'animent celles-ci s'oublie par attachement à ce qu'il aime. « L'on devient magnifique sans l'avoir jamais été. Un avaricieux même qui aime devient libéral et il ne se souvient pas d'avoir jamais eu une habitude opposée. » Ce n'est d'ailleurs pas toujours le besoin d'aimer qui, même en amour, nous met en campagne, ce peut être une ambitieuse présomption : « Nous avons une source d'amour-propre qui nous représente à nous-mêmes comme pouvant remplir plusieurs places au dehors; c'est ce qui est cause que nous sommes bien aises d'être aimés. » Pascal range sans doute parmi les premières passions l'effroi stupéfiant, la défiance hésitante et, en général, toutes celles où l'égoïsme rappelle l'âme à elle-même et la met sur ses gardes. Les secondes, « les passions de feu, » correspondraient à l'amour, à la charité, à ce qu'Auguste Comte a nommé l'altruisme, et, en outre, à l'ambition dans le sens d'ardente aspiration vers tous les objets de l'activité humaine. Cette distinction est profonde, car elle repose sur la plus essentielle activité de l'âme, sur son double mouvement dans ses rapports avec le monde, mouvement d'expansion ou de retraite, d'exploration ou de recul.

Pascal a dit ailleurs: « L'homme n'est ni ange ni bête... » L'amour, par son origine, n'est pas platonique, « il se détermine autre part que dans la pensée. » Le sexe y règle les démarches: « Ce n'est point un effet de la coutume, c'est une obligation de la nature que les hommes fassent les avances pour gagner l'amitié des dames, » selon Montaigne rappelé par Pascal. En tant que passion, l'amour est « occasionné par le corps; » mais il n'en est pas moins, au même titre de passion, un sentiment, et comme tel, tout psychique. C'est l'état de l'âme, l'affection purement morale que Pascal envisage dans l'amour et qui est pour lui l'amour *humain*, « la passion la plus convenable à l'homme, » être pensant. A ce point de vue restreint, « l'amour ne consiste que dans un attachement de pensée. » C'est-à-dire dans une pensée non pas seulement *attentive* à son objet, ce qui ne serait encore qu'intellectuel, mais *attachée* à lui, ce qui suppose un lien affectif. « L'homme seul

est quelque chose d'imparfait ; il faut qu'il trouve un second pour être heureux. » Pascal tire immédiatement de cette définition de l'amour humain une conséquence intéressante : « L'amour ne consistant que dans un attachement de pensée, il est certain qu'il doit être le même par toute la terre. Il est vrai que, se déterminant autre part que dans la pensée, le climat peut ajouter quelque chose, mais ce n'est que dans le corps. »

La fonction de la pensée dans l'amour, le tribut de l'esprit au cœur, préoccupent tout spécialement Pascal ; on serait bien étonné qu'il s'y montrât indifférent. C'est, en effet, d'après sa définition même de la passion, l'esprit qui présente au cœur son objet. On conçoit dès lors que « la netteté de l'esprit cause aussi la netteté de la passion. Un esprit grand et net aime avec ardeur. A mesure qu'on a plus d'esprit, les passions sont plus grandes,.. les passions de feu,.. car pour les autres elles se mêlent souvent ensemble et causent une confusion très incommode, mais ce n'est jamais dans ceux qui ont de l'esprit. Dans une grande âme tout est grand... Quand on a plus de vue, on aime jusqu'aux moindres choses, ce qui n'est pas possible aux autres. Il faut être bien fin pour remarquer cette différence. » — Il convient de rapprocher de cette observation cette autre pensée de Pascal, qui n'appartient pas au présent discours : « A mesure qu'on a plus d'esprit, on trouve qu'il y a plus d'hommes originaux. Les gens du commun ne trouvent pas de différence entre les hommes. » La personne aimée ne ressemble à aucune autre. On la préfère aux autres précisément parce qu'elle en diffère, et l'esprit s'ingénie à découvrir les différences qui justifient la préférence du cœur et constituent l'originalité de cette personne aimée. Mais le cœur, dès qu'il aime, ne permet plus à l'esprit de s'occuper d'autres originalités, d'en apercevoir d'autres ailleurs et de les dégager ; ce qui fait dire à Pascal dans notre discours : « A mesure qu'on a plus d'esprit, l'on trouve plus de beautés originales, mais il ne faut pas être amoureux, car quand l'on aime, l'on n'en trouve qu'une. » — Cette admiration exclusive ne languit pas, grâce à l'activité de l'esprit qu'elle exerce sans cesse : « Le secret d'entretenir une passion, c'est d'occuper toujours l'esprit de son objet. » Et cette occupation fournit à l'amant plus de ressources pour faire sa cour : « Quoique ce soit une même passion, il y faut de la nouveauté ; l'esprit s'y plaît, et qui sait se la procurer sait se faire aimer. » La passion, aiguisée par l'esprit, le stimule à son tour, parce que c'est de lui qu'elle reçoit son objet : « L'amour donne de l'esprit parce qu'il faut de l'adresse pour réussir, pour se renouveler et plaire. Il faut plaire, et on plaît. »

Pascal ne se contente pas de signaler l'importance de l'esprit en amour, il recherche quelles aptitudes intellectuelles y trouvent spécialement leur emploi. C'est « l'esprit de finesse, » « l'esprit de géométrie, » « la délicatesse. » Or il suffit de bien entendre les définitions qu'il donne de ces trois modes de la pensée pour reconnaître que, selon lui, l'amour exerce l'intelligence tout entière, dans sa puissance d'intuition et de logique, d'analyse et de synthèse. Toutefois, dans un entretien d'amour si redevable au cerveau, qu'on ne s'alarme pas pour la grâce et la chaleur du langage! En effet: « Quand on a l'un et l'autre esprit tout ensemble (de géométrie et de finesse), que l'amour donne de plaisir! Car on possède à la fois la force et la flexibilité de l'esprit, qui est très nécessaire pour l'éloquence de deux personnes. » Si l'on rapproche ce fragment du suivant: « En amour un silence vaut mieux qu'un langage; il est bon d'être interdit,.. » on ne voit pas tout de suite le moyen de les concilier; mais on reconnaît vite que dans le premier cas il s'agit de plaire, de remporter des victoires sur le cœur dans des escarmouches brillantes ou des rencontres heureusement ménagées, et, dans le second cas, d'assurer à son propre cœur sa conquête, d'en fixer l'étendue et d'en faire accepter les conséquences. Il y a loin encore de s'être rendu agréable à s'être rendu cher; il ne faut pas s'y tromper, toute méprise serait un recul, une défaite. Le silence est expressif sans rien compromettre. On ne risque l'aveu qu'après en avoir préparé le succès par la persuasion. L'esprit de géométrie vient à la rescousse; moins insinuant, il est plus pressant, il convainc. « Il a des vues lentes, dures et inflexibles. » De sorte qu'il pousse à merveille dans leurs derniers retranchemens tous les faux-fuyans dilatoires. Il investit la place et l'enveloppe de ses parallèles progressives et sûres jusqu'à ce qu'elle se rende. La dialectique est d'autant plus puissante en amour qu'elle a l'amour même pour complice, ce qui la dispense d'être aussi rigoureuse que pour démontrer le théorème du carré de l'hypoténuse; elle a tout le prestige de sa fonction sans en assumer tous les devoirs. L'amoureux, en effet, ne lui demande guère que de spécieux sophismes, et elle excelle à lui en fournir. Un géomètre qui se prendrait trop au sérieux se fourvoierait, car la coquetterie élude les définitions trop exactes qui la déconcertent et les déductions trop serrées qui l'engagent, et l'ingénuité démonte les syllogismes. Ajoutons que, en amour, quand on a convaincu géométriquement, rien n'est fait si l'on n'est point en voie de plaire; le consentement se dérobe, s'échappe par la tangente, et le solide édifice des argumens demeure debout, inébranlable mais désert. Conquérir la volonté ne sert même de rien. La meilleure volonté d'aimer ne fait pas aimer.

Toute consultation sur ce sujet est vaine : « L'on demande s'il faut aimer. Cela ne se doit pas demander, on le doit sentir. L'on ne délibère pas là-dessus, l'on y est porté, et l'on a le plaisir de se tromper quand on consulte. » La femme doit être déjà persuadée pour consentir à se laisser convaincre; elle y consent alors volontiers, car on lui rend le service de motiver ses entraînemens par des raisons, ce qui rassure sa conscience.

Persuader, au fond, c'est plaire. Or pour découvrir les moyens de plaire, il faut pénétrer dans l'âme du sujet afin de lui faire honneur de ses qualités, de flatter au besoin ses défauts. La même sagacité est nécessaire pour interpréter un sourire ou une larme que pour instituer la théorie de l'arc-en-ciel ou de la rosée. C'est le même « esprit de finesse, » propre au physicien, qui démêle les choses de l'amour; il ne fait que changer d'objet, car, après tout, il s'agit dans un cas comme dans l'autre, de bien analyser, puis de synthétiser les élémens fournis par l'analyse de manière à reconstituer leur ordre naturel. On n'a pas seulement affaire, comme en géométrie, à des suites logiques d'idées abstraites, mais bien à des trames de faits particuliers et concrets. Il ne s'agit plus de définir et de déduire, mais d'observer et d'induire. On doit d'abord embrasser le phénomène physique ou l'état moral qu'on étudie dans toute la complexité de ses conditions, afin de ne rien laisser échapper qui puisse servir à l'expliquer. On doit ensuite l'expliquer, c'est-à-dire découvrir autant par divination que par méthode comment se combinent les conditions pour le déterminer. Dans la première opération, l'esprit est tenu d'apporter « une souplesse de pensée qu'il applique en même temps aux diverses parties aimables de ce qu'il aime. » Dans la seconde : « Des yeux l'esprit va jusques au cœur, et par le mouvement du dehors, il connaît ce qui se passe au dedans. » Il faut qu'il ait le flair du voleur en présence d'une maison close dont la façade trahit la disposition intérieure, les moyens d'y entrer et d'en sortir. Il en est, au contraire, de la géométrie comme d'une maison à construire; on n'y peut procéder que dans deux directions, de bas en haut et de long en large, et chaque étage trouve ses assises prédéterminées par le niveau supérieur de l'étage précédemment bâti.

L'esprit de finesse s'attache à découvrir les mobiles secrets du cœur, à comprendre le caractère de la personne aimée. Il saisit toutes les nuances de l'âme; mais c'est ce même esprit, poussé jusqu'au raffinement, c'est la délicatesse qui choisit parmi les découvertes de la finesse celles dont peut profiter l'amour pour les mettre en lumière et en valeur. « Les femmes aiment à apercevoir une délicatesse dans les hommes; et c'est, ce me semble, l'endroit

le plus tendre pour les gagner; l'on est bien aise de voir que mille autres sont méprisables et qu'il n'y a que nous d'estimables. » Quand on raffine sur les choses de l'esprit, on est raffiné en amour : « Quand un homme est délicat en quelque endroit de son esprit, il l'est en amour. » Les répugnances de son intelligence déterminent des aversions dans son cœur. En présence de quelque objet susceptible de l'émouvoir, « s'il y a quelque chose qui répugne à ses idées, il s'en aperçoit et il le fuit. » Dans l'amoureux, Pascal compare entre eux la délicatesse ainsi définie et le sens de la beauté corporelle : « Pour la beauté, chacun a sa règle souveraine et indépendante de celle des autres, » tandis qu'il y a, au contraire, un critérium commun, absolu, pour la délicatesse. La règle n'en est pas arbitraire, car elle est d'ordre intellectuel, elle « dépend d'une raison pure, noble, sublime. » Ces épithètes indiquent qu'il s'agit d'une règle esthétique autant qu'intellectuelle, la règle rationnelle du goût dans les choses de l'esprit, dans le monde immatériel. Il en résulte qu'on peut faillir de bonne foi à cette règle, « se croire délicat sans qu'on le soit effectivement, et les autres ont le droit de nous condamner. » Toutefois il semble dur à Pascal de ne tenir aucun compte de l'intention en pareille matière, car il y a déjà quelque délicatesse à se soucier d'être délicat, c'est un raffinement. « Entre être délicat et ne l'être point du tout, il faut demeurer d'accord que, quand on souhaite d'être délicat, l'on n'est pas loin de l'être absolument. » Il y a d'ailleurs des degrés dans la délicatesse, car c'est « un don de nature » capable de perfectionnement, comme toutes les qualités de l'esprit.

Ainsi l'esprit, par toutes ses aptitudes, est le condiment essentiel de l'amour. Il l'est, en outre, de la beauté qui le fait naître, il la fait valoir : « Le sujet le plus propre pour la soutenir, c'est une femme. Quand elle a de l'esprit, elle l'anime et la relève merveilleusement. Si une femme veut plaire et qu'elle possède les avantages de la beauté, ou du moins une partie, elle y réussira; et même, si les hommes y prenaient tant soit peu garde, quoiqu'elle n'y tâchât point, elle s'en ferait aimer. Il y a une place d'attente dans leur cœur; elle s'y logerait. »

Rien n'a donc échappé à Pascal de la stratégie et des manèges de l'amour. S'ensuit-il que sa vie mondaine ait été celle d'un galantin? Nous sommes bien loin de le supposer. Il a été, croyons-nous, observateur tour à tour de lui-même et des autres, et il importe de distinguer, dans tout ce qu'il a observé, ce qui lui est propre de ce qui lui est étranger. Nous avons des motifs d'admettre qu'il était, en pareille matière, praticien novice, et, comme en toute chose, investigateur expert. Tout devenait sous ses yeux

objet de méditation et de science ; il a pu chercher, dans les distractions du monde, une diversion salutaire à ses maux, mais il est tout à fait invraisemblable qu'il se soit si vite transformé en un Lauzun. Il était assez perspicace pour tout deviner de ce qu'il entrevoyait. Nous essaierons, plus loin, de dégager de ses réflexions le fruit de son expérience personnelle.

Nous avons déjà rencontré en lui, à propos de l'amour, quelques vues sur le sens de la beauté physique et sur le goût qui est le sens du beau moral, mais qu'il ne désigne par aucun nom spécial. Il ne s'en tient pas à ces premiers aperçus ; obéissant à son génie scrutateur, il pénètre plus avant dans l'esthétique générale, et il en pose les fondemens en deux pages très importantes.

Il considère d'abord la beauté morale engagée dans la matière, exprimée par celle-ci, sous le nom d'*agréable ;* ce mot n'a pas chez lui l'acception étroite de ce qui plaît aux sens, mais désigne ce qui séduit l'âme par les dehors. Il reconnaît tout de suite que, dans la forme matérielle expressive, le moral et le physique s'identifient. « C'est d'une beauté morale que j'entends parler, *qui consiste* dans les paroles et dans les actions du dehors. L'on a bien une règle pour devenir agréable ; cependant la disposition du corps (la bonne grâce du corps, comme l'entend M. Havet) *y est nécessaire*, mais elle ne peut s'acquérir. » — Ainsi, la beauté morale n'est pas seulement adjointe au signe physique, parole et geste, elle y a passé, elle s'y est fondue en devenant l'agréable. « L'agréable et le beau n'est qu'une même chose. » Et il ajoute : « Tout le monde en a l'idée. » C'est, en effet, la fonction même du signe expressif de révéler immédiatement la chose signifiée. Remarquons que, dans les deux fragmens précédens, Pascal ne vise pas la beauté purement plastique, c'est-à-dire celle qui n'exprime aucun état de l'âme et demeure indépendante de la volonté. Il ne considère de cette beauté que la grâce mobile employée à l'expression des sentimens distingués ; il ne s'occupe encore que de la beauté psychique exprimée par la forme en action, par le mouvement de la parole et du geste. Il s'ensuit que le rôle de la volonté y peut être excessif et abusif. « Les hommes ont pris plaisir à se former une idée de l'agréable si élevée, que personne n'y peut atteindre. » Il affranchit l'agréable de cet arbitraire compromettant et lui rend la spontanéité : « Jugeons-en mieux, et disons que ce n'est que le naturel, avec une facilité et une vivacité d'esprit, qui surprennent. » Et, au point de vue de l'amour dont il traite, il ajoute : « Dans l'amour, ces deux qualités sont nécessaires : il ne faut rien de force et cependant il ne faut rien de lenteur. » C'est là une élégante définition de la grâce qui exprime l'usage aisé de la vie. Mais il ne la

nomme pas et termine par ces mots : « L'habitude donne le reste. » L'habitude acquise au commerce du monde choisi, sans doute, car ce passage fait suite à un fragment sur la vie des hommes de cour.

L'expression gracieuse de la beauté psychique par les belles manières, mimique des sentimens délicats qui est la politesse exquise, est bien loin de représenter toute l'esthétique de l'amour, et représente encore moins l'esthétique générale. Pascal ne s'y tient pas. Il signale en nous une prédisposition native à reconnaître et à aimer le beau non plus seulement dans l'âme humaine et dans la forme qui l'exprime et la révèle, mais dans la nature entière. Il y a donc, d'après lui, un sens du beau en général, ce que nous appelons le goût, qui se forme en même temps que l'intelligence et s'exerce sur toutes choses spontanément, à notre insu même et sans cesse, comme une fonction essentielle de la vie morale. « Nous naissons avec un caractère d'amour dans nos cœurs, qui se développe à mesure que l'esprit se perfectionne, et qui nous porte à aimer ce qui nous paraît beau sans que l'on nous ait jamais dit ce que c'est. Qui doute, après cela, si nous sommes au monde pour autre chose que pour aimer? En effet, on a beau se cacher, l'on aime toujours. Dans les choses mêmes où il semble que l'on ait séparé l'amour, il s'y trouve secrètement et en cachette, et il n'est pas possible que l'homme puisse vivre un moment sans cela. » D'où vient que l'homme recherche ainsi par instinct hors de lui cet objet d'amour? Comment se fait, pour le discerner, l'éducation du goût? Où l'homme prend-il la règle du goût, le modèle auquel il compare les choses pour les juger belles ou laides? Pascal répond brièvement à ces questions que nous suggère le fragment précédent. Il a déjà signalé dans l'âme un mouvement passionnel qui « la fait répandre au dehors. » Il le surprend ici. L'homme cherche ailleurs qu'en soi de quoi aimer, parce qu'il « n'aime pas à demeurer seul avec soi, » et que « cependant il aime. » Or « il ne peut trouver de quoi aimer que dans la beauté » (affirmation qui semblera téméraire, peut-être, car l'amour souvent se contente de moins, mais qui n'étonne point de la part de Pascal), et c'est en soi-même seulement qu'il trouve « le modèle de cette beauté qu'il cherche au dehors, » car « il est la plus belle créature que Dieu ait jamais formée. » — « Chacun peut en remarquer en soi-même les premiers rayons; et selon que l'on s'aperçoit que ce qui est au dehors y convient ou s'en éloigne, on se forme les idées de beau ou de laid sur toutes choses. » Mais ce n'est point assez qu'il y ait « convenance, » il faut encore qu'il y ait « ressemblance » de la chose avec le type humain pour que l'homme puisse la trouver

belle d'une beauté qui le « contente, » car « il a le cœur trop vaste, » il n'y a que lui-même, idéal sexué de la beauté créée, qui puisse « remplir le grand vide qu'il a fait en sortant de soi-même. » Ainsi l'esthétique n'est, au fond, que l'anthropomorphisme masculin et féminin appliqué à l'univers. Cette vue, singulièrement hardie et neuve du temps de Pascal, lui semble toute simple : « La nature a si bien imprimé cette vérité dans nos âmes, que nous trouvons cela tout disposé ; il ne faut point d'art ni d'étude ; il semble même que nous ayons une place à remplir dans nos cœurs et qui se remplit effectivement. Mais on le sent mieux qu'on ne le peut dire. Il n'y a que ceux qui savent brouiller et mépriser leurs idées qui ne le voient pas. »

L'idéal esthétique défini, Pascal se préoccupe naturellement de concilier la légitime diversité des préférences individuelles avec ce principe général et fixe du choix, avec cet immuable parangon dont l'esquisse au moins est déposée au fond de toutes les âmes et qui admet tous les goûts, mais dans la juste mesure du goût. La difficulté n'est pas mince ; il s'en tire habilement : « Quoique cette idée générale de la beauté soit gravée dans le fond de nos âmes avec des caractères ineffaçables, elle ne laisse pas de recevoir de très grandes différences dans l'application particulière, mais c'est seulement pour la manière d'envisager ce qui plaît. Car l'on ne souhaite pas nûment une beauté, mais l'on y désire mille circonstances qui dépendent de la disposition où l'on se trouve ; et c'est en ce sens que l'on peut dire que chacun a l'original de sa beauté, dont il cherche la copie dans le grand monde. » Et, ne perdant point de vue le sujet spécial de sa méditation, il explique très finement l'influence des femmes sur la formation de cet original et comment il est malléable et variable sous leur impression. « Néanmoins les femmes déterminent souvent cet original. Comme elles ont un empire absolu sur l'esprit des hommes, qu'elles y dépeignent ou les parties des beautés qu'elles ont, ou celles qu'elles estiment, et elles ajoutent par ce moyen ce qui leur plaît à cette beauté radicale. C'est pourquoi il y a un siècle pour les blondes, un autre pour les brunes... La mode même et les pays règlent souvent ce qu'on appelle la beauté. C'est une chose étrange que la coutume se mêle si fort de nos passions. Cela n'empêche pas que chacun n'ait son idée de beauté sur laquelle il juge les autres, et à laquelle il les rapporte. C'est sur ce principe qu'un amant trouve sa maîtresse plus belle, et qu'il la propose comme exemple. » Il y aurait donc, en dernière analyse, dans la composition d'un idéal individuel trois élémens superposés : d'abord le type général de la forme humaine accomplie ; ensuite

le type accidentel plus restreint, fourni par la mode et le pays; enfin le type particulier, très divers, déterminé par le tempérament de l'individu et préféré par lui.

Pascal a donc parfaitement reconnu l'influence du tempérament individuel sur le jugement esthétique, bien qu'il admette que celui-ci ne soit pas uniquement dicté par le premier, que la forme humaine, pour être belle, doive remplir certaines conditions fondamentales dont l'idée, plus ou moins nette, est indépendante du tempérament de chacun. N'est-il pas étrange que, après avoir fait si expressément la part de l'individualité dans sa conception du beau, il en ait totalement méconnu l'importance dans l'œuvre d'art? Il lui a échappé que, placés devant un même modèle, des artistes différents le jugent de façons différentes, selon leurs tempéramens respectifs, et que le jugement esthétique de chacun dirige son regard; que son goût fait sa manière de voir. C'est pourtant cette vision propre qui constitue l'originalité de l'artiste et l'intérêt de son œuvre. Aussi ressent-on un désappointement pénible, une vraie blessure en trouvant dans le recueil des *Pensées* de Pascal cette réflexion singulièrement naïve : « Quelle vanité que la peinture, qui attire l'admiration par la ressemblance des choses dont on n'admire point les originaux. » D'abord ne fait pas ressemblant qui veut; ensuite la communication intime qui s'établit entre l'aptitude de l'artiste à sympathiser et son modèle, pour la recherche des traits caractéristiques de celui-ci ; la sélection de ces traits par le tempérament de l'artiste, tout cela, imprimé dans son œuvre, y est très digne d'attention. Ce n'est pas la ressemblance même qu'on y admire, mais l'interprétation de la nature par un homme.

Nous venons de parler de l'aptitude de l'artiste à sympathiser. Cette faculté est si importante en esthétique que nous ne pouvons nous dispenser d'examiner si Pascal s'en est occupé. Rappelons en quoi elle consiste. La physionomie d'un enfant réfléchit celle des gens qu'il voit converser avec animation, ou même exprime les sentimens décrits dans un récit. Cette mimique involontaire est vive chez l'enfant, atténuée par les convenances sociales chez l'adulte; elle est l'effet de la sympathie qui nous fait, en quelque sorte, devenir autrui en le substituant à nous-même dans notre propre conscience. Sans cette aptitude, la physionomie ne pourrait être interprétée et il ne pourrait y avoir aucune communication des âmes entre elles. L'auteur dramatique et le comédien doivent éprouver, à l'état sympathique en eux, les émotions représentées, le premier afin d'en contracter le vrai langage, et, le second, afin d'en mieux imaginer l'accent et le geste. Pascal ne nomme nulle part cette aptitude exercée sur les perceptions esthétiques. Il dit d'a-

bord : « Nous connaissons l'esprit des hommes, et par conséquent leurs passions, par la comparaison que nous faisons de nous-mêmes avec les autres. » Il s'agit précisément de savoir comment, par quelle espèce de communication, nous pouvons établir cette comparaison. Comme nous n'avons aucune vue directe dans l'âme d'autrui, il faut que nous en trouvions l'image dans la nôtre, c'est-à-dire que ses passions y retentissent sympathiquement par l'intermédiaire de la physionomie. Or, Pascal ne semble pas d'abord admettre cette aptitude de l'âme à s'aliéner, car il dit encore : « Les auteurs ne peuvent pas bien dire les mouvemens de l'amour de leurs héros ; il faudrait qu'ils fussent héros eux-mêmes. » Mais il dit plus loin : « L'on ne peut faire semblant d'aimer que l'on ne soit bien près d'être amant, ou du moins que l'on n'aime en quelque endroit ; *car il faut avoir l'esprit et les pensées de l'amour pour ce semblant*, et le moyen de bien parler sans cela ? » Il admet donc que simuler un sentiment (c'est ici l'amour) incline à l'éprouver et qu'on ne l'exprime fidèlement qu'autant qu'on en a l'esprit et la pensée. Or, avoir l'esprit et la pensée d'un sentiment, ce n'est pas l'éprouver ; mais ce n'est pas non plus y être entièrement étranger, car c'est se le représenter, et comment, sinon dans son propre cœur? C'est donc en être affecté sympathiquement. Le mot n'y est pas, mais la chose est indiquée. Seulement, au lieu d'être volontaire, comme Pascal le suppose dans le passage cité ; au lieu d'être une feinte, la mimique expressive qui dérive de la sympathie est indépendante de la volonté, elle est instinctive ou plutôt réflexe. Il suffit au comédien de ressentir sympathiquement pour mimer naturellement. Ce sont deux choses qu'il ne divise pas en étudiant un rôle ; il ne cherche qu'à sympathiser ; dès qu'il y réussit, le signe expressif s'impose à sa physionomie. Les auteurs n'ont besoin que de sympathiser avec les états moraux de leurs personnages ; cela leur suffit pour bien décrire « les mouvemens de l'amour de leurs héros. » C'est assez, selon Pascal lui-même, qu'ils aient « l'esprit et la pensée » de l'amour, pour en bien parler ; il se contredit donc en leur en refusant la possibilité.

Nous avons essayé de dégager la théorie de l'amour et l'esthétique impliquées dans le *Discours sur les passions de l'amour*, en recherchant les rapports latens ou lointains capables de relier entre elles les idées qui y sont jetées pêle-mêle et dont la synthèse n'apparaît pas tout d'abord. Les fragmens distincts dont ce discours se compose ne contribuent pas tous à la reconstitution de ces deux doctrines. Il y en a d'indépendans qui consistent en observations irréductibles et ne sauraient être rattachés à aucun principe général. On peut toutefois grouper ceux-ci par analogie des

sujets traités sous diverses rubriques telles que : les effets de l'amour, la fidélité, etc. Mais c'est un classement qui se fait de lui-même et n'offre d'ailleurs aucun intérêt doctrinal.

Il serait plus intéressant de grouper ces fragmens dans un ordre historique, c'est-à-dire dans l'ordre naturel où naissent, progressent et se succèdent les émotions diverses que Pascal amoureux reconnaît au fond de son propre cœur et dont il analyse chacune séparément sans se préoccuper du lien qui les enchaîne. Ce serait faire l'histoire psychologique de la passion qui l'occupait alors et dont l'objet comme le roman nous demeurent inconnus. Cet amour est d'une qualité curieuse : il est à la fois fier et piteux. Le génie du penseur s'y sent embarrassé, engagé dans une entreprise qui n'est pas toute de son ressort, où la grâce a le pas sur l'autorité, où le charme prévaut sur le mérite. Les gens de cour y réussissent mieux que les hommes de cabinet; Pascal en trahit quelque dépit... « C'est de là que ceux de la cour sont mieux reçus dans l'amour que ceux de la ville, parce que les uns sont tout de feu, et que les autres mènent une vie dont l'uniformité n'a rien qui frappe; la vie de tempête surprend, frappe et pénètre. » Il se pourrait toutefois qu'il y eût plus de réelle tempête dans les mouvemens contenus d'une âme supérieure, mais discrète, que dans les démonstrations superficielles des âmes médiocres. Aussi Pascal prend-il sa revanche dans ce fragment déjà cité : « Les grandes âmes ne sont pas celles qui aiment le plus souvent... Mais quand elles commencent à aimer, elles aiment beaucoup mieux. » Son naïf idéal d'amour triomphe même plus qu'il ne le croit dans ces salons mêmes où il l'égare. La candeur, le timide respect, qu'apporte à la conquête d'un cœur un cœur tremblant, loin d'y être méconnus, y servent de modèles, inimitables d'ailleurs, aux manèges de la galanterie élégante et de la coquetterie, aux combats simulés des précieuses avec leurs servans. Pour donner le ton au langage et le pli aux manières de l'amour qu'il affinait, l'hôtel de Rambouillet n'avait-il pas dû les apprendre de la nature, même quand il en vint à les outrer ? L'affectation est, au fond, un hommage à la nature, elle ne l'altère qu'en l'exagérant. Ce qui était culte, délicatesse, réserve dans les procédés de Pascal, avait fini par n'être plus, dans ceux des grands autour de lui, que fade servage, mièvrerie, feints scrupules, mais n'en était pas moins la contrefaçon des égards, des empressemens et des alarmes propres au noble amour. Le pays de Tendre, avec son fleuve glissant, ses contre-allées, ses détours, ses ombreuses cachettes, n'offrait que des pentes, des barrières et des surprises artificielles; la carte n'en était pourtant pas arbitrairement dressée. La véritable tendresse, seule facile à effaroucher, à ramener, à entraîner, seule

ingénieuse aussi, en avait fourni les lignes essentielles. Il ne manquait à l'imitation que celle des larmes, plus malaisées à jouer que le soupir. Aussi faut-il bien se garder d'attribuer uniquement à l'influence du milieu ce qu'il y a de subtil et de ténu dans l'analyse que fait Pascal des passions de l'amour. On y trouve tout simplement la sagacité coutumière de son esprit, appliquée aux choses de l'amour au lieu de l'être à la physique, et ce n'est pas de l'hôtel de Rambouillet qu'il tenait, par exemple, la délectable finesse de ses vues en hydrostatique. Ses observations sur les troubles ingénus de son cœur procurent à l'amoureux qui se souvient la même jouissance qu'au physicien son traité de l'équilibre des liqueurs ; c'est dans les deux cas la nature merveilleusement pénétrée, sans maîtres. Le moraliste, dans ces pages, n'a pas abdiqué le souci du savant ; il tient à prévenir toute défiance touchant la rigueur de son intime examen. « L'on écrit souvent des choses que l'on ne prouve qu'en obligeant tout le monde à faire réflexion sur soi-même et à trouver la vérité dont on parle. C'est en cela que consiste la force des preuves de ce que je dis. » Il sent toujours le besoin d'*obliger par des preuves*, alors même qu'il ne peut que nous inviter à nous reconnaître en lui. A vrai dire, la psychologie n'a pas d'autre fondement à ses témoignages que la vérification de ceux-ci dans la conscience de chacun, et présume ainsi la conformité de toutes les consciences, qui lui fournissent à la fois sa matière et son contrôle. Pascal, en passant, lui assigne avec précision son caractère.

Pour clore cette étude, esquissons rapidement, en ordonnant et résumant les aveux mêmes de Pascal, la genèse intime de l'amour qui les lui dicte.

On cherche quelquefois bien au-dessus de sa condition « le second » dont on a besoin pour être heureux et « l'on sent le feu s'agrandir, quoiqu'on n'ose pas le dire à celle qui le cause. » Pascal a profondément décrit ce début de l'amour qui se voile. L'ambition est vite dominée et absorbée par l'amour, « c'est un tyran qui ne souffre pas de compagnon. » Il suffit au cœur : « Une haute amitié remplit bien mieux qu'une commune et égale le cœur de l'homme,.. il n'y a que les grandes choses qui y demeurent. » — « Le premier effet de l'amour est d'inspirer un grand respect; l'on a de la vénération pour ce qu'on aime. Il est bien juste; on ne reconnaît rien au monde de grand comme cela. » Ce respect doit néanmoins trouver ses limites dans l'amour même. « Le respect et l'amour doivent être si bien proportionnés qu'ils se soutiennent sans que ce respect étouffe l'amour. » Dès qu'on aime, on se sent transformé. On s'imagine « que tout le monde s'en aperçoit; » rien de plus faux; mais c'est un effet de la passion qui borne la vue de

la raison, et l'incertitude à cet égard engendre une « défiance » continuelle. On a peur de se trahir, parce que « l'on se persuade qu'on découvrirait la passion d'un autre. » — « Le plaisir d'aimer sans l'oser dire a ses peines, mais aussi il a des douceurs. » L'on jouit du désintéressement de son culte; on jouit de l'avoir si bien placé. Avant tout engagement, Pascal est déjà fidèle; la fidélité n'a pas, à ses yeux, le serment pour condition : « L'on adore souvent ce qui ne croit pas être adoré et l'on ne laisse pas de lui garder une fidélité inviolable, quoiqu'il n'en sache rien. Mais il faut que l'amour soit bien fin et bien pur. » — « L'égarement à aimer en divers endroits est aussi monstrueux que l'injustice dans l'esprit. » C'est l'illogisme du cœur; Pascal ne conçoit pas qu'on puisse se dire amoureux quand on ne se donne pas exclusivement à qui l'on aime. Remarquons toutefois que cette sévérité ne concerne pas les femmes, car il dit ailleurs : « Ne semble-t-il pas qu'autant de fois qu'une femme sort d'elle-même pour se caractériser dans le cœur des autres, elle fait une place vide pour les autres dans le sien? Cependant, j'en connais qui disent que cela n'est pas vrai. Oserait-on appeler cela injustice? Il est naturel de rendre autant qu'on a pris. » Ainsi le cœur d'une femme serait débiteur envers notre sexe autant de fois qu'elle est aimée. C'est peut-être pousser bien loin l'esprit d'équité. Mais ne tranchons pas cette question délicate et revenons à l'amour exclusif auquel se tient Pascal. Il est si scrupuleux sur le chapitre de la fidélité qu'il déplore la détente imposée par la nature à la pensée attachée au même objet : « Ce n'est pas commettre une infidélité, car l'on n'en aime pas d'autre; c'est reprendre des forces pour mieux aimer; cela se fait sans que l'on y pense... Il faut pourtant avouer que c'est une misérable suite de la nature humaine. » Dans cette première phase de l'amour, « l'on s'étudie tous les jours pour trouver les moyens de se découvrir. » On y passe autant de temps que si l'on devait se déclarer; mais, bien qu'on voulût avoir cent langues « pour le faire, on se réduit, par timidité, » à l'éloquence de l'action. Jusque-là on n'a que de la joie; cette occupation continuelle de la pensée entretient le feu du cœur. Cependant, l'esprit ne « peut pas durer longtemps » dans cet état. L'amour exige deux acteurs; s'il n'y en a qu'un, « il est difficile qu'il n'épuise bientôt tous les mouvemens dont il est agité. » — « Cette plénitude quelquefois diminue, et, ne recevant point de secours du côté de la source, » livre le cœur en proie aux « passions ennemies » qui le « déchirent en mille morceaux. » — « L'on décline misérablement. » — « Quoique les maux se succèdent ainsi les uns aux autres, on ne laisse pas de souhaiter la présence de sa maîtresse par l'espérance de moins souffrir; cependant, quand

on la voit, on croit souffrir plus qu'auparavant. Les maux passés ne frappent plus, les présens touchent, et, c'est sur ce qui touche que l'on juge... Un amant dans cet état n'est-il pas digne de compassion? » — « Néanmoins, un rayon d'espérance, si bas que l'on soit, relève aussi haut qu'on était auparavant. C'est quelquefois un jeu auquel les dames se plaisent; mais quelquefois, en faisant semblant d'avoir compassion, elles l'ont pour tout de bon. Que l'on est heureux quand cela arrive! » Cela est-il arrivé à Pascal? Nous n'avons aucune raison de supposer que ce cri cache un soupir et n'est pas, comme tout ce qui précède, l'expression de sa propre expérience. Mais encore faut-il braver le péril d'une déclaration plus ou moins expresse. Sinon, il ne servirait de rien que les deux personnes fussent « de même sentiment, » car il y en a toujours une qui « n'entend pas » ou « n'ose entendre » ce que veut l'autre. Voici le progrès des aveux! « Un amour ferme et solide commence toujours par l'éloquence d'action; les yeux y ont la meilleure part. Néanmoins, il faut deviner, mais bien deviner. » Ah! c'est là le danger. Il faut être attentif, et point n'est besoin de se hâter : « Tant plus le chemin est long en amour, tant plus un esprit délicat sent de plaisir. » Il n'y a que « les esprits grossiers qui ne peuvent pas résister longtemps aux difficultés; ceux-là aiment plus vite, avec plus de liberté et finissent bientôt. » Ajoutons que, en amour, « il est bon d'être interdit. Il y a une éloquence de silence qui pénètre plus que la langue ne saurait faire. Qu'un amant persuade bien quand il est interdit et que, d'ailleurs, il a de l'esprit! Quelque vivacité que l'on ait, il est bon dans certaines rencontres qu'elle s'éteigne. » On serait tenté de croire que Pascal ici perd sa candeur et qu'il entre du calcul dans sa conduite; non, il n'est qu'observateur de mouvemens spontanés, car il dit aussitôt : « Tout cela se passe sans règle et sans réflexion, et quand l'esprit le fait, il n'y pensait pas auparavant. C'est par nécessité que cela arrive. » Il arrive ainsi que l'aveu se fait involontairement : « La vérité des passions ne se déguise pas si aisément que les vérités sérieuses. Il faut du feu, de l'activité et un feu d'esprit naturel et prompt pour la première; les autres se cachent avec la lenteur et la souplesse, ce qui est plus aisé de faire. » L'aveu ouvert, la déclaration est le pas délicat à franchir, même quand on peut se sentir encouragé : « Il n'y a rien de si embarrassant que d'être amant et de voir quelque chose en sa faveur sans l'oser croire; l'on est également combattu de l'espérance et de la crainte. Mais enfin la dernière devient victorieuse de l'autre. » Il s'agit de découvrir le biais pour s'insinuer et de surprendre le moment opportun, si fugitif, pour frapper le dernier coup. C'est très périlleux : « Dans l'amour, on n'ose hasar-

der, parce que l'on craint de tout perdre; il faut pourtant avancer, mais qui peut dire jusqu'où? L'on tremble toujours jusqu'à ce que l'on ait trouvé ce point. » Mais alors la tentation de se déclarer devient irrésistible et le sort en est jeté. « La prudence ne fait rien pour s'y maintenir quand on l'a trouvé. » Il est permis de conjecturer que Pascal ne sait pas cela seulement par ouï-dire. Il semble, du reste, nous livrer un peu le secret de sa conquête dans le fragment suivant où l'exclamation ne saurait partir que d'un cœur comblé : « Quand on aime fortement, c'est toujours une nouveauté de voir la personne aimée. Après un moment d'absence, on la trouve de manque dans son cœur. Quelle joie de la retrouver! l'on sent aussitôt une cessation d'inquiétudes. » Notons ce qu'il ajoute et qui témoigne que cette joie n'est pas purement contemplative : « Il faut pourtant que cet amour soit déjà bien avancé; car quand il est naissant et que l'on n'a fait aucun progrès, on sent bien une cessation d'inquiétudes, mais il en survient d'autres. » Ces textes ne permettent aucune induction précise; la prudence même du critique le dispense d'être indiscret. Tout ce qu'on peut croire sans témérité, c'est que, dans sa dernière expérience de l'amour, Pascal, s'il fut heureux, ne le fut pas au point d'en perdre tout souci du bonheur céleste et d'y sacrifier longtemps le soin de son salut éternel.

Ici se termine notre essai d'un commentaire et d'une organisation du discours de Pascal sur les passions de l'amour. Nous n'avons certes pas à craindre d'avoir jamais dépassé la portée de ses vues; nous sommes bien plutôt, sans aucun doute, demeurés beaucoup en deçà, et il a dû nous arriver plus d'une fois de mal dégager sa pensée trop impliquée pour nous. Que son ombre nous le pardonne en faveur de notre pieux effort pour le comprendre, en faveur de notre humble hommage à son multiple génie, où la nature semble avoir allumé autant de flambeaux qu'elle a de provinces mystérieuses, depuis l'espace infini où gravite la matière jusqu'aux abîmes de la conscience humaine!

SULLY PRUDHOMME.

CURIOSITÉS

HISTORIQUES ET LITTÉRAIRES

LA DUCHESSE ET LE DUC DE NEWCASTLE.

II[1].

LE DUC.

Le 18 mars 1668, après une journée laborieuse au conseil de White-Hall, Samuel Pepys, rentré chez lui, prit pour se distraire l'*Histoire du duc de Newcastle* par la duchesse, livre qui était alors dans toute sa nouveauté, et voici le jugement que, selon sa coutume, il en coucha sur son journal avant de s'endormir : « Resté au logis où, mes yeux m'en donnant permission, j'ai lu la ridicule histoire de mylord Newcastle écrite par sa femme, laquelle histoire prouve qu'elle est une folle, infatuée et ridicule personne, et lui un âne de souffrir qu'elle écrive ce qu'elle lui écrit et ce qu'elle écrit de lui. » C'est avec cette justice et cette aménité que se traitent les contemporains. Ah! M. Guizot avait bien raison, l'histoire est la seule école de respect.

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril.

Loin d'être ridicule comme le prétend Pepys, le livre est tel au contraire qu'il serait désirable qu'il y en eût beaucoup sur les grands acteurs de la politique et de la guerre, et l'enthousiasme de Charles Lamb, peut-être excessif pour les autres écrits de l'auteur, est beaucoup plus légitime pour celui-là. Ce qui en faisait le ridicule aux yeux des contemporains est précisément ce qui en fait le prix aujourd'hui, c'est-à-dire cette abondance de détails familiers dans laquelle la duchesse a été jetée par adoration pour son mari. Lorsqu'elle eut entrepris de l'écrire, elle demanda à Newcastle de se faire assister dans son travail par quelque homme de lettres versé dans les élégances de la rhétorique et les artifices des compositions méthodiquement ordonnées; mais le duc la refusa net, jugeant avec bon sens que l'amusante gaucherie de sa femme lui rendrait meilleur service et le représenterait plus au naturel que ne pourrait le faire l'expérience littéraire de l'écrivain le plus accompli. « Il me répondit que, n'ayant eu aucune assistance pour écrire mes livres précédens, je n'en aurais pas d'autres pour écrire sa vie que les informations que je pourrais tirer de lui et de son secrétaire sur ses opérations et vicissitudes de fortune jusqu'au jour où il m'épousa. Je lui dis humblement que sans une autre assistance lettrée cette histoire serait défectueuse; il répliqua que la vérité ne pouvait pas être défectueuse. Je lui dis encore que la rhétorique servait la vérité, et il me répondit que la rhétorique était mieux faite pour les faussetés que pour les vérités. » La volonté de Newcastle a été exécutée, et telle a été la soumission de la duchesse à s'y conformer que non seulement la rhétorique qu'il redoutait est absente de cette histoire, mais qu'elle en a changé pour l'écrire le style qui lui est habituel. Le fait est d'autant plus remarquable que d'ordinaire ce style est loin d'être dépourvu de ces mérites et agrémens qui se peuvent puiser dans la rhétorique. Elle a de la noblesse, mais encore plus de pompe; de l'imagination, mais presque autant d'emphase; des saillies originales, mais encore plus de goût pour les affectations de langage. Rien de pareil dans cette vie de son mari, le style en est d'un bout à l'autre simple jusqu'à la banalité, nu jusqu'à l'indigence, familier jusqu'à la trivialité. C'est que le livre a été composé en partie avec ses souvenirs, en partie avec les propos qu'elle a entendu tenir à son mari; d'instinct elle a abrégé et écarté les récits des périodes qui demandaient de l'art, de l'ordonnance, de l'ampleur, un style d'une élévation soutenue et constante. Quoiqu'il soit l'œuvre de la duchesse, ce livre a donc été écrit sous la dictée même de Newcastle, et peut être considéré comme ses mémoires personnels. C'est lui-même qui se décrit, se raconte, s'explique, se justifie; nous le voyons dans la familiarité de ses goûts de magnificence et de virtuosité, nous en-

tendons ses propos de table, ses conversations de coin du feu avec la duchesse, ses entretiens avec les lettrés de son intimité. Si l'homme public n'y est qu'en abrégé, l'homme privé en revanche y est au complet et dans le plus minutieux détail.

C'est là le principal, ce n'est pas le seul intérêt du livre de la duchesse. Il paraîtrait que, si l'homme public n'a pas dans cette histoire une place plus vaste, ç'a été encore par la volonté expresse du duc. « Quoique je me sois efforcée de rendre cette histoire aussi claire que possible, dit-elle dans une des trois ou quatre préfaces qui est adressée à son mari, il y a quelque chose qui a beaucoup contribué à l'obscurcir, et cette chose, c'est que votre grâce m'a commandé de ne rien rapporter qui pût être au préjudice ou à la disgrâce d'une famille ou d'une personne quelconque... » Et ailleurs : « Ce livre eût été beaucoup plus volumineux si sa grâce m'avait donné permission de publier les actions de ses ennemis. » Ne pouvant tout dire, elle s'est ingéniée cependant à laisser soupçonner ce qu'elle taisait; cette histoire est semée de réticences, de sous-entendus, de silences calculés. A la distance où nous sommes de l'époque, et dans l'ignorance où nous sommes de ces mille détails que connaissent les contemporains, il est impossible d'interpréter avec justesse tous ces sous-entendus et tous ces silences, mais il est au moins deux faits qu'elle laisse transpercer et qui changent singulièrement la physionomie de l'homme public chez Newcastle. Le premier, qu'on ne peut deviner, mais sur lequel je ne vois pas qu'aucun historien depuis Clarendon jusqu'à Carlyle se soit nettement expliqué, c'est que Newcastle prit le parti du roi et se lança dans la guerre civile par simple loyauté, mais sans aucune forte conviction dans le bon droit de Charles et surtout sans aucun espoir de succès final. Le second et le plus important, c'est que vanté, loué, remercié, flatté officiellement, Newcastle fut en réalité, avant même Marston-Moor, l'objet d'une défaveur secrète, dont rien ne transpira jamais ouvertement, mais qui dura jusqu'à sa mort, et que par là s'expliquent et son découragement si soudain, et cet exil volontairement cherché avant l'heure, et son inertie pendant les longues années qui suivirent, et enfin, après la restauration, cette retraite si complète au moment où il semblait que sa place était marquée auprès de son royal élève.

I.

Il y eut trois hommes dans Newcastle : le cavalier, l'homme de guerre, le bel esprit. Voyons successivement ce que la duchesse nous apprend particulièrement de chacun.

Comme sa noblesse était assez illustre pour dispenser de remon-

ter à ses origines, il a suffi à la duchesse de nommer son ancêtre le plus immédiat, William Cavendish, son grand-père, qui fut conseiller privé et trésorier de la chambre royale sous les trois règnes d'Henri VIII, d'Édouard VI et de Marie. Une circonstance de la vie de ce grand-père mérite d'être mentionnée comme ayant exercé une influence très particulière sur la destinée de Newcastle. Étant déjà quelque peu avancé en âge, il épousa par amour une jeune et belle veuve, Élisabeth Hardwicke, qui, ayant pris sur ce mari trop mûr l'ascendant que donnent facilement la jeunesse et la beauté, le décida à quitter son natif Devonshire, où il avait ses immenses domaines, pour aller s'établir dans le Derbyshire, dont elle était originaire. Par cette obéissance aux désirs de sa femme, il se trouva qu'il avait préparé le théâtre futur de l'action militaire de son petit-fils. Le détail est à retenir, car la manière dont Newcastle recruta les premières armées royalistes et conduisit la première guerre civile ne s'explique réellement que par ce théâtre des régions du nord, où il était tellement chez lui qu'on peut dire qu'il y faisait la guerre à domicile.

« L'enfant est le père de l'homme ; » c'est une parole souvent citée du poète Wordsworth, dont une anecdote de la jeunesse de Newcastle prouve la profonde vérité de la manière la plus amusante. Lorsqu'il était encore à l'université de Cambridge, un de ses jeunes parens, ayant fait quelques économies, les employa à s'acheter de la terre, tandis que, dans le même temps, le jeune Cavendish employait son argent de poche à s'acheter un cheval du prix de 50 livres, un chien du prix de 12 livres et un petit chanteur (sans doute un castrat) du prix de 50 livres. Le moderne éditeur de la *Vie de Newcastle,* quelque peu embarrassé de l'anecdote, insinue dans une note que les jours du feudalisme étant déjà passés, c'était le talent du chanteur plutôt que sa personne qui avait été acheté. Tout ce que nous oserions affirmer, c'est que le servage, sous un si jeune et si aimable maître, ne pouvait rien être de bien dur ; mais quant au fait de l'achat même, nous ne voyons pas de bonne raison pour le révoquer en doute. Est-il bien sûr que toute possession de l'homme par l'homme eût complètement disparu à l'époque de la jeunesse de Newcastle? Elle persistait certainement sous des formes assez diverses, par souvenir des temps antérieurs, par fantaisie, par cupidité, par vice. Bandello, pour prendre un exemple, ne nous a-t-il pas appris ce qu'il advenait fréquemment, après le sac des villes d'Italie, de tel enfant enlevé au milieu du désordre ou ramassé parmi les ruines. De tels êtres de plaisir et de luxe n'entraient-ils pas, d'ailleurs, dans les somptuosités de la grande vie d'autrefois? L'époque où le jeune Cavendish achetait son petit chanteur est à peu près celle où son futur protégé, Ben

Jonson, écrivait son *Volpone*. Et qui ne se rappelle ce lever de rideau, le plus étrange, assurément, qu'il y ait dans aucun théâtre, où l'on voit le rapace *Magnifico* Vénitien si singulièrement entouré de son parasite, de son nain, de son bouffon castrat et de son hermaphrodite.

Ces précoces achats de chevaux, de chiens, et de petits chanteurs disent assez quels furent, dès la première heure, les goûts dominans de Newcastle. La duchesse nous dit qu'à l'université, bien qu'il ne fût pas rebelle à l'étude, il y était cependant peu enclin, préférant les exercices qui sont propres aux gentilshommes et en rapports intimes avec la vie élégante, comme l'escrime et l'équitation, préférences que son père, dont nous venons de voir les complaisantes dispositions, encouragea de son mieux en envoyant le jeune homme, en Lorraine, chez un M. Antoine qui tenait, sur la Meuse, un manège ou école d'équitation, alors fréquenté par tous les gens de bon ton (1). Point n'est étonnant que le duc et la duchesse aient fait ensemble si bon ménage; quelles que fussent les différences de leurs natures, il y avait entre elles des ressemblances essentielles. Pas plus que le duc, la duchesse n'avait jamais eu aucun appétit bien vif à l'étude. Elle, qui écrivait tant, n'avait presque rien lu; c'est elle qui en fait l'aveu, en nous révélant que, lorsqu'elle voulut parler de philosophie, elle ouvrit pour la première fois les livres qui en traitaient, pour apprendre au moins les termes dont ils se servaient. L'un et l'autre furent deux beaux esprits par la grâce seule de la nature, mais furent *livresques* aussi peu que possible, pour employer l'expression de Montaigne, qui le fut, lui, beaucoup plus qu'il ne veut bien le dire, puisqu'il doit au moins aux livres les exemples, en nombre infini, dont il appuyait les pensées avec lesquelles son âme rêveuse aimait à s'entretenir.

Comme l'astrologie judiciaire était au nombre des croyances et des pratiques du temps, il est possible que l'horoscope de Newcastle ait été tiré à sa naissance. Nous avons cherché avec curiosité, mais vainement, dans tous les livres à portée de notre main, si nous en trouverions trace; c'était pour nous une manière indirecte de reconnaître si cette science est mieux que conjecturale et si ses prédictions touchent juste quelquefois, car il faut la tenir pour bien menteuse si cet horoscope ne le montrait pas né sous une conjonction d'astres propices à l'excès. La première partie de sa vie ne fut qu'une longue suite de jours heureux. Ce bonheur commença tôt. Lorsque le roi Jacques créa chevalier de l'ordre du

(1) Ce M. Antoine qui habitait sur la Meuse serait-il par hasard l'ancêtre de l'ex-député lorrain au Reichstag et candidat antiboulangiste à Paris?

Bain son fils aîné Henri (lequel, par parenthèse, fut réellement aimé des dieux, puisqu'il mourut prématurément, cédant ainsi à son frère Charles la lugubre fortune que la vie lui aurait faite inévitablement), il jugea l'occasion favorable pour conférer la même dignité au jeune Cavendish, qui n'avait encore que quinze ou seize ans, exemple probablement unique, nous dit l'éditeur récent de son histoire, d'un tel titre accordé dans un âge si tendre. Cette faveur en promettait d'autres; elles ne manquèrent pas, et Jacques eut le temps, avant de mourir, de le créer vicomte de Mansfield et baron de Bolsover. C'était peu de chose en comparaison de ce que lui réservait le règne de Charles Ier. La générosité du roi, presque implacable dans sa munificence, fit pleuvoir sur lui en quelques années, jusqu'à l'en accabler, titres, places et dignités. En 1633, lors de la première réception qu'il fit à Charles, on le voit baron de Bothel et Hepple, comte de Newcastle, lord lieutenant du Nottinghamshire et du Derbyshire, lord gardien de la forêt de Sherwood, gouverneur du prince de Galles, membre du conseil privé de Sa Majesté. Ces titres et dignités étaient soutenus par d'énormes richesses que la déesse Fortune, aussi implacable que le roi Charles dans sa générosité, s'était plu à accroître par tous les moyens. Sa grand'mère, devenue veuve, avait épousé en troisièmes noces un Saint-Loo, tout exprès, dirait-on, pour en hériter de vastes domaines dans le Staffordshire, qui passèrent à son petit-fils. Sa tante, la comtesse de Shrewsbury, mourut juste à point pour laisser sa mère seule héritière de la baronnie d'Ogle. Sa première femme, Elisabeth Basset de Blore, veuve d'un Howard, mourut en le faisant héritier d'une fortune d'environ 90,000 livres de rente. D'après les calculs de la duchesse, qui déclare ne pas bien savoir le chiffre exact des richesses qui étaient arrivées au duc par les voies indirectes que nous venons de dire, les rentes de ses seules propriétés territoriales s'élevaient, à l'époque où commença la guerre civile, au chiffre rond de 575,000 francs. Comme il faut ajouter à cette somme les revenus provenant de ses capitaux ou usufruits, et les émolumens de ses diverses places, on peut calculer que Newcastle devait jouir à peu près d'un million de rentes, ce qui représente environ cinq ou six millions d'aujourd'hui. Un joli denier, n'est-il pas vrai? Cependant ne vous hâtez pas de vous récrier; tout est relatif, cette fortune n'est, après tout, que l'équivalent de celles de nombre de ses égaux d'aujourd'hui en Angleterre, et c'est presque l'indigence et le dénûment si on la compare aux fortunes des riches contemporains de la démocratique Amérique.

Il fut digne de ce bonheur. Il eut l'âme libérale et les goûts magnifiques. Un poète du temps, son protégé, Ben Jonson, par exemple,

aurait pu dire dans le style imagé qui lui était propre que la fortune l'avait choisi pour son ministre plutôt encore que pour son favori, et qu'elle n'avait accumulé sur lui ses richesses que pour les répandre par son moyen et être plus sûre de leur juste distribution. Ce langage métaphorique, pour aussi pompeux qu'il eût été, n'aurait eu rien d'exagéré. Ces faveurs qu'il tenait de Charles Ier, Newcastle les lui rendit toute sa vie sous les formes les plus nobles. La première occasion qu'il en eut fut le voyage que le roi fit en 1633 pour visiter sa native Écosse. Comme il devait visiter le Nottinghamshire, il fut invité par Newcastle à choisir le château de Welbeck pour une des étapes de son voyage, et il y reçut la plus splendide des hospitalités. Une circonstance littéraire intéressante se rapporte à cette réception. Entre autres plaisirs, il fut offert à Charles un de ces masques allégoriques dont la mode persistait encore et qui sous les règnes d'Élisabeth et de Jacques Ier avaient été pour le haut monde anglais le plus fastueux des divertissemens. Newcastle s'était adressé pour ce masque au vieux Ben Jonson, qui en avait fait tant et de si beaux, le maître incomparable en ce genre facilement monotone et artificiel, mais auquel l'étendue de son savoir mythologique avait fait rendre des combinaisons toujours nouvelles et dont sa robuste imagination avait réchauffé des flammes de la vie les froides allégories. Le poète n'était plus alors que l'ombre de lui-même; deux ou trois attaques successives de paralysie lui prédisaient sa fin prochaine, son existence toujours étroite était devenue avec la vieillesse et la maladie besogneuse à l'excès, et il venait justement d'épuiser ce qui lui restait de verve contre son ancien associé, Inigo Jones, l'architecte, le décorateur et le machiniste de ces divertissemens princiers et municipaux. Il fit donc ce qu'il put, arrangea une manière de divertissement rustique où il multiplia les allusions tant à l'hôte qu'au royal invité, mais la chaleur et la clarté manquent, et ce masque qui dans des temps meilleurs lui eût été une occasion de se surpasser est la plus faible de ses œuvres. Quelques passages cependant conservent encore assez de force pour reporter la pensée vers les préoccupations politiques de l'époque et les dangers que pouvait laisser entrevoir dès lors le caractère de Charles Ier. « Notre roi est un *prince qui est la loi par lui-même*, il est bon pour amour de la bonté même, et devient ainsi la règle de ses sujets... Ah! bénis son voyage et son retour, ô puissant roi du ciel! bénis sa belle compagne et les gages certains qu'ils nous ont donnés, afin que la destinée ne lui en fasse jamais sentir l'absence, car la succession assurée fortifie un état, et, puisqu'il faut qu'il soit mortel, fais qu'il ne sente rien de mortel dans sa maison... » Mais quelle que soit la faiblesse de cette production, nous aimons à savoir qu'elle fut payée grassement à Ben Jonson,

et qu'il eut sa petite part des 4,000 livres sterling (100,000 fr.) que cette réception coûta à Newcastle. « Votre munificence est tombée sur moi comme la manne, » écrit-il au futur duc dans une lettre de remercîmens qui est celle d'un bon artisan à un patron généreux, et n'a rien de la noble allure de celle de son contemporain Cervantes au duc de Lerme : « Le pied déjà dans l'étrier de la mort, grand d'Espagne, je t'écris ceci... »

L'année suivante, 1634, Charles Ier répéta son voyage en Écosse en compagnie de la reine, et avant son départ il écrivit à Newcastle qu'il espérait pour elle la même hospitalité qui lui avait été si gracieusement offerte. Newcastle redoubla donc de magnificence, et cette fois la réception eut lieu dans deux manoirs et deux comtés différens, Welbeck dans le Nottinghamshire, qui fut réservé pour le logement de leurs majestés, et Bolsover dans le Derbyshire, où eurent lieu les fêtes données en leur honneur au milieu de l'affluence de toute la *gentry* du nord, appelée à venir rendre ses devoirs au souverain. Comme l'année précédente, le masque fut commandé à Ben Jonson. Cette nouvelle œuvre trahit encore plus que la précédente l'essoufflement de la verve, mais elle est moins obscure et va droit à son but par des moyens plus naturels. Il y célébra sous les noms d'Éros et d'Anteros l'amour réciproque pour lequel ce couple infortuné a été célèbre, et auquel il dut cette royale lignée que le pinceau de Van Dyck a immortalisée dans une toile inoubliable. Cette seconde réception coûta à Newcastle la bagatelle de 14,000 livres sterling (350,000 fr.) La duchesse mentionne encore une troisième réception faite à Welbeck en l'honneur des deux neveux du roi, l'électeur palatin et le fameux prince Rupert, que Charles voulut promener dans cette forêt de Sherwood, célèbre par les antiques exploits de Robin Hood ; mais comme les frais de cette réception ne dépassèrent guère la somme de 1,500 livres (37,500 fr.) il suffit de lui accorder une simple mention d'estime.

Ben Jonson nous est une transition toute naturelle pour parler de ces talens de gentilshomme qui rendirent célèbre le nom de Newcastle dans toute l'Europe, car personne ne les a vantés d'une manière plus flatteuse, comme le prouve la petite pièce suivante, où il trouva moyen en même temps de louer l'habileté de cavalier de son patron, et de lui témoigner sa reconnaissance de la manière la plus facétieusement originale.

Lorsque je vous vis pour la première fois, monseigneur, monter votre cheval, provoquer son ardeur, commander sa force et la faire plier à tous les exercices de la manœuvre et de la course, il me sembla que je lisais la description de l'ancien art de Thrace, et que je voyais un Centaure supérieur à ceux de ces vieux contes de la Grèce, tant

vous paraissiez d'une seule pièce, votre cheval et vous. Vous paraissiez comme Persée sur Pégase, ou comme Castor sur son Cyllare, ou vous rappeliez ce que notre légende nationale nous raconte du hardi sir Bevis et de son Arundelle. Oui, vous faisiez si bien valoir ses belles formes par la façon dont vous aviez pris siège que je commençais à souhaiter d'être moi-même cheval, et assurément si auparavant j'avais vu vos écuries, je crois que mon souhait aurait été exaucé, car jamais encore je n'ai découvert que les Muses, ni aucun de leurs serviteurs eussent un semblable logement. Oh non vraiment! Aussi lorsque j'en vis le sol et les dispositions, je regardais si Hercule n'en était pas le valet, et je m'écriai : « Arrière le pain de César, à ces immortels râteliers Virgile se nourrissait. »

Remarquez bien le dernier trait; il est tout à fait dans le goût de l'humour benjonsonienne, qui n'est jamais plus à son aise que lorsqu'elle exprime quelque gloutonne convoitise ou quelque appétit vigoureux resté inapaisé. Par là encore se révèle l'infériorité native de ce robuste talent qui marque sa place de lui-même dans ces relations avec les grands; celle d'un client, d'un commensal, d'un protégé, nullement celle d'un ami ou d'un favori. Nous constations tout à l'heure combien pour la fierté il était loin d'un Cervantes, constatons maintenant combien il était loin aussi de cette aisance élégante qui engendre l'intimité, voire même l'égalité, et qui caractérise les relations d'un Shakspeare avec son Pembroke et son Southampton.

Si M. Victor Cherbuliez n'a pas lu le livre de la duchesse, ce qui, pour quelques-unes des raisons que nous avons dites, est bien possible, nous sommes heureux de lui fournir la matière de quelques phrases supplémentaires intéressantes pour une prochaine édition de sa charmante fantaisie esthétique, *A propos d'un cheval*, en lui apprenant que Newcastle pensait exactement sur les diverses races de chevaux comme il prétend que pensaient les Grecs. Le duc avait à leur sujet des mots de toute noblesse et de toute courtoisie. « De toutes les espèces de chevaux, ceux que monseigneur aimait le mieux étaient les genets d'Espagne et les chevaux barbes, et il disait que les genets d'Espagne étaient comme des princes dans leur espèce, et les barbes comme des gentilshommes. » Ces râteliers qui excitaient si fort l'appétit de Ben Jonson, ces écuries qui auraient été un logement convenable pour une ambassade de nobles *Houyhnhnms* s'il s'en était présenté quelques-uns en Angleterre pour demander secours contre une rébellion des obscènes *Yahoos* ou négocier un traité d'alliance avec une nation où l'élégance de leurs formes et leurs grands talens pour la course furent toujours si bien appréciés, disent assez de quelle manière des chevaux définis

avec tant d'urbanité étaient traités dans ses jours des grande prospérité. Mais même dans ses pires jours de détresse, il ne put jamais admettre que ses chevaux fussent des objets commerçables, disant que les bons chevaux sont si rares qu'ils ne peuvent pas être appréciés en argent, c'est-à-dire que, comme pour un Raphaël ou un Titien, aucune somme ne peut représenter leur prix réel, pas plus la plus petite que la plus forte. Aussi ne pouvait-il concevoir qu'on eût l'audace de lui proposer de les acheter, ou la sottise d'en proposer un prix quelconque. La duchesse rapporte à ce sujet plusieurs anecdotes curieuses qui se rapportent aux années d'exil, c'est-à-dire à l'époque de sa plus grande gêne.

Un étranger étant venu ici (Anvers) et, voyant les chevaux de Monseigneur, eut grand désir d'en acheter un que Monseigneur aimait plus que tous les autres et qu'il appelait son favori. Un beau genet d'Espagne, et il supplia l'écuyer de Monseigneur de l'informer de son désir et de lui demander le prix dudit cheval. Monseigneur, lorsqu'il fut informé, commanda à son serviteur de lui amener le marchand s'il revenait, et, l'ordre ayant été exécuté, il lui demanda s'il était bien résolu à acheter son genet d'Espagne. — Oui, répondit-il, et j'en donnerai un bon prix à Votre Seigneurie. — Je n'en doute pas, répondit Monseigneur, ou autrement vous ne l'auriez pas : mais il faut que vous sachiez que le prix de ce cheval est aujourd'hui de 1,000 livres (25,000 fr.), demain il sera de 2,000, après-demain de 3,000, et ainsi de suite. — Le marchand, comprenant par là que Monseigneur ne voulait se séparer de son cheval à aucun prix, prit congé et s'en alla à ses affaires.

Le duc de Guise, qui était aussi un amateur de bons chevaux, entendant faire de grands éloges d'un grand cheval gris sauteur qu'avait alors Monseigneur, dit au gentilhomme qui le louait et le recommandait que, si Monseigneur voulait vendre ledit cheval, il en donnerait 600 pistoles. Le gentilhomme, connaissant l'humeur de Monseigneur, répondit qu'il était sûr que Monseigneur ne s'en séparerait à aucun prix, et, à cet effet, il envoya une lettre de Paris, mais Monseigneur était si loin de vouloir vendre ce cheval qu'il lui déplut d'apprendre qu'on pouvait lui en offrir un prix quelconque.

Ses chevaux lui rendaient l'affection qu'il leur portait, et la duchesse nous donne à ce sujet de curieux détails : — « J'ai observé positivement et je crois en toute conscience que quelques-uns avaient un amour très particulier pour Monseigneur, car ils semblaient exprimer leur joie par leurs piétinemens et le bruit qu'ils faisaient toutes les fois qu'il entrait dans ses écuries; ils manœuvraient certainement mieux dans le manège lorsqu'il était

présent que lorsqu'il était absent, et lorsqu'il les montait lui-même, ils semblaient y prendre beaucoup de plaisir et en ressentir beaucoup d'orgueil. » Il entrait donc dans l'équitation de Newcastle quelque chose de cette discipline d'amour, propre aux cavaliers d'Athènes, que M. Cherbuliez recommande d'après Xénophon. Oui, mais avec une nuance qui vaut d'être notée. Newcastle est auteur d'un traité d'équitation, intitulé : *la Méthode nouvelle de dresser les chevaux* et publié avec grand luxe, en 1658, lorsqu'il vivait encore en exil. Ce traité, qui fut jadis réputé le meilleur du genre, est orné de planches représentant les différens exercices, et parmi ces planches il en est une dessinée par Diepenbach, cet élève de Rubens, à qui nous devons le portrait de la duchesse, qui est d'une composition tout à fait fantastique : « Jupiter et les dieux et déesses, dit M. Jenkins, sont assis dans les nuages, regardant le marquis monté sur Pégase et s'envolant à travers les airs, tandis qu'en bas onze chevaux assis sur leurs hanches, les jambes de devant et les têtes inclinées, lui offrent adoration et soumission. » Ne dirait-on pas un dessin pour un épisode des voyages de Gulliver que Swift a oublié d'écrire? Quelques vers français épouvantables placés au-dessous de cette planche spirituelle, bredouillent l'explication de cette pantomime religieuse des chevaux qui rappelle celle des indigènes d'Amérique lorsqu'ils aperçurent les Espagnols pour la première fois.

Il monte avec la main, les éperons et gaule,
Le cheval de Pégase qui volle en capriole;
Il monte si haut qu'il touche de sa tête les cieux;
Et par ses merveilles ravit en extase les dieux.
Les chevaux corruptibles qui là-bas sur terre sont,
En courbettes demi-airs, terre à terre vont
Avec humilité, soumission et bassesse,
L'adorer comme Dieu auteur de leur adresse.

Il est remarquable que ces vers odieux répètent assez exactement dans leur jargon barbare la description que fait Ben Jonson de Newcastle cavalier, et donnent la même impression sur le mode d'équitation propre à Newcastle, et ce mode d'équitation explique à son tour les attitudes respectueuses des chevaux de la planche de Diepenbach. Cette méthode nouvelle de dressage qu'enseignait Newcastle, c'était la voltige, les cabrioles, les difficultés vaincues, tous les exercices du cirque et du manége, qu'on n'obtient des chevaux qu'après les avoir amenés à mettre toute leur fierté à être esclaves et toute leur adresse à exécuter avec obéissance tout ce que la nature ne leur commande pas. Et voilà pourquoi le cheval dressé par Newcastle, au lieu d'être, comme dans la démocratique

Athènes, l'ami qui se donne librement, selon l'expression de M. Cherbuliez, se présente, dans la planche de Diepenbach, comme le serf prêtant l'hommage féodal devant son seigneur suzerain, en toute fidélité et religieuse soumission.

Ces dieux et déesses qui, dans la planche de Diepenbach, contemplent Newcastle chevauchant à travers l'espace aérien sont une représentation allégorique des scènes qui se passèrent fréquemment pendant son exil. Comme l'équitation était sa seule distraction, il avait établi à Anvers un manège où il s'y livrait journellement; mais il ne put conserver longtemps le huis-clos, et tout le haut monde des Pays-Bas, les exilés anglais de renom, les princes étrangers de passage, forcèrent ses portes, curieux de voir en selle l'homme qui avait dû à ses talens d'écuyer l'honneur d'être nommé gouverneur du futur Charles II, lequel passait pour excellent cavalier. Un jour, c'était le prince d'Oldenbourg et le prince d'Est-Frise qui présentaient à Newcastle des chevaux de leur pays; un autre jour, la suite entière de don Juan d'Autriche, gouverneur des Pays-Bas; un autre le duc d'Ormond et le comte de Bristol, un autre encore le marquis de Caracusa, successeur de don Juan d'Autriche, ou même S. M. Charles II, qui, non content d'admirer son ex-gouverneur, voulait montrer à quel point il avait bien profité des leçons de son maître, et, pour ce faire, donnait à la noble assistance réunie dans le manège le spectacle des plus rares et plus difficiles tours d'adresse du cirque.

Rentré en Angleterre, Newcastle renonça à l'exercice quotidien du cheval, sur les instances de la duchesse, qui, ayant remarqué qu'il s'y échauffait trop, craignit pour cet adoré mari les fluxions de poitrine ou les bronchites qui pouvaient en être la conséquence. Il borna dès lors tous ses exercices à la seule escrime, art qu'il pratiquait, paraît-il, selon une méthode de son invention. Il semble qu'il fit quelque peu mystère de cette méthode, car il ne l'enseigna pas même à Charles II et n'en fit part qu'au duc de Buckingham de la restauration, dont il avait été le tuteur (le malicieux auteur de *Rehearsal*), et à ses deux fils. C'est tout ce que la duchesse nous dit à ce sujet; mais Ben Jonson nous en apprend davantage. D'après la description qu'il nous fait de ce second talent de Newcastle, dans une petite pièce encore adressée à son patron, cette escrime ressemblait à son équitation, c'est-à-dire que l'adresse et l'agilité y dominaient. Un jeu brillant, rapide, pressant, visant plutôt à éviter l'adversaire et à le mettre hors d'état de nuire qu'à l'attaquer et à le détruire; quelque chose d'irrésistible et de chevaleresque en même temps, où l'humanité trouvait son compte, et c'est cette qualité qu'exalte avec enthousiasme Ben Jonson, médiocre admirateur des spadassins et ferrailleurs.

On fait de beaux récits de l'escrime, de l'usage des armes, de l'art de pousser et d'éviter les coups, de la noble science, de l'habileté magistrale à faire des approches exactes, de manière à tuer sûrement, à toucher en angles, à choquer l'épée en mesure, comme si la défense et l'offense étaient un carillon. Je hais un tel feu mesuré; j'en veux un plus ardent, dont la flamme vacille agitée, mais qui n'en monte par là que plus haut! Un mouvement vif et éblouissant, deux corps qui se rencontrent comme de l'air raréfié, leurs épées lancées avec assez de flamme et de fougue pour dépasser l'éclair en rapidité, voilà une chose à voir, voilà un spectacle qui vaut à la valeur d'être admirée! La vraie loi du courage, c'est de ne pas faire injure; la vraie valeur, c'est de mépriser l'injure lorsqu'elle vous est faite. Connaître les diverses variétés du danger, de manière à savoir, quand il faut, le dompter, le briser, le provoquer ou le souffrir, tout cela, monseigneur, est valeur. Telle est la vôtre, telle était celle de votre père, telle celle de tous vos ancêtres, qui osèrent être grands parmi tous les chauds et froids de la vie humaine, comme parmi toutes les gelées et les ardeurs de la fortune, soit que la mort apparût, soit que ce fût l'ennemi en armes, et qui furent vaillans avec ou sans l'action de leurs mains.

Ce que Ben Jonson cherche à insinuer dans le langage passablement tourmenté de cette petite pièce, c'est qu'il y a un rapport plus étroit qu'on ne se le figure entre ces exercices extérieurs et la nature de celui qui s'y livre, qu'ils sont une pantomime par laquelle l'homme intérieur se révèle et que, selon le caractère de ces mouvemens tout physiques, on peut reconnaître ce que la nature a de plus essentiel. La pensée est vraie, si son expression est quelque peu obscure, et l'exemple de Newcastle justifie pleinement cette unité et identité de l'individu qu'elle cherche à faire comprendre. Il est certain qu'à bien y regarder, ce qu'on nous dit de l'équitation de Newcastle ressemble à ce qu'on nous dit de son escrime, et que son escrime est un vrai symbole de sa tactique militaire et de la manière dont il engagea et poussa la première guerre civile. Une action rapide, alerte, vive, des mouvemens prompts et lestes, autant pour éviter l'ennemi que pour le surprendre, un manège déconcertant, mais sans durée; au fond, plus d'adresse que d'action sérieuse, une stratégie toute de haut *chic*, qui, au premier moment, eut assez facilement raison des gaucheries et des lourdeurs de plébéiens improvisés soldats. Cette brillante escrime militaire fut vaincue, mais il est juste de dire qu'il y fallut un homme de génie. « Cousin Hampden, dit Cromwell en assistant à la déroute des troupes parlementaires dans un des premiers combats, il est vain d'espérer que ces apprentis et ces garçons cabaretiers puissent lutter avec des gens d'honneur. Pour lutter avec des gens

d'honneur, il nous faudrait des gens de religion. » Il avait compris la raison des succès de cette tactique militaire, et du coup il en avait inventé une autre tout originale et en tout à l'opposé de celle de ses adversaires, froide autant que l'autre était vive, et ferme autant que l'autre était agile. Ce fut à Marston-Moor que cet élément militaire nouveau fit son avènement, et ce qu'il y eut de remarquable, c'est que le premier jour de sa fortune fut le dernier de celle de Newcastle. Dès qu'il se fut révélé, le chef brillant des cavaliers, qui en avait pressenti si bien le danger qu'il s'était refusé à le provoquer et qu'il fallut, pour l'y contraindre, l'impérieuse obstination du prince Rupert, comprit qu'il n'avait plus qu'à disparaître, ce qu'il fit incontinent, sans attendre une heure après la défaite, laissant à de plus aveugles le soin de conduire une cause qu'il estimait dès lors perdue.

Il fut un généreux patron des poètes et des lettrés, le tout à fait dernier de ces protecteurs magnifiques, à la mode des règnes d'Élisabeth et de Jacques Ier, qui savaient tempérer leur munificence de gracieuses familiarités et qui étaient des amis autant que des soutiens, les Philippe Sidney, les Walter Raleigh, les Pembroke et les Southampton.. Pour comprendre à quel point le noble rôle de mécène a déchu dans les âges qui vont suivre, il suffit de le comparer aux indignes patrons de la restauration, les Buckingham et les Rochester, ou aux secs, indifférens, ou vaniteux patrons de l'époque d'Anne et des princes George, un Compton, un Onslow, un Chesterfield, un Horace Walpole. Nous avons dit la protection qu'il étendit sur la vieillesse de Ben Jonson, et que le poète lui dut de sortir de ce monde autrement que par la faim. Un autre de ses protégés fut James Shirley, le dernier dramaturge de la grande époque et l'auteur à la mode des divertissemens de la cour sous Charles Ier. Shirley avait dédié à Newcastle un de ses meilleurs drames, *le Traître*, dont le sujet, par parenthèse, est le même que celui du *Lorenzaccio*, d'Alfred de Musset, et la petite préface par laquelle il lui adressa son drame indique, à ne pas s'y tromper, que la générosité du grand seigneur avait de beaucoup précédé la dédicace. Anthony Wood, cité par M. Edmond Gosse, dans une substantielle préface dont il a fait précéder un choix récemment publié des œuvres de Shirley, nous apprend que cette générosité avait été assez loin pour que Shirley, qui était d'ailleurs ardent royaliste, crût devoir s'enrôler dans l'armée de son patron. Il fit donc sous Newcastle les premières campagnes de la guerre civile, et le suivit après Marston-Moor sur le continent (1), d'où il revint furtivement

(1) M. Edmond Gosse s'étonne de ne pas trouver mention de Shirley dans le livre de la duchesse. Une telle fidélité reconnaissante n'était pas en effet pour être omise;

en Angleterre quelques années après, lorsqu'il fut évident que la cause du roi était définitivement perdue.

Shirley n'était pas le seul poète dramatique que Newcastle eût enrôlé dans son armée. Dans la liste donnée par la duchesse des officiers composant l'état-major de son mari, je relève le nom de son lieutenant général d'artillerie, sir William Davenant, le poète lauréat de l'époque. Ce fut un nom célèbre à son heure; il n'en est pas aujourd'hui de plus effacé dans toute l'histoire de la littérature anglaise. Il n'en fut pas moins l'auteur d'une tentative littéraire mémorable qui aboutit à la création de cet *heroic play* qui allait prendre la place de cet ancien drame dont nous venons de nommer, avec Shirley, le dernier représentant. Il avait été très frappé de ce qu'il y avait dans ce drame de contraire à la morale, et cela, fait curieux, au moment même où les puritains l'anathématisaient de leur côté comme une œuvre de Satan. Il entreprit donc de le purifier et de l'ennoblir, et pour cela il écrivit plusieurs pièces qui eurent un certain succès sous la restauration, et un poème intitulé *Gondibert*, toutes œuvres aujourd'hui enfouies dans la poudre des bibliothèques vieilles de deux siècles. Davenant était de ceux pour qui a été prononcé le *sic vos non vobis*. Ce fut Dryden qui recueillit les bénéfices de sa tentative en la corrompant légèrement et fit triompher le *drame héroïque* en l'assaisonnant d'un peu de cette brutalité dont il prétendait le sauver. Et voilà ce qui arrive lorsqu'on a la présomption de vouloir être plus moral que son temps et qu'on ne sait pas reconnaître que le courant de votre siècle pousse à Etheredge l'effronté, à Wycherley le cynique, à Congreve le pointu libertin. Après cela la vertu n'est pas seule punie en ce monde, le vice aussi l'est quelquefois, et si Dryden s'était tenu plus près des intentions vertueuses de Davenant, il y aurait gagné peut-être de n'être pas enveloppé dans les invectives dont Jeremy Collier, à la fin du siècle, vint flétrir au nom de la religion le théâtre de cette époque, et en tout cas de se défendre par de meilleures raisons qu'il ne le fit contre les attaques de ce *gêneur* victorieux qui mit fin, d'un coup net et frappé droit, au scandale prolongé d'une littérature dramatique dont le mépris de la décence avait été la principale condition de succès.

Pendant sa longue vie de près d'un siècle, Thomas Hobbes fut un commensal assidu des Cavendish. Il avait été le précepteur du premier comte de Devonshire, et après lui il en éleva encore deux générations, après quoi la reconnaissance et la longue habitude

mais, les relations de Shirley et de Newcastle étant antérieures à son mariage, elle ne l'a probablement pas connu. Enfin, il est remarquable qu'à l'exception de Hobbes elle ne nomme aucun des beaux esprits de leur intimité.

le fixèrent à leur résidence de Chatsworth, où il vécut dans la plus entière liberté, philosophant à son aise au milieu des nuages de fumée dont il aimait à s'entourer. Il n'est donc pas extraordinaire que nous le trouvions au nombre des intimes de Newcastle, qu'il visita fréquemment en France, où il avait conduit son pupille, le second comte de Devonshire. Quelques années après, il fut donné au futur Charles II comme professeur de mathématiques, et cette circonstance contribua probablement à rendre plus étroites ses relations avec l'ancien gouverneur du prince. Il méditait alors son *Léviathan*, un des plus étranges livres de philosophie qui aient jamais été écrits, où l'on voit que le christianisme n'est que le simple *millénaire*, et que les prêtres sont les successeurs des fées dont ils ont hérité les pouvoirs miraculeux. Il ne négligeait pas de prendre à l'occasion l'avis de Newcastle sur les points de détail où il avait des doutes, et la duchesse nous a conservé deux fragmens de ces conversations, dont un sur les sorcières, que Hobbes a transporté dans son livre. Que ne nous en a-t-elle conservé davantage! nous connaîtrions les vraies opinions de Newcastle sur le gouvernement civil et la religion, et il est probable que nous verrions quelles furent celles même d'un Hobbes modéré, prudent, et sans insolence agressive, c'est-à-dire que nous le découvririons partisan d'un pouvoir civil omnipotent, englobant dans ses attributions le gouvernement des consciences comme tous les autres, mais l'exerçant par délégation et non directement au moyen d'une église fortement encastrée dans l'état de manière à en être une pièce essentielle, et à n'avoir en conséquence d'autres intérêts que ceux du corps dont elle serait partie intégrante.

Les poètes dramatiques abondent dans l'intimité de Newcastle, ce qui n'est pas pour étonner, quand on sait qu'il avait quelques prétentions aux arts du théâtre. Ses deux dernières relations en ce genre furent John Dryden et Shadwell. Il prit Dryden pour collaborateur de plusieurs de ses tentatives dramatiques, *Sir Martin Mar-Olf*, adaptation de l'*Étourdi* de Molière, et le *Feint Astrologue*, adaptation d'une comédie du même nom de Thomas Corneille. Il est difficile de dire quelle part revient exactement au duc dans cette collaboration, et si Dryden y est pour autre chose que les prologues et épilogues dont toutes ses pièces sont invariablement flanquées; toujours est-il que ce dernier seul en a recueilli le bénéfice, puisqu'il reste devant la postérité l'unique auteur de ces deux pièces qui sont allées grossir la collection passablement volumineuse de ses œuvres dramatiques. Cette collaboration avec Dryden ne l'empêcha pas d'être au nombre des appréciateurs de Shadwell, ennemi déclaré de ce grand satirique, qui lui a fait payer cher son intimité, et dont le talent inégal, mais certain, n'est pas

encore, peut-être à cause de ces vengeances, estimé à sa valeur. Shadwell rendait au duc ses éloges sous forme d'admiration pour ses talens de critique et de connaisseur en matière d'art dramatique, les plus étendus et les plus profonds, disait-il, qu'il eût jamais rencontrés. Flatterie à part, nous ne doutons pas qu'il n'y ait eu beaucoup de vrai dans ce jugement, et que, si les opinions de Newcastle en cette matière nous étaient parvenues, nous les trouverions sensées, judicieuses et inclinant plus volontiers vers le classicisme français que vers l'exubérance et l'audace hyperbolique du drame anglais.

II.

C'est ce magnifique seigneur, si bien fait pour les arts de l'élégance, que la seule mauvaise chance de sa vie désigna pour commencer la guerre civile d'Angleterre. La guerre civile! la seule qui laisse sans gloire, même lorsqu'on y est victorieux, la seule pour laquelle la politique de Rome ne voulut jamais de triomphe! Qu'il y ait été un *fantastique virtuose à cheval*, selon la pittoresque expression que Warburton, au siècle suivant, trouva pour le définir, nous le croyons sans peine, car, s'il y eut jamais âme qui fût en disproportion avec les pénibles devoirs qu'impose cette plus déplaisante des tâches, ce fut la sienne. Il y faut une âme ferme jusqu'à la dureté, froide jusqu'à la cruauté, maîtresse d'elle-même en apparence, mais avec une colère latente et permanente, pareille à un tonnerre sans éclairs ni grondemens; et la sienne n'était que dilettantisme, aimable culture, élégante adresse, et généreuse belle humeur.

Ce qu'il avait ne lui nuisait pas moins que ce qui lui manquait. Il avait de la clairvoyance, de l'ouverture d'esprit, de la liberté dans les opinions, et une absence presque complète de préjugés. Mais cette clairvoyance ne servait qu'à attiédir son ardeur, cette ouverture d'esprit à enseigner le scepticisme, et cette absence de préjugés à pratiquer l'indifférence. Eh! que n'avait-il plutôt l'aveugle ardeur, l'absurde opiniâtreté, les espérances erronées et les préjugés indéracinables du plus obtus des *squires* qui le suivaient! ou pourquoi sa culture d'esprit ne lui avait-elle pas présenté cette pensée profonde de son antagoniste Cromwell: « Un homme ne va jamais aussi loin que lorsqu'il ne sait pas où il va, » il aurait compris qu'en guerre civile la véritable prudence, c'est d'aller toujours de l'avant, de ne jamais douter de la puissance de sa cause, et de ne jamais admettre qu'une défaite soit irréparable.

Avant que les troubles civils eussent commencé, il avait tou-

jours eu mauvaise opinion de la tournure que prenaient les événemens et il avait averti Charles Ier du danger qu'il courait. « Quelque temps avant la guerre, il dit à feu Sa Majesté le roi Charles Ier et à Sa Majesté, maintenant la reine-mère, qu'il observait par l'humeur du peuple l'approche d'une guerre civile, et que la personne de Sa Majesté courait risque d'être déposée, si on ne prenait pas à temps des mesures pour empêcher cet événement. » La prédiction se réalisa peu après par la révolte des Écossais, et alors Newcastle, avec plus de loyauté que de confiance, offrit son concours à Charles Ier sous la double forme de la bourse et de l'épée. Il prêta 10,000 livres à ce malheureux prince, que les querelles avec son parlement laissaient fort à court d'argent, et se montra disposé à accepter tous les commandemens qu'il voudrait lui donner, mais sans y mettre aucun empressement marqué. Au contraire, tout ce qui l'éloignait du théâtre de l'action lui était agréable. Au commencement des troubles il apprit que le parlement parlait de forcer le roi à lui retirer le poste de gouverneur du prince de Galles ; il prit les devans et pria le roi d'agréer sa démission, et se retira dans ses foyers, heureux d'être rendu à ses chers exercices d'équitation et de poésie.

Il fit la guerre civile avec entrain, avec verve, avec *brio*, mais en même temps avec une intermittence dans l'action qui semble accuser son énergie et une indolence qu'on a pu croire quelquefois calculées. Jamais il ne sut concentrer ses forces pour un grand dessein et combiner un coup décisif. Un jour, causant avec la duchesse, il se prononça nettement contre les généraux qui multiplient les escarmouches au lieu de réserver leurs forces pour des batailles rangées ; il faisait, en parlant ainsi, la critique de sa propre carrière militaire. Il n'eut jamais de grandes batailles, mais seulement des combats plus ou moins brillans et plus ou moins heureux. Ce qui apparaît clairement, c'est que son labeur militaire eut grande ressemblance avec la fameuse toile de Pénélope et qu'il lui fallait chaque matin recommencer le travail de la veille. Pendant trois longues années, malgré la surprise où les succès de ses premiers combats laissèrent les populations, il ne put faire un pas hors de ces comtés du Nord, où il avait son commandement. Les forces qu'il dispersait se reformaient quelques lieues plus loin, les villes qu'il emportait sans trop de peine redevenaient rebelles dès qu'il s'en éloignait et le forçaient à revenir sur ses pas. La seule condition de succès pour le parti royaliste était cependant dans la jonction des forces du nord avec celles du centre et du sud que commandaient Rupert et Charles en personne. Enfin, un jour, il se vit enfermé dans York par les rebelles et serré de si près qu'il fallut

que Rupert, faisant ce qu'il n'avait pas pu faire, montât du sud pour le dégager.

La loyauté de Newcastle fut-elle entière et son âme ne fut-elle jamais partagée? « Les hommes, a dit quelque part M. de Rémusat, obéissent bien plus qu'ils ne le croient à leur véritable opinion; » rien de plus profondément vrai, mais cette obéissance n'est pas une marque de franchise, comme le croit l'écrivain que nous citons, et, au contraire, elle ne s'obtient d'ordinaire que par une sorte d'outrage à la loyauté. Le rôle d'Ashley Cooper, premier comte de Shaftesbury, sous la Restauration, est un exemple mémorable du triomphe de ces opinions ésotériques qui veulent être servies en dépit de tous les liens d'honneur et de bonne foi; et qui donc, s'il n'est pas aveugle, ayant considéré même sommairement la carrière de M. de Talleyrand, n'a pas aperçu le libéralisme persistant, opiniâtre, qui la distingue, en dépit des sept ou huit gouvernemens qu'il a servis et de ces nombreux sermens qui n'avaient rien coûté à sa candeur? Nous avons cherché avec curiosité s'il y avait eu chez Newcastle quelque chose de ce sentiment qui était alors si répandu dans l'aristocratie anglaise, surtout dans la plus haute, et qui fut une des causes principales de la révolution d'Angleterre, c'est-à-dire la crainte que le triomphe du roi ne fût fatal à ses prérogatives. Elle ne pouvait se dissimuler que, si la cause royale l'emportait, on verrait s'établir en Angleterre le même changement qui s'était opéré dans les monarchies continentales, particulièrement celle de France sous la main de Richelieu, une monarchie absolue, entourée d'une noblesse dont le seul rôle serait de faire cortège au souverain et la seule prérogative d'être chargée d'exécuter ses ordres à l'exclusion des autres classes de sujets. Il résultait de cette crainte une extrême division parmi les défenseurs de la cour royale, d'où les cabales, les intrigues, les manèges factieux, les trahisons discrètes, les adroites défections. De là aussi, du côté du roi et des royalistes dévoués sans réserve, les méfiances hasardeuses, les précautions dangereuses, les erreurs de jugement sur les personnes et les actes. La duchesse rapporte à ce sujet un fait fort curieux : « Une certaine personne de qualité ayant été envoyée dans le nord avec un message de Sa Majesté qui était pour lors à Oxford, elle prit monseigneur à part et l'informa que divers membres de la noblesse qui étaient avec le roi désiraient qu'il prît parti avec eux contre Sa Majesté, alléguant que, si Sa Majesté devenait absolue, il perdrait tous ses droits et privilèges. » Si le message était sincère, il faut conclure que le roi était servi par des agens peu sûrs, et s'il ne l'était pas, comme le suppose la duchesse sans toutefois se prononcer, il faut conclure que la confiance du roi en ses meilleurs soutiens était médiocre, car alors cette ouverture n'avait

d'autre but que de sonder les sentimens secrets de Newcastle et impliquait un soupçon à l'endroit de ses desseins. Mais Newcastle était si loin de partager ces apprehensions générales de l'aristocratie qu'il avait précisément les contraires, c'est-à-dire qu'il craignait que les prérogatives et dignités de la noblesse ne survécussent pas à la défaite du roi, et il répondit dans ce sens au messager dont nous venons de faire mention. Il identifiait donc la cause royale avec la cause de l'aristocratie et il était évidemment de bonne foi en pensant ainsi, car il avait été trop titré par deux souverains successifs pour ne pas être persuadé que la faveur royale était une source certaine de noblesse. A cet égard, les opinions de la duchesse étaient presque républicaines, comparées aux siennes, puisqu'elle n'accordait qu'au temps seul le privilège de créer la noblesse; aussi, livrée à ses seules inclinations, était-elle peu disposée à l'éblouissement en face de la majesté royale. « Dans une conversation que j'eus avec monseigneur concernant les princes et leurs sujets, je lui dis que j'avais observé que les grands princes n'étaient pas comme le soleil qui envoie directement ses rayons de lumière et ses ondes de chaleur,.. mais que leur gloire et leur splendeur venaient plutôt des honneurs qu'ils recevaient de leurs sujets. » A quoi monseigneur répondit que « les sujets étaient si loin de donner de la splendeur aux princes, que tous les honneurs et titres dans lesquels consiste la principale splendeur d'un sujet sont principalement dérivés d'eux, car, dit-il, s'il n'y avait pas de princes, il n'y aurait personne pour conférer titres et honneurs. » On peut donc tenir pour certain que la loyauté monarchique de Newcastle fut entière, car toutes les paroles qui nous ont été conservées de lui indiquent qu'il considérait la royauté non pas comme une des pièces de la constitution de l'État, mais comme cette constitution même, comme l'institution d'où toutes les autres dérivaient et sans laquelle elles n'avaient plus ni moyens de défense ni raison même d'exister.

Que ce ne fût pas seulement par amitié et reconnaissance pour Charles Ier qu'il prit parti dans la guerre civile, mais aussi par attachement à ce qu'il croyait être la vraie constitution de l'État, nous en avons la preuve par les rapports qu'il entretint avec l'église établie pendant toute la durée de son commandement. La chose est d'autant plus à remarquer que, certainement, son protestantisme ne le gênait pas. Ce n'est pas qu'il fît affiche d'incrédulité ou de scepticisme, mais ses paroles et ses écrits montrent assez que, sous le rapport des opinions religieuses, il était volontiers partisan de la foi du charbonnier; cela le dispensait de discussions dangereuses et lui permettait de penser ce qu'il voulait. « Monseigneur, discutant un jour sur la foi avec un savant théologien, lui dit que,

dans son opinion, le plus sage parti pour un homme était d'avoir aussi peu de foi que possible en ce monde-ci, et autant de foi que possible en l'autre. » Dans une de ses poésies, un philosophe se lamente de la triste condition de l'homme, si inférieure, par le fait du libre arbitre qui le laisse exposé à l'erreur, à la condition des bêtes qui suivent leur loi sans se tromper. La conclusion de l'auteur, c'est que le meilleur remède à ses doutes se trouve dans cette foi du charbonnier, que le premier curé de campagne venu pourra lui recommander pour le plus grand repos de son âme. Il aimait à plaisanter sur quelques-uns des sujets qui sont l'effroi des crédules et des superstitieux. Une autre de ses poésies est consacrée à une description humoristique de l'enfer, où l'on voit qu'il n'avait, à l'endroit de Satan, de ses compagnons et de ses sujets, aucune des haines et des terreurs de ses ennemis les puritains. Ses haines et ses terreurs à lui étaient les querelles religieuses, sous quelque forme qu'elles pussent revêtir. « Il disait que tous les livres de controverse devraient être écrits en latin, afin qu'il n'y eût que les lettrés qui les lussent et qu'il n'y eût de disputes que dans les écoles, de crainte d'engendrer des factions parmi le vulgaire; car les disputes et les controverses sont une manière de guerre civile entretenue par la plume et qui souvent tire l'épée du fourreau. Il disait aussi que tous les livres de prières devraient être écrits en langue vulgaire; que les excommunications ne devraient pas être assez fréquentes pour s'étendre aux peccadilles et que tout ecclésiastique devrait être bon et affectueux pour ses paroissiens, et non orgueilleux et querelleur. » Mais c'est précisément parce qu'il pensait en philosophe qu'il était fermement attaché à l'église établie, car il croyait, avec son ami Hobbes, qu'il ne doit y avoir d'autres croyances parmi les sujets que celles qui sont approuvées, sanctionnées, ordonnées par le souverain; et l'église établie, émanation directe de la volonté royale et partie intégrante et inséparable de l'État, lui apparaissait comme le meilleur instrument de son idéal de pacification religieuse. Il y avait encore à cet attachement une autre raison plus pratique, qui prenait naissance dans ces événemens auxquels il était si étroitement mêlé. Un jour, Charles lui écrivit pour lui ordonner de recruter parmi les catholiques autant de soldats qu'il le pourrait; avec les dispositions morales que nous venons de faire connaître, il lui en coûtait peu pour exécuter cet ordre. Il obéit donc; seulement, il était trop éclairé pour ne pas savoir que la guerre faite au roi était encore plus religieuse que politique, et que, par cette mesure, Charles courait le double risque de donner à ses adversaires un argument irréfutable et de partager ses défenseurs. Il sentit très finement qu'il était impolitique de mécontenter l'église établie, non-seulement parce que la

noblesse campagnarde, qui faisait le meilleur élément des armées royales, lui était fortement attachée, mais parce que, par son adhésion à la cause royale, elle assurait à Charles le bénéfice de combattre sous le couvert de l'orthodoxie protestante. Il prit donc toutes les précautions en son pouvoir pour neutraliser les mauvais effets de cet ordre téméraire; il multiplia les explications, pour excuser ce recrutement des catholiques, déclara que la première condition qu'il exigeait d'un soldat, c'était d'être fidèle au roi, et que la religion ne faisait rien à cette fidélité, et en même temps il s'efforçait de rassurer l'église établie en lui prodiguant les marques de déférence partout où il passait. Ces marques de déférence, cependant, ne suffisaient pas toujours pour calmer les inquiétudes; il y avait des récalcitrans qui ne voulaient pas être rassurés, des intempérans que l'excès de leur zèle inclinait à l'opposition, des fervens qui étaient plus touchés des dangers que courait la religion que des dangers que courait la royauté; contre tous ceux-là, Newcastle avait inventé une sorte de censure ecclésiastique qui était chargée de les ramener à l'orthodoxie politique, en leur rappelant qu'attaquer le roi, c'était attaquer l'église même, puisqu'elle était partie intégrante de l'État, dont le roi était la tête. Lorsqu'il eut occupé le territoire de l'évêché de Durham, il investit de cet office de censeur un théologien en renom, le docteur Coopens, qui eut devoir d'examiner tous les sermons avant qu'ils fussent prêchés, d'empêcher qu'aucune allusion hostile ne pût s'y glisser et d'y ajouter tout ce que lui suggérerait son royalisme en faveur de la cause de Charles. Par ce zèle apparent pour l'orthodoxie protestante, qui lui mérita un jour le singulier honneur d'être appelé le plus ferme pilier de l'église par sir Charles Lucas (1), il affaiblissait, s'il ne parvenait pas à le détruire entièrement, le reproche que beaucoup ne manquaient pas de faire au roi de choisir ses défenseurs parmi les plus irréconciliables ennemis de la constitution, en recrutant ses soldats parmi les catholiques. A ceux-là, il pouvait répondre : Ils sont au moins fidèles au roi, tandis que nos adversaires sont à la fois ennemis du roi et de l'église, et qu'importe que les papistes soient traîtres à l'église, puisque moi, leur chef, je suis son défenseur dévoué?

Il ne manqua donc jamais à la loyauté, mais il y eut un jour où il fut trop clair qu'il céda au dépit et au ressentiment. Rappelons en quelques mots les circonstances où le dépit se produisit. Lors-

(1) « Un jour que Monseigneur visitait avec quelques-uns de ses officiers l'église de Durham, et s'étonnait de la grandeur et de la force des piliers qui en soutenaient la structure, mon frère, sir Charles Lucas, qui était avec lui, lui dit qu'il fallait avouer qu'ils étaient en effet très hauts et de grande force; mais, ajouta-t-il, Votre Seigneurie est un pilier de l'église bien plus considérable que tous ceux-là. »

qu'il eut été délivré par Rupert des troupes de Cromwell et de Fairfax, qui l'avaient tenu bloqué dans York, les rebelles s'éloignaient quelque peu décontenancés sans faire mine de vouloir combattre. C'était double succès pour les armées royales, puisqu'elles avaient forcé l'ennemi à lever le siège et qu'il se retirait sans essayer de reprendre l'avantage; mais l'impétueux voulut le contraindre au combat qu'il semblait éviter et ordonna de le poursuivre. Newcastle, plus prudent, s'y opposa, allégua l'insuffisance des troupes dont il disposait, et demanda qu'on attendît au moins l'arrivée de certains renforts qui étaient en marche. Alors Rupert montra l'ordre du roi qui lui enjoignait de combattre et lui remettait le commandement en chef des deux armées. Newcastle s'inclina, et s'en alla dormir dans sa voiture, où il fut réveillé par une fusillade qui lui annonçait que la bataille avait commencé. Cette bataille fut celle de Marston-Moor. Le soir, Newcastle quittait l'Angleterre prétendant qu'il ne pouvait plus rien pour la cause du roi; en réalité, il s'éloignait pour ne pas subir l'affront d'être le second là où il avait été le premier, et d'être commandé là où il avait exercé un commandement sans contrôle et si étendu qu'il comprenait la plupart des attributions royales.

Ce dépit était-il légitime? La question est délicate; toutefois, il est juste de convenir que Newcastle trouvait une excuse dans la manière dont son armée avait été formée. Par une coïncidence qui, à l'origine, lui facilita singulièrement sa tâche, les régions où il avait son commandement étaient précisément celles où se trouvaient ses immenses domaines. Lorsque la guerre civile commença, Newcastle trouva les élémens de son armée parmi ses tenanciers, vassaux, cliens de toute sorte. Ces hommes étaient doublement siens, et parce qu'ils relevaient déjà de son autorité ou de son patronage, et parce qu'il les payait de sa propre bourse, le trésor royal étant alors à sec. Il considérait donc son armée comme lui appartenant, c'était une force qu'il prêtait au roi, comme il venait de lui prêter au même moment 10,000 livres sterling. Il considérait tellement cette armée comme son bien propre, qu'il ne souffrait pas qu'aucun officier général, même commandant au nom du roi, lui donnât des ordres trop formels, et que la duchesse rapporte comme une sorte d'injustice faite à son mari que le roi eût, à diverses reprises, retenu pour son service direct les troupes que Newcastle avait prêtées pour escorter quelque convoi d'armes et de munitions ou pour protéger le voyage de la reine lorsque, après son retour de Hollande, elle voulut rejoindre son époux à Oxford. Et ses hommes, surtout dans les rangs des simples soldats, — les factions et trahisons dont il se plaignait n'existaient que parmi ses officiers, — pensaient à peu près comme lui à cet égard. Il y avait

parmi ses troupes un régiment qui portait le nom des *Habits blancs de Newcastle* (*White coats of Newcastle*). Ce régiment s'était constitué de lui-même en corps d'élite dans des circonstances assez particulières. Lorsqu'il l'avait formé, Newcastle, manquant de la quantité nécessaire de drap d'uniforme, l'avait habillé de drap blanc provisoirement, mais ces hommes voulurent que ce provisoire fût définitif, refusèrent tout autre uniforme, et devinrent pour Newcastle une garde d'honneur qui le servit jusqu'à la fin avec un entier dévoûment.

Il n'était pas jusqu'aux pouvoirs étendus que le roi lui avait conférés qui ne contribuassent à lui faire considérer cette armée comme sienne, car il avait frappé monnaie pour la nourrir et il avait fait des chevaliers pour récompenser les services de ses chefs. Et c'étaient ces troupes levées parmi ses gens, payées de ses deniers, récompensées directement par lui, dont on venait lui disputer, peut-être lui retirer le commandement! Il y eut encore, probablement, une autre cause à cet exil précipité : c'est que la guerre civile allait prendre une nouvelle forme, tout à l'opposé de celle que Newcastle avait su lui conserver. Précisément parce qu'il avait levé ses troupes parmi ses hommes et qu'il possédait ses domaines là où il commandait, il avait épargné à ces régions du Nord les horreurs qui accompagnent d'ordinaire les guerres civiles; sa douceur et son humanité naturelles avaient été doublées par ces circonstances, et par là s'expliquent ses intermittences d'action et sa modération envers ses ennemis. Pas d'exactions, pas de maraudes, pas de vols impunis, pas d'incendies ni de dévastations, et le moins de conseils de guerre possible contre les délinquans et les rebelles (1); mais, maintenant, tout allait changer de face avec Rupert, dont la qualité de prince étranger ne gênait pas la violence naturelle, qui, en combattant les rebelles, n'avait pas à se souvenir qu'ils étaient ses compatriotes, et dont la marche était invariablement accompagnée par l'incendie et le pillage.

Que ce dépit n'avait rien de passager et combien la blessure subie était profonde, toute la suite de sa conduite le montra avec évidence. Tout en protestant officiellement et à voix haute de son inaltérable dévoûment pour son royal élève, on ne voit pas qu'il ait eu la moindre velléité de le servir ou manifesté le moindre regret de ne le pouvoir, pendant les seize années de l'exil. Tout ce qu'il fit fut d'assister au conseil qui fut tenu en Hollande lorsque Charles II dut entreprendre son expédition d'Écosse. Il y

(1) « Il ne siégea jamais aux conseils de guerre, dit la duchesse; mais il accordait nombre de grâces à ceux qui étaient condamnés, et comme quelques personnes lui représentaient un jour qu'il devrait s'abstenir de cette clémence, il répondit gaîment que, s'ils pendaient tous les rebelles, ils ne lui en laisseraient aucun à combattre. »

fut d'avis que le roi prît lui-même le commandement de ses troupes et qu'il s'efforçât de réconcilier les deux partis d'Hamilton et d'Argyle: quant à prendre part lui-même à l'expédition, il en fut dispensé par les Écossais, qui déclarèrent ne vouloir ni de son concours, ni de sa présence. Une autre fois, comme le marquis de Montrose, partant pour l'Écosse, lui demandait s'il ne se proposait pas de retourner en Angleterre, Newcastle l'envoya promener en toute courtoisie, lui représentant qu'il n'avait pas l'intention d'être homicide volontairement, en abusant de la confiance de tous ceux qui consentiraient à le suivre dans une entreprise irréfléchie, pour laquelle il n'aurait ni vaisseaux, ni approvisionnemens, ni argent. Les sentimens de son élève étaient à l'unisson des siens. Les Stuart ne brillèrent jamais par la reconnaissance; et Charles II fut affligé au plus haut degré de ce vice du cœur qui leur fut commun à tous et qui, à chaque génération, découragea leurs serviteurs les plus dévoués; et ce vice est chez lui d'autant plus choquant qu'il fut de tous le plus intelligent et le plus spirituel (1). Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que Newcastle ait connu, lui aussi, les effets de cette royale ingratitude; seulement, comme elle était difficile à afficher envers un homme qui avait rendu de tels services, elle s'enveloppait de déférence apparente et de respectueuse hypocrisie. En public, Newcastle était toujours le gouverneur bien-aimé; le prince fréquentait son manège et se plaisait à faire l'éloge des leçons de son maître, en montrant, par son adresse d'écuyer, comme il en avait bien su profiter; mais les sentimens secrets étaient à l'opposé de ces témoignages extérieurs. Les mots des princes ont toujours de la portée, même lorsqu'ils sont innocens, parce qu'il y a chez tous

(1) Nous ne pourrions dire si les Cavaliers survivans à l'époque de la restauration trouvèrent tous la juste récompense due à leur dévoûment; mais nous savons bien que, pour ce qui est des hommes de lettres, tous ceux qui avaient le mieux servi Charles furent payés de la plus complète indifférence. Voyez plutôt la triste aventure du pauvre Samuel Butler, l'auteur de ce poème d'*Hudibras*, qui vouait à un ridicule durable le parti puritain, sous la forme burlesque d'un Don Quichotte théologien. La plus complète indigence fut la seule récompense de ce service signalé, et cependant Charles n'ignorait pas l'auteur, car il avait lu son poème et il en avait fait ouvertement l'éloge. Abraham Cowley passa presque tout le temps des guerres civiles en France, au service de la reine Henriette, pour laquelle il déchiffrait les lettres du roi. Lorsque survint la restauration, Charles ne songea jamais à savoir s'il était au nombre des vivans. Certes, Edmond Waller, avec ses versatilités et ses faiblesses, fut un triste caractère politique; mais Charles II n'avait pas le droit de juger de ce caractère, qui pouvait être mésestimé de tous, sauf de lui. Waller n'était-il pas, en effet, un des auteurs de la conspiration qui a gardé son nom? N'avait-il pas joué sa tête dans cette affaire, où il gagna son exil et qui coûta la vie à ses complices? Charles, cependant, feignit d'ignorer ce périlleux dévoûment, qui avait été un acte de repentir de ses précédentes ardeurs parlementaires, et ne voulut se rappeler que sa période d'opposition.

ceux qui les approchent une propension invincible à chercher où en est leur fortune, ou si leur faveur se maintiendra. En voici un de Charles qui put faire réfléchir le vieux chef des Cavaliers. Pendant son séjour à Anvers, Newcastle reçut plusieurs fois le prince à sa table, et un jour qu'après le repas il tenait sa partie et que le sort s'obstinait à le favoriser, Charles, moitié rieur, moitié dépité, lui dit brusquement : « Monseigneur, est-ce que vous m'avez invité pour faire de moi votre pigeon (1)? » Ce qui équivalait à dire : croyez-vous que je sois dupe et que je ne vous connaisse pas pour un tricheur à mon égard? « Cependant, dit la duchesse avec une sournoiserie pleine de finesse, *leurs enjeux n'étaient pas du tout considérables, et la partie n'était que pour passer le temps.* » Ce qui signifie, à qui sait bien lire : l'insulte, étant sans prétexte, fut gratuite et calculée.

Nous avons dit que, lorsque le retour de Charles en Angleterre fut chose certaine, Newcastle fut des premiers à aller le féliciter de cet heureux événement; mais une fois sa révérence tirée, il s'embarqua aussitôt pour l'Angleterre, et rien ne dit mieux que cet empressement à s'éloigner quels étaient leurs rapports réels, car s'il était quelqu'un qui fût désigné pour faire escorte au roi, n'était-ce pas son ancien gouverneur, le premier en date et le plus brillant des défenseurs de la cause royale? Sa place naturelle, obligée, était tellement dans le vaisseau du roi que son fils, lord Ogle, n'alla pas le chercher ailleurs qu'au point où le roi débarqua et qu'il fut, dit encore la sournoise duchesse, très décontenancé, et *quelque chose de plus,* lorsque Charles lui dit que son père l'avait précédé en Angleterre. Après l'arrivée de Charles, Newcastle, comme au départ de Hollande, alla saluer le roi, et, cela fait, lui demanda la permission de se retirer dans ses terres pour y mettre en ordre, s'il était possible, ses propriétés ravagées. « Sire, lui dit-il dans une petite allocution dont la froideur est fort apparente, je n'ignore pas que beaucoup croient que je suis mécontent, et il est probable qu'ils disent que je me retire par mécontentement; mais je prends Dieu à témoin que je ne suis nullement ce qu'ils croient, car j'ai tant de joie de l'heureuse restauration de Votre Majesté que je ne puis songer à m'affliger ou à m'inquiéter de rien de ce qui me concerne. Quelque chose donc qu'il plaise à Votre Majesté de me commander, fût-ce de sacrifier ma vie, je l'exécuterai en toute obéissance, car je n'ai d'autre volonté que le bon plaisir de Votre Majesté. » Que le cœur s'était retiré, et que toute affection était morte, ce petit discours le dit, ce nous semble, avec une suffisante clarté.

(1) *Play the rook with me,* exactement notre expression de *pigeonner,* dans le sens de faire une dupe.

Mais cette défaveur de Newcastle était de l'ordre de ces affaires mondaines dont on dit : « Tout le monde le sait, personne n'en parle. » Charles, ne pouvant ou n'osant l'avouer, et voulant paraître faire quelque chose, créa Newcastle duc en 1665, et cette distinction purement honorifique, qui n'ajoutait rien à son état, fut la seule marque qu'il obtint de l'attention royale. Pas plus que Charles, Newcastle n'avouait ses sentimens réels. « Après le retour en Angleterre, écrit la duchesse, je lui observai un jour que son gracieux maître ne l'aimait pas autant que lui l'aimait; il me répondit qu'il ne se souciait pas que Sa Majesté lui rendît ou non son affection, car pour lui, il était bien résolu à l'aimer quand même. » Ajoutez cet autre trait, presque cynique, un jour qu'il lui rentrait cinquante mille livres de rentes par suite du décès de la veuve de son fils aîné, lord Mansfield : « Quoique mon roi et seigneur terrestre semble m'oublier, le roi du ciel s'est souvenu de moi, car il vient de me faire cadeau de deux mille livres sterling de rente. » Et encore cet autre mot, d'une si cruelle ironie, à quelqu'un qui se plaignait de n'avoir pas été récompensé selon ses mérites : « Les gouvernemens ne récompensent jamais les services passés; si vous avez un service *présent* à rendre, vous pourrez obtenir quelque chose; mais, même dans ce cas, je vous conseille, comme le moyen le plus sûr, de vous le faire payer d'avance. »

S'il restait encore quelques doutes sur ce refroidissement d'affection entre Newcastle et son élève, il suffirait, pour les dissiper, de lire attentivement les notes *personnelles* par lesquelles la duchesse termine son livre. Elle y répond, très à découvert, aux détracteurs de son mari (1) et y donne, avec une pleine franchise, la vraie raison de leur retraite. Le mécontentement de Newcastle, dont elle est visiblement l'écho, y éclate avec une extrême amertume. Écoutez plutôt : « J'ai observé que nombre de vieux proverbes sont très vrais et, entre autres, celui-ci : il est meilleur de se trouver à la fin d'une fête qu'au commencement d'une querelle, car très ordinairement ceux qui sont au commencement d'une querelle ont peu de part à la fête, et ceux qui ont couru les plus grands

(1) Elle leur fait remarquer, avec beaucoup de sens et de finesse, que Newcastle a fait la chose la plus difficile qu'on puisse faire en temps de guerre civile, c'est-à-dire lever une armée pour la cause de l'ordre et du gouvernement, et elle explique en même temps une des raisons de la faiblesse des partis conservateurs, qui est de toutes les époques. « Il est connu par malheureuse expérience que les partis rebelles et factieux s'assemblent avec plus de soudaineté et en plus grand nombre pour accomplir leurs malfaisans desseins que ne le font les hommes honnêtes et loyaux pour soutenir une juste cause; et certainement il est déplorable que les méchans soient plus industrieux et plus prospères que les bons, et que les pervers aient plus de courage désespéré que les vertueux n'ont d'active valeur. » Cette remarque a peut-être pu trouver son application quelquefois de nos jours, quoiqu'elle soit vieille de deux siècles.

dangers ont peu de part au butin. » Le proverbe et son commentaire sont évidemment à l'adresse des favoris et courtisans du nouveau règne, pour qui se donne la fête de la restauration, au détriment de ceux qui furent acteurs au début de la grande querelle. Voici maintenant quelque chose de plus *pratique* et qui va plus directement encore à son adresse : « J'ai observé que ceux qui se mêlent le moins des guerres, soit civiles, soit étrangères, sont non-seulement les plus assurés contre le danger, mais *les plus exempts de pertes;* et quoique les personnes héroïques estiment la renommée plus que la vie, cependant il y en a beaucoup qui croient que le plus sage parti est d'être spectateur plutôt qu'acteur, à moins que la nécessité ne vous y contraigne; car il vaut mieux, disent-ils, être assis sur l'escabeau de la quiétude que dans le fauteuil de l'inquiétude active. » Impossible de dire, en termes plus nets : nous sommes joués, dupés, volés; mais on ne nous y reprendra plus, et désormais nous resterons au logis, que mon illustre époux n'aurait jamais dû quitter. Eh bien! il faut l'avouer, il y a eu maintes fois des plaintes plus nobles que celles que la duchesse nous fait entendre. Avions-nous tort, dans une précédente étude, de dire qu'il était resté chez elle beaucoup de l'âme de sa mère, calculatrice et prudente?

III.

La partie la plus originale du livre de la duchesse est celle où elle a rassemblé les propos mémorables qu'elle a entendu tenir à son mari sur les sujets touchant à la politique, à la religion, et autres grands intérêts sociaux. Que les opinions que ces propos formulent soient fort différentes de celles qui ont fini par triompher dans toute l'Europe, cela est certain; ce qui ne l'est pas moins, c'est qu'elles ne sont pas pour étonner ou scandaliser un Français qui se rappelle son XVIIe siècle. Car elles sont dans le plein courant monarchique de cette époque, et présentent la plus frappante ressemblance avec les maximes d'État qui ont eu crédit prépondérant chez nous entre l'avènement de Richelieu et la mort de Louis XIV.

Ces opinions sont celles d'un homme de gouvernement qui sert un ordre de choses établi, nullement celles d'un chef de parti qui sert une cause ou un groupe social, et, dans la pensée de Newcastle, elles étaient nationales, précisément parce qu'elles étaient exclusivement monarchiques. Quand il s'entendait appeler traître envers la constitution de l'état, il répondait que c'était tout le contraire de la vérité, puisque cette constitution était la monarchie à laquelle il était tout dévoué, et quand on l'accusait d'être en révolte contre les

intérêts de la nation, il répondait que, dans une monarchie, le roi étant l'incarnation même de la nation, être du côté du roi c'était être en même temps pour la société générale. Les traîtres véritables c'étaient les chefs des rebelles qui poursuivaient des vues partielles et servaient des intérêts qui se détachaient de l'ensemble social et ne se réclamaient pas de l'universalité. Aucun alliage aristocratique choquant ne se mêlait à cette foi monarchique. Ce roi, incarnation souveraine de la nation, Newcastle le voulait entouré d'une noblesse riche, mais puissante, et aussi peu nombreuse que possible, car, disait-il avec profondeur, les noblesses pauvres sont portées à être factieuses, et les noblesses nombreuses sont un fardeau pour une société. Le roi, étant l'incarnation de la nation, doit être le chef absolu et unique de l'armée, car sans cette condition « le prince ne règne que par la courtoisie des autres. » Il importe tant qu'il soit seul armé, qu'on peut dire que « les grands princes sont à moitié armés lorsque leurs sujets ne le sont pas. » Newcastle va plus loin encore, il voudrait que les armées fussent la propriété propre des princes, et pour cela qu'elles fussent payées non pas par les subsides levés à cet effet sur la nation, mais directement par le roi même et avec l'argent de son propre trésor privé, de manière qu'elles lui fussent entièrement dévouées, « car tous les hommes suivent la bourse. » Cet idéal de Newcastle a été réalisé un peu plus tard, autant que le leur ont permis leurs ressources, par les premiers souverains de Prusse.

Le prince réunissant les pouvoirs civils et militaires entre ses mains, voilà le gouvernement bien simplifié. Newcastle voudrait une société plus simple encore s'il est possible. Peu de lois, les lois nombreuses ne servent qu'à préparer des embûches au sujet, et cette condition sera facile à remplir puisque le prince réunit tous les pouvoirs civils. On voit que Newcastle avait peu de penchans pour les parlemens, dont la tendance générale est précisément de multiplier les lois; il en avait encore moins pour les gens de justice de tout plumage. Il aurait voulu que le roi assistât de temps à autre aux séances des cours judiciaires, pour examiner par lui-même les causes de ses pauvres sujets et découvrir les fraudes ou corruptions des magistrats; de même, il voudrait qu'il y eût une limite aux procès et qu'ils ne pussent être poussés au-delà d'un certain temps. Ce même dédain qu'il avait pour les gens de loi et les beaux esprits politiques, il le portait à peu près sur les gens d'église. Nous avons vu dans un chapitre précédent son horreur des controverses théologiques. « Au fond, disait-il nettement, ce ne sont pas tant les lois, la religion et la rhétorique qui maintiennent un royaume en bon ordre, que les armes. » Les professions libérales en général ne lui inspiraient

qu'une médiocre tendresse; il les considérait comme improductives par nature, et par conséquent comme étant des causes d'épuisement pour la richesse nationale; il les regardait encore comme aptes à stimuler les ambitions mal justifiées et à servir les esprits d'intrigue et de faction; aussi aurait-il voulu que ceux qui s'y livraient y restassent enfermés sans empiéter sur d'autres domaines, et qu'il fût pris telles mesures qui empêchassent que dans chacune le nombre des praticiens pût grossir indéfiniment. En revanche, il portait au commerce le plus vif intérêt; en cela il est bien Anglais, et ses opinions sont bien vraiment nationales. Son idéal de société peut être exprimé en deux mots : il voulait des sujets soumis, mais il voulait des sujets riches, et cela encore dans une pensée monarchique, afin que le prince fût riche aussi; or, le commerce étant l'unique moyen de créer et d'accroître la richesse, les princes ne sauraient trop l'encourager. Richesse et soumission, deux termes qui sont d'ordinaire plutôt en contradiction qu'en harmonie, mais cette contradiction, Newcastle ne l'apercevait pas plus que ne l'aperçut plus tard notre Fénelon lorsqu'il recommandait à son royal élève de favoriser les arts de la paix de préférence à ceux de la guerre, et de protéger les industrieux de préférence aux ambitieux. On l'aurait fort étonné, si on lui eût dit qu'une des causes les plus puissantes, quoique des moins apparentes, de cette rébellion qu'il s'était efforcé d'arrêter, était précisément dans l'accroissement de la richesse générale qui avait créé, nourri et encouragé chez les sujets l'esprit d'indépendance mieux et plus certainement que n'auraient pu le faire le souci de la liberté et le souci de la religion. Il voyait encore dans un commerce actif un autre avantage, celui-là tout politique et patriotique; c'est que le commerce exige de fréquens voyages, que les voyages exercent et multiplient les marins, et que les habiles marins sont les vrais défenseurs d'une île. On a fait remarquer qu'il est le premier en date qui ait parlé des remparts de bois de l'Angleterre, expression destinée à une si grande fortune ultérieure, tant en prose qu'en vers. A coup sûr, voilà un programme social bien différent des nôtres, mais dans tout ce que venons d'exposer, qu'y a-t-il qui puisse étonner beaucoup ceux qui savent ce qu'ont pensé chez nous dans le cours du XVIIe siècle nos grands hommes d'État et nos grands écrivains monarchistes? Richelieu pensait-il autrement sur le rôle de la noblesse, sur les professions libérales, sur le danger qu'il y avait pour un état à permettre aux citoyens de sortir de leurs professions héréditaires? Louvois pensait-il bien différemment sur l'armée, et était-il plus disposé à croire qu'elle appartenait plutôt à la nation qu'au roi? Bossuet avait-il plus de tendresse pour l'esprit de controverse? Cependant il est arrivé mainte fois à

plus d'un bon esprit, après avoir rencontré ces opinions dans notre XVII[e] siècle, sans en être trop étonné et scandalisé, de n'avoir plus pour elles qu'horreur et mépris s'il tournait ses regards sur l'Angleterre de la même époque. Et pourquoi cette différence, sinon parce que ces opinions ont été chez nous victorieuses pendant un temps, non sans gloire et sans profit pour la nation, tandis qu'elles ont été vaincues en Angleterre, tant le succès est d'ordinaire la mesure du jugement humain, même dans les choses du passé. La philosophie de l'histoire, par exemple, qui n'a à se prononcer que sur des faits accomplis qui ont soit triomphé, soit échoué, et qui par conséquent n'est jamais embarrassée de placer à coup sûr ses enthousiasmes et ses blâmes, connaît-elle une autre justice que celle qui est compatible avec le succès ?

C'est un programme de monarchie très parfaitement absolue que nous venons d'esquisser en plaçant dans un ordre à peu près logique, dont la duchesse ne s'inquiète guère, les conversations de Newcastle. Un dernier trait pour le compléter. Une telle monarchie exigeait des serviteurs entièrement dévoués, et pour les avoir dévoués, Newcastle voulait qu'ils fussent récompensés d'une manière exceptionnellement magnifique, devançant sur ce sujet le système napoléonien, comme sur le sujet de l'armée nous l'avons vu devancer le système des rois de Prusse; mais il n'admettait pas qu'en aucun temps et dans aucune circonstance les faveurs du souverain pussent se porter sur des opposans à sa volonté. Le livre de la duchesse contient à cet égard une page sérieusement forte, et qui est à citer parce que quelques-unes de ses parties sont d'application sous tous les régimes.

C'est une grande erreur et une faible politique dans un État d'avancer ses ennemis et de s'efforcer de se les rendre amis en les achetant par des honneurs et des places, sous prétexte qu'ils sont d'habiles gens et peuvent faire à l'État beaucoup de mal, et en même temps de négliger ses amis et ceux qui ont rendu à l'État de grands services, en disant : « Ce sont d'honnêtes gens qui ne veulent aucun mal à l'État. » Cette manière de politique vient des païens, qui priaient le diable et non pas Dieu, par la raison qu'ils supposaient que Dieu était bon et ne voulait faire de mal à aucune créature; mais ils flattaient et adoraient le diable parce qu'ils en avaient peur et pour qu'il ne leur fît pas de mal. Par cette folle politique, les gouvernemens, d'ordinaire, grandissent leurs ennemis et perdent leurs amis; car d'abord elle enseigne à tous que la seule voie à la faveur est d'être contre l'État ou le gouvernement; et puis, comme tous les factieux ne peuvent pas être récompensés ou avancés, par la raison qu'un État a plus de sujets qu'il n'a de récompenses ou de places, le nombre de ses ennemis sera tou-

jours nécessairement considérable, car, lorsque leurs espoirs de récompenses seront déçus, ils deviendront plus factieux et opposans plus invétérés qu'ils ne l'étaient d'abord. La meilleure politique pour un État ou un gouvernement est de récompenser ses amis, de punir ses ennemis et de préférer les honnêtes aux factieux; alors tous seront des amis réels et rendront d'honnêtes services, soit par pur amour et pure loyauté, soit par l'espoir d'avancer, quand ils verront qu'il n'y en a d'autre moyen que de servir l'État.

Cette opinion, très probablement exprimée par dépit et aversion de la politique de Charles II envers nombre d'hommes plus ou moins compromis dans les troubles passés, dit ses lacunes par cette origine même. Parfaitement fondée lorsque l'État est en bonne paix ou qu'il est dans une situation de péril ou de combat, elle est en revanche très impolitique après une période orageuse et lorsqu'il s'agit de pacifier. Charles Ier eut peut-être tort de chercher un moment à gagner Pym et Hampden, mais certainement Charles II agissait avec prudence en cherchant à se concilier ceux de ses adversaires de la veille qui ne s'étaient pas d'avance fermé l'accès à sa faveur en se compromettant jusqu'au crime.

Sur ce sujet des récompenses dues aux services rendus à l'État, Newcastle était presque intransigeant. Un de ses sourds griefs contre Charles II était l'abandon dans lequel, après sa restauration, il avait laissé les vétérans de la guerre civile. Il avait plus d'une fois réparé cette ingratitude autant qu'il était en lui; mais enfin, ne pouvant suffire à toutes les pétitions, il payait, faute d'argent, en mots amers et en sarcasmes voilés. La veuve d'un soldat, qu'il avait été obligé de refuser, lui disant que les ennemis de sa majesté étaient élevés à de grands honneurs, tandis que ses serviteurs dévoués étaient dans la pauvreté : « c'est une marque que votre mari et moi nous étions des hommes honnêtes, » lui répondit-il. Cette indignation s'est fait jour de la manière la plus significative dans une petite chanson qu'il écrivit pour une des comédies de la duchesse, et qui est trop curieuse pour ne pas être rapportée.

LE CHANT DES ÉMIGRANS.

Le capitaine. — Partons pour notre nouvelle plantation, — partons pour notre nouvelle plantation; — nous pourrons espérer au moins que, dans ce bienheureux pays, nous n'aurons pas à redouter la corde et la potence.

Le lieutenant. — Partons pour notre nouvelle plantation, — partons pour notre nouvelle plantation, — puisqu'ici, dans cette très méchante nation, il n'y a pour le soldat ni considération ni récompense.

Le colonel. — Partons pour notre nouvelle plantation, partons pour notre nouvelle plantation; — chaque homme avec sa femme, quoique cela nous promette dure vie, et que la pauvreté soit notre premier fonds.

Quelque rétrogrades que puissent paraître ces opinions de Newcastle, nous ne parvenons à y découvrir aucune trace de préjugés; elles en sont aussi libres que celles même de Hobbes. Il n'y a là aucune idolâtrie monarchique, aucune superstition de caste. S'il veut que la volonté du prince soit la loi souveraine, ce n'est pas par croyance à un droit divin quelconque : il parle au nom du seul pouvoir civil et des conditions nécessaires du fonctionnement de l'*État*, dont il s'est fait une idée étroite peut-être, mais très précise, sans rien de mystique, à la façon de Jacques Ier, ou de patriarcal, à la façon de Robert Filmer. L'évêque Laud l'avait eu en grande estime; mais il est probable que, dans les conversations politiques qu'ils eurent ensemble, leur dévoûment mutuel à la cause royale les dispensa de pousser jamais la discussion sur le terrain des premiers principes, sans cela ils auraient eu certainement quelque peine à s'entendre. Cela veut dire qu'il avait l'esprit philosophique, mais qu'il ne l'avait pour le monde qu'autant qu'il lui plaisait de l'avoir, dans la mesure où il le jugeait compatible avec l'essentiel de ses opinions et les devoirs qu'elles lui imposaient. Nous avons nombre de témoignages de cet esprit philosophique, et nous en avons déjà produit beaucoup dans le cours de cet essai : il nous reste à citer le plus important de tous, une certaine conversation sur les sorcières, qu'il eut avec Hobbes. Cette conversation, à peu près inédite, n'ayant été relevée, à ma connaissance, par aucun des écrivains qui ont traité de la sorcellerie, est absolument mémorable, tant pour l'opinion qu'elle exprime que pour le commentaire prudent dont la duchesse l'accompagne, et qui prouve le soin avec lequel Newcastle évitait d'ordinaire d'aller jusqu'au bout de sa pensée.

Un autre jour, leur conversation étant tombée sur les sorcières, M. Hobbes dit que, quoiqu'il ne pût croire rationnellement qu'il y eût des sorcières, il ne se sentait pas cependant entièrement libre de croire qu'il n'y en avait pas, par la raison qu'elles confessaient elles-mêmes qu'elles l'étaient, lorsqu'elles étaient strictement interrogées.

Monseigneur répondit que, bien qu'il eût peu de souci qu'il y eût ou non des sorcières, cependant son opinion était que les aveux des sorcières et les souffrances qui en résultaient provenaient de cette croyance erronée qu'elles avaient fait avec le diable un contrat pour le servir

moyennant telles récompenses qu'il était en son pouvoir de leur donner; que c'était leur religion d'adorer le diable et de lui rendre un culte; qu'elles avaient en cette religion une foi si ferme et si constante, que s'il leur arrivait quelque chose de conforme à leurs désirs, elles croyaient que le diable avait entendu leurs prières et exaucé leurs requêtes, de quoi elles lui rendaient leurs remercîmens, mais que, si les choses arrivaient au contraire de leurs prières et de leurs désirs, alors elles étaient troublées, s'imaginaient l'avoir offensé, ou ne l'avoir pas servi convenablement, et lui demandaient pardon pour leurs offenses. Elles s'imaginent encore que leurs rêves sont des actions extérieures réelles; par exemple, si elles rêvent qu'elles volent en l'air ou qu'elles s'échappent par la cheminée, ou qu'elles prennent différentes formes, elles croient sans hésiter qu'il en est réellement ainsi, et cette opinion perverse les rend industrieuses à accomplir en faveur du diable de telles cérémonies qu'elles lui rendent un culte et l'adorent comme leur dieu, et choisissent de vivre et de mourir pour lui.

Telle est l'opinion que monseigneur exposa sur les sorcières et que M. Hobbes s'est plu à insérer aussi dans son livre déjà mentionné (1). Mais monseigneur ne tient pas cette opinion pour si universelle qu'il ne puisse bien y avoir d'autres sorcières que par imagination; car il ne parle que de cette sorte de sorcières qui ont pour religion d'adorer le diable de la manière dite ci-dessus. Il ne pense pas non plus que ce soit un crime de professer sur les matières indifférentes telle opinion qui lui semble la plus probable, car sur ces matières les hommes peuvent discourir et argumenter comme il leur plaît pour exercer leur esprit, et peuvent changer et altérer leurs opinions selon qu'ils en ont découvert de meilleures assises ou des raisons plus probantes, tandis que sur les matières fondamentales qui intéressent l'église et l'état, il est un si ferme adhérent de l'un et de l'autre qu'il ne maintiendra jamais ou ne défendra des opinions qui peuvent leur être préjudiciables.

La page qu'on vient de lire est ce qui a jamais été dit de plus pénétrant et de plus vrai sur la sorcellerie. Newcastle s'est admirablement rendu compte du sinistre phénomène, et il est allé droit avec une raison supérieure à ce qui en est le centre vital, le cœur même. Nous ne pouvons nous y arrêter autant que nous le voudrions, mais si, comme nous en avons bonne envie, nous abordons

(1) Le *Léviathan*. La seconde opinion que Hobbes a empruntée à Newcastle pour ce livre singulier se rapportait à cette question bizarre, souvent agitée pendant les deux derniers siècles, si l'homme pourrait voler avec le secours d'ailes artificielles ingénieusement construites. Newcastle répondait non, et en donnait pour raison que les bras de l'homme sont dirigés en avant, tandis que les ailes de l'oiseau, qui sont ses bras, sont dirigées en arrière.

directement dans un jour prochain ce sujet de la sorcellerie, il nous plaira de reprendre cette opinion et d'en expliquer la haute portée en lui donnant tous les développemens qu'elle mérite. Qu'il nous suffise de l'employer aujourd'hui pour montrer la nature de l'esprit du duc et combien il était pénétrable à la lumière.

Le duc enfin était poète à ses heures, et ces heures-là étaient fréquentes. Outre ses tentatives dramatiques déjà mentionnées, il écrivait des intermèdes pour des pièces de la duchesse, des chansons amoureuses, de grivoises allégories. Le souvenir de la poésie à la mode à l'époque de sa jeunesse y est visible, et sa mémoire y fait plus d'un emprunt aux poètes antérieurs. Par exemple, il a un *boniment* de colporteur vantant sa marchandise aux paysans des villages anglais, où il s'est manifestement souvenu de la chanson d'Autolycus dans le *Conte d'hiver* de Shakspeare. Plus loin, une assez jolie pièce, les *Flèches de Cupidon*, est une imitation très directe d'une chanson de Robert Greene. En général, les poésies du duc ressemblent singulièrement à celles de sa femme ; comme dans ces dernières, l'inexpérience domine, la gaucherie, et une négligence dans l'exécution d'où naissent des inégalités presque incroyables. Un hémistiche heureux est complété par une demi-ligne de prose plus qu'ordinaire; ce style est mou et lâché par places comme un membre sans os qui soutienne la chair. Mais on aurait tort pour cela de juger ces poésies méprisables ou seulement médiocres, car elles rachètent leurs faiblesses par la nouveauté des sujets et révèlent une âme originale trahie par ses moyens d'exécution. Rien de banal même dans le lieu-commun, rien d'artificiel même dans le précieux. Poésie de grand seigneur qui en a pris à son aise avec les difficultés de l'art, et à qui le sans-gêne a réussi mieux que ne l'auraient fait probablement un effort plus studieux et un souci plus inquiet du mieux. Et le noble poète est bien foncièrement de son pays; voilà un adversaire que ses ennemis les puritains n'auraient pu renier pour leur compatriote. L'imagination anglaise est chez lui aisément reconnaissable; il en a les formes les plus caractéristiques et les préférences même les plus outrées, l'amour de la réalité, le goût du grotesque, la recherche du bizarre. Il les a tellement, ces préférences, qu'il en perd tout aristocratisme, et qu'on éprouve parfois quelque surprise à les rencontrer sous la plume du chef des Cavaliers. Une veine d'humour large, abondante, facile, l'aide merveilleusement à contenter ces préférences en le portant naturellement tantôt vers la satire fantasque, tantôt vers les trivialités amusantes et les réalités picaresques. Un exemple. S'il est un caractère qui ait été cher aux poètes anglais des deux derniers siècles dans leurs momens de réalisme, c'est bien celui du mendiant facétieux et de belle

humeur, libre par sa pauvreté même, heureux par son abjection même, à qui ses vices ne peuvent plus nuire, qui sent au contraire par eux l'aiguillon de la vie, et qui à l'occasion peut retrouver par leur moyen un élan d'enthousiasme, voire même une aperception des éternelles vérités. Est-il besoin de rappeler le *Beggars' Bush*, cette si amusante comédie de Fletcher, et le *Capitaine Jack*, le voleur pénitent de l'honnête Defoë, et l'*Opéra du mendiant* de Gay, ce type à peu près unique de l'opéra comique à l'anglaise, et les *Jolly Beggars*, cette admirable cantate picaresque de Burns? Eh bien, croiriez-vous que ce sujet a tenté Newcastle, et qu'il l'a traité sans plus de répugnance ni de mièvrerie que le plus plébéien des poètes, le plus hanteur de tavernes et populacier d'habitudes? C'est un des plus curieux exemples que le génie de chaque nation exerce universellement sa domination sans distinction de temps, de conditions ni de castes, et qu'il n'y a qu'un même esprit pour tous les hommes d'un même pays. Nous voudrions mettre cette pièce sous les yeux de nos lecteurs rien qu'à ce titre, et quand bien même elle ne serait pas un des meilleurs spécimens qu'on puisse donner du talent de Newcastle comme poète.

LE MARIAGE DU MENDIANT.

Jadis vivait un vieux mendiant dépenaillé qui comptait quatre-vingts hivers bien sonnés. Sa tête était toute chenue, sa barbe longue et blanche comme la neige; il ne pouvait marcher qu'appuyé sur un bâton, ses yeux chassieux étaient éteints et froids, ses mains, tremblantes de paralysie, ne pouvaient presque plus rien saisir. Son manteau était formé de plus de pièces qu'arithmétique et algèbre ne peuvent en dénombrer et comptait plus de couleurs que n'en a l'arc-en-ciel. Sa maison, bâtie de mottes de gazon, était adossée à un vieux tronçon de chêne et était percée au sommet pour laisser passer la fumée. Tout proche de lui habitait une vieille mendiante décrépite que toute la ville disait avoir cent ans. Elle n'avait plus une dent, bien mieux, ses gencives même étaient usées et tous ses doigts étaient passés à l'état de pouces; ses joues étaient sillonnées de rides, profonds tombeaux de toute joie, ses yeux étaient deux trous par lesquels elle ne voyait guère; à l'occasion, mais peu souvent, elle entendait encore la grosse cloche de la ville; ses paroles étaient rares, et il était plus rare encore qu'elles eussent un sens. Depuis des années des béquilles assistaient ses jambes endormies par un long oubli du mouvement, et qu'il y avait de temps que ses talens de ménagère avaient cousu ensemble les milliers de loques usées par le vent et la pluie qui lui servaient de vêtemens!

Par un chaud jour d'été, ces deux-là se traînèrent au soleil, tout

guillerets comme des mouches quand elles quittent leur long sommeil, et alors Apollon fit ce chef-d'œuvre d'allumer quelques étincelles dans ces cendres mortes. Réchauffé et attendri par ce beau temps, il voulut l'embrasser, mais sa vieille tête à elle tremblait tant qu'autant de fois il essayait, autant de fois il la manquait. Il croyait que c'était pudeur, mais comme c'était bien contre son gré, elle faisait de son mieux pour le contenter sans pouvoir y réussir. Elle grommela quelque chose, mais il ne put pas la comprendre. Alors il cria : « Douce Héro, je serai ton Léandre ! » et elle répondit : « Avant notre rencontre, j'étais froide comme une pierre, mais maintenant je suis Vénus, et vous êtes Adonis. » L'amour parlait par ces deux êtres le même langage passionné qu'il parle par les plus jeunes amans au début même de leur affection ; car Cupidon entend régner toujours sur l'homme et le gouverner depuis le berceau jusqu'à la tombe. Vertueux autant que pressés, ces deux amans ne veulent ni pécher, ni retarder, et sur l'heure, dans toute la chaleur de cette rencontre, ils font serment de se marier. Aussitôt la nouvelle de ce mariage se répandit chez tous les mendians du voisinage et de plus loin. Au jour marqué, boiteux, aveugles et sourds se réunirent. Le fiancé, conduit entre deux boiteux, se poussait lentement d'un pas rythmé par les saccades de la claudication, la fiancée était conduite par deux aveugles qui restaient en arrière d'elle, parce que, vous le savez, l'amour est toujours aveugle. Un prestolet de bourgade, qu'ils allèrent chercher, les maria avec un vieil anneau de rideau. La fiancée n'eut personne pour lui tenir lieu de père, parce qu'elle était si vieille qu'on ne put lui en trouver un.

La chose faite, avec des acclamations de joie bruyante, ils prièrent le dieu de l'hymen d'envoyer un garçon, de faire un miracle, et la paroisse fit très solennellement vœu de prendre à sa charge tous leurs enfans.

Alors un Tom de Bedlam souffla dans sa corne pour appeler les conviés à la fête du mariage. Ils avaient bonne provision d'os à moelle de choix ramassés dans la rue, de carottes tirées du ruisseau d'un adroit coup d'orteil et de je ne sais combien d'autres friandises en plus grand nombre que je ne puis les compter et qu'il serait trop difficile de nommer. Alors vint le banquet indispensable, la ville le donna, c'est-à-dire du pain blanc et de l'ale forte.

Ils se soûlèrent tous si bien qu'ils ne pouvaient se tenir droits ; cependant ils voulurent danser et crièrent : de la musique, holà ! Ils composèrent un orchestre avec des grils, des pincettes et des clés, les aveugles chantèrent comme faisait Homère, quelques-uns sifflaient ou sonnaient dans des bâtons creux et ainsi mélodieusement ils jouèrent une ronde.

Boiteux et boiteuses se groupèrent, et, clochant à qui mieux mieux, dansèrent jovialement ; les sourds s'en mêlèrent à leur tour, car ils ne

purent pas y résister quand ils virent ce spectacle, quoiqu'ils n'entendissent rien de la musique, ce qui était pour eux grand bénéfice, et puis enfin ils conduisirent les époux au logis et les y laissèrent soûls comme souris.

Songez que ce que vous venez de lire a été écrit par le plus élégant seigneur d'Angleterre et concluez que toute nation a son génie comme ses mœurs.

Parmi les morceaux écrits par le duc pour les pièces de sa femme, il se trouve un court fragment consacré à la description des qualités qui font le mari modèle. Est-il bien sûr que ce fragment soit du duc? Il est difficile à un critique étranger de se prononcer en telle matière : cependant nous nous permettrons d'exprimer un doute. Ce portrait du parfait mari ressemble tellement à celui que la duchesse a tracé de Newcastle par deux ou trois fois, qu'on peut dire qu'il n'en est qu'une traduction en vers et que, par conséquent, nous sommes fort tenté de le lui restituer.

Je suis résolue à ne me jamais marier, à moins que je ne trouve un homme de sang noble dont les vertus soient plus grandes que son arbre généalogique; qui n'ait aucune crainte, sauf celle de commettre une injustice; qui se rappelle tout, sauf les injures; qui ait un courage supérieur à celui du lion dans son orgueil et sache cependant cacher ce courage dans sa noble poitrine; qui soit juste pour la justice même et sache peser toutes choses dans la balance du jugement, dont la vue nette sache découvrir d'emblée la nature des hommes et des affaires; qui, par le passé, sache prévoir prudemment l'avenir; qui ait un esprit égal à tous les poètes romains, dont l'imagination soit vive et acérée, sans être pour cela offensive, dont le discours soit clair, concis et n'appartienne qu'à lui; qui soit aisé et naturel dans toutes les occasions, de nature excellente, une âme apte à s'attendrir et prête à obliger le genre humain entier si la chose était en son pouvoir.

Si ce portrait est du duc, il ne saurait s'en trouver de plus étroitement conforme à l'estime passionnée que la duchesse professait pour lui. Il est probable alors que, pour l'écrire, il s'est contenté de mettre bout à bout les qualités qu'elle avait maintes fois louées en lui, et que ce morceau doit être pris en conséquence comme le plus courtois des remercîmens, puisque, pour tracer son idéal d'époux, il n'a pas cherché d'autre modèle que la réalité qu'elle se glorifiait de posséder.

ÉMILE MONTÉGUT.

GUIZOT

Guizot a inventé le parti, le gouvernement et la doctrine du juste milieu. — On n'invente pas; on s'exprime dans ses œuvres et dans ses actes, plus ou moins clairement, complètement, heureusement. Guizot, de tournure d'esprit, de tempérament intellectuel, de conception générale des choses, était juste milieu, dès ses commencemens, dès l'âge où c'est plus naturellement vers les extrêmes, et même vers les extrêmes contradictoires que l'on tend, et, chose remarquable, c'est plutôt en vieillissant qu'il a semblé, je dis semblé, se laisser emporter aux idées exclusives et aux partis-pris.

Il était juste milieu très judicieusement et fermement, par conviction que la vérité humaine est une moyenne, une ligne centrale à égale distance des opinions hasardées et aventureuses de droite et de gauche, un « entre-deux » auquel il faut croire et se tenir, le reste devant seulement être connu et compris. Il imaginait l'esprit humain comme capable, précisément, de voir vite tous les points de la circonférence, mais pour en trouver le centre et pour s'y porter, et pour y rester. Il croyait que savoir, penser, réfléchir, raisonner ne sont que des moyens de trouver avec plus de précision, de sûreté et de certitude cette région moyenne qui est le séjour naturel et sain d'un esprit bien fait. L'originalité lui était suspecte, comme dangereuse, mal sûre et décevante, du moins à y rester et à la chérir. Bossuet ne s'est pas défié plus que lui des opinions particulières. Les opinions particulières étaient, pour lui, choses à connaître, à permettre, et à éviter, régions périlleuses et confuses où il faut pousser des reconnaissances, pour en rapporter des notions et des renseignemens utiles, mais où il ne faut pas faire d'établissemens.

Et les esprits de cet ordre sont d'ordinaire inconsistans, flottans, mal liés et d'une molle étreinte. Ils ont quelque chose d'hétérogène. L'étoffe en est faite de pièces et morceaux divers. Ils ont des opinions contraires, mal conciliées. Ils sont pour l'affirmative dans une certaine mesure, et pour la négative jusqu'à un certain point. Leur moyenne est un à-peu-près et leur modération une incertitude. Ou bien leur vie intellectuelle est une suite de variations, et ils compensent un pas de trop fait à gauche par un pas de trop fait à droite. — Le modéré, d'ordinaire, est un indécis qui, seulement parce qu'il est indécis, est modéré. Il déguise, s'il est médiocre; il transforme, s'il est intelligent, une faiblesse de caractère en bonne tenue apparente de pensée.

Ce n'est pas du tout le cas de Guizot.

La modération de sa pensée s'unissait à une vigueur rude et impérieuse de caractère, ce qui fait qu'il apportait la certitude dans la modération. Certain, nul ne l'était plus que lui. Il était la certitude même. Il croyait en lui intrépidement, et franchement, et loyalement, loyauté infiniment rare en nos temps modernes. Personne ne pousse le scepticisme jusqu'au doute sur soi-même, et n'est sceptique à ce point de devenir modeste. Mais, d'autre part, presque personne ne pousse la certitude jusqu'à une manière d'immodestie. La loyauté absolue le voudrait pourtant, et c'est cette loyauté que Guizot osait avoir et ne marchandait pas à montrer. « Je déteste par-dessus tout, disait-il, l'hypocrisie et la subtilité. » Il détestait l'hypocrisie qui consiste à ne pas se donner hautement raison quand on est persuadé qu'on a raison, et cette subtilité qui consiste à se donner raison par des détours et à surprendre l'approbation, au lieu de la réclamer ou de la conquérir. Il était aussi loin que possible de cet état d'esprit. Il était capable, non-seulement de certitude, mais de foi. Une idée vraie, si de plus elle lui semblait de grande « importance pratique, » était pour lui et objet de certitude et matière de foi; c'est-à-dire et qu'il y croyait et qu'il l'embrassait de toutes les ardeurs les plus intimes de son âme : « Une idée qui se présenterait à l'homme comme vraie, mais sans le frapper en même temps par l'étendue ou la gravité de ses conséquences, produirait la certitude; la foi ne naîtrait pas. De même le mérite pratique, l'utilité d'une idée ne peut suffire à enfanter la foi; il faut qu'elle attire aussi l'attention par la beauté pure de la vérité... La beauté intellectuelle et l'importance pratique, tels paraissent donc les caractères des idées propres à devenir matière de foi. »

Il était croyant jusqu'à ne pas détester d'être impopulaire, ce qui est le signe. Le goût de l'impopularité est le commencement du goût du martyre. Il a dit qu'il ne recherchait point l'impopularité,

qu'il se contentait de n'en avoir aucun souci. En vérité, il y avait plus; il n'en haïssait point la saveur amère. Elle lui donnait du ton. Il n'est jamais plus beau que quand, sans la provoquer, du moins il lui dit : « A votre aise! » Il assure « qu'il ne connaît pas l'embarras et qu'il ne craint pas la responsabilité. » Vous pouvez l'en croire, et que non-seulement il ne craint pas la responsabilité, mais il l'assume avec empressement. « ... Cette politique, disait-il en pleine chambre, j'en ai ma part, je n'en réclame que ma part; mais si la responsabilité en paraissait trop pesante à quelqu'un, je suis prêt à accepter aussi toute la part dont d'autres ne voudraient pas. »

Tel il était en 1838, tel dès 1812. Il s'agissait alors de mettre un mot de convenance à l'adresse de l'empereur dans une leçon d'ouverture à la Sorbonne. Fontanes priait : « Faites cela pour moi. » Le jeune homme s'obstina. Il fallut se passer du compliment. C'était le jeune Guizot qui faisait ses exercices. Il s'exerçait à ne pas plier. — Cette certitude, cette solidité, cette assiette ferme de caractère paraît dans ses répugnances comme dans ses actes. Il est stupéfait en face de Chateaubriand. Celui-ci allait répétant : « Mon défaut capital est l'ennui, le dégoût de tout, le doute perpétuel. » Et Guizot s'écrie : « Étranges dispositions dans un homme voué à restaurer la religion et la monarchie! » Guizot, lui, ne s'ennuie pas et ne doute pas. Il est né pour la certitude et pour l'action.

Cette modération d'esprit et cette fermeté de caractère font l'originalité de Guizot. C'est un modéré énergique et un tempéré impérieux. Ce qu'il voudra, ce seront « des mesures modérées appliquées par des hommes énergiques. » Où les autres apportent, à l'ordinaire, ou des faiblesses, ou des nonchalances, ou des indécisions, faisant de leurs faiblesses des tempéramens, de leurs nonchalances des compromis, et de leurs indécisions des moyens termes, il apportera une complexion de radical au service d'idées conciliantes, et sera quelque chose comme un intransigeant du centre.

Et ces idées de juste milieu et ce tempérament d'avant-garde, et leur union indissoluble, et leur combinaison et ses effets, et ce que dans la pratique a produit leur concours, c'est ce que nous allons étudier.

I.

Remarquons d'abord que, si le juste milieu était sa nature, comme je le crois, il était aussi son habitude d'esprit, prise de très bonne heure sous l'influence des circonstances et de ces pre-

miers enseignemens que nous donne notre vie de jeunesse. Guizot n'est pas, comme d'autres et comme on pourrait croire qu'il est, un professeur arrivé tard à la vie politique, un théoricien placé, à quarante ans, en face des choses à manier et à conduire. Il a été tout d'abord et un homme d'études et un homme d'action en même temps. S'il est professeur d'histoire à vingt-cinq ans, à vingt-huit il est négociateur politique à Gand, et quelque chose, auprès de Louis XVIII, comme Benjamin Constant auprès de Napoléon, une sorte d'inspirateur de l'acte additionnel aux constitutions de la royauté. Et désormais, pendant toute la restauration, il est historien et homme politique concurremment, l'un inspirant l'autre, l'un par l'autre contenu, guidé ou réglé, la théorie dérivant de la pratique, la pratique se conformant à la théorie, toutes deux liées, ayant parentage, ou voisinage au moins, et ne se perdant pas de vue. Il ne se peut que le juste milieu ne soit point le rendez-vous naturel de ce commerce, et que les idées moyennes ne s'imposent point à l'esprit de notre historien homme d'État, parce que les idées moyennes sont avant tout des idées pratiques. Aussi, toutes les idées générales de Guizot sont-elles des idées de juste milieu, des idées complexes et composites quant à leur essence, applicables et d'usage quant à leur but; des idées, d'une part, formées d'élémens très divers qui se concilient, ou plutôt qui s'arrangent entre eux du mieux qu'ils peuvent; des idées, d'autre part, qui se prêtent à un emploi immédiat; des idées dont on peut vivre, et qui sont un aliment tout prêt pour l'activité humaine régulière, sensée et prudente.

Il a un juste milieu philosophique et religieux, — un juste milieu politique, — et ses études d'histoire sont la production des titres historiques du juste milieu. On sent tout de suite que celui-là n'est pas un homme qui fait de la politique à l'usage de la France dans un palais de Saint-Pétersbourg.

Sa philosophie religieuse, qu'on peut trouver superficielle, mais qui est d'une courageuse et ardente bonne volonté, n'est qu'un effort honnête, généreux et obstiné de conciliation. Il voudrait une philosophie très chrétienne et un christianisme dont le philosophe pût aisément s'accommoder. Il ne désespère pas du succès de cette tentative, tant il croit qu'au succès il y aurait profit moral et profit pratique. Et ce n'est point, en cette affaire, parce qu'il est superficiel qu'il est conciliateur; c'est plutôt parce qu'il est conciliateur qu'il reste superficiel, sachant bien que c'est ici surtout qu'à creuser on se sépare. Il demande à chacun une concession légère, ou qu'il lui semble qui est légère, et s'en contente; et il cherche à réduire chacun au minimum de sa croyance. De ces croyances dépouillées de leur surcroît gênant, il espère faire une croyance gé-

nérale, et de ces concessions des liens, des attaches, des points de contact au moins, à unir et souder le tout.

Il demande au philosophe de croire un peu au surnaturel, de l'admettre au moins comme ne répugnant pas nécessairement à la raison. Qu'on n'en fasse point abus, soit, et c'est de mettre le surnaturel partout et d'en être pour ainsi dire étourdi (comme de Bonald) qui l'a discrédité parmi les hommes. Qu'on ne « l'introduise pas si souvent à tort dans notre monde et dans notre histoire; » mais qu'on le laisse dans la *Création*. Voilà le minimum. Un acte surnaturel au commencement des choses, supposant une puissance surnaturelle au-dessus des choses, voilà la concession demandée au philosophe. Elle ne doit pas lui répugner; car le surnaturel, remarquez-le, est mal nommé et son nom lui fait tort. Le surnaturel est essentiellement naturel à l'homme. Il y croit toujours. C'est un besoin et une nécessité de sa nature. Il est aussi instinctif en l'homme que la confiance dans la perception extérieure. Et que le besoin senti par nous ne démontre point la réalité de son objet, que le caractère instinctif, naturel et universel d'une croyance ne prouve que la nécessité d'une illusion; que, de ce que nous voyons le monde autour de nous, il ne s'ensuive point qu'il existe, et que, tout de même, de ce que nous croyons invinciblement au surnaturel, il ne s'ensuive point que le surnaturel soit, on en tombe d'accord; mais les choses au moins sont égales; la croyance de l'homme au surnaturel ne démontre pas plus la réalité du surnaturel que la perception extérieure ne démontre la réalité des choses, mais ni plus ni moins; et, de même qu'on reconnaît qu'on n'arrachera jamais à l'homme sa confiance au témoignage de ses yeux, nous demandons que l'on confesse que rien ne dépouillera l'homme de ses penchans mystiques, non moins naturels, malgré leur nom, parce qu'ils sont non moins universels, traditionnels, impérieux et nécessaires; nous demandons qu'on accepte le surnaturel comme condition de la vie humaine, au même titre que la conviction aussi profonde, aussi perpétuelle, tout aussi injustifiable par démonstration et rationnellement illégitime, qui nous fait dire qu'il y a de la terre, des rochers, des arbres et des fleurs; nous demandons que le surnaturel soit tenu pour aussi naturel que toutes les choses que nous ne pouvons ni prouver, ni ne pas croire.

Cette concession obtenue, ou tenue pour faite, Guizot a cause gagnée, puisqu'il se contente, non pour lui, mais pour tout le monde, d'un minimum de religion, et dès lors il s'adresse tour à tour aux catholiques et aux protestans pour leur demander, non pas une entente, mais une sympathie réciproque et une marche parallèle vers un but commun, qui est le maintien d'une certaine quantité d'esprit religieux dans le monde. — C'est ici la grande affaire

de Guizot dans l'ordre moral, son *affaire de la réunion*. Il ne songe pas à la « réunion » proprement dite, et se sent trop loin du temps de Leibniz et de Bossuet pour cela; mais il voudrait au moins une manière de réunion libre, une alliance défensive, un *modus vivendi* plein de déférence et d'estime cordiale, sinon de concorde. Il voit, salue et chérit la renaissance religieuse *générale*, et sans acception d'église, qui s'est produite depuis le commencement du XIXe siècle, et qui a duré, qui a été comme la marque de ce siècle, marque bien superficielle, je crois, et destinée à s'effacer assez vite, mais que personne n'a pu nier. Il la voit dans l'église catholique, dans l'église protestante et dans la philosophie indépendante. Il l'encourage partout; et il dit : « On peut s'entendre, ou du moins on peut ne pas se combattre. » Il tend la main d'une part au catholicisme libéral et d'autre part au protestantisme orthodoxe, comme relativement voisins l'un de l'autre, et pouvant plus que d'autres groupes, sinon s'unir, du moins se supporter. Il tente là une sorte de conjonction des centres.

Cela dès 1838. C'est alors qu'il écrivit : « Qu'ils écartent la controverse; qu'ils s'occupent peu l'un de l'autre et beaucoup d'eux-mêmes et de leur tâche; le catholicisme et le protestantisme vivront en paix, non-seulement avec la société nouvelle, mais entre eux. Je sais que cette paix ne sera point l'unité spirituelle dont on a tant parlé... Mais l'harmonie dans la liberté, c'est la seule unité à laquelle ici-bas les hommes puissent prétendre; ou plutôt c'est pour eux le meilleur, le seul moyen de s'élever de plus en plus vers l'unité vraie... L'harmonie dans la liberté, c'est l'esprit chrétien. » Car les Églises doivent y songer, à se combattre les unes les autres, c'est chacune soi-même qu'elles ruinent, c'est l'ennemi commun qu'elles soutiennent et qu'elles enrichissent : « Catholiques ou protestans, que les chrétiens en soient tous convaincus : ce que le catholicisme perdrait en crédit et en empire dans les sociétés catholiques, ce que le protestantisme perdrait en crédit et en empire, dans les sociétés protestantes, ce ne serait pas le protestantisme ou le catholicisme qui le gagnerait; ce serait l'impiété. C'est donc pour tous les chrétiens, quelles que soient leurs dissidences, un intérêt évident et un devoir impérieux de s'accepter et de se soutenir mutuellement, comme des alliés naturels, contre l'impiété antichrétienne. » — Il s'habitue à parler aussi, comme un conciliateur impérieux, car impérieux, il l'est toujours, qui voudrait embrasser, pour la resserrer en un faisceau puissant, la chrétienté tout entière : « C'est à l'église chrétienne, à toute l'église chrétienne que je pense. C'est de l'église chrétienne, de toute l'église chrétienne que je veux parler. »

Il en arrive à rêver un catholicisme libéral partant de Rome

même, un *Syllabus* libéral, qui permettrait aux groupes divers de la société chrétienne de ne plus voir entre eux que des divergences, des nuances et des différences de degré, et qui souffrirait, provoquerait presque entre eux, sinon une fusion, du moins une communication et une harmonie : « Je me représente quelquefois ce qui arriverait, si, un jour, le pouvoir suprême de l'église catholique acceptait pleinement, hautement, le principe de la liberté religieuse... Personne ne saurait mesurer d'avance l'effet que produirait dans le monde civilisé la franche et ferme introduction de ce principe dans l'église catholique... » — Attirer catholiques, protestans, et même simples philosophes spiritualistes, nullement à un *Credo* commun, mais à une commune direction générale de pensée, à un sentiment commun de l'importance de l'idée religieuse dans le monde, et à une attitude commune de combat, voilà sa pensée constante. — C'est le juste milieu philosophique et religieux ; c'est l'esprit politique cherchant dans les croyances comme centrales et mitoyennes de l'humanité le gros de l'armée, et le ramenant, le rassemblant, à l'exclusion des ailes extrêmes, des corps indisciplinables, et des soldats isolés, et s'efforçant de lui tracer la grande route, où, sans confusion, chaque division gardant ses insignes particuliers et ses distances, il pourra marcher.

Non point que, pour rendre plus facile cette « coalition, » Guizot réduise ou permette qu'on réduise la religion au pur et simple esprit religieux. Il est très loin, en cela, des idées de Benjamin Constant, et il est trop esprit organisateur pour y tendre. Il n'a rien de l'individualiste ombrageux et solitaire. Si, comme protestant, si, dans son église particulière, il a été « orthodoxe, » c'est qu'il croit fermement qu'une religion est nécessairement et doit être un lien étroit entre les hommes, une manière de penser en commun, une communauté et une communion intellectuelle, un engagement, une adhésion de chacun au sentiment de l'association, doit par conséquent avoir ses dogmes arrêtés et sa discipline. « La religion n'est pas un fait purement individuel, c'est un puissant et fécond principe d'association... Des élémens mêmes de la religion naît la société religieuse. » Donc, des religions qui soient des églises, et des églises qui soient des sociétés ; mais entre ces églises, et même de ces églises aux écoles philosophiques qui admettront le surnaturel, une communication constante, un courant de sympathie, un esprit d'alliance au moins défensive, et du tout une association générale dirigeant l'humanité, et la maintenant dans cette région morale tempérée où elle a toujours aimé habiter, dans cette atmosphère moyenne qui est faite d'un peu de surnaturel, d'un peu de foi, d'un peu de charité, et de beaucoup de bon sens.

Ce juste milieu philosophique et religieux est la conception la plus médiocre et en même temps la plus significative de toutes les conceptions de Guizot. Elle marque bien son peu de philosophie, ou plutôt son peu de souci de philosopher sérieusement; son esprit pratique qui cherche surtout parmi les idées celle qui est la plus propre à être appliquée, à peu près, dès demain, et qui peut servir à quelque chose ; son goût d'organisation et de concentration, et son adresse à persuader aux hommes, pourvu qu'ils ne soient pas tout à fait des ennemis le couteau au poing, qu'ils sont faits pour s'entendre, à la condition de peu parler ; son goût en même temps de discipline, de règle et d'obéissance dans le rang ; son optimisme enfin, et cette conviction qu'il ne faut qu'un peu de bonne volonté pour que les plus grands désaccords intellectuels soient résolus, tout comme les plus grandes difficultés politiques; ce sentiment, bien hasardé, qu'on peut traiter les difficultés d'ordre moral comme les obstacles matériels, par l'énergie, le bon vouloir et de bonnes règles d'action.

Il aurait voulu diriger les âmes, comme un parti, comme deux ou trois partis unis par un programme commun et obéissant à un chef habile. Il croyait, ou bien plutôt il aimait à croire, qu'un système n'est pas chose très différente d'un programme, alors que ce sont choses d'essence et de nature infiniment dissemblables. Il faisait ou voulait faire de catholiques, protestans, et philosophes spiritualistes, une coalition analogue à la coalition de 1838, composée de centre droit, centre gauche et gauche dynastique. Il croyait ou voulait croire qu'un mouvement religieux peut être une manœuvre. — Il était soutenu dans cette tentative, infiniment honorable et infiniment généreuse d'ailleurs, par cette idée, qui n'est à sa place qu'en politique, que la vérité est dans la moyenne, et que les solutions justes sont des moyens termes saisis par un esprit avisé. Il cherchait le juste milieu en choses de conscience. C'est ici qu'il n'y en a point, ou qu'il n'en est un, tout factice et artificiel, que dans une confusion où peut entrer beaucoup de bon vouloir, mais non beaucoup de sincérité.

II.

Ses études historiques ont été tout entières inspirées, animées et dirigées par l'esprit de juste milieu. Le juste milieu en histoire, en choses de développement historique, ce sont les classes moyennes. Ce sont les classes moyennes qui doivent avoir raison, ce sont elles qui doivent avoir l'influence et la prépondérance dans une nation, ce sont elles, quand elles existent, qui font la stabilité, qui forment comme le lest d'un pays, c'est leur absence qui fait

qu'un pays manque d'équilibre, une constitution de force, une histoire de suite, et qu'une nation, à travers mille révolutions, mille traverses et mille secousses, est ballottée du despotisme à l'anarchie.

Une classe moyenne, c'est, avant tout, une classe de citoyens qui ne sont absorbés, et comme engourdis, ni par l'excès de travail, ni par l'oisiveté ; qui ont des occupations et du loisir, la salutaire discipline du travail et la liberté de pensée que donne le relâche. — C'est ensuite une classe de citoyens qui ont de la fortune et qui n'ont pas trop de fortune. La pauvreté est un esclavage ; l'esclavage est servilité ou révolte. La richesse est une solitude ; elle fait l'homme si puissant qu'il n'a pas besoin des autres, et ne s'en inquiète point, que pour les asservir ou les humilier, s'il est orgueilleux. Elle met l'homme hors de la nation par le peu de besoin qu'il a d'elle, et le peu de souci qu'il est amené à en prendre. L'homme de moyen état, travaillant, sans travailler trop, possédant, sans trop posséder, ayant besoin des autres d'une manière générale, sans avoir besoin de tel ou tel comme protecteur ou patron, doit être un homme bien équilibré. Il n'est ni maître indifférent ou dur, ni esclave servile ou révolté ; il est intéressé à la chose publique, sans pouvoir prétendre la diriger seul, sans être tenté d'en désespérer comme trop petit pour peser sur elle. Il a des idées générales, et du temps pour les modifier et les plier aux nécessités des circonstances, ce que ne peut faire ni l'homme de labeur constant qui vit sur une grosse idée générale très simple adoptée une fois pour toutes et où il s'obstine et se rencogne, ni peut-être l'homme de caste, à qui sa caste étroite fait des préjugés étroits d'où il met son amour-propre aristocratique à ne pas sortir. — L'homme des classes moyennes doit diriger la société.

La vérité même est qu'il la dirige, dès qu'il existe, comme fatalement. La théorie est ici confirmée par le fait. L'homme des classes moyennes dirige la société, parce que c'est lui qui fait l'*opinion.*

L'opinion, *ce qu'on dit,* ce qu'on entend répéter partout, ce qu'on sent d'avance que l'homme que l'on rencontre va vous dire, ce qu'on va dire soi-même, sous forme de concession plus ou moins explicite, même quand on ne le pense pas, par une sorte de respect humain et de courtoisie à l'égard de la pensée générale, l'*opinion*, enfin, à tout moment de l'histoire, mais de plus en plus à mesure que les hommes ont plus de moyens de s'entendre parler, et où ce *qu'on dit* se répand plus vite et fait plus de bruit, a une puissance incalculable sur les décisions humaines. C'est le principe de sociabilité qui veut cela, et le désir de ne pas trop se disputer pour pouvoir vivre à peu près tranquillement sur cette terre. — L'opinion,

c'est précisément le juste milieu, le milieu, tout au moins, où, d'instinct, les hommes tendent et se ramènent.

Or, et c'est ici le point important, l'opinion n'est pas toujours la volonté générale; tant s'en faut, et très souvent la volonté générale vient se briser, ou, pour mieux dire, s'émousser et s'amortir sur l'opinion. On sent cela dans les pays de suffrage universel, ou de suffrage très étendu. Les élections ont un sens, et l'opinion en a un autre. Les élections demandent une mesure très décisive, très radicale; l'opinion demande, inspire, suggère, et, peu à peu, et même très vite, impose une mesure très modérée, dans les temps, au moins, de calme relatif, et de vie nationale normale et régulière. — Et la volonté nationale s'accommode de cette sorte de déception; elle ne proteste point avec véhémence, elle ne crée point par son mécontentement un malaise social; elle recommence, seulement, aux élections suivantes, et l'opinion recommence aussi. L'opinion est ainsi, non point l'expression de la volonté générale, mais le modérateur de la volonté générale.

Cela tient à ce que l'opinion c'est ce *qu'on dit*; et ce qu'on dit est déjà quelque chose de plus intellectuel que ce qu'on veut; c'est déjà une pensée, sinon une idée, au lieu de n'être qu'un désir confus, une passion, une tendance ou une impatience. La volonté nationale exprimée par l'opinion, c'est la volonté nationale déjà épurée, spiritualisée et corrigée. Comme la pensée trouve dans le mot son expression, mais aussi, et peut-être encore plus, son correctif, de même la volonté populaire trouve dans l'opinion une voix, mais encore plus une interprétation discrète et élevée.

Cela tient encore à ce que l'opinion, étant ce qu'on dit, est essentiellement ce qu'on ose et ce qu'on peut avouer. Ce qu'il y a de malsain et de mauvais en nous, nous ne le disons point, ou nous le mettons dans des lettres anonymes; ce qu'il y a de mauvais et de malsain ou d'odieux, dans la volonté populaire, l'opinion ne l'exprime pas. Elle n'exprime que des idées, et, relativement, des idées honnêtes. Elle a son hypocrisie, elle aussi, et souvent elle déguise en idées ce qui n'est que passions, avidités, colères et rancunes; mais encore est-elle forcée de le déguiser en idées. Elle ne peut procéder que par pensées; c'est son office et sa nature. Ce que la volonté générale a de mauvais, elle pourra donc le mettre dans des bulletins de vote, qui sont les lettres anonymes de la vie sociale; mais l'opinion ne l'exprimera pas; elle exprimera quelque chose d'analogue, mais quelque chose qui sera déjà beaucoup plus noble, beaucoup plus désintéressé, beaucoup plus pur, au moins beaucoup plus avouable.

Pour ces raisons, il y a donc deux choses très différentes : la

volonté générale et l'opinion, celle-ci beaucoup plus rationnelle et beaucoup plus raisonnable que celle-là, celle-ci beaucoup plus modérée et beaucoup plus apte aux tempéramens que celle-là, parce que des deux la première est l'état d'âme du peuple, et l'autre son état d'esprit; et des deux, dans les pays de facile communication et de rapide information, c'est l'opinion qui, en tout temps non révolutionnaire, gouverne.

Or, l'opinion, c'est la classe moyenne qui la fait.

La raison en est très simple. L'opinion est ce qu'on dit, et c'est la classe moyenne qui parle. C'est la classe moyenne qui trouve le mot qui interprète, plus qu'il ne l'exprime, la volonté nationale. C'est la classe moyenne qui trouve l'expression modérée, épurée et corrigée des tendances populaires, et qui la répand, et qui impose à l'État la volonté générale, rien qu'à s'exprimer devenue, au moins un peu, idée, pensée, principe, chose intellectuelle, *opinion*. — Pourquoi est-ce la classe moyenne qui fait l'opinion, et non une autre classe? Parce que la classe inférieure ne sait que sentir et ne sait point parler; parce que la classe supérieure, qui saurait parler, est trop loin de tout le monde pour connaître ce qu'il veut et pour s'inspirer de ce qu'il sent. De la classe inférieure, toute sensitive, le défaut est de ne point penser, et de n'exprimer, ou plutôt de n'exhaler, que des désirs ou des plaintes; de la classe supérieure, toute pensante, le défaut est de ne point sentir avec le peuple, de n'avoir pas de communication avec lui, de ne pouvoir point, quelle que soit sa bonne volonté, savoir distinctement ce dont il souffre, ce qu'il réclame, à quoi il répugne. Voilà pourquoi c'est la classe moyenne qui fait l'opinion.

Or l'opinion est la reine du monde, comme a dit Pascal; elle gouverne dès qu'elle existe, quelle que soit la forme de l'état, et même sous les gouvernemens despotiques, comme sous les autres. La seule différence est dans la moindre ou plus grande facilité qu'elle trouve à gouverner. Richelieu réussit parce qu'il gouverne avec l'opinion; Louis XIV de même, et, on le sait, même quand il révoque l'édit de Nantes; car ce n'est pas à dire que l'opinion ait toujours raison; et qu'elle gouverne toujours, plus ou moins aisément, c'est tout ce que nous prétendons.

Elle gouverne dès qu'elle existe; mais il faut qu'elle existe, et elle n'existe pas toujours. Elle n'existe point, précisément quand il n'y a pas de classe moyenne, la classe moyenne, comme nous l'avons vu, étant nécessaire pour la produire. Il y a eu, il y a encore, des peuples qui n'ont point de classe moyenne, et où, partant, le gouvernement non-seulement n'est pas, mais ne peut pas être un gouvernement d'opinion. L'antiquité n'a pas connu les

classes moyennes. C'est pour cela que les peuples de l'antiquité tendaient au despotisme comme à leur fin naturelle. Les petites républiques grecques devaient s'absorber dans l'empire macédonien en très peu de temps, et tous les autres états étaient des monarchies despotiques. Quant à l'état romain, qui a si bien senti l'absence et la nécessité d'une classe moyenne qu'il en a créé une factice par l'institution des tribuns, chargés d'exprimer légalement l'opinion populaire et d'être les intermédiaires entre la foule et la classe dirigeante, ce n'en est pas moins par l'absence de classe moyenne, d'abord qu'il est tombé dans le despotisme impérial, plus tard qu'il a disparu. Vers la fin il a voulu, par l'institution des *curiales*, créer quelque chose encore comme une classe moyenne, assurer, dans chaque municipe, le concours de la bourgeoisie aisée et indépendante à l'administration locale. Mais, d'une part, il a disposé et surtout pratiqué cette institution dans un esprit qui était le moins libéral du monde, prenant de telles précautions, que les curiales n'avaient que des devoirs sans avoir de vrais droits, et en arrivaient à n'être que des fonctionnaires gratuits; d'autre part, l'eût-il voulu, il ne pouvait pas *créer une classe*, une classe ne se créant point, ou plutôt se créant, et ne pouvant pas être créée. Ce qui manquait à l'empire romain, c'était justement la classe moyenne à l'état de classe, une classe moyenne étant un véritable corps organisé dans le vaste corps de l'État, étant quelque chose d'homogène, de lié, de vivant, qui se sent soi-même, qui prend et garde conscience de soi.

Une telle classe, il n'est pas commun qu'elle existe. Le peuple existe toujours, c'est tout le monde, c'est la foule. Il est, seulement, plus ou moins peuple et plus ou moins foule, selon sa valeur morale, et prend dans l'État une place plus ou moins grande selon sa faculté plus ou moins forte de penser, d'exprimer sa pensée, d'avoir déjà une *opinion*. — La classe dirigeante existe toujours, ce sont les hommes qui ne sont pas forcés de travailler. Elle est seulement, plus ou moins dirigeante, selon qu'elle est plus ou moins soucieuse et du bien public et de sa propre dignité, et il arrive quelquefois, ce qui est un grand mal, qu'elle n'a que ses défauts, sans ses qualités, et qu'alors elle ne dirige presque plus: elle préside. — La classe moyenne, elle, peut ne pas exister. Pour qu'elle soit, il faut que la fortune se soit disséminée et dispersée, que la propriété se soit divisée, ou que la richesse mobilière se soit créée, ou que ces deux phénomènes sociaux se soient produits. — Plus encore qu'une diffusion des richesses, il faut une diffusion des lumières; car une classe moyenne ignorante serait classe moyenne par sa fortune, et peuple par son état d'esprit, et ne ferait pas plus l'*opinion*, ce qui est son office, que le peuple ne peut la faire. Pour

que cette diffusion des lumières existe et soit suffisante, il faut dans le pays de grandes facilités de communication, et une grande rapidité d'information ; car les idées générales se font avec du savoir solitaire, mais l'*opinion* ne se fait qu'avec des renseignemens rapides et continus et une communication constante. — Enfin, ce qui n'est pas moins important, il faut, pour que la classe moyenne existe, qu'elle se sente telle, qu'elle soit, sinon organisée, du moins cohérente, consciente et maîtresse de soi, ce qui ne se peut guère que quand elle a fait en commun une grande œuvre ou une série de longs efforts; car classes, comme individus, ne se saisissent soi-même que dans ce qu'elles font. — Il faut toutes ces conditions, ou la plupart de ces conditions pour qu'une classe moyenne existe efficacement et pour qu'un gouvernement d'opinion s'établisse et dure.

C'est précisément là l'histoire européenne depuis l'antiquité. Pour Guizot, l'histoire de l'Europe depuis l'antiquité n'est que la longue, lente et pénible élaboration de la classe moyenne, et, par suite, du gouvernement d'opinion, et par suite du gouvernement représentatif. « Le tiers-état est un fait immense ; et non-seulement il est immense, mais il est nouveau et sans autre exemple dans l'histoire du monde. » L'histoire entière tend vers lui, à travers la féodalité qui établit une hiérarchie dans la nation, la classe par degrés, et empêche que le fait de l'égalité sous un maître ne se prolonge et se perpétue dans l'humanité ; à travers l'émancipation des communes d'où la bourgeoisie doit sortir ; à travers, surtout, la royauté déjà « bourgeoise » du XVII[e] siècle ; et dès lors, commerce, industrie, richesse mobilière d'une part, imprimerie, livres, journaux, vie de société, aller et venir faciles, information prompte et multipliée d'autre part, précipitent l'avènement de la classe qui se crée de tout cela, vit de tout cela, profite de tout cela pour l'augmenter et le développer encore, et de ce développement recevoir un surcroît de vie et de force.

Et enfin, si cette classe, déjà existante, déjà vivante et comme adulte, fait une grande œuvre comme la révolution française, se saisit dans cette œuvre, se resserre et se contracte à la faire, s'encourage à l'être en l'admirant, prend enfin conscience de soi-même dans l'ardeur de l'action et dans la contemplation de l'ouvrage, cette classe est formée, elle est dans toute la pleine force de sa maturité ; — et l'histoire moderne est accomplie.

Cette conception historique est l'œuvre d'un historien bien plein de certitude, et d'une certitude impérieuse; et, comme a dit très spirituellement M. Jules Simon, voilà qui est « discipliner l'histoire. » C'est l'histoire conçue par un homme d'état, qui a besoin que l'histoire l'approuve. On conçoit l'histoire de cette manière,

ou d'une manière très analogue à celle-ci, dès que l'on est un personnage historique, ou qu'on se sent en train de le devenir. Guizot traçait ainsi sa route et fixait son but à l'histoire humaine, entre 1815 et 1830, quand il avait été le conseiller d'un monarque, et quand il se préparait déjà à jouer un plus grand rôle encore dans les destinées de son pays. Il est bien rare que pour un homme politique l'histoire soit autre chose que de la politique rétrospective. Elle lui sert d'argument, de point de départ pour sa déduction, et de preuve à l'appui de ce qu'il veut lui faire dire. Elle est, à ses yeux, destinée à le justifier, à l'expliquer et à le préparer. Il est bien difficile que pour M. Guizot l'histoire universelle, ou au moins l'histoire moderne, ne soit pas une introduction au gouvernement de M. Guizot.

Il y a cependant cette idée très juste, ce nous semble, dans ces beaux livres, si pleins du reste d'une érudition minutieuse et solide, que dans les sociétés modernes il y a plus d'intérêts divers, plus de sources diverses de richesse, plus de besoins différens, et par suite plus de *classes*, que dans les sociétés antiques. La machine sociale s'est compliquée. Il y a plus de « mondes » différens dans une nation moderne que dans une nation antique. Il y a, du sommet à la base, plus de degrés nettement distincts et tranchés. Ce sont les degrés intermédiaires que Guizot appelle *la* classe moyenne. Il faudrait dire *les* classes moyennes. L'erreur a peut-être été de mettre un singulier collectif où il fallait un pluriel. Ce n'est pas précisément une erreur grammaticale, c'est une erreur historique; c'est une espèce d'anachronisme. Les classes moyennes, habituées à être désignées par un seul nom, celui de tiers-état, ont cru qu'elles n'étaient en effet qu'une seule classe, comme elles l'avaient été en effet aux temps lointains où le mot avait été inventé; et elles se sont dit qu'une classe en remplaçait une autre depuis 1889, que c'était à la leur de gouverner désormais, moyennant quoi tout était conclu, et l'histoire aboutissait. Ce n'était peut-être pas la vérité. La vérité était peut-être que les groupes sociaux se multiplient, à mesure qu'on avance, à mesure que se découvrent et s'établissent de plus nombreuses manières de s'élever, de s'instruire, de se développer, de s'enrichir, autrement dit de plus nombreuses manières d'être; qu'une telle complication ne permet pas de mettre simplement une classe à la place d'une autre, mais exigerait que, par un moyen à trouver, tous les groupes sociaux d'une certaine cohésion et d'une certaine force eussent leur action proportionnée à leur importance sur le gouvernement de l'état; que devant la difficulté de ce mécanisme à établir, tous reculant, les uns se réfugient dans une solution simple qui est le despotisme, les autres dans une solution aussi simple et brutale

qui est l'égalité démocratique, et Guizot dans une solution à peu près aussi simple et aussi incomplète, qui est le pouvoir exercé par *un* des groupes sociaux à l'exclusion de tous les autres.

Cependant c'était beaucoup d'avoir bien compris au moins qu'entre la foule immense et l'élite très peu nombreuse, peu à peu, au cours du développement historique, quelque chose, qui autrefois n'existait pas, avait paru, et que ce quelque chose était un élément historique et politique d'une importance exceptionnelle. Ce quelque chose, Guizot l'a bien vu. Il l'a vu seulement doué d'une sorte d'unité qui était factice, qu'il lui attribuait, et qui, peut-être, l'a trompé.

III.

Son juste milieu historique étant trouvé, son juste milieu politique l'était aussi. Sa politique, c'est que la classe moyenne doit gouverner. Elle doit gouverner par l'opinion d'abord, puisque c'est elle qui la fait, puis par une participation directe au maniement des affaires publiques. Gouvernement d'opinion, et gouvernement représentatif, voilà la double forme du gouvernement moderne, ou plutôt gouvernement d'opinion régularisé, rendu normal et précis par le gouvernement représentatif, voilà l'unique forme du gouvernement chez les modernes.

Mais encore comment, dans quel sens, dans quel esprit, par quels principes cette classe moyenne doit-elle gouverner? Elle est elle-même, elle est en soi le juste milieu national; quel juste milieu de pensée générale et quel juste milieu de tempérament politique doit-elle adopter et maintenir? — Elle doit être *raisonnable* et elle doit être *libérale*.

Elle doit être raisonnable, entendez par là qu'elle doit se souvenir que c'est à la raison de gouverner le monde, que c'est à la raison qu'appartient la souveraineté. A l'éternelle question : où est la souveraineté? Guizot comme Royer-Collard, comme Constant, comme Montesquieu, répond: *il n'y a pas de souveraineté*. Il n'y a pas de souveraineté parce qu'aucune volonté n'est légitime en tant que volonté. Il ne suffit pas de dire: je veux, pour avoir raison, et pour sentir et convenir avec soi-même qu'on a raison. Nous avons tous le sentiment intime que notre volonté ne devient légitime que si elle se subordonne à une autre faculté qui est en nous, qui consiste à voir juste. De même ni un homme, ni une classe, ni tout le monde n'a le droit de vouloir sans autre autorité que sa volonté même. En d'autres termes, ni un homme, ni une classe, ni tout le monde n'est souverain. C'est un sentiment et préjugé aristocratique, et c'est le même sentiment et préjugé aristocratique

qui revendique la souveraineté pour un homme, pour une classe, ou pour tout le monde. Dans les trois cas ce qu'on proclame, c'est toujours la souveraineté par droit de naissance. C'est dire, ou : « Je nais souverain parce que je nais prince, » ou : « Je nais souverain parce que je nais noble, » ou : « Je nais souverain parce que je nais homme. » Non plus l'une que l'autre de ces prétendues souverainetés n'existe en droit, en raison, en justice, en sens commun. Il n'y a qu'une souveraineté, c'est celle qui empêche qu'il y ait quelqu'un qui soit souverain ; c'est la souveraineté de la raison.

La raison doit être souveraine pour qu'il n'y ait pas une volonté, ou unique, ou multiple, ou très multiple, qui prétende l'être. La raison doit être souveraine encore, parce qu'elle est un principe d'unité, le seul principe d'unité que puisse trouver une nation en dehors de la monarchie exactement absolue. Pascal a dit : « La multitude qui ne se réduit pas à l'unité est confusion ; l'unité qui n'est pas multitude est tyrannie. » La tyrannie écartée, l'affaire est de réduire la multitude à l'unité, l'affaire est de ramener la multiplicité des sentimens à un jugement unique, c'est-à-dire à une idée claire, c'est-à-dire à la raison. Extraire d'une nation la quantité de raison qu'elle contient, voilà l'office de la classe que sa compétence présumée a mise à la tête des affaires d'un pays. Nous disions plus haut que la classe moyenne devait diriger parce que c'est elle qui fait l'opinion. Il faut aller plus loin. Elle fait l'opinion, c'est sa nature ; elle a à faire la raison, c'est son devoir. Elle transforme, naturellement, le sentiment général en idées, c'est sa faculté propre ; elle doit transformer le sentiment général en idées justes, c'est son office. Elle doit d'abord suivre sa nature, ensuite s'appliquer à son emploi. Ainsi, dans les limites des forces humaines, sera réalisée la vérité politique, c'est à savoir la souveraineté de la raison. Le seul souverain légitime, celui qui est impersonnel, et qui ne permet à personne d'être souverain, sera établi.

Il est à remarquer ici, que, dans sa recherche de l'application de la fameuse maxime : *il n'y a pas de souveraineté*, que, dans son effort à chercher le souverain impersonnel qui doit empêcher qu'il y en ait un autre, Guizot arrive à une autre théorie que celle où s'était arrêté Royer-Collard, son maître, et que, des deux, c'est Royer-Collard qui est plus historien et Guizot qui est plus philosophe. Royer-Collard disait : il n'y a pas de souveraineté ; personne n'est souverain ; le souverain c'est la charte ; c'est elle qui nous fait citoyens, électeurs, éligibles, députés, pairs ; pourquoi est-elle souverain ? parce qu'elle est l'histoire de France, parce qu'elle a ses premières racines aux temps les plus éloignés de notre existence nationale ; elle est la France éternelle qui oblige le

Français d'aujourd'hui. — Guizot dit : il n'y a pas de souveraineté, personne n'est souverain; le souverain c'est la raison; la raison gouverne, non de par un droit historique, mais de son droit; elle est extraite de la masse confuse des sentimens populaires par ceux qui sont le mieux en situation de faire ce travail. — La théorie de Guizot est évidemment beaucoup plus philosophique, beaucoup plus abstraite, et je ne dis pas plus démocratique, mais, vraiment, plus républicaine que celle de Royer-Collard. Nous verrons, du reste, que, nonobstant, elle s'en rapproche par un détour.

Voilà donc l'office de la classe moyenne : tirer d'un peuple toute la somme de raison qu'il contient. Comment s'en acquittera-t-elle? En se pénétrant des sentimens généralement répandus et en examinant ce qu'ils ont de légitime, comme tout gouvernement doit faire, mais avec cette compétence spéciale qui lui est propre, avec l'instinct démocratique d'une classe qui sort du peuple et qui reste voisine de lui, avec cette capacité des idées générales que le loisir, l'éducation, la vue plus étendue sur toutes choses, lui donnent. — D'une autre manière encore, qui complète celle-ci. La raison est légitime, la tradition l'est aussi. Elle l'est au même titre, par ce motif qu'elle est la même chose. La raison est le juste milieu intellectuel, la tradition est le juste milieu continu à travers l'histoire. La tradition est la raison persévérante, qui a duré parce qu'elle était la raison, et qui prouve qu'elle était la raison par ce fait même qu'elle a duré. Il ne lui faut pas d'autre preuve, d'autre justification, ni d'autre titre. Durer c'est montrer son droit d'être : « Du seul fait de la durée on peut conclure qu'une société n'est pas complètement absurde, insensée, inique, qu'elle n'est pas absolument dépourvue de cet élément de raison, de vérité, de justice qui seul peut faire vivre les sociétés. Si, de plus, la société se développe, si elle devient plus forte, plus puissante, si l'état social est de jour en jour accepté par un plus grand nombre d'hommes, c'est qu'il s'y introduit par l'action du temps plus de raison, plus de justice, plus de droit; c'est que les faits se règlent peu à peu suivant la véritable légitimité. »

Il y a donc deux choses légitimes en ce monde, qui sont la raison et l'histoire. Et il y a donc deux justes milieux que la classe moyenne, juste milieu elle-même, doit bien distinguer et bien saisir, c'est le juste milieu actuel, à savoir les sentimens diffus de la nature ramenés à une idée générale unique, et le juste milieu historique, à savoir ce qui, dans la nation, a eu assez de force, c'est-à-dire de bon organisme, c'est-à-dire d'ordre et de raison pour durer; et encore entre ces deux justes milieux le gouvernant doit en trouver un troisième, ou, pour parler plus uniment, il doit tempérer l'un par l'autre, et concilier avec justesse d'esprit la tradi-

tion, raison de l'histoire, et l'esprit public, raison actuelle. En d'autres termes, la classe moyenne, devenue législateur, doit être un bon historien philosophe. Il est assez rare que l'on conçoive le gouvernement idéal, voire même celui du ciel, autrement qu'à son image.

La classe moyenne doit être, avons-nous dit, *raisonnable* et *libérale*. La liberté telle que la comprend Guizot est chose assez intéressante à étudier. Très autoritaire, très persuadé, non-seulement « qu'on ne gouverne que de haut en bas, » mais encore que l'individualisme n'est qu'un égoïsme, et l'égoïsme qu'une impuissance, partant aussi peu individualiste que possible, et, sans l'avoir jamais dit formellement, évidemment très enclin à croire que l'homme ne vaut que groupé, qu'associé, que concourant, que par la tâche commune où il participe, jamais il n'a envisagé, même un instant, la liberté comme un droit personnel, inhérent à l'homme, consubstantiel à lui et étant parce que l'homme existe. Personne n'a plus ignoré que Guizot *la Déclaration des droits de l'homme*. Et, par conséquent, tout le *pourquoi* et le *comment* du libéralisme, et sur quoi se fonde le droit de l'homme à la liberté, et comment se tracent les limites où la liberté doit rester contenue, sont choses dont il s'est occupé moins encore. Et comme ces questions, même parmi les *doctrinaires*, quoique moins qu'ailleurs, étaient fort discutées autour de Guizot, de son silence sur ce point, c'est au mépris de ces questions et non à l'ignorance en cette matière qu'on doit conclure. — C'est que Guizot était aussi peu métaphysicien, dans le sens même populaire du mot, que possible. Au fond, c'est un esprit très positif, encore que très élevé. On l'a fort bien vu quand nous avons résumé, sinon ses idées religieuses, à proprement parler, du moins ses idées sur les questions religieuses. En politique, il est le même. Le principe et le fondement rationnel des choses l'inquiète fort peu, le sollicite fort peu. Ce n'est pas un théologien. La théologie politique d'un Benjamin Constant, comme celle d'un Bonald ou d'un de Maistre, lui paraissait sans doute un peu oiseuse, et s'il nous avait donné sa pensée sur ce point, nous saurions très probablement qu'il n'y voyait qu'un jeu d'esprit.

Aussi pour lui la liberté n'est pas autre chose que « la participation du citoyen à la chose publique. » Et pourquoi le citoyen a-t-il le droit d'y participer? Parce que c'est une chose bonne et salutaire, et il n'y a pas d'autre raison, ou du moins Guizot n'en voit pas d'autre. La liberté, pour Guizot, c'est la liberté politique. Vous êtes libre dans un pays où vous n'êtes gouverné que par la loi et par une loi faite par des assemblées délibérantes. Vous êtes libre par votre attache à une association libre, et seulement par cette attache, et tant s'en faut que la liberté soit chose personnelle, qu'au con-

traire c'est seulement comme membre d'une société organisée libéralement que vous êtes libre. Les sociétés, en effet, commencent par l'anarchie, qui est si peu la liberté qu'elle en est le contraire; continuent par le despotisme monarchique ou par le despotisme étroitement aristocratique; finissent, après un long temps, par s'organiser en associations où le pouvoir est extrêmement divisé, et où, par suite, l'homme, le particulier, commence à respirer un peu; mais il n'a respiré qu'à partir du moment où la société s'est organisée ainsi, et c'est donc comme membre de cette société ainsi faite, à ce titre seul, et pour cette seule cause qu'il est libre.

C'est une illusion assez plaisante que celle de la liberté personnelle considérée comme un droit primitif, « imprescriptible, » longtemps prescrit, et enfin reconquis, comme un droit sur lequel se fonde, doit se fonder la société civilisée. C'est l'inverse qui est vrai. C'est la société civilisée qui fonde la liberté personnelle, qui la fait plutôt, sans dessein, et sans s'en apercevoir, et crée ainsi une chose qui n'était pas un droit, mais qui le devient. Vous êtes donc libre par la société libre, par le jeu libre et facile de ses institutions, par elle et en elle, seulement par elle et seulement en elle, et plus ou moins selon qu'elle-même vit d'une vie plus aisée, plus pleine, plus intelligemment ordonnée et plus savamment harmonieuse. Il s'ensuit, dans la pratique, que la liberté n'est pas un droit, une propriété personnelle inviolable, une sorte d'idole devant laquelle l'État s'arrête avec une stupeur superstitieuse, un asile, un *sacrum*, je ne sais quel *bidental* consacré par la foudre; c'est un moyen de gouvernement, sans autre mystère, c'est un excellent, honnête, généreux, habile et utile moyen de gouvernement.

Les sociétés, en durant, se compliquent. Leur administration devient une œuvre infiniment vaste, complexe et d'un énorme détail. Elle se compose de « grandes machines » aux rouages multipliés. Dans ces grandes machines faire pénétrer une certaine quantité, une grande quantité d'initiative individuelle, y amener, y faire entrer le citoyen avec son expérience propre, son savoir personnel, ses bonnes intentions, sa conscience, son inexpérience même, qui n'est pas un mauvais correctif de l'esprit de tradition et de routine; c'est-à-dire associer de plus en plus l'individu au maniement de la société, par suite à l'esprit social, lui assurer une participation de plus en plus grande au gouvernement, voilà la liberté, la vraie liberté pour le citoyen; et, pour l'État, voilà un précieux secours, une allégeance et un progrès.

Remarquez donc que le gouvernement représentatif, ou plutôt le gouvernement parlementaire, ou plutôt le gouvernement sollicitant l'assistance d'un parlement, n'est pas autre chose qu'un premier pas dans cette voie. Le système parlementaire, c'est le gou-

vernement disant au citoyen : « Aidez-moi. La machine est trop compliquée. Elle passe mes forces. D'autre part, elle vous écrase, dites-vous. Entrez-y. Apportez-moi votre part et de lumières, et d'examen, et de contrôle, et d'invention et de force, et d'autorité. Vous y gagnez d'être gouvernés, en une grande mesure au moins, par vous-mêmes. J'y gagne d'être guidé, sans renoncer à continuer d'être guide ; j'y gagne d'être éclairé; j'y gagne d'être déchargé de l'entière et absolue responsabilité; j'y gagne surtout de ne pas laisser échapper et comme languir, parmi beaucoup de non-valeurs, certaines forces, inconnues hier, se révélant aujourd'hui, qui eussent été perdues pour le bien public et qui vont être tournées à son profit. »

Ce premier pas n'est qu'un premier pas, encore que de tous ceux qu'on peut faire il soit le plus considérable. C'est partout qu'il faut appliquer ce principe. Il faut que, partout, dans les grandes institutions administratives, une place soit faite au citoyen, une place de contrôleur, d'auxiliaire et de coopérateur, une place d'où il surveille, où il aide, où il participe à la responsabilité, surtout où il s'exerce et s'instruise. Il faut que le gouvernement soit pénétré partout par le gouverné. C'est là qu'est la vraie liberté du citoyen. Elle consiste à faire partie d'un gouvernement qui n'est pas fermé, muré et grillé. Elle consiste à voir de près les affaires publiques et à y mettre la main. Loin que la liberté soit entre le citoyen et l'État un fossé devant lequel l'État s'arrête ; elle est entre le citoyen et l'État le fossé comblé, le pont-levis baissé et la libre et constante communication et pénétration rétablie. Il n'y a pas, comme certains disent, la liberté proprement dite, et la liberté politique. Il n'y a que la liberté politique. Il n'y a que l'homme, citoyen libre quand il participe à la chose publique, esclave quand il n'y participe pas, sécessionniste, c'est-à-dire tributaire, quand il fait consister sa liberté à se tenir à l'écart.

Tel est le rôle des classes moyennes. Faire l'opinion ; — gouverner selon la raison combinée avec la tradition ; — gouverner libéralement, c'est-à-dire faire pénétrer dans le gouvernement le plus d'initiatives individuelles possible.

Cette théorie politique est excellente. Elle est d'un historien, d'un philosophe politique réaliste, et d'un homme d'état. Elle a quelque chose de large et en même temps de vigoureux et de puissant. Bien entendue, dans toute son ampleur, dans toute son extension, il me semble bien qu'elle tiendrait compte de tout et répondrait à tous les besoins vraiment légitimes des sociétés modernes. Elle est dédaigneuse, et peut-être un peu trop, des « chimères, » comme a dit Guizot toute sa vie, avec une amertume toujours croissante, des pensées et des doctrines trop personnelles, et par con-

séquent un peu excentriques, de toutes les choses qui ne sont pas d'application et de pratique immédiates. Elle est dédaigneuse aussi, et beaucoup trop, du sentiment confus de la foule, que Guizot n'admet que devenu « opinion, » que transformé en idées par une classe réfléchie et pensante, de ce sentiment confus de la foule qui, sans doute, ne peut servir de guide, puisqu'il est confus d'abord, et puisque, en outre, il est de peu de suite, qu'on peut donc écarter, ajourner, faire attendre, renvoyer à une plus longue élaboration de lui-même et à une plus nette conscience de soi, mais qu'encore il est d'extrême importance de connaître, de suivre attentivement, de surveiller sans cesse, d'interroger même, et qu'il est d'extrême péril d'ignorer. C'est une théorie trop *centrale*, pour ainsi parler, et trop juste milieu, qui prétend trop ne connaître et ne prendre que la grande route; mais ce n'est pas une théorie de juste milieu étroit et aveugle. Elle est vaste, au contraire, très compréhensive, très libérale et très généreuse. Appliquée avec toute la largeur, toute l'ouverture d'esprit, toute la hardiesse même avec laquelle elle a été conçue, elle était peut-être la vraie solution.

Mais on n'applique point comme on conçoit. On en est empêché, ou l'on y est bien gêné, au moins, par les circonstances, par les autres et par soi-même. C'est peut-être ce que nous allons voir.

IV.

Guizot, comme tous ceux qui ont des idées, a voulu gouverner avec ses idées. Nous les connaissons; nous savons ce qu'il a voulu faire. Il a voulu gouverner avec la classe moyenne; pour la raison, dans la mesure où l'opinion la pouvait admettre; pour la liberté, telle qu'il l'entendait, dans la mesure où la tradition n'en serait pas violemment rompue.

Pour ce qui est de la classe moyenne, quelque juste que pût être sa doctrine, il s'est trompé, avec tout son parti, sur l'application. Il a eu une erreur d'optique; il a vu la classe moyenne où elle n'était pas, en France, en 1830. Il a cru que la classe moyenne était la grande bourgeoisie. La grande bourgeoisie, dès 1830, et même depuis le commencement du siècle, n'était pas classe moyenne, elle était aristocratie. L'erreur avait pour principe l'idée que l'aristocratie ancienne existait encore, et, dès lors, que la classe placée immédiatement au-dessous était la classe moyenne. Mais l'aristocratie ancienne n'existait plus. Elle n'existait plus depuis la révolution; même avant la révolution elle avait peut-être déjà cessé d'être. Ce qui était haute classe, c'était la grande bour-

geoisie, dans laquelle, à tous égards, les restes de l'ancienne aristocratie s'étaient absorbés et fondus. De ce que l'ancienne aristocratie, par le prestige des noms et des titres, par les souvenirs historiques, aussi par la valeur personnelle de quelques-uns de ses représentans, mais ceci est en dehors de la question, faisait encore grande figure, il n'en fallait pas conclure qu'elle fût encore une *classe*, et, sur cette idée, chercher la classe moyenne au-dessous d'elle. La vérité était qu'on avait affaire, malgré quelques apparences, à une nation où il n'y avait d'autre différence marquée entre les hommes, considérés par groupes, que l'argent. Une classe d'hommes possédant beaucoup, une autre en train d'acquérir, une autre ne possédant rien, c'était la France, dans sa classification générale, la France par grandes catégories bien distinctes, abstraction faite des exceptions qui tiennent au mérite personnel, quand il est éclatant.

Si donc il était vrai que le gouvernement rationnel et naturel dût appartenir à la classe moyenne, si donc il était vrai que ce fût la classe moyenne qui fît l'opinion, si donc il était vrai que l'aristocratie fût trop loin du peuple pour bien comprendre le sentiment général de la nation, si donc toute la théorie de Guizot était juste, ce n'était pas dans la grande bourgeoisie qu'était l'axe politique, c'était au-dessous. D'où nous sommes, toute la politique de Guizot paraît une théorie des classes moyennes au service d'une politique aristocratique.

C'est qu'en partie la théorie était fausse, pour être incomplète; en partie, l'application était erronée. — En partie la théorie était fausse, parce que ce n'est pas la classe moyenne, à l'exclusion absolue de ce qui est au-dessus d'elle et de ce qui est au-dessous, qui doit gouverner, mais c'est la nation entière, chaque classe selon sa compétence, qui devrait avoir part au gouvernement, la classe moyenne gardant, si l'on veut, et j'en suis d'avis, le caractère et l'office de régulateur. — En partie l'application était erronée, parce que Guizot et son parti, moitié fausse vue historique, moitié par grande admiration pour la classe moyenne, croyaient l'être, tandis qu'ils étaient l'aristocratie de leur temps. Cela a été une erreur de grande conséquence, parce que, malgré leur intelligence politique, leur savoir, leur grande information et une habileté dans la pratique du gouvernement qui ne me semble guère avoir été égalée, Guizot et son parti ont eu, plus qu'une aristocratie, le défaut d'une aristocratie, pour cette raison précisément qu'ils ne croyaient pas en être une. Une aristocratie avérée, si on me passe le mot, sent qu'elle est une aristocratie, et, quelquefois du moins, quand elle a des traditions d'intelligence et de prudence politique, est surveillée par ce sentiment même, fait attention à l'opinion pu-

blique, avec cet instinct que ce n'est pas en se consultant soi-même qu'elle la peut trouver, réagit contre cette confiance en sa propre infaillibilité, qui est notre défaut naturel à tous. Guizot et son parti n'avaient pas les mêmes raisons de se défier d'eux-mêmes, et ils étaient trop entraînés par leur doctrine à se dire : « Nous ne sommes pas une aristocratie; nous sommes la classe moyenne, nous ne pouvons guère nous tromper. » C'est là l'erreur capitale de Guizot considéré comme homme politique.

A cette erreur ou à cette insuffisante notion des choses, tout le menait naturellement : sa certitude d'abord, sa pleine et vigoureuse confiance en soi : il a commencé par l'assurance, il a continué par la certitude et il a fini par l'infaillibilité; ses idées ensuite, autant que son caractère, puisque ses idées le conduisaient à attribuer la quasi-infaillibilité au juste milieu, qu'il était, et à la classe moyenne, qu'il croyait être. Or la certitude exagérée est cause d'erreur, en politique particulièrement, moins que l'indécision, mais presque autant. Surtout elle donne à la raison l'apparence d'avoir tort. Elle lui donne de la vigueur et lui ôte de l'autorité. Guizot au gouvernement avait des attitudes de combat plus que de gouvernement. Il avait l'air moins d'un premier ministre que d'un homme qui faisait de l'opposition à l'opposition. On le suivait à l'assaut plus qu'on ne le soutenait contre les assaillans. Le gouvernement parlementaire en était véritablement un peu faussé, sinon dans son esprit général, du moins en sa forme, en son aspect et en son allure, choses qui ont encore leur importance.

A la vérité, cet homme de combat a admirablement discipliné son armée et l'a tenue ferme en sa main pendant huit ans avec une admirable suite et dans un ordre excellent. Cela se comprend fort bien. A ces hommes du centre, qui d'ordinaire sont hommes du centre parce qu'ils sont indécis, il apportait précisément ce qui leur manquait : la vigueur du caractère et du tempérament. Il se trouvait être l'homme, si rare, qui unit l'énergie du caractère à la modération des idées. Il était le tribun de la modération; il devait être le dictateur du centre. Il le fut. On le suivit, on se serra autour de lui avec admiration, avec dévoûment et avec constance. Il se mêlait à l'acquiescement qu'on lui accordait une manière de reconnaissance ; on savait gré d'être modéré à un homme qui avait une complexion à ne l'être pas; on le remerciait secrètement de mettre de si belles facultés d'assaillant au service de la résistance; on était étonné et charmé d'avoir pour chef du centre un si beau chef d'opposition.

Quant à la tâche qu'il s'était assignée, il ne l'a pas remplie, ce qui est assez commun, mais il ne l'a point désertée, et, sauf sa

grave faute de conduite dans l'affaire de la « coalition » de 1838, il ne l'a jamais perdue de vue. Elle était double : maintenir la tradition, développer la « liberté » dans le sens que nous avons vu qu'il donnait à ce mot, c'est-à-dire donner de l'extension à la liberté politique. Cela faisait comme deux politiques à mener parallèlement, l'une de « résistance, » l'autre d'émancipation progressive, ou plutôt de coopération de plus en plus grande à donner aux citoyens dans les affaires publiques. La « résistance » était nécessaire. La « résistance » n'était autre chose que la politique conservatrice, essentielle toujours, devenant fatalement politique de résistance au lendemain (qui dure dix ans) d'une révolution, alors que tous les élémens de transformation sont dans le pays en un état de bouillonnement et d'effervescence, et, pour que la tradition soit maintenue ou renouée, ont besoin d'être non-seulement contenus, mais réprimés. D'un coup d'œil très assuré, Guizot a vu, dès 1830, et surtout en 1830, que c'était là la première tâche, et la plus nécessaire, comme aussi la plus rude. Il a été, dès 1830, un premier Casimir Périer, un Casimir Périer avant la lettre. Il est vrai que j'aurai à dire que, dans la suite, il a été un Casimir Périer en retard.

Il n'a pas été moins dévoué à l'autre partie de sa mission, à sa politique de liberté. La liberté consistait pour lui, comme nous l'avons vu, à faire pénétrer dans les choses d'état une certaine mesure, et une mesure de plus en plus grande d'initiative privée, à ouvrir l'état trop fermé, et d'une ouverture de plus en plus large. C'est comme un système de ventilation et d'aération progressives. Il est excellent. Il est à la fois attentif à la tradition et réellement libéral. Il ne donne au citoyen une augmentation de liberté qu'avec une augmentation de responsabilité, ce qui est dire qu'il le contient en même temps qu'il l'émancipe, et par le mode même d'émancipation. Vingt fois Guizot a montré combien, de 1816 à 1848, le parti conservateur libéral, sans se hâter, mais sans reculer après avoir avancé, a suivi avec constance ce système : « Toutes les grandes institutions de la Révolution et de l'Empire,... quelque éloignées qu'elles aient été à leur origine des principes et des vœux de la liberté, peuvent les admettre... Oui, la liberté peut entrer dans toutes ces grandes machines créées par l'Empire pour la défense et la restauration du pouvoir... Est-ce qu'il y avait rien de plus spécialement institué pour le pouvoir que notre régime administratif, la Constitution de l'an VIII, l'administration préfectorale, les conseils de préfecture, le conseil d'État? Eh bien! nous avons fait entrer la liberté dans notre grand régime administratif. Les conseils généraux élus, les conseils municipaux élus, toutes ces insti-

tutions très réelles et très vivantes sont venues s'adapter au régime administratif que nous tenions de l'Empire. La liberté y est entrée *avec succès pour elle-même et avec succès pour le pouvoir.* »

Voilà la tâche libérale. Elle ne consiste pas à détacher le citoyen de l'État, mais à l'y rattacher au contraire ; seulement il s'agit de l'y rattacher, non par un joug qu'il en reçoit, mais par des services qu'il lui rend, de l'y rattacher, non en faisant peser l'État sur lui, mais en le faisant peser dans une certaine mesure sur l'État. A cela servent conseils municipaux élus, conseils généraux élus, maires choisis parmi les conseillers municipaux, commissions consultatives associées au travail de l'administration, enquêtes sur les grandes questions économiques, industrielles ou agricoles, etc. Régulariser la liberté, voilà le but. Cette agitation perpétuelle qui est dans une nation, agitation faite de besoins, de désirs, de souffrances, d'idées, de rêveries et de chimères, le tout mêlé, ce qu'il faut, ce n'est pas la réprimer, ce n'est pas même la laisser avec dédain s'exprimer et s'exhaler dans les discours populaires ou dans les déclamations de la presse, c'est lui donner et une issue légale et une forme régulière, c'est, en lui permettant de s'exprimer régulièrement, la solliciter à s'exprimer avec calme. Toute la méthode consiste et tend à ramener la liberté de l'état violent à l'état normal, et, par conséquent, ou, du moins, il y a lieu de l'espérer, de la stérilité à la fécondité.

On voit comment Guizot cherche à résoudre la question pour ce qui est des choses d'administration proprement dite. Pour les choses d'enseignement, plus délicates, il cherche à la résoudre d'une manière analogue en s'appuyant sur les mêmes principes. L'enseignement est une chose d'État. C'est une de ces « grandes machines » que l'Empire nous a léguées. Il convient qu'il reste tel. Ce n'est pas en peu de temps que l'initiative privée peut remplacer une si vaste et si minutieuse organisation. Remarquez qu'ici le « juste milieu » exige aussi que l'enseignement reste chose d'état. L'initiative privée ne trouve force, cohésion et ressources qu'en se subordonnant aux grands « partis » qui divisent la nation ; c'est son mode d'organisation naturel et presque nécessaire et fatal. L'enseignement privé sera donc un enseignement inspiré par l'esprit de parti ; en ôtant aux mots leur sens injurieux et violent, on doit convenir que l'enseignement privé sera un enseignement factieux. Il aura donc pour caractère une extrême et infinie diversité de tendances ; il instruira la nation en la divisant. Ce n'est pas si mauvais ; ce n'est pas chose devant quoi l'on doive reculer avec horreur ou effroi ; l'uniformité dans l'enseignement n'est point l'idéal ; c'est même la langueur et la torpeur, et ce finirait par être la mort, en une chose qui doit être plus que toutes animée

et vivante. Mais enfin, si l'absolue uniformité est un grand péril, on conviendra que l'infinie diversité est un grave inconvénient.

Il convient donc que l'État donne l'enseignement, pour que l'enseignement ne soit pas œuvre de parti, et de partis, par suite excessivement divers, par suite élément sécessionniste dans le pays.

A la vérité, l'État dans la pratique étant le gouvernement, l'État aussi est un parti. C'est incontestable. Il ne peut pas être autre chose. Il est un parti, qui, ayant la majorité, a le pouvoir. Mais on confessera que, du moins, il est un parti *central*. Il n'est pas, il ne peut pas être un parti extrême. Même quand, ce qui est rare, même quand, par un hasard, il l'était avant de prendre le pouvoir, dès qu'il l'a pris, il l'est moins. Ajoutez que le corps qui sera chargé de l'enseignement aura aussi ses traditions, son assiette, sa stabilité, plus encore, aura avec la classe moyenne de la nation, à laquelle il sera constamment mêlé, des rapports quotidiens qui l'inclineront de plus en plus à une habitude et à une attitude de juste milieu.

Pour toutes ces raisons la tradition, la stabilité, le juste milieu, le bon sens même et la raison pratique veulent que l'enseignement soit chose d'état. Mais la liberté, dans l'intérêt même de l'état, a cependant, ici aussi, ses exigences. De ces grandes machines administratives dont nous parlions, l'enseignement serait-il la seule qui fût fermée, qui n'admît point le concours ou au moins l'approche de l'initiative privée? La chose d'état certainement la plus facilement oppressive, puisque c'est sur des intelligences et des consciences qu'elle s'exerce, et sur des intelligences et des consciences tendres encore et ployables, serait-elle la seule où l'état fût tout-puissant et sans rien qui le tempère, comme dans l'armée? Il semble bien que cela soit nécessaire; car ici il est difficile de faire intervenir conseils et commissions électifs. L'école ne doit pas être murée, elle doit même être largement ouverte et ne pas éviter l'œil du père de famille; mais elle ne peut dépendre de lui. Elle doit obéir, du plus haut au plus bas degré, à une pensée générale, à un unique dessein, lequel ne peut être conçu qu'en haut. Puisqu'elle a pour but « d'élever » la nation, de la tirer, plus ou moins, et autant que possible, vers le point où les plus hautes intelligences du pays ont atteint, c'est à un plan d'ensemble médité et tracé par les esprits et les expériences les plus haut situées qu'elle doit se conformer et se plier. Tout au plus dirai-je, d'accord en ceci avec les principes généraux de Guizot, que *tout en haut*, dans un conseil supérieur présidant aux destinées de l'enseignement et surveillant ses démarches, pourraient avec profit venir délibérer, exposer des idées, des désirs et des regrets, s'éclairer

aussi et se rendre compte, renseigner et se renseigner, des pères de famille choisis par le corps des pères de famille de la nation. Mais ceci même ne donnerait point satisfaction au principe et au besoin de liberté. La liberté, en fait d'enseignement, ne peut donc pas s'organiser *intérieurement*, pour ainsi parler, s'organiser dans la chose d'état elle-même; reste qu'elle s'organise en dehors de l'état; c'est où il faut se résigner, et c'est à quoi Guizot s'est rangé avec beaucoup de franchise et de courage.

La liberté d'enseignement était inscrite dans la charte de 1830. En 1833, il l'a fondée dans l'enseignement primaire. A plusieurs reprises il a ramené cette question dans les discussions parlementaires, au point de vue des autres degrés d'enseignement. En 1836, en 1841, en 1844, en 1846 il a ou soutenu ou proposé, selon qu'il était ministre ou député, cette grande et délicate réforme, et toujours avec ces mêmes argumens que nous connaissons, toujours en se plaçant au point de vue de l'État et de l'intérêt de l'État, plutôt qu'au point de vue du principe libéral abstrait et d'un droit de l'homme, toujours considérant la liberté comme un élément de progrès pour l'Etat lui-même, toujours disant : la liberté ce n'est que la quantité d'initiative personnelle qui serait perdue pour l'État dans le système purement autoritaire, que nous forçons, en lui permettant d'être, de revenir, même involontairement, au profit de l'État, en ses derniers effets; et, par exemple, dans l'espèce où nous sommes, disant : « Le régime de la concurrence, le spectacle de la liberté tourneront au profit de l'État, au profit des établissemens de l'État, au profit même du gouvernement qui les dirige. »

De ce système futur d'enseignement national, avec l'État au centre, donnant l'enseignement tel que le conçoit la partie centrale du pays, avec la liberté d'enseignement à l'aile gauche et à l'aile droite, surveillée encore par l'État, et tenue à respecter la morale publique, la constitution et ses lois, il avait donné comme l'image réduite et le premier crayon dans son admirable loi de 1833 sur l'enseignement primaire, qui a réellement fondé l'enseignement primaire en France. L'enseignement primaire libre, pouvant être donné par tout homme qui justifie d'une instruction suffisante pour le donner, répandu ainsi sur toute la surface du pays par tous les hommes de bonne volonté, surveillé par l'État seulement au point de vue du respect de la morale et des lois; — au milieu, en quelque sorte, de cet enseignement, un enseignement donné par l'État pour servir de modèle, de guide et d'exemple, ne gênant point l'initiative privée, ne la faisant pas reculer devant lui, vivant sans hostilité à côté d'elle, mais destiné surtout à pénétrer jusqu'où elle n'a

pas le courage ou la force d'aller; — cet enseignement, quoique donné par le gouvernement qui est un parti, n'ayant rien, mettant toute sa vigilance à n'avoir rien d'un enseignement de parti; recevant l'expresse recommandation de ne blesser aucune opinion, et, pour n'en blesser aucune, de ne toucher à aucune question actuelle et à aucun point en discussion; — cet enseignement représentant plutôt l'État que le gouvernement, et, en tant qu'image, en quelque manière, et représentation de l'État, ayant, d'une part avec des pouvoirs populaires (maires, conseils communaux) des rapports définis, d'autre part avec les églises des espèces de *concordats* qui leur permettent de pénétrer en lui pour enseigner leurs doctrines, sans leur permettre de l'envahir; — cet enseignement enfin, si mêlé qu'il soit à dessein, à la nation, si bien plongé qu'il soit en elle, sachant cependant qu'il trouvera toujours protection et défense du pouvoir, si ces relations si multiples et si délicates avec ce qui l'entoure avaient des difficultés et des heurts : voilà les lignes principales de cette loi de 1833 conçue dans l'esprit le plus généreux, le plus libéral, je dirai le plus optimiste, inspirée par une confiance dans le bon sens national et même populaire, que Guizot a été souvent loin d'avoir, inspirée par un esprit de paix civile et religieuse, de tolérance et de liberté, qui fait le plus grand honneur à son auteur, œuvre, du reste, qui a duré, qui a prouvé par son succès le bon sens, la fermeté et la mesure de l'esprit qui l'avait conçue, et œuvre qui suffirait, à défaut de toute autre, à garder le nom de Guizot contre l'oubli.

Voilà ce que nous appelions la politique libérale de Guizot et de son parti. Elle a été grande et bonne, et nous avons vu, par la date de 1846, que, jusqu'à la fin, il n'a jamais songé à abandonner cette partie de sa tâche. Il a fini cependant par être presque absorbé par l'autre, par la politique de résistance, et la politique de résistance est restée ce qui le caractérise devant l'histoire.

Il y a à cela bien des raisons. Guizot représentait la politique du juste milieu précisément à l'époque de l'histoire contemporaine où le juste milieu était le plus difficile à trouver et à garder, et où il y avait le moins d'appuis et de soutiens dans le pays pour cette politique. Il est malaisé à un gouvernement issu d'une révolution de n'être pas dans l'extrême du laisser-aller ou dans l'extrême de la résistance. La révolution d'où il sort pèse sur lui et le force soit à suivre le mouvement, soit à montrer une extrême vigueur de réaction à n'y point céder. Ce qu'il a devant lui, c'est le droit révolutionnaire qui vient de renaître ou de se raviver dans une grande manifestation et un grand acte. Dès les premiers mois d'existence du gouvernement de juillet, Guizot a très heureusement et spirituellement défini cet état de choses. Il a dit : le gou-

vernement de juillet a son article 14. La charte de 1815 avait un article 14 qui, un peu indiscrètement interprété, annulait tous les autres, en permettant de les violer. Le gouvernement de juillet a son article 14. Il a sa charte, sa constitution, son établissement régulier et normal, voilà qui est bien. Et puis, il a en face de lui le droit populaire, le droit révolutionnaire, qui vient de s'exercer, qui prétend ne pas s'être épuisé en s'exerçant, qui a fait ou admis la charte de 1830, qui l'a acclamée et qui prétend tous les jours ne la tenir pour quelque chose qu'autant qu'il lui plaira. Charte *octroyée* par le roi, c'était 1815; charte *octroyée* par le peuple, on affirme que c'est 1830. Pouvoir antérieur et supérieur pesant sur la charte de 1815 et la menaçant et la ruinant à la menacer, c'était la restauration; pouvoir antérieur et supérieur pesant sur la charte de 1830 et l'ébranlant sans cesse, c'est l'institution de juillet. Dans les deux cas, c'est donner et retenir, qui ne vaut, mais qui est une chose bien naturelle, celui qui prétend avoir donné croyant toujours avoir un droit de reprise sur le don.

C'était une difficulté, en effet, d'où il était bien vrai qu'on ne pouvait sortir que par une attitude de résistance beaucoup plus énergique que celle dont a besoin un gouvernement ancien et aux origines confuses et oubliées. Le « qui t'a fait roi? » n'a d'importance et n'est même sérieux que dit à un roi de la veille. — A la vérité, au point de vue pratique, ce vice originel est un pur rien. Un gouvernement est un fait historique. Il puise sa légitimité dans le bien qu'il fait, dans le mérite qu'il montre, dans la manière dont il s'acquitte de sa tâche. Mais dans la discussion, dans les discours, dans les pamphlets et journaux, dans toute la matière oratoire, ce défaut originel a une importance extraordinaire, tant il est aliment facile et entretien copieux de raisonnemens et d'argumentations. D'où il suivrait qu'un gouvernement issu d'une révolution ne peut pas être un gouvernement de discussion. C'est la vérité, et les personnages qui font des coups d'état le savent parfaitement. C'est une preuve à l'appui de cette idée générale que les révolutions sont ce qu'il y a de plus impropre à fonder un régime libéral. Le gouvernement de juillet était donc condamné, comme tout autre à l'issue d'une révolution, à n'être pas un gouvernement de discussion. Mais, ce qui est à son grand honneur, il voulait l'être, et de là précisément naissait la difficulté, et de là naissait la nécessité pour lui, tout en étant un régime de discussion, d'être un régime très hérissé, très ferme et très « résistant. »

Ces choses, Guizot les avait vues dès le commencement, et, malgré son libéralisme, ne pouvait pas cesser de les voir. Il avait bien compris qu'étant donnée cette situation, ce qu'il fallait c'était, au milieu et comme au centre du régime de discussion, créer un

groupe compact, solide et résolu, qui disputât peu et ne se laissât guère entamer par les disputeurs. Discipliner le parti du centre, ce fut son œuvre, et il y réussit. Mais une grande faute, qu'il a reconnue lui-même, ou à peu près, ne laissa pas de compromettre cette œuvre utile et de lui ôter quelque chose de sa solidité. On a beau être un intransigeant du centre, on reste un intransigeant. On l'est de caractère; on est entier, tranchant, altier, et, malgré un grand goût pour la discipline des autres, indiscipliné. Guizot le fut en 1838. Il quitta son parti pour suivre ses rancunes. Il donna à son groupe, pour renverser Molé, l'exemple de l'indiscipline, qu'il n'admettait pas contre lui-même. Il s'agrégea à une coalition parlementaire dont les suites, à la vérité, le ramenèrent au pouvoir en 1840, mais qui, sans aucun doute, avait, en déconcertant l'opinion conservatrice, ébranlé la base même du régime. En 1840 il retrouvait sous sa main son parti, et fidèle encore, mais qui avait passé par une trop rude secousse pour avoir gardé toute sa cohésion; et dès lors le fondement où il s'appuyait était à la fois et moins ferme et plus étroit.

Cela au moment où, aux difficultés premières, indiquées plus haut, des difficultés nouvelles, ou les mêmes prenant un caractère nouveau et plus grave, venaient s'ajouter. C'était une époque plus divertissante pour l'observateur ou l'historien que pour l'homme d'état. Il n'y en a pas eu, je crois, où la France intellectuelle ait été plus divisée, plus dispersée, et, dans les directions différentes où elle s'élançait, plus ardente. Le XVIIIe siècle, avec ses deux grands partis très tranchés, et dont l'un, très faible, est moins agité; la restauration, avec ses trois partis, mais partis presque exclusivement politiques, est moins violemment tirée en sens contraires. La multiplicité des opinions philosophiques, religieuses, politiques, économiques, « sociales, » et la contrariété extrême de ces opinions, et leur audace violente, caractérisent particulièrement le règne de Louis-Philippe, et plus précisément la période de 1838 à 1848. C'est ce que Guizot a appelé, d'un mot très juste, quoique véhément, selon la manière qui lui était trop accoutumée, « l'anarchie intellectuelle. » Elle était incontestable. Nul temps où, à la lettre, tout ait été remis en question plus complètement. Il faut se figurer non pas mille petits Voltaire et petits Montesquieu, mais mille petits Rousseau, tous voulant, chacun dans son sens, refaire et refondre exactement la société tout entière et le monde entier. A cette époque, tout est parti extrême. Il y a là légitimistes, ultramontains, bonapartistes, républicains, socialistes, et socialistes de dix écoles différentes; et tous sont immodérés, les légitimistes étant absolutistes, les ultramontains étant jésuites, les bonapartistes étant despotistes, les républicains étant radicaux, les socia-

listes étant chimériques ; et tous encore admettent les plus singuliers mélanges qui les défigurent sans les tempérer, les légitimistes réclamant le suffrage universel, et les ultramontains la liberté d'enseignement, les bonapartistes se réclamant de la révolution française, et les républicains professant, sous couleur de propagande démocratique, la politique de conquêtes. C'est une anarchie intellectuelle ; c'est surtout une cacophonie.

Au milieu de tout cela, on comprend que le juste milieu ait fort à faire. Rien que pour se trouver lui-même il est empêché, car parmi tant de contrariétés, il n'y a plus de juste milieu. Ajoutez que tous ces partis divers ont à leur service et l'éloquence et l'imagination, qualités littéraires et défauts politiques qui ont été développés jusqu'à l'excès par le romantisme, et un imposant et spécieux appareil philosophique. Ils ont profité du grand travail intellectuel et de la gymnastique raisonnante de deux siècles tout pleins de subtils et vigoureux disputeurs. Leurs facultés d'abstraction se sont développées à souhait. Ils s'appuient tous sur des principes et ils en tirent miraculeusement toutes les conséquences. Or le juste milieu n'a pas de principes et se défend d'en avoir. Il est un parti positif. Il cherche à connaître les faits et à en prendre la moyenne, pour gouverner selon ce qu'ils exigent ou comportent. C'est une grande infériorité dans la discussion, et le régime d'alors est un régime de discussion. Le juste milieu paraît bien pâle, bien terne et bien mesquin au milieu de tant de belles et sublimes témérités. Dans de telles conditions, durer, et, pour durer, s'en tenir à la politique de résistance, s'en tenir à la politique négative, paraît tout ce qu'on peut faire. Le « parti des bornes » pourrait répondre : « Je tâche d'être le parti des digues. »

Il est très vrai, en thèse générale, qu'un gouvernement doit être une initiative et qu'il perd à ne pas l'être ; mais il est des cas où il lui est extrêmement difficile de prendre ce rôle. Un de ces cas, c'est quand l'initiative est prise, et avec éclat, par tout le monde et dans tous les sens. L'office du gouvernement est alors de dire, même avec une fermeté un peu impérieuse : « Commençons par tâcher de nous rasseoir. » Guizot, de 1840 à 1848, pouvait dire, comme Guillaume d'Orange : « Je maintiendrai ; » ou plutôt, ce qui n'était point déjà une si petite affaire : « Je retiens. » Tâche ingrate où il avait été forcé de se réduire et qu'il a accomplie avec conscience, avec courage et avec une éloquence qui, de plus en plus, devenait puissante, vigoureuse et éclatante.

A quoi il résistait le plus vivement, c'était à ce qu'il appelait « l'esprit de 91. » L'esprit de 91, c'était l'esprit révolutionnaire sous ses deux aspects, esprit d'agitation à l'intérieur, esprit d'intervention, de propagande et de guerre pour l'émancipation des

peuples à l'extérieur. Il s'était formé, de 1820 à 1830, un sentiment assez singulier où l'amour-propre national trouvait son compte et certaines dispositions mystiques un aliment. C'était une espèce de religion de la révolution française. Les hommes qui ont fait leur éducation d'esprit avant 1820 ne l'ont nullement. Ils voient la révolution française comme une période historique où il y a un grand nombre d'opinions, de tendances, d'idées et de systèmes très divers, et de ces systèmes ils en adoptent un, avec modifications et tempéramens, selon leur tour d'esprit. Mais à partir de 1825 l'habitude s'établit, dans beaucoup d'esprits, d'ailleurs distingués quelquefois, de prendre la révolution comme une pensée unique, comme quelque chose d'indivisible, et de l'aimer et vénérer d'ensemble, en bloc, sans choix, sans distinguer ni les époques, ni les systèmes divers, et même contraires. Ce phénomène intellectuel, très bizarre, est fort commun. On rencontre des gens qui trouvent le moyen d'être partisans à la fois de Voltaire et de Rousseau. Tout de même, le culte révolutionnaire embrassait d'une même ardeur Mirabeau, les girondins et les montagnards. Un peu d'ignorance ne nuisait pas à cette disposition d'esprit, un peu de mysticisme y servait beaucoup. Quand une idée, et surtout quand ce qui n'a jamais été une idée devient un sentiment, les contraires peuvent y entrer sans s'exclure et sans se gêner. La révolution était devenue une religion. Dès lors, tout ce qu'avaient fait les révolutionnaires était bien et était à recommencer. Dans cette vision confuse de l'époque révolutionnaire, ce qu'on apercevait vaguement, c'est que la France y avait été très agitée au dedans et très guerroyante à l'extérieur. C'était là un idéal que, d'instinct, et les uns avec beaucoup de tempéramens, les autres avec un emportement déclamatoire, les autres sans conviction et par simple concession à l'opinion, tous les hommes qui avaient la prétention d'être « avancés » entretenaient plus ou moins, dans leur pensée de derrière la tête, et caressaient avec plus ou moins de complaisance. Ce qu'on répétait, c'était, pour ce qui regardait les affaires intérieures : « Nous ne faisons rien. Nous n'avançons pas. Nous ne remuons pas. La France s'ennuie. » Pour ce qui regardait l'extérieur : « La France n'est plus le peuple chef. Elle ne remue plus le monde. Elle n'effraie plus les rois. Elle n'inquiète plus l'Europe. »

Il y avait d'extrêmes dangers dans l'une et l'autre politique, très vagues, du reste, d'autant plus dangereuses, et que personne, à cette époque, n'a déterminées avec précision. L'une et l'autre étaient la préoccupation, l'effroi et l'embarras constant de Guizot, à cause même de ce qu'elles avaient d'inconsistant et de presque insaisissable. Il luttait là non contre des doctrines, mais contre un état d'esprit, ou plutôt un état d'âme, que seul le temps et nos

malheurs pouvaient faire peu à peu, puis, brusquement, disparaître. Pour combattre un ennemi de cette sorte, il se réfugiait dans la résistance tenace, morose et un peu hautaine, et, sauf l'âpreté du dédain, il ne pouvait guère faire autre chose.

Pour ce qui est de la résistance particulière qui a été la cause, ou plutôt l'occasion de sa chute, pour ce qui est de son opposition à toute extension du droit de suffrage, il y a à examiner d'un peu près.

Deux extensions du droit de suffrage étaient possibles, étaient réclamées, avaient des partisans ; l'une était le suffrage universel, l'autre consistait dans l'abaissement du cens et l'adjonction des « capacités. » La première, il la repoussait absolument. Rien n'était plus contraire à toute sa pensée. Rien n'était plus contraire à ce système de direction du pays par la classe moyenne qui était le sien. Chose curieuse, qu'on peut maintenant remarquer après coup, et dont il ne se doutait pas, le suffrage universel ne lui aurait pas été contraire, à lui Guizot, ou à un homme comme lui, ou à une politique analogue à la sienne. Le suffrage universel français est très résolument conservateur et pacifique comme était Guizot, et la politique de conservation, et la politique de paix presque à tout prix, et la politique ennemie ou ignorante des abstractions et des chimères, et la politique positive et réaliste, qui était celle de Guizot, est celle de notre suffrage universel quand on le laisse à lui-même, quand on ne le trompe pas, ce que certes Guizot n'aurait pas fait.

Mais que le suffrage universel fût cela, ni Guizot ni personne ne le savait alors, ni ne le supposait. Le suffrage universel dont je viens de parler, c'est le paysan français, et tout le monde alors ignorait le paysan. On ne connaissait que la grande bourgeoisie, la petite bourgeoisie et le peuple des villes. Tous, amis et adversaires du suffrage universel, se le représentaient comme la France aux mains des ouvriers. Le mot « peuple » alors n'avait pas d'autre sens. C'est ce suffrage universel là que Guizot a repoussé de toutes ses forces.

S'il a vu plus loin, ce que je ne crois pas, mais ce qui est possible, il a pu voir le paysan bien insuffisamment éclairé encore par sa loi de 1833 pour pouvoir gouverner le pays. Il a pu le croire sage, bien intentionné et conservateur, mais très capable d'être séduit et trompé par les apparences ; il a pu croire qu'avec un gouvernement comme celui de Guizot, de Molé, de Thiers ou de Lamartine, il ferait de bonne politique, et même serait un admirable et invincible obstacle à l'esprit de chimère, de précipitation et d'aventures ; mais il a pu croire aussi qu'il soutiendrait par esprit de conservation tel gouvernement aussi chimérique et aventu-

reux que possible; il a pu prévoir l'empire et tout ce qui s'en est suivi, auquel cas il est difficile de lui reprocher d'avoir repoussé le suffrage universel.

Et, sans faire d'hypothèses, et à prendre les choses en gros, il a cru qu'il fallait marcher pas à pas, et que l'intervention brusque d'une force inconnue comme celle du suffrage universel ne pouvait être pour le pays qu'une secousse terrible, et que le suffrage universel en 1848, c'était vraiment trop tôt. — Il a pu croire encore, en se reportant à ses principes généraux, que, dût-on organiser le suffrage universel comme instrument politique, il ne faudrait pas lui donner tout. Le suffrage universel, du moins en France, à la condition qu'on ne le trompe pas, est, et surtout sera, à mesure qu'il sera plus malaisé de le séduire, élément de stabilité. Il n'est pas élément de progrès, d'innovation, d'invention et d'habileté. Il ne pense pas, et n'a pas le temps de penser. Il n'a pas d'idées. Il ne poursuit pas un but. Il n'a pas à proprement parler de volonté; car il ne sait pas ce qu'il veut. Il sait ce qu'il ne veut pas. Ses décisions, on peut vérifier, ont toujours le caractère d'une protestation, d'un refus, d'un *halte-là*. C'est toujours, non pas quelque chose qu'il demande, mais quelque chose qu'il repousse; ce n'est pas une voie qu'il ouvre, c'est un chemin où il refuse de s'engager. C'est pour cela même qu'il est si essentiel de connaître son sentiment; car savoir ce que ne veut pas le peuple est nécessaire pour éviter les explosions, ou seulement les grands malaises sociaux. Mais ce n'est pas ce qu'il veut qu'il faut lui demander; car il n'en sait rien; ce n'est pas à lui-même qu'il faut demander de se gouverner; car il ne le sait pas. Dans une constitution bien faite, le peuple, par la chambre qui le représenterait, devrait avoir le *veto*, et les classes pensantes, par la chambre qui les représenterait, l'initiative. A tous les égards, le suffrage universel devait donc paraître à Guizot, comme évolution historique, prématuré, et, à le prendre rationnellement, imparfait.

Quant à l'extension limitée du droit de suffrage, quant à l'abaissement du cens et à l'adjonction des capacités, Guizot avait des raisons très graves, quoique d'un caractère un peu personnel, pour repousser aussi cette réforme moins radicale. Cette opposition contre laquelle il combattait avec tant d'énergie, cette opposition remplie ou au moins touchée de « l'esprit de 91, » cette opposition qui ne détestait pas assez, selon lui, une certaine agitation à l'intérieur et une certaine propagande révolutionnaire à l'extérieur, d'où venait-elle, et qui l'envoyait à la chambre? Précisément, cette bourgeoisie du second degré, cette bourgeoisie des médiocres fortunes, et cette bourgeoisie des « capacités » qu'on voulait faire entrer à rangs plus pressés dans le corps électoral et dans le « pays légal » comme on disait alors; cette bourgeoisie du second degré, que Guizot

trouvait bien complaisante, sinon bien ouverte, à l'anarchie intellectuelle; cette bourgeoisie du second degré, que Guizot craignait, je ne dis pas plus que le suffrage universel, mais tout autant. Et c'était justement la classe moyenne, que Guizot en théorie avait tant aimée, qu'en pratique, à cette époque, il jugeait bien imprudente et hantée d'idées hasardeuses. Son avènement eût désorganisé, selon lui, ce parti du centre, qu'il avait eu tant de peine à former et à discipliner, eût compromis toute son œuvre. Il résistait.

Il avait de bons argumens. Il faisait remarquer que l'extension graduelle du suffrage était dans ses idées et dans son programme, mais à la condition qu'elle fût graduelle; or qu'en 1830 il n'y avait que 99,000 électeurs politiques et qu'en 1842 il y en avait 224,000, et que c'était déjà, en douze ans, aller assez vite. Il faisait remarquer que l'agitation pour l'extension du droit de suffrage semblait bien superficielle, et que le pays ne paraissait nullement demander cette réforme. Cela ne laissait pas d'être assez vrai; car le langage même de l'opposition donnait raison à Guizot sur ce point. L'opposition reprochait au gouvernement « la torpeur » du pays; c'était un des lieux-communs oratoires du temps. Et en même temps, elle prétendait que le pays réclamait une plus grande coopération au gouvernement. Il ne la réclame pas bien énergiquement, répondait Guizot, puisque vous assurez qu'il dort, pour me reprocher de le laisser dormir. Est-ce à moi de lui donner cette agitation que vous déplorez qu'il n'ait pas ? — Il faisait remarquer surtout qu'il avait la majorité dans le parlement, qu'il se conformait à l'esprit de cette majorité, que quand la majorité serait convertie à la réforme, elle remplacerait M. Guizot par un autre, qui la ferait.

C'étaient de bons argumens plutôt que de bonnes raisons. En me défendant de juger par l'événement, ce qui est trop facile, et en m'efforçant loyalement de me placer en janvier 1848, je remarque qu'à la vérité l'agitation réformiste était superficielle et qu'un gouvernement plus rigoureux l'aurait réprimée bien facilement; mais je remarque que l'*intention* réformiste, sous sa forme régulière et légale, était assez forte. La dernière fois que la question s'est posée, en février 1848 (amendement Sallandrouze), la « réforme » a eu 189 voix contre 222. Dans une chambre où il y a des fonctionnaires, et où la majorité a été dressée et disciplinée par une main très ferme, trente voix de majorité, ce n'est qu'une majorité matérielle, et qu'une réforme importante ait 189 voix contre 222, cela prouve qu'elle est mûre.

Et je ne vois nullement pourquoi Guizot aurait cru devoir laisser à un autre le soin d'accomplir la réforme ainsi demandée. Il connaissait assez sa chère histoire d'Angleterre pour savoir que, bien des fois, un ministre dirigeant s'est mis à la tête de la réforme

longtemps combattue par lui, une fois qu'il la jugeait nécessaire. C'était chose à tenter; c'était chose où il y avait de l'honneur. C'était chose aussi où il y avait des tracas, et je crois bien que c'est un peu pour cela que Guizot s'y est refusé. Qu'on ne s'étonne point de voir attribuer un tel motif à un homme si courageux. Guizot travaillait, et toujours avec de nouveaux redoublemens d'ardeur, depuis trente-cinq ans, et depuis huit ans presque tout le poids du gouvernement, et encore plus presque tout le poids des discussions, était sur lui. Il me semble voir en lui, à cette époque, quelques traces de fatigue. La fatigue, chez les hommes énergiques, se manifeste par une certaine irritation et un certain entêtement.

Il résista. Certainement ce fut un malheur. Il aurait fallu, en France, ne pas arriver si vite à la démocratie pleine et entière. Il aurait peut-être fallu arriver à la république avant d'arriver à la démocratie. La France était beaucoup plus prête à celle-là qu'à celle-ci. Un pays est tout prêt à la république, et en vérité y est déjà, quand deux ou trois dynasties s'y disputent et y ont des partis considérables. Dans ce cas, la solution qui consiste dans l'exclusion de toutes les dynasties est bien près de s'imposer. A cet égard, la révolution de 1830, en créant une dynastie de plus, augmentait les chances de la république et en rapprochait l'échéance. La France, à partir de 1830, était donc bien en chemin pour la république. — Elle y était aussi pour la démocratie, mais cela pouvait attendre, et devait attendre. L'extension graduelle du droit de suffrage était la marche naturelle, sûre, et la plus exempte de périls. La France, amenée peu à peu à une monarchie parlementaire très semblable à une république un peu aristocratique, ou, si les circonstances le voulaient, à une république parlementaire, relativement aristocratique encore, c'était la transition évidemment naturelle et rationnelle entre la monarchie absolue d'autrefois et la démocratie pure vers laquelle le monde semble marcher. — A cette transition, Guizot pouvait aider, et la situation, même la situation parlementaire, semblait le lui prescrire. C'est un peu de sa faute (si tant est que, dans ce grand hasard de l'histoire, les fautes individuelles doivent entrer en ligne de compte), si l'inverse même de ce qui eût été bon s'est produit, si la France a été en démocratie avant d'être en république. La France, jetée en pleine démocratie en 1848, après quelques mois de gouvernement républicain ou plutôt de révolution, a été démocratie sans être république, pendant vingt et un ans, de 1849 à 1870, et n'est arrivée à la république qu'après vingt et un ans de démocratie non républicaine. Au lieu que ç'ait été la république qui ait fait l'éducation de la démocratie, c'est la démocratie non républicaine qui a fait l'éducation de la république.

Les inconvéniens s'en font sentir encore, et quelquefois d'une manière cruelle.

Il en est résulté particulièrement une chose sur laquelle Guizot, dans la retraite studieuse de sa vieillesse, a dû méditer. C'est que les classes moyennes, objet constant de la prédilection de Guizot, n'ont jamais gouverné en France. Elles n'ont pas gouverné avec lui, quoi qu'il en ait cru. Ce qu'il a pris pour elles était autre chose. La France a été gouvernée de 1815 à 1848 par une aristocratie. Les classes moyennes n'ont pas gouverné après Guizot, de quelque espoir qu'elles se soient flattées à cet égard en le renversant, ou plutôt en le voyant tomber. Elles ont été dépassées le même jour que lui. L'histoire a comme sauté par-dessus elles. 1848 a été pour la haute classe l'année des victimes, et, pour les classes moyennes, l'année des dupes. Jamais le rêve politique de Guizot n'a été accompli. Il ne l'a pas réalisé en croyant le réaliser, et, après être tombé, il ne l'a pas vu se réaliser malgré lui. Qu'eussent donné ces classes moyennes tant célébrées, on ne le sait. L'expérience n'a pas eu lieu; la preuve par le fait n'a pas été faite.

Aujourd'hui même il ne faudrait pas croire que les classes moyennes soient arrivées par un détour à cette situation prépondérante. Elles ont une grande part dans le gouvernement de la nation, parce qu'il s'est trouvé que le suffrage universel français, en sa grande majorité, les a comme adoptées. Il y avait des affinités entre elles et le paysan. Mais ce n'est pas elles qui gouvernent, c'est le suffrage universel qui gouverne par elles. Elles gouvernent indirectement, en pliant leurs façons de voir à celles de la population rurale, et ainsi elles gouvernent avec une certaine gêne et gaucherie, et d'une manière qui n'est pas tout à fait conforme à leurs goûts et à leurs idées propres. — D'autre part, elles administrent le pays, les fonctionnaires sortant tous d'elles, et c'est un grand point; mais encore administrer n'est pas gouverner; on le voit assez à une légère mais réelle divergence qui existe entre l'esprit du gouvernement proprement dit et l'esprit de l'administration, l'esprit du gouvernement étant celui des classes moyennes tenant compte des sentimens de la foule et toujours ramené à s'y plier, l'esprit de l'administration étant celui des classes moyennes indépendant de cette sujétion et relativement affranchi de ce souci; et ainsi ni le gouvernement, quoique tiré des classes moyennes, ni les fonctionnaires, sortant aussi des classes moyennes, mais administrant, ne gouvernant pas, ne sont, dans le sens précis du mot, la classe moyenne gouvernant. Non, l'expérience n'a pas été faite. Les idées de Guizot n'ont pas subi l'épreuve de la pratique.

Ce que les classes moyennes auraient donné comme gouvernement, on ne le sait pas.

V.

C'était un grand esprit rétréci par une grande volonté. Ce phénomène se produit souvent. Le caractère impérieux donne à l'intelligence, avec une force immense, une rectitude qu'on peut dire exagérée en ce sens qu'elle est un peu artificielle. Il semble toujours que la pensée de M. Guizot est plus grande qu'il ne lui permet de l'être. Il semble toujours qu'il serait un grand philosophe s'il ne ramenait sa philosophie à être pratique et immédiatement pratique; grand historien, s'il forçait moins l'histoire à être une preuve de la nécessité de l'avènement des classes moyennes; grand théoricien politique s'il imposait moins à sa doctrine le devoir de soutenir son parti. — Guizot est un penseur réprimé par un homme d'état. Il a laissé des méditations philosophiques et religieuses volontairement très timides à force d'être prudentes, et qui ne captivent point les esprits à force de s'adresser aux bonnes volontés. Il a laissé des considérations historiques d'une belle suite et d'un rigoureux enchaînement, mais qui donnent trop cette idée que c'est à leur but qu'elles sont enchaînées, et qu'elles ont trop pour cause unique leur cause finale.

Il a laissé moins une théorie politique, qu'une théorie de gouvernement; mais cette théorie de gouvernement est très belle, très élevée, très large et très pratique, et c'est un grand regret qu'on éprouve que l'homme qui l'a conçue, comme il arrive toujours, tant par sa faute que par la faute de ses adversaires, et plus par celle de ses adversaires que par la sienne, l'ait mise en pratique surtout en ce qu'elle avait d'étroit.

Orateur qui a eu toutes les qualités oratoires, sauf la souplesse, comme aussi, sauf la souplesse, il avait toutes les qualités de caractère, il a, après tous les grands orateurs de l'époque révolutionnaire et de la restauration, augmenté la gloire de la tribune française. A la fois ample dans son exposition et serré dans sa dialectique, et bondissant magnifiquement sous l'interruption, il s'est montré dans les débats parlementaires puissant et redoutable, et beaucoup plus grand écrivain que dans ses écrits, trouvant à la tribune non-seulement l'ampleur, la dignité et l'élévation, mais encore le relief, l'éclat et le mouvement qui ailleurs lui manquent. Le rôle qu'il a joué dans la politique active ne doit donc pas, au point de vue de la critique littéraire, donner du regret.

Cependant, si elle a ajouté par un endroit à sa gloire littéraire, par ailleurs elle lui a fait un peu tort. Trop absorbé, il l'a reconnu, par cette terrible vie parlementaire pendant dix-huit ans, il n'a étudié que d'un peu loin, et d'un peu haut, le mouvement intellectuel, si curieux, si passionnant, de ce siècle « le plus amusant de l'histoire, » comme a dit un maître railleur, qui peut se permettre de railler, parce qu'il est un maître. Ce mouvement des esprits, il l'a connu, il l'a mesuré, il l'a défini, brutalement, et non sans justesse, « anarchie intellectuelle; » il ne l'a pas scruté et analysé. L'attente est trompée, il faut le dire, quand on lit les *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*. Ils sont trop des mémoires pour servir à l'histoire de Guizot et de son parti. Ils sont trop circonscrits à l'enceinte du palais législatif. Comme les *Mémoires de Saint-Simon* sont l'histoire des corridors de Versailles, les *Mémoires* de Guizot sont trop l'histoire des couloirs du parlement; et l'*Histoire de la pensée du XIXe siècle*, écrite par un historien, par un philosophe et un homme d'état, qu'on attendait, qui était presque promise, on est désolé qu'elle ne nous soit point donnée. Une certaine étendue de regard tout autour de lui a certainement manqué à Guizot.

Il a été le dernier ministre du gouvernement aristocratique en France, et le dernier chef de l'aristocratie politique en France. La France n'a été gouvernée aristocratiquement que de 1815 à 1848. Elle a eu pendant ce temps une aristocratie hétérogène et un peu improvisée, composée des débris de l'ancienne noblesse et de la partie la plus active de la haute bourgeoisie. Cette aristocratie n'a point démérité pendant son court gouvernement. Elle s'est montrée intelligente, sage, prudente, très patriote, très soucieuse du bien général, et, si on la compare aux autres aristocraties que l'histoire nous fait connaître, très desintéressée. Elle a montré des qualités administratives de premier ordre : les Louis, Gouvion Saint-Cyr, Thiers et Guizot sont ses gloires. Elle avait, en général, une politique très positive, très réaliste, très attentive aux faits, très instruite des forces de l'homme et très ménagère des forces du pays, et qui, si elle ne se privait pas d'être éloquente, n'avait rien de déclamatoire. Elle n'avait aucun souci de « faire grand, » et se piquait si peu du chevaleresque qu'on lui a reproché son manque de charlatanisme. Elle était libérale, avec certaines timidités, mais avec une bonne volonté incontestable. Elle aimait la liberté de conscience, la liberté de pensée, la liberté de discussion, et la discussion. Elle était même, malgré ses hésitations et ses dégoûts, si libérale qu'elle a rendu difficile après elle l'exercice tranquille du despotisme.

Elle avait de graves défauts. Improvisée, elle manquait de traditions, d'idées générales arrêtées. Ce sont ces idées générales que Royer-Collard et Guizot ont voulu lui donner, l'un les lui faisant un peu subtiles et abstraites, l'autre s'appliquant à les lui faire très simples et un peu communes, pour qu'elles fussent pratiques. — Hétérogène, elle manquait de cohésion, un peu, mais vraiment très peu, parce qu'elle était hétérogène, beaucoup pour des raisons qui tiennent au caractère français, beaucoup pour des causes qui tiennent au système de gouvernement qu'elle pratiquait. Car il est à remarquer que, si elle a été très divisée, alors qu'il fallait qu'elle se tînt fermement unie et liée, ce ne fut pas de classe à classe, et la noblesse luttant, par exemple, contre la grande bourgeoisie, ce fut d'homme à homme et de groupe à groupe. Elle ne se montrait pas hétérogène, encore qu'elle le fût; elle se montrait et elle était indisciplinée, parce qu'elle était française; et le gouvernement parlementaire avec sa lutte continuelle d'homme à homme, à trois pas de distance et les yeux dans les yeux, avait développé ce défaut naturel. C'est cette discipline, qui lui manquait, que Guizot a mis tout son effort, et un effort si énergique qu'il passait le but, à lui donner. — Enfin, elle avait une préoccupation insuffisante, non certes des besoins, mais des sentimens de la foule. Elle n'a pas organisé, et même n'a jamais songé à organiser un système de consultation populaire, ce qui est absolument nécessaire à un gouvernement aristocratique. Elle n'a pas songé à trouver un moyen de savoir avec netteté, continuellement ou périodiquement, ce que pensait, espérait, regrettait ou rêvait le peuple; et c'est une chose qu'il faut toujours savoir. Elle se contentait de dire, avec raison, du reste, qu'elle était une aristocratie ouverte, la plus ouverte du monde, et accessible à tous par le travail. Il était vrai; mais cela ne suffit point, et il est nécessaire à une aristocratie, non-seulement qu'elle soit ouverte, mais qu'elle soit avertie.

A tout compter, elle a fait son métier avec conscience, avec habileté, avec courage et avec succès. Elle a une très grande et très belle place dans l'histoire de France. Guizot a été son dernier représentant, non le moindre. Il l'a conduite, il a essayé de la discipliner, il l'a aidée à faire quelques grandes choses, il lui a fait honneur. Elle est tombée avec lui. C'était tomber avec un noble porte-drapeau. Les dieux devaient sans doute « cet hommage aux mânes d'un tel homme » d'emporter avec eux le gouvernement aristocratique.

ÉMILE FAGUET.

UNE

VILLE D'EAUX JAPONAISE

Le soleil d'août est torride à Yokohama. Les murs de papier des petites maisons japonaises, chauffés à blanc, craquent sous les rayons ardens, et semblent prêts à se déchirer. Les constructions européennes, plus vastes, plus savamment disposées en prévision de la chaleur comme du froid, font bénéficier leurs habitans d'un soupçon de fraîcheur relative. Au Japon, pour se soustraire à cette accablante température, il suffit de fuir à quelques milles, dans l'intérieur où domine partout la montagne avec son air revivifiant. Aussi est-ce l'époque, pour les étrangers, des parties de campagne ou des promenades de plus longue haleine. Le chemin de fer, dont les lignes ne sont pas encore toutes reliées, mais qu'on commence à trouver un peu partout dans le pays, permet d'effectuer les voyages sans trop grande dépense de temps, d'argent et de fatigue.

Donc, un beau matin du mois d'août, à huit heures, nous nous embarquons à la gare de Yokohama pour descendre, une demi-heure après, à la petite station de Sinagawa, où la voie bifurque. Là commence le voyage proprement dit, car nous allons pénétrer dans la région où les étrangers ne peuvent se mouvoir que munis du laissez-passer de l'autorité indigène, et les billets ne nous sont délivrés au guichet que sur présentation des passeports.

Rien d'extraordinaire au point de vue pittoresque dans le pays que nous parcourons maintenant, d'une vitesse assez modérée. La

ligne seule, ouverte depuis peu et à peine installée, est assez curieuse avec ses stations simplement indiquées par un écriteau, trois parois en planches, un toit, et dessous, à l'ombre, un chef de gare assis devant une table, paperassant, face au train, pendant que nous poursuivons notre course ininterrompue, car en dépit de notre allure bon enfant, nous sommes un « direct. »

Il ne faudrait qu'un peu de folie à notre marche trop paisible, que quelques coups de sifflet allègrement jetés dans l'espace par notre machine trop timide pour avoir l'illusion d'un passage à travers un de ces territoires du lointain Ouest où les locomotives américaines se lancent à l'aventure comme des coursiers lâchés sur une terre inexplorée.

Le wagon où nous avons pris place est plein de voyageurs. Les séparations de compartiment à compartiment, n'étant pas continues dans le sens de la hauteur, permettent au regard de se promener d'un bout à l'autre de la voiture. Il y a là une vingtaine de personnes composant une assemblée originale, reflet de la période de transition que traverse en ce moment l'empire du Soleil levant : époque bâtarde, disent avec regret les fanatiques du vieux Japon ; essai de transformation, répondent avec un certain scepticisme sur le succès de la tentative, les intransigeans de notre civilisation, qui n'admettent pas de salut en dehors de l'église de la vapeur et de l'électricité ; quoi qu'il en soit, phase bien intéressante, amusante, si l'on préfère, à observer.

Dans un coin du wagon, deux garçonnets habillés à l'européenne s'entretiennent dans la langue de Shakspeare avec une dame — anglaise ou américaine, à n'en pas douter. Les traits et la tournure suffisent à l'indiquer. Est-ce leur mère, est-ce simplement leur institutrice? Le costume aidant à la confusion, il est malaisé de reconnaître si ces enfans sont métis ou japonais purs, en sorte qu'on ne pourrait décider si la personne qui exerce sur eux son autorité est la femme ou seulement la gouvernante des fils de quelque haut fonctionnaire indigène. Car il fleurit actuellement à Tokio une trentaine de ménages fondés par l'union d'un mari japonais et d'une moitié allemande, anglaise, américaine ou suisse. — Jusqu'à présent, aucune Française n'a eu l'envie ou l'occasion de tenter cette fortune particulière. — Résolus à ne reculer devant rien pour arriver à la plus complète européanisation possible, certains Japonais contractent ces alliances peut-être moins par vocation que par désir de prendre une position indiscutable dans le corps du *high-life*. Ces mariages singuliers, qui mériteraient bien d'avoir un historien, ont des destinées diverses. Quelques-uns tournent bien. D'autres fois, après un bonheur de plusieurs années, l'époux

se voit délaissé, sans que cet abandon, grâce à l'heureuse philosophie de la nation, entraîne jamais de catastrophe.

Plus loin, trois officiers de cavalerie se rendant à la garnison de Takasaki. Ceux-là contrastent avec leurs tranquilles compagnons de wagon par des manières plus turbulentes, par les éclats d'une voix plus bruyante qui pourtant ne serait guère chez nous que le diapason d'une conversation ordinaire. Les Japonais ont le geste sobre, le ton modéré : « Si les Français n'avaient pas de mains, disent-ils en riant, ils ne pourraient pas parler, » signalant par cette moquerie les mouvemens, exagérés à leurs yeux, qui nous servent à souligner nos discours. Mais l'homme de guerre à qui l'organisation en vigueur interdit aujourd'hui, tout aussi formellement que chez nous, la moindre vexation à l'égard du pékin, conserve encore une certaine accentuation de manières qui l'empêche d'être un simple civil déguisé. — On retrouve chez ces trois militaires un souvenir du samouraï d'autrefois, élevé dans l'ignorance, le dédain de tout ce qui ne concerne pas le métier des armes. De même que presque tous leurs collègues de l'armée, ils appartiennent très probablement à l'ancienne petite noblesse. Très soignés dans leur mise, ils ont sous leur uniforme, assez semblable au nôtre, cette sorte de distinction anguleuse que la maigreur japonaise affecte assez souvent sous notre costume. — L'éducation de la société relevée, dans l'art de porter l'habillement occidental, est à présent en bonne voie. D'année en année, les Japonais ont réalisé à cet égard des progrès incontestables. Les accoutremens grotesques abondent, mais les coupes correctes, élégantes même, ne manquent pas non plus. Bien entendu, je ne parle ici que des hommes.

Puis voici de bons marchands ne faisant pas fi, eux, du costume national que cette classe, qui était une caste trente ans auparavant, gâte pourtant fréquemment par l'adjonction du chapeau et des souliers. Leurs traits ronds les distinguent des profils aquilins des trois lieutenans, en rappelant la séparation qui existe entre les descendans des soldats du conquérant Zim-mu et les fils des Aïnos assujettis, de même que leur teint plus clair, leur embonpoint prononcé de personnages vivant d'une occupation non manuelle, les différencient des hommes de même race qu'on aperçoit par les portières, en une rapide vision, penchés sur leurs rizières. Ils ont moins de prestance, tiennent moralement moins de place dans ce wagon que les trois guerriers, mais les plis de la robe indigène croisée en forme de V sur la poitrine, enserrent probablement un portefeuille plus gonflé de billets de l'*In-satsu-Kyoku*, la banque du Japon, que celui caché dans la poche du dolman noir à brandebourgs. Et ces

deux élémens de forces si inégales jadis, aujourd'hui presque de pair, présentent l'évolution d'une revanche de Gaulois à Franc, tandis que l'homme des champs, courbé sur sa tâche, personnifie bien la classe au-dessus de laquelle les révolutions passent éternellement sans en modifier le sort, comme le vent agite la surface de la mer sans en émouvoir les profondeurs.

Enfin, ce sont des jeunes filles revêtues de toilettes dont les nuances douces ou voyantes, mais toujours harmonieuses, composent une parure colorée et gaie comme la belle journée dont nous sommes favorisés. L'habitude est, dans nos pays, de se faire un costume de voiture, quitte ensuite à la chrysalide de sortir de son cocon de voyage pour reprendre son éclat. Ici, on choisit ses plus brillans atours avec le soin d'une actrice qui veut plaire à son public. Et voici à peu près quels ont été, pour chacune des petites excursionnistes présentes, les apprêts de l'entrée en campagne.

Dès le grand matin, la voyageuse s'est levée, et ses ablutions à peine terminées, elle a vu entrer la coiffeuse, prévenue la veille, très exacte. Vite, elle s'est agenouillée devant le miroir de métal poli, suivant attentivement le travail de construction de l'artiste. Celle-ci a démêlé, enduit d'huile parfumée la lourde chevelure, l'a pétrie, modelée, des doigts et du peigne, arrondie en lui donnant les surfaces unies d'un marbre noir, contournée en lui imposant la régularité de courbes et la netteté d'arêtes que le ciseau trouverait dans la pierre. Sur cet édifice, on a délicatement planté un léger peigne d'écaille et piqué une de ces épingles à boule de corail dont le rouge ressort bien sur un fond d'ébène. Cette coiffure laisse la nuque dégagée et permet à certaines Japonaises de faire valoir leur plus grande beauté, un cou d'une gracieuse flexibilité évoquant, moins les tresses blondes, le souvenir de la fiancée du roi Harold, Édith au cou de cygne de la légende anglaise. La question de la chevelure réglée, on a procédé à la pose du blanc sur la face et du carmin sur les lèvres. Ce dernier ingrédient se cueille avec le bout du doigt humecté de salive sur la feuille préparée d'un mignon carnet qui renferme en outre une petite glace, et qu'on serre dans la ceinture de façon à pouvoir toujours constater si aucun désordre n'est survenu dans la toilette du visage. Un coup d'œil final ayant vérifié l'état satisfaisant de toutes les grâces naturelles et artificielles, on a endossé la robe de soie, et un aide, — la servante ou la mère, — a sanglé la taille avec la vaste ceinture qui fait deux fois le tour du corps et dont l'ample largeur grandit la personne. On a enfilé la chaussette blanche, sorte de gant de pied qui laisse son jeu au gros doigt, pré-

hensile chez les Japonais et que les ménagères emploient fréquemment à titre auxiliaire dans leurs travaux de couture. Puis, le pied s'est posé sur la semelle en paille de riz d'un *geta* d'ordonnance, au contour verni de laque noire, en maintenant par la seule pression latérale de l'orteil contre un cordonnet rigide, la haute chaussure sonore dont le bruit sur le sol durci s'entend de si loin dans la campagne pendant les nuits d'hiver. Alors notre élégante, précédée par la famille, a, de sa démarche trottinante, pris le chemin de la gare, la mine éveillée, disposée à tout admirer, ne demandant qu'à s'émerveiller devant tout spectacle nouveau ou connu.

Telle était au départ la composition de notre wagon dont la physionomie se modifiait peu à peu aux stations par la perte et le renouvellement des voyageurs, sans que son contingent cessât d'être au complet jusqu'à Takasaki. Ainsi, dans l'ordre physiologique, l'être se reconstitue perpétuellement dans le va-et-vient de ses absorptions et de ses éliminations.

Une heure et demie d'arrêt à Takasaki, le temps de déjeuner et de réunir des *jin-riki-sya* et des traîneurs. Ce véhicule est aujourd'hui suffisamment connu, sous la dénomination de *pousse-pousse*, pour qu'il soit superflu de le décrire. Nous aurons trois coureurs par voiture : l'un poussera devant lui la traverse du brancard ; le second, par derrière, accélèrera ce mouvement, les mains appuyées sur la capote ; le tout au pas de course. Le troisième n'aura d'autre occupation que de se reposer. C'est un rôle qui sera alternativement rempli par nos coursiers à face humaine. Les bagages, peu encombrans du reste, sont déjà partis par une autre direction, sur le dos d'un cheval, — un vrai cheval celui-là, — et nous les trouverons en arrivant à destination.

Il faut se hâter, car il reste tout juste le temps d'arriver à Sannokura avant le coucher du soleil. Cette lumière naturelle éteinte, on ne se promène plus, bien entendu, en jin-riki-sya dans les chemins de montagne. Aussi un retard de trois quarts d'heure pourrait-il allonger le voyage d'une journée et entraînerait en tout cas une installation défectueuse, car, en dehors des relais, les ressources sont presque nulles.

Le proverbe des premiers Espagnols établis en Amérique : « Tu vois un Indien, tu les a vus tous, » peut s'appliquer aux villes japonaises, qui ont entre elles bien plus de ressemblance que celles de nos pays. Takasaki, qui est un assez gros endroit (11,000 habitans), ne diffère pas plus de Yokohama qu'une tranche de gâteau du gâteau entier. Nous traversons la ville dans toute sa longueur

en passant devant la caserne, sorte de citadelle ceinte d'un fossé et défendue par un mur de planches peint en noir. Quelques cavaliers traversent la rue au grand trot, et des clairons invisibles chantent des airs français. Rien de plus impressionnant que cette sonnerie dans un pays perdu où les êtres et les choses ont un autre aspect que sur la terre natale; elle émotionne plus que l'audition inopinée, si saisissante cependant, des sons de la langue maternelle.

Nous marchons, ou plutôt nos coureurs marchent sans relâche pour nous, sur un chemin qui peu à peu délaisse la plaine, devient pierreux, montueux, et, à la nuit tombante, nous atteignons heureusement le relais de Sannokura. Il n'était que temps; car, depuis quelques minutes, venait de se déchaîner un de ces orages de haut pays où le tonnerre éclate droit au-dessus de la tête en se répercutant avec une effrayante intensité le long des vallées étroites, et où l'éclair allume de tous côtés des flammes de cierge sur la cime des sapins.

A l'auberge, maigre chère : un peu de riz et de poisson. Nous avons eu la précaution d'emporter du pain et du vin. Le lendemain matin, nous nous éloignons avec l'apparition du soleil, sans avoir même le temps de nous informer des curiosités que peut renfermer la localité. Notre halte a été remplie par un repas et un sommeil bien gagnés, et, pour ma part, je n'emporte de Sannokura d'autre souvenir bien distinct que celui de l'immense moustiquaire de famille en tulle vert, presque aussi grande que l'appartement, sous laquelle nous avons dormi. — Le moustique se rencontre encore ici, mais dans quelques heures nous aurons gagné les régions qui planent au-dessus de la zone fréquentée par l'odieuse petite bête. — Il nous reste à parcourir dans notre journée quarante-quatre durs kilomètres.

Nous avons perdu de vue les dernières maisons de Sannokura. Nous suivons le cours d'une petite rivière, pas plus profonde que la main, qui semble s'être épuisée à force de pousser et d'user les galets dont le champ étendu mesure la largeur de son lit au moment de la crue. Les deux rangées de collines qui la bordent conservent, accrochés à leurs bouquets d'arbres, les longs lambeaux d'un froid brouillard déchiré par le soleil. A cette altitude et à cette heure matinale, la fraîcheur est pénétrante, en dépit de la saison. Ce site est désert. — Depuis Takasaki, à mesure que nous nous élevons, les villages, de plus en plus espacés, diminuent d'importance, et les occupations apparentes de la population subissent une simplification progressive. Les métiers ouvriers ou marchands s'effacent, cédant la place à l'action exclusive du travailleur qui vit de la

terre. Plus de boutiques offrant aux regards les produits de l'industrie; rien que quelques chaumières uniformes. C'est comme un lent retour à l'état de nature accompli sur un chemin qui aboutit à la solitude. On se sent très avant dans un pays déjà situé au bout du monde, en un endroit que n'atteint pas la grande route battue par les allées et venues des hommes qui vivent en communauté. On passerait son existence dans un recoin de cet asile, ignoré comme si on était déjà mort; on trouverait dans ce séjour tranquille un isolement presque aussi parfait que si on avait réussi à émigrer dans quelque planète sans habitans.

L'agilité et la vigueur, deux qualités auxquelles se joint ce don des dieux, la gaîté, ont été libéralement réparties à nos coureurs. Stimulés par les difficultés mêmes dont la marche est semée, ils en sont arrivés à les rechercher pour se donner la joie de les surmonter, et ont fini par se livrer franchement à de véritables tours de force et d'adresse. Par l'emploi simultané de la traction et de la poussée, ils réussissent à faire escalader aux jin-riki-sya et à leur contenu un assez gros quartier de roc, au flanc escarpé, qui nous barrait le passage. Il est bon d'ajouter, pour la vraisemblance de ce récit, que les véhicules qui paient les frais de ces fantaisistes expériences ne sont pas leur propriété, mais leur ont été loués par une compagnie *ad hoc* de Takasaki. Nous franchissons à fond de train un pont jeté sur les berges très élevées d'un torrent, formé par l'assemblage de deux ou trois troncs d'arbre, et si étroit, si juste, qu'à une certaine seconde le jin-riki-sya n'adhère plus aux poutres que par une roue, l'autre tournant dans le vide. Nous nous aventurons sur un capricieux sentier en corniche, à peine plus large que l'écart des roues de la voiture. Dans ce passage, à la fois pénible et dangereux, deux des traîneurs, attelés en flèche, avancent laborieusement, le corps presque couché à terre, tellement la montée est rude, pendant qu'à l'arrière leur collègue les seconde de toute son énergie. Nous suivons dans cette disposition le faible rebord contournant, en spirale, une menaçante paroi verticale qui semble vouloir nous jeter dans l'abîme. Je me rappelle à ce moment une gravure de Gustave Doré dans le *Voyage en Espagne* où l'on voit, sur une route analogue, une diligence roulant dans un précipice : le conducteur la précède dans sa chute, les bras étendus, et elle entraîne une longue grappe de mules dont un couple ou deux ont encore pied sur la voie et essaient désespérément de se retenir au roc avec leurs sabots. — Nous eussions opéré une dégringolade de ce genre. Les deux troisièmes traîneurs, seuls survivans probables de la catastrophe, seraient restés pour courir la raconter au plus proche village, où les *ma!* les *domo!* et toutes

les exclamations de la langue japonaise eussent accueilli leur récit. Après quoi, la troupe compacte des paysans se serait mise en marche, et, sans trop se presser, serait venue recueillir nos débris.

Rien de plus simple que de descendre. Mais chaque fois que nous voulons le faire, nos hommes s'y opposent amicalement, en s'écriant un peu moqueusement : « *Dai-zyo-bu! Dai-zyo-bu!* N'ayez pas peur! N'ayez pas peur! » Évidemment ils s'amusent à nous placer entre les sollicitations contraires de l'appréhension et de l'amour-propre. Nous finissons par en prendre notre parti et les laissons aller de leur allure de chevaux emportés, sans plus faire d'observation. Le proverbe fataliste nous enseigne, après tout, que « celui qui doit mourir pendu ne sera jamais noyé. »

Descendre avec la rapidité d'une pierre qui roule, puis gravir avec une lenteur de fourmi le même plan incliné, et au sommet retrouver la pente qu'on vient de laisser! Il serait difficile de se rendre compte s'il y a, au total, gain ou perte en élévation à cet exercice. Mais le caractère graduellement changeant du paysage inspire le sentiment d'une montée constante. Bien qu'il fasse encore assez chaud, la température est plus fraîche que la veille; l'air est plus léger, le bleu du ciel paraît même un peu différent; les essences végétales ont changé d'aspect, et l'ami des hautes régions, le sapin, ne nous quitte plus, descendant avec nous jusqu'au fond des entonnoirs, où notre itinéraire nous déverse parfois. Les fleurs, très rares dans la plaine japonaise, naissent sur le flanc des collines, au milieu des hautes herbes; non pas les fleurs frêles et simples qui recherchent le bord des rivières et le gazon des clairières dans les petits bois où les arbres font le cercle, mais des espèces robustes aux vives couleurs et qui pourtant ne sentent pas leur jardinier. Les moustiques ont complètement disparu. En revanche, les mouches sont plus nombreuses, plus grosses, plus bourdonnantes. Vers midi, quelques minutes avant d'arriver aux trois maisons qui constituent le hameau où nous devons faire halte pour déjeuner, nous traversons un véritable essaim de taons de forte taille qui s'appellent en japonais *abu*. Tous ces petits désagrémens n'abattent pas l'intrépidité de nos hommes, qui continuent à rire, à s'interpeller joyeusement d'une voiture à l'autre, à échanger des plaisanteries d'un sel plus ou moins attique. — Le japonais se prête avec beaucoup de complaisance aux équivoques que nous nommons calembours, de sorte que cette langue a l'avantage de permettre à tout le monde, grands et petits, de faire au besoin parade d'un peu d'esprit.

Un peu avant sept heures, nous débouchons sur le plateau de

1,200 mètres d'altitude dans un enfoncement duquel la ville de Kusatsu est cachée.

Pour arriver là, nous avons parcouru une région toujours plus montagneuse, plus pauvre et de moins en moins habitée. Le sol ne possède plus suffisamment de ressources pour couvrir les frais d'existence des gens qui l'exploitent; la culture n'est qu'un appoint. Les maisons, peu nombreuses, des deux ou trois relais que nous avons traversés, se serraient étroitement autour d'une hôtellerie assez vaste et assez confortable pour la médiocrité du lieu, et dont l'importance prouvait que le village tirait sa subsistance moins du pays en lui-même que du passage des voyageurs. Car si la campagne est déserte, les chemins sont assez peuplés. C'est que nous approchons de la célèbre Kusatsu, dont les eaux sont courues par un grand nombre de visiteurs qui se succèdent pendant tout l'été. Et c'est la pincée de sapèques jetée par chaque touriste en rétribution de l'hospitalité reçue, qui a, comme une semence, fait naître la plupart des chaumières que nous apercevons : humbles logis, construits par la pauvreté strictement contrainte à n'envisager dans l'édification de sa demeure que l'abri réduit à sa plus simple expression. Plusieurs se composent seulement de quatre murs de boue, déviés de la verticale, écrasés sous un toit de chaume, n'ont qu'une porte pour toute ouverture et, — suprême détresse dans ce pays, — montrent un sol privé de l'indispensable *tatami*, étalant à nu sa froide misère.

A une des stations dont il vient d'être parlé, sorte de caravansérail tout grand ouvert sur la route, très animé, d'un abord encombré par une multitude de voitures, de chevaux, de traîneurs et de palefreniers, nous avons fait une rencontre.

Une dame japonaise et sa fille, voyageant sous la sauvegarde d'un bonhomme qui faisait l'effet d'un serviteur attaché de longue date à la famille, vinrent prendre place près du tatami que nous occupions. La mère devait toucher à la cinquantaine, était déjà ridée comme on l'est à cet âge au Japon, et ressemblait à toutes les vieilles femmes de ce pays que la décrépitude rapproche. Au surplus, apparence distinguée, sobre costume de soie noire orné dans le dos du *mon*, c'est-à-dire des armoiries, ressortant en blanc sur l'étoffe. La fillette avait quatorze ans, ainsi qu'elle nous l'apprit au cours de la conversation qui s'établit entre nous. On lui eût facilement donné deux années de moins, car les Japonaises, par suite de l'exiguïté de leur structure et surtout à cause de leurs manières enfantines, ont une croissance qui nous semble moins rapide que celle de nos pays. Et cette évolution terminée, par une seconde dérogation qui n'est pas une compensation, elles restent moins

longtemps à l'état de jeune femme et se fanent prématurément. — Une circonstance disait clairement que Mlle O-Hana-San, — c'était son nom, — se rattachait au monde élégant et fortuné qui suit les décrets de la mode jusque dans leurs exigences les plus coûteuses : elle portait les gants, la robe, et les bottines en vogue depuis deux ou trois ans dans la haute société féminine de la capitale. Et cette armure d'étoffe, si serrée, si opposée à la liberté des mouvemens accoutumés à l'ampleur des manches tombantes, si peu appropriée à l'installation d'un intérieur où on s'agenouille pour s'asseoir, n'était pas un travestissement imposé par le caprice du jour, mais une transformation définitive ; une décision impériale ayant récemment imposé aux dames le port de la toilette occidentale aux réceptions de la cour, comme quinze ans auparavant l'habit noir a été prescrit aux fonctionnaires dans les soirées officielles. Les sourcils rasés et rehaussés par la peinture de deux doigts sur le front, la chevelure nouée à la hauteur de la nuque par un cordonnet et de là retombant en crinière sur les épaules, la veste blanche et le pantalon de cérémonie en soie rouge éclatante, aux deux jupes évasées et traînantes, des suivantes de l'impératrice, sont devenus de l'histoire. La robe aux plis droits qui donne une certaine majesté à la marche glissante des pieds déchaussés sur les nattes, n'a pas disparu, mais a pris un caractère d'infériorité. Bien immérité, du reste, ce dédain soudainement affiché pour l'ancien et glorieux costume ; bien déraisonnable cet engouement pour la réforme à l'ordre du jour. La critique est trop aisée en face de la gaucherie très compréhensible, mais irrémédiable de ces servantes du tyrannique usage, assujetties à un accoutrement qui n'est pas l'expression de la recherche féminine en fait d'embellissement. Mlle O-Hana-San appartenait du moins à une génération malléable, et grâce à sa souplesse enfantine s'était affranchie de la gêne du maintien pour entrer dans le naturel de la pose qui est la première condition d'une tenue élégante. Sa physionomie intelligente et douce, ses manières exemptes de timidité comme de pétulance, — la vivacité est mauvais genre au Japon, — ses jolis traits et son amabilité en faisaient une petite personne absolument séduisante.

Nos nouvelles connaissances se rendaient comme nous à Kusatsu; il fut convenu que nous ferions route ensemble.

Mlle O-Hana-San nous raconta qu'elle faisait ses études au *Kazoku-gakko* (école des nobles) de Tokio. On enseigne une langue européenne aux élèves de cette aristocratique institution ; aussi apprenait-elle l'anglais :

— *You speak english, miss ?*

— *Yes, sir, a little.*

— *And do you learn it with pleasure ?*

Et miss O-Hana-San répond en japonais qu'elle n'est pas encore très forte, n'ayant commencé que depuis moins d'un an. Nous remontons en jin-riki-sya; le vieux serviteur de la famille enfourche un cheval portant en croupe un ballot à couverture de paille qui contient le bagage de ces dames, et à la chute du jour, notre petite caravane approchait de Kusatsu.

Une prairie de hautes herbes parsemée de lis sauvages jaunes et de belles fleurs bleues et violettes : tel est le plateau de Kusatsu. Rien dans ce paysage d'une mélancolique expression ne révèle la main de l'homme, n'annonce le voisinage d'un lieu habité. Aussi éprouve-t-on une certaine surprise en entrant, en tombant plutôt dans la ville qui est située au fond d'un véritable trou.

De grandes maisons à trois étages, d'une ressemblance presque parfaite avec les chalets suisses, surgissent sous les pieds et font bonne figure avec leurs poutres vernissées et leurs toits légers chargés de grosses pierres par précaution contre la violence des vents d'hiver. Sur ce qu'on peut appeler la grande place, bouillonne et cascade, au milieu d'un nuage de vapeur, la principale source, celle de Netsu-no-yu. D'un peu loin, à cause des épais dépôts qui recouvrent son lit, on dirait qu'elle roule du soufre liquide. A l'horizon, se profile nettement le redoutable volcan de l'Asama-Yama dont la présence explique ces phénomènes géologiques. Un panache de fumée, blanc, lourd, immobile, qu'on pourrait prendre pour un nuage, le distingue des montagnes qui l'avoisinent.

« On doit éviter les excès de toute nature, mais il faut aussi se garder des idées noires, » recommande aux malades le *Guide du baigneur à Kusatsu.* Les Japonais se conforment tant bien que mal à la première prescription et consciencieusement à la seconde. Le soir, la plupart des maisons sont illuminées; le syamisen et le tambourin résonnent, accompagnant la voix des chanteuses et le pas des danseuses. Des gesya de Tokio viennent faire à chaque saison balnéaire une récolte d'argent généralement assez productive, le désœuvrement procurant une clientèle libérale à ceux qui ont pour mission d'amuser le public. De même que pour Vespasien le point d'honneur consistait à mourir debout, il convient, aux yeux des Japonais, de prendre congé de ses amis le sourire sur les lèvres. Car on meurt beaucoup dans ce séjour, ainsi qu'en témoigne le vaste cimetière rempli par les tombes de personnages de marque ayant tenu pendant leur vie assez de place pour mériter d'occuper un mausolée dans la petite nécropole de Kusatsu. — En somme,

avec ses treize ou quatorze cents habitans temporaires, Kusatsu réussit à produire le tapage et le remuement d'une grande ville.

A peine sommes-nous installés dans l'hôtel qui porte le nom de son propriétaire, Koku-ya, qu'un officier de police fait passer sa carte en demandant à nous voir. Il est cérémonieusement introduit par maître Koku-ya en personne. Nous voyons un homme de taille un peu au-dessous de la moyenne, replet, le visage rond et les lèvres minces, vêtu de l'uniforme d'été des policemen, c'est-à-dire tout de blanc habillé, mais dépourvu de la longue trique dont sont armés les agens de Tokio. Ainsi que nous l'apprendra maître Koku-ya dans la minute même qui suivra sa sortie, nous avons tout simplement devant nous la bête noire des gens de Kusatsu. Cet ex-samouraï, paraît-il, ne cherche pas à déguiser le dédain qu'il éprouve pour la population, — sédentaire, — de ce poste perdu où, depuis des années, on s'obstine à le maintenir malgré ses réclamations. Aussi s'acquitte-t-il de son service avec un zèle stimulé plus encore par la certitude d'être désagréable à ses administrés que par l'amour pur du devoir. Pour nous, dont il sait la qualité par nos passeports que vient de lui communiquer l'hôtelier en conformité des règlemens, nous comptons à ses yeux en tant que *gentlemen* exotiques: « Nous autres gens du monde... » dit sa figure qui n'a plus en se tournant vers nous l'expression qu'elle réserve aux habitans de Kusatsu. — L'officier nous fait courtoisement ses offres de service : « Si le patron de cette maison essaie de vous voler en vous faisant des prix exagérés, si son personnel est grossier à votre égard, veuillez me le faire savoir, et il sera puni sur-le-champ sévèrement. » Ce discours est débité en présence même du pauvre Koku-ya qui se tient dans une posture respectueuse, aussi éloigné de nous que le permettent les dimensions de l'appartement. L'obligeant visiteur nous donne ensuite quelques renseignemens sur Kusatsu.

En hiver, la place est à peu près abandonnée. Une centaine de personnes, — les vrais habitans, ceux-là, — restent pour garder les maisons. Ce n'est pas que le froid soit extraordinairement rigoureux, mais ôtez les baigneurs, Kusatsu n'a plus de raison d'être.

L'entrevue prend fin. L'officier s'éloigne en gonflant ses joues et en balançant ses bras courts. Maître Koku-ya le salue au passage par un prosternement. Il répond à cette révérence par un regard chargé de mépris.

Il paraît que nous avons produit sur son esprit une impression favorable, car il revient le lendemain, accompagné du maire. Ce fonctionnaire porte le chapeau rond et la redingote, mais cette dernière pièce rappelle un peu qu'elle sort de la main d'un tailleur

établi à 1,200 mètres au-dessus du niveau de la mer. Nous absorbons du thé, nous fumons. Cette visite des deux autorités, civile et militaire, est suivie par celles de plusieurs particuliers que nous recevons sans déplaisir, car ils sont amusans, toujours convenables. Et puis cette fréquentation initie l'étranger à bien des détails qu'il ignore ou sait imparfaitement. Si une vie suffit à acquérir la connaissance des choses de son pays, deux existences ne seraient pas de trop pour se rendre familière la nation à laquelle on n'appartient ni par la mère ni par le contact des années d'enfance. Cette étude est un champ indéfini dont les limites reculent sans cesse devant l'exploration. Et les investigations ont d'autant plus d'attrait que les observations recueillies augmentent d'intérêt par le rapprochement que l'esprit établit aussitôt avec une circonstance antérieurement vécue. Ce sont des impressions doubles.

Pour 50 *sens* par jour (environ 2 francs, au change de l'époque), notre hôtelier nous a cédé une grande chambre très proprement tenue, tapissée de tatami de paille fine dont la belle couleur jaune éclaire l'appartement. Deux des parois de cette pièce, qui fait angle sur la rue, sont formées par des *syozi* sortant de la main de l'ouvrier. Les cadres de ces légères cloisons que le bout du doigt soulève sans peine sont tracés par des lattes minces, polies, aux arêtes si droites qu'elles pourraient servir de règle à un dessinateur. Le papier à demi transparent qui les recouvre est si bien tendu qu'il résonne comme la peau d'un tambourin, invitant les doigts à battre une marche. Les syozi étant mobiles, il suffit de les faire glisser dans leur rainure et la rue entre dans la chambre.

Les tatami ne supportent pas le contact de nos meubles et de nos souliers. Les tables, les chaises et les durs talons crèveraient et déchireraient comme une étoffe les nattes délicates. Le mieux étant encore de s'adapter autant que possible au milieu ambiant, nous adoptons la courte robe et la longue écharpe japonaises, en réservant exclusivement pour les sorties l'usage des bottines. Dans ce frais costume d'été, nous recevons, assis à la manière nationale ou à peu près, les visites des personnes qui veulent bien nous honorer de leur curiosité. Ou bien, dans une posture non moins couleur locale, mais plus négligée, le corps étendu sur les tatami, la tête appuyée sur l'avant-bras, nous nous entretenons avec des hôtes relativement familiers.

C'est souvent dans cette pose délassante que nous causons le soir, les visages au centre, les pieds à la circonférence, autour de ces minuscules tasses à saké qui semblent avoir été rapportées par Gulliver d'un de ses voyages.

Et comme les relations de maître à subordonné sont empreintes

d'une grande indulgence, il arrive fréquemment qu'une servante, sa besogne terminée, vienne écouter notre conversation. Assise en dehors de notre cercle, parfaitement immobile, l'attention soutenue qu'elle nous prête se révèle simplement par un écart un peu plus grand des paupières et un regard plus fixe au récit d'une situation plus ou moins dramatique, ou par une vague ébauche de sourire lorsqu'un épisode comique ou une plaisanterie provoque la facile hilarité japonaise. En usant avec cette discrétion du droit reconnu au serviteur japonais de s'intéresser aux amusemens de ses maîtres, elle respecte l'interdiction qui lui est faite d'y prendre part par aucune manifestation.

Ces bavardages nous conduisent généralement assez tard. Ces longues causeries qui ne nous fatiguent pas parce qu'elles amènent incessamment des objets qui sont nouveaux pour nous, mais ne le sont pas *pour eux*, sont au fond, il est à craindre, un peu puériles et vides. Toute la substance exprimée en tiendrait dans une des petites tasses à saké. Les hommes parlent comme des femmes, et les femmes comme des enfans. La pensée est rendue avec une certaine gentillesse de forme, mais parfois on ne peut s'empêcher de la trouver bien insignifiante, et il serait permis, sans pédanterie, de faire amicalement observer au raisonnement qu'il pèche par la logique. Le dialogue brille par une allure vive, mais la réponse passe à côté de l'objection sans que celle-ci s'en formalise.

La liaison des idées qui subsiste dans nos propos les plus décousus, la conclusion quelconque qui découle chez nous d'un exposé de faits, sont facultatives pour l'esprit japonais, bien moins précis que le nôtre. Pour prendre un exemple, les légendes qui abondent et qu'on vous raconte volontiers ont souvent la grave imperfection d'être privées de dénoûment : un joli commencement qui promet, une action qui montre des héros prenant des déterminations dont on se demande de temps en temps le pourquoi, et tout à coup l'histoire est finie. On dirait qu'à ce moment, l'auteur jugeant qu'il avait suffisamment amusé son auditeur, a passé à une autre occupation.

Les Japonais, — surtout dans la classe moyenne, — sont conteurs passionnés comme nous l'étions autrefois. Un grand nombre de récits sont tirés de leur histoire, dont le moyen âge fut très tourmenté. Les événemens de cette époque violente, légèrement retouchés pour l'effet de la narration, ont été arrangés en nouvelles populaires que chacun connaît, mais ne se lasse pas d'entendre. Les personnages de jadis revivent expressivement dans ces tableaux d'un temps qui nous apparaît sous un jour étrange de poésie et de cruauté. A l'audition de ces drames, l'imagination évoque tantôt la scène de meurtre d'un caractère atroce, pareille à un carnage où

la victime palpite encore, les membres épars, détachés d'un coup par la lame affilée, chef-d'œuvre d'armurerie, merveille de trempe, qui tranche du fer, alors que l'assassin, tombé comme la foudre, évanoui comme un spectre, a déjà disparu, laissant sur le blanc papier des cloisons la rouge empreinte de la main homicide; tantôt la fuite du seigneur surpris dans sa chambre et poursuivi par l'ennemi à travers les longs couloirs dont le mince plancher danse et craque sous le pied des coureurs, à travers les enfilades d'appartemens dont un coup de poing abat les séparations et qui sont disposées en prévision précisément des attaques inattendues. On revoit la noble dame éplorée, vêtue de blanc, — c'est la parure de deuil au Japon, — suivie de la file de ses servantes portant la même couleur de désolation, qui vient faire sa visite d'adieu à la dépouille mortelle du jeune daïmio, son époux, condamné au suicide par une injuste sentence. Ce sont aussi les tragiques amours closes par le sabre du mari qui, d'un bras robuste, élève une tête coupée à longue chevelure, pâle mais charmante encore, souriant d'un triste sourire de morte et qu'il examine à la lueur d'un rayon de lune.

La faible clarté de la lampe qui ne prend un peu d'éclat qu'en s'épanouissant sur le papier des syozi, convient bien à ces histoires. Le transparent, coloré d'une teinte rose, presque sanguinolente, reproduit en les accentuant les silhouettes et les gestes du conteur qui a l'air de jouer aux ombres chinoises. Quelquefois surgit sur ce fond noir et agité une projection de profil, moins foncée, mais aussi nette, qui passe silencieusement ainsi qu'une figure de lanterne magique. C'est quelque servante traversant pieds nus la véranda. Il arrive que l'apparition s'immobilise, et cette présence d'un être invisible, révélée par un reflet qui ne lui laisse de vivant que le mouvement, cause une sorte de malaise. Cette impression vient peut-être de l'appréhension qu'il est naturel d'éprouver devant la personne dont le visage caché ne laisse pas lire les sentimens et ne permet pas de prévoir les intentions. — Accoudé près de la veilleuse placée à son chevet, lisant ou songeant, maint héros des récits légendaires en question a dû voir ainsi se découper tout à coup la silhouette armée de l'assassin hésitant un fugitif moment, le doigt sur le cadre du syozi, et durant cette seconde, sentant, comme la victime, son cœur bouleversé étreint par une terrible émotion.

Le fantastique joue un rôle constant dans les contes japonais. Le revenant, le *bake-mono,* intervient à chaque instant pour la terreur et le plaisir des femmes et des enfans qui ajoutent la foi la plus entière à l'existence des êtres surnaturels. Ce qui prouve que la croyance au merveilleux peut parfaitement coïncider avec l'ab-

sence de conviction religieuse, car il n'y a pas de pays où l'enseignement des prêtres rencontre plus d'incrédules qu'au Japon. — D'autrefois, l'auditeur a la bonne fortune de tomber sur quelque conte humoristique, ingénieux et amusant.

Voici, à titre documentaire, une des historiettes qu'on entend dans une veillée japonaise :

Histoire d'un plat de fugu.

Un beau matin de jadis, certain gentilhomme reçut un splendide fugu qu'un de ses fermiers lui offrait comme curiosité.

Le fugu est un poisson dont la chair, paraît-il, est délicate, mais vénéneuse à des époques mal déterminées, de sorte qu'on se garde généralement d'en manger.

Quelques instans après arrivaient plusieurs amis qu'il avait conviés à un festin. On s'extasia sur la beauté du poisson en déplorant de ne pouvoir goûter d'une pièce aussi appétissante :

— Il me vient, dit le maître de la maison, une idée qui nous permettra probablement de savourer ce fugu sans mettre en danger nos précieuses existences. Vous avez dû remarquer en entrant le vieux mendiant aveugle qui a l'habitude de s'installer près de ma porte. Je vais faire apprêter le poisson. Nous lui en donnerons une tranche qu'il absorbera sans se douter de ce qu'on lui fera manger, et comme les effets du fugu, au cas où il est vénéneux, sont très rapides, au bout de deux heures, suivant ce qui se sera passé, nous nous abstiendrons ou suivrons l'exemple du bonhomme.

Chacun admira l'ingéniosité du stratagème. Le fugu fut cuit. Le mendiant reçut avec beaucoup de démonstrations de reconnaissance le déjeuner dont on le gratifiait, et on remonta prendre du saké accompagné de mets légers, suivant la manière propre au Japon, où les repas se prolongent des heures et finissent par se rejoindre par leurs extrémités.

De temps en temps, on regardait par une fenêtre si le mendiant ne présentait pas de symptômes morbides; mais il était plus vivant et plus gai que jamais. Après une attente convenable, on attaqua le fugu, qui fut déclaré exquis.

Comme on avait eu soin d'arroser ce plat de nombreuses tasses de saké, les têtes étaient passablement montées. On trouva très drôle de descendre en chœur près de l'aveugle et de lui raconter l'expérience *in anima vili* dont il venait d'être l'objet. On se proposait de jouir de sa tête à la suite de cette révélation.

Le bonhomme écouta sans sourciller la communication des joyeux convives, puis sourit et dit :

— J'ai parfaitement reconnu à l'odeur l'espèce du poisson dont

vous avez bien voulu me donner une tranche. J'ai deviné le motif de votre charité et j'ai prévu ce qui vient d'arriver. Maintenant, poursuivit-il en sortant de dessous sa robe, intact, le morceau de fugu en question, je vais attendre l'effet que produira sur vous le repas que vous venez de prendre avant de toucher moi-même à ce dangereux aliment.

Il y a à Kusatsu cinq ou six sources principales. La plus abondante et la plus chaude est celle de Netsu-no-yu. On y voit les cliens affluer en un grouillement curieux à l'œil, mais dont le contact serait singulièrement désagréable pour un baigneur européen.

Les établissemens affectent tous l'apparence d'un lavoir protégé par un toit et divisé, au moyen de planches, en compartimens de températures différentes. Le premier degré est celui d'un bain japonais ordinaire. La plupart des étrangers qui sont venus au Japon ont tenu à entrer dans un bain indigène; quelques-uns, non prévenus, sans défiance. Rien d'amusant alors comme la précipitation avec laquelle on les en voit sortir. Généralement, cette tentative n'est pas renouvelée et on se contente d'admirer le degré de résistance à la cuisson des gens qui prennent leurs ébats dans un pareil liquide. En réalité, trois ou quatre expériences suffisent à habituer le corps, qui finit par se trouver à l'aise au milieu d'une température jugée excessive au début. A la source de Wasi-no-yu, le thermomètre, dans la piscine infernale, marquait 50 degrés centigrades. Personne, Japonais pas plus qu'Européen, ne pourrait supporter sans préparation une eau aussi chaude. Mais, en peu de jours, le baigneur capable d'un petit effort de volonté arrive, par une sage gradation, au maximum. Alors il ne croira jamais se tremper dans « le cristal d'une onde pure, » mais il sera étonné d'endurer une eau dans laquelle il se serait primitivement brûlé la main, rien qu'en l'immergeant.

Chaque établissement est militairement dirigé par un chef de bain (*yu-tyo*), qui est maître dans son lavoir après Dieu. Cinq fois par jour, au signal rauque jeté par une manière de conque en métal, les cliens, hommes et femmes, accourent dans le costume que les peintres attribuent aux allégories figurant l'innocence ou la vérité. On s'asperge préliminairement la tête, de crainte des congestions, et, sur le commandement du yu-tyo, tout le monde entre d'un même mouvement dans la chaudière. Les faces seules émergent, moins le menton, avec des expressions de personnes en proie à la question. La durée du bain est de trois minutes, ni plus ni moins. Quiconque se permettrait de sortir avant ce laps de temps s'exposerait à une expulsion de la part du chef. Chaque demi-minute, ce personnage, qui a bravement donné l'exemple en se plongeant à

l'endroit le plus chaud, où il est entré le premier et d'où il sortira le dernier, lance une courte objurgation exclamative dans laquelle revient constamment le mot *sim-bo* (patience). A quoi les bouches convulsées répondent en chœur par un sauvage *hoi!* d'acquiescement. Cette gymnastique a été imaginée en vue de faire trouver les trois minutes moins longues, et, de fait, elle atteint très bien son but.

Les eaux de Kusatsu sont réputées efficaces contre plusieurs affections, notamment contre une qui, médicalement, éclipse toutes les autres : la lèpre.

Les lépreux, qui seraient en ce moment au nombre de près de trois cents, ne peuvent loger que dans quatre ou cinq hôtels déterminés. Le personnel de ces étranges phalanstères, depuis le propriétaire jusqu'aux garçons, est composé d'individus en proie à la terrible maladie. Ce sont de véritables ladreries. La source de Goza-no-yu est réservée à ces spécialistes en étalage de calamités pathologiques, et personne ne songe à la leur disputer. Partout ailleurs, on voit un écriteau portant cette inscription, aussi inflexible que le *lasciate ogni speranza :* « Défense aux lépreux d'entrer ici. »

La curiosité nous étant venue de visiter un des bains de Goza-no-yu, non sans quelque précaution, car les Japonais prétendent, à tort ou à raison, que les éclaboussures d'eau peuvent être contagieuses, nous sommes surpris de voir, au lieu des damnés qu'on s'attendrait à rencontrer dans une dépendance de cette cité d'Aoste, cinq individus d'extérieur assez sain, sauf un, dont les jambes sont en bien mauvais état. Les traits, le teint paraissent appartenir à des gens adonnés à d'autres travaux que la besogne manuelle. Nous avons recueilli sur cette particularité des informations dont il convient de laisser la responsabilité aux Japonais qui ont eu la complaisance de nous les fournir. D'ailleurs, ces renseignemens, donnés par des personnes séparées, en des circonstances espacées, concordent parfaitement entre eux.

Les lépreux se divisent en deux catégories. L'une comprend les pauvres diables qui vivent de leur maladie jusqu'au jour où ils en meurent, c'est-à-dire les mendians des grands chemins. Ceux-là ne viennent pas chercher à Kusatsu une guérison qui les priverait de leur principal moyen d'existence. L'affection dont ils sont atteints est d'ailleurs indolore. La seconde classe se compose de gens d'une condition plus relevée, de marchands, par exemple, — et plusieurs sont riches, — qui taisent leur mal et réussissent souvent à le cacher jusqu'à leur mort. Ils ne se font pas trop scrupule de contracter alliance avec les femmes qui leur plaisent. Aussi, à chaque saison balnéaire, rencontre-t-on dans ce singulier Kusatsu quelques élégantes et jolies lépreuses, fréquemment caractérisées par un

visage d'une blancheur charmante. C'est même ici une espèce de proverbe que les épouseurs doivent se défier d'une jeune fille trop blanche, trop belle.

A peu de distance de notre hôtel s'élève le plus grand des établissemens qui hébergent la société lépreuse. Ce bâtiment, vaste et de belle apparence, n'a pas tout à fait la même physionomie que les autres hôtelleries de l'endroit. Il est plus fermé, plus silencieux. Les gens ne se montrent pas sur les vérandas, occupés à causer, à fumer, à se divertir, dans la vie de plein air qu'on aime au Japon. Quelques visages seulement, qu'on ne voit pas longtemps, apparaissent à partir du premier étage. Combien étrangement intéressante serait une visite dans cet intérieur peu banal! Les habitans de ce logis forment une classe distincte de la foule qui va par les rues sous le soleil. Leurs mœurs sont particulières, en raison de la condition exceptionnelle où les place leur maladie; leurs idées ne sont pas faites comme celles de tout le monde, leur conversation ne peut être la même que celle des hommes qui vivent dans un milieu normal. Plusieurs sont suffisamment cultivés pour que ces différences donnent lieu à des surprises intéressantes. La préoccupation constante qui domine toutes leurs pensées les apparente plus solidement que ne le font les similitudes de métier ou de tempérament ordinaires; ils doivent être liés par une étroite confraternité. Puis ils ont leurs amusemens à eux. Quelles singulières agapes se donnent peut-être le soir dans cette maison! Oui, si ce n'était un certain souci du qu'en-dira-t-on et aussi le motif plausible à donner à sa curiosité, on se laisserait aller à tenter cette exploration. — Debout sur la véranda, un des lépreux s'est suffisamment rapproché pour qu'on puisse distinguer assez nettement son visage d'une teinte violette, arrondi par une boursouflure qui tend les coins de la bouche en lui imposant un sourire involontaire. Cette figure, à qui le hasard de la difformité donne une expression d'ironique tristesse, semble porter l'inscription retournée des écriteaux et dire railleusement : « Nul, s'il n'est lépreux, n'entre ici. »

Aujourd'hui, 18 août, visite à Kusatsu du secrétaire officiellement envoyé par le gouverneur du *Ken*.

Cette tournée annuelle est destinée à vérifier le bon ou le mauvais entretien des rues de la localité. L'année dernière, paraît-il, le secrétaire n'a pas été satisfait. Aucune amélioration n'ayant été introduite depuis, les habitans, pour se rendre propices les sentimens de l'inspecteur, ont imaginé de surcharger leurs vérandas de drapeaux et de lanternes. C'est à croire que le Mikado va passer. Ce faste, disproportionné avec l'importance du fonctionnaire

attendu, est tourné en ridicule par les citadins en station à Kusatsu, qui saisissent cette occasion de rire aux dépens des *inakappo* (gens de la campagne).

Dans l'après-midi, le secrétaire, en compagnie de trois employés qui composent sa suite, traverse lentement et gravement les rues.

Le soir, explosion d'hilarité parmi les citadins. On se raconte que le secrétaire, nullement intimidé par les honneurs qui l'ont accueilli, a manifesté son mécontentement en ajoutant, avec beaucoup de sens, que ce ne sont ni les drapeaux ni les lanternes qui suppléent au mauvais état des chemins.

Le secrétaire est parti ce matin; mais les événemens ne laissent pas à l'intérêt le temps de languir. C'est aujourd'hui qu'aura lieu l'éclipse de soleil dont il est tant question depuis quelques semaines. Elle sera totale pour Kusatsu et ses environs, Sawatari notamment. Deux ou trois Européens et une dame, arrivés ici de Tokio la veille et l'avant-veille, n'ont pas reculé devant un déplacement aussi considérable pour se récréer à la contemplation du phénomène astronomique. D'autres se sont installés à Sawatari, distant de 20 kilomètres seulement de Kusatsu, mais d'une altitude bien inférieure. Le choix de l'une ou l'autre de ces deux localités n'a pas été fait à la légère, car le temps est presque toujours couvert dans ces pays de montagnes, et chacun ne s'est décidé pour un emplacement qu'après s'être, autant que possible, renseigné sur les conditions climatologiques du lieu.

La représentation céleste commençant à trois heures, le repas de midi expédié, tout le public de Kusatsu s'installe sur les toits. Ces spectateurs, groupés sur le faîte des habitations, composent eux-mêmes un spectacle très original qui aura été une compensation en cas d'accident d'éclipse, car les nuages s'interposent entre le soleil et les yeux avides de voir. Ce n'est pas l'amoncellement opaque, précurseur de la pluie, mais un rideau à demi transparent, une réunion de balayures dont les franges laissent même passer un peu de bleu. Cela peut s'épaissir en quelques instans suffisamment pour qu'on n'ait plus qu'à rentrer chez soi; cela peut aussi s'effacer devant un souffle de vent. Et, selon l'expression d'Oronte :

— on désespère
Alors qu'on espère toujours.

L'occultation de l'astre du jour par l'astre des nuits est commencée et avance très, très lentement, imperceptiblement. L'état du ciel s'est plutôt empiré qu'amélioré. Ce n'est qu'à de longs

intervalles qu'une éclaircie de nuées permet d'apercevoir la marche du boulet noir sur le boulet rouge. La lumière ne paraît pas diminuée. Le temps s'écoule. Le ciel est maintenant complètement pris; le soleil et la lune ont disparu pour la journée. Soudain, en une minute, l'obscurité se précipite sur la terre, en même temps que l'air se refroidit sensiblement. Ce n'est pas la nuit noire; mais la rapidité inaccoutumée avec laquelle cet envahissement s'est produit a arraché à la foule impressionnée des exclamations de stupeur dont le murmure s'est prolongé pendant toute la durée de la transformation. Les minutes se succèdent; l'attention des gens, moins absorbée, leur permet de se rendre compte de ce qui se passe autour d'eux. Un de nos compagnons de toit se met à rire en montrant, dans la salle ouverte d'un hôtel voisin que nous dominons, deux jeunes servantes qui regardent avec étonnement l'horloge accrochée au mur et se mettent à allumer des lampes et des lanternes, croyant la nuit venue. Évidemment elles n'ont pas connaissance de l'éclipse ou manquent de notions sur ce phénomène.

Nous faisons nos préparatifs pour nous éclipser à notre tour demain matin.

Miss O-Hana-San vient rendre visite à la villa Koku-ya. Son père est arrivé ici depuis quelques jours, accompagné d'un petit chien de l'espèce appelée *tsin*, dont il lui a fait cadeau.

Le tsin est une bête de la grosseur d'un chat, aux membres fluets, aux yeux obliques et au nez épaté. Il est impossible de se méprendre à son origine. On s'écrie tout de suite, en le voyant pour la première fois : « Tiens! un chien chinois! » Si cette ressemblance n'est pas fortuite, elle est un exemple frappant de l'influence du milieu.

La même race se trouve en Chine, seulement un peu plus trapue et plus variée quant à la couleur du poil, qui, au Japon, est généralement blanc et noir.

Le tsin est le seul chien de luxe du pays. Quand il a dépassé certaine époque critique, dangereuse pour lui, il atteint le prix de 50 à 60 francs. Il est toute sa vie d'une santé extrêmement délicate, et sa nourriture doit être composée avec discernement. Ces soins impliquent la présence, dans le tsin, d'avantages physiques ou moraux. En effet, son poil est long et fin. Il est intelligent, adroit, et susceptible d'apprendre toutes sortes d'arts d'agrément. Il cabriole, se tient debout sur ses pattes de derrière, obéit au commandement, fait sauter en l'air un bonbon posé sur son nez camard, le rattrape et le croque.

Ce brillant animal a pour repoussoir un frère, qui est la seconde et dernière variété de chien indigène. Celui-ci est un chien-loup de forte taille qui ne trotte pas, mais va à l'amble avec une allure de bête des bois, ne sait pas exécuter les modulations de l'aboiement, mais jette un éclat bref qui est toujours chez lui signe d'irritation. Ce quadrupède plébéien, naturellement laid et dépourvu des dispositions du tsin, est mal nourri ou peu nourri. La question sans cesse renaissante du repas n'est pas résolue d'avance pour lui, et les chiens errans de cette catégorie sont nombreux. Cependant ces bandes faméliques ne présentent jamais de cas de rage. Le mot n'existe même pas dans la langue courante.

Aujourd'hui les Japonais élèvent de nombreux représentans des espèces occidentales, dont ils apprécient beaucoup les qualités.

Miss O-Hana-San invite son jeune tsin à donner une idée de son savoir-faire : *Gei-wo siru!* dit-elle. C'est-à-dire c'est une créature accomplie, qui possède tous les *gei*. Les gei sont les six arts par excellence : le cérémonial, la musique, l'équitation, le tir à l'arc, la calligraphie et les mathématiques. Le sujet qui réunit ces talens réalise la perfection.

Et miss O-Hana-San adresse à l'animal des paroles d'amitié et de satisfaction avec la même gravité que si elle avait affaire à un être raisonnable.

Ces manières sont communes aux enfans de tous les pays ; mais on ne voit pas chez nous, comme au Japon, une vieille femme sermonner longuement, à voix basse, un chien ou un chat, lui reprocher l'irrégularité de ses actes ou lui en démontrer l'inconséquence, tandis que la bête, façonnée à ces procédés, écoute attentivement « les yeux dans les yeux, » avec l'air de comprendre. Les Japonais accordent aux animaux domestiques un entendement bien plus étendu que celui que nous leur reconnaissons. Ils leur attribuent la conception, la volonté, les tiennent pour consciens et responsables. En parlant d'eux, ils n'ont pas recours aux tournures dont nous usons pour exprimer les sentimens que nous leur supposons ; ils les traitent en quelque sorte sur un pied d'égalité : *Seki-tan* (nom de chien) est triste, diront-ils ; il *pensait* pouvoir se promener après déjeuner, mais la pluie l'empêche de sortir! — Et le ton sérieux dont ils prononceront cette phrase lui donnera je ne sais quelle signification absente des appréciations analogues que nous pouvons émettre.

L'attachement des Japonais pour leurs familiers à poils ou à plumes est tel qu'après la mort d'un « bon chien, » le maître va souvent commander au bonze une messe en l'honneur du serviteur à quatre pattes décédé. La jeune fille fera enterrer le chat, le

canari ou l'*uguisu* bien-aimés dans le cimetière des bêtes méritantes. Ces manifestations d'affection ont passé dans les mœurs depuis des siècles. Le fait-divers suivant, extrait et traduit littéralement d'un journal de Tokio, complètera cet exposé d'un côté naïf, mais aimable, du caractère japonais :

« Dans le village-station de Nakada-Yeki demeure un individu appelé Sawa-Ki Tiu-ta-ro qui, depuis quelque temps, nourrissait un chien d'origine européenne. Lui et sa femme, Mme O-Sen, chérissaient beaucoup l'animal. Un jour Mme O-Sen, en donnant à manger au chien, fut, sans aucune raison, mordue au doigt. Beaucoup de sang coula et elle tomba en poussant un cri de frayeur. Son mari, informé de ce qui s'était passé, lui prodigua ses soins et lui appliqua un onguent. Alors il dit au chien : « Nous t'avons nourri et toujours aimé. Pour avoir oublié nos bons traitemens et mordu, comme tu viens de le faire, il faut que tu ne sois qu'une détestable canaille ! » Puis il l'attacha en donnant plusieurs tours à la corde et le battit fortement. Après quoi, réfléchissant que la blessure de Mme O-Sen était assez légère, il dit qu'il faisait grâce ; et, ôtant les liens, il libéra le chien en lui accordant son pardon.

« Un certain temps s'écoula. Un matin, Mme O-Sen, un seau à la main, se rendit au puits pour rapporter de l'eau. Apercevant quelque chose d'indécis qui flottait, elle appela du monde et on retira cet objet. C'était le chien européen, si sévèrement corrigé quelques jours auparavant, qui s'était noyé et tenait encore entre les dents la corde qui avait servi à l'attacher. Le maître comprit que l'animal, tourmenté à la pensée des bienfaits qu'il avait reçus, était mort en expiation de sa faute. Il fut ému de compassion ; et, sentant qu'il n'était pas permis d'abandonner cette dépouille, l'envoya au temple où il paya libéralement pour le service funèbre. »

Nous n'avons pas trouvé hier de jin-riki-sya à retenir, ce qui n'est pas trop à regretter, la pratique de cette voiture étant un peu risquée dans ces régions tourmentées. Nous avons donc loué des *kago*, c'est-à-dire des palanquins.

Ce mot est employé ici à défaut d'autre pouvant rendre exactement le terme japonais. Il ne faut pas se figurer que nous allons voyager bercés dans des litières, à l'ombre de baldaquins de brocart. Le kago est plus rudimentaire, moins pompeux, mais aussi moins dispendieux.

Il consiste en une longue pièce de bois supportant un tablier étroit sur lequel le patient prend place. Les extrémités de l'axe de la machine reposent sur les épaules de deux porteurs. L'espace est très circonscrit sous le double rapport de la hauteur et de la

base. Pour que le corps se sentît à l'aise, il faudrait qu'il pût faire comme les liquides, qui prennent la forme des vases qui les contiennent. Les indigènes, qui déjà bénéficient d'une taille en moyenne plus exiguë, disposent surtout de la ressource de s'asseoir sur leurs talons. L'étranger, qui peut bien figurer, mais non pas conserver cette fatigante position, ne sait que faire de ses jambes, — et de sa tête aussi; car le buste a beau s'arrondir, sinon avec grâce, du moins avec docilité, il est encore trop grand pour le kago.

L'hôtel est payé; les pourboires réglementaires sont distribués. Cette coutume a plus de force au Japon que partout ailleurs. Légalement, bien entendu, le pourboire n'est pas exigible; mais il vaudrait mieux, presque, ne pas régler le corps de la note que de négliger cette dépense complémentaire. L'économie réalisée sur cet article ne serait pas avantageuse pour l'auteur, dont le procédé serait immédiatement signalé, et qui ne pourrait plus se faire servir. Aussi personne ne songe-t-il à se soustraire à cette obligation.

En observateur méticuleux des rites sociaux, maître Koku-ya nous propose de nous reconduire sur une distance de trois *tyo* (360 mètres). Nous acceptons, sans préoccupation pour le service de l'hôtel durant son absence, ne l'ayant jamais vu faire autre chose que fumer, boire beaucoup de thé et se promener par la campagne. — Au demeurant, nature inoffensive.

En dépit de l'heure très matinale, miss O-Hana-San nous fait l'attention d'assister à notre départ (l'hôtel où sont logés ses parens est en face du nôtre). Elle nous dit gracieusement adieu, et nous la quittons ravis de sa gentillesse, commençant sous une impression agréable la belle journée à peine levée, et comme mieux disposés à en goûter le charme.

Des voyageurs, qui ont également adopté le kago, se joignent à nous. Notre file s'ébranle. En chemin, nous croisons notre ami le petit policeman. Il s'approche, et, affectant de ne pas s'apercevoir d'un détail aussi insignifiant que la présence de maître Koku-ya, nous adresse quelques paroles courtoises en s'informant si nous n'emportons pas mauvais souvenir de l'hospitalité que nous avons rencontrée ici. Dès que nous l'avons dépassé : *ano yatsu* (ce propre à rien)... commence Koku-ya. Et il nous raconte que les gens de Kusatsu parlent de faire une pétition pour obtenir son changement.

Nous revoyons le plateau aux lis jaunes, mais nous ne tardons pas à prendre, sur la gauche, une route nouvelle, et bientôt nous nous mettons à descendre sans fin. On croit avoir touché le fond de la vallée; on longe horizontalement un flanc de colline pendant

quelques instans, et tout à coup la descente recommence. Nous nous enfonçons ainsi de plus de 500 mètres au-dessous de Kusatsu. Puis, recommençant notre labeur de Sisyphe, nous regagnons, pour arriver à Kurisaka, à peu de chose près, l'altitude que nous venons de perdre.

De ce sommet, on contemple un panorama merveilleux, plein de grandeur : des montagnes élevées, rangées sur des plans parallèles, se succèdent comme les vagues de la mer. La vue s'étend très loin par-dessus ces pics aux teintes décroissantes, dont les pointes se surmontent graduellement. L'horizon ayant ici une profondeur à laquelle l'œil n'est pas habitué au sein des terres accidentées, l'effet est saisissant. C'est un de ces tableaux d'une beauté inoubliable, tels qu'on en découvre seulement lorsqu'on regarde la montagne d'en haut.

Nous faisons une petite halte au milieu de ce paysage où l'air est très frais. Puis nous redescendons, mais définitivement cette fois. Le temps est splendide ; la chaleur augmente, et dans les herbes, la cigale japonaise, chanteuse puissante, jette son cri vibrant. Sa musique stridente, faite pour être entendue *dans le silence*, sonne bien sous ce soleil accablant, au milieu de cette torpeur dans laquelle la nature est plongée ; c'est l'accompagnement qui convient à un jour d'été.

Environ une heure avant d'atteindre Sawatari, nous contournons de curieuses collines isolées, terminées par une surface plus ou moins plane recouverte de la végétation ordinaire. La verdure ne laisse pas apercevoir trace d'habitation, mais elle abrite sans doute divers animaux qui, à l'exception des oiseaux, restent forcément sans communication avec la faune d'en bas. On eût probablement utilisé chez nous, au moyen âge, ces fortifications naturelles, surgissant de terre comme des molaires debout dans une mâchoire dévastée.

A une heure seulement, nous sommes à Sawatari, petite station thermale, très encaissée, où les maisons, construites les unes sur les autres, offrent successivement leurs toits en guise de terrasse aux habitans du quartier supérieur. L'affluence des passans est énorme dans cette localité dont chaque ménage vit d'héberger le voyageur. Ce ne sont qu'arrivées et départs à tout moment de la journée.

On ne voyage nulle part autant qu'au Japon. Et par voyage, il faut entendre ici le voyage dans le sens aimable du mot, non pas le déplacement dont les affaires sont la raison déterminante, mais celui qu'on opère l'âme libre de soucis, dans un dessein de pure distraction. Chez nous, aujourd'hui, il faut appartenir à la classe aisée

pour se permettre la pratique de cette intelligente récréation. Au Japon, c'est la masse de la nation qui se livre à des pérégrinations dont le *tour de France* des anciens compagnons donnerait assez bien une idée. Chaque année, au printemps, commence dans le pays un mouvement comparable à celui d'endosmose et d'exosmose dont il est question dans les traités de physique. Les provinces du nord filtrent vers le sud et *vice versa*. Les paysans, hommes, femmes et enfans, tous porteurs du même uniforme d'excursionniste, la tête ombragée par un vaste chapeau en forme de corbeille, la main munie d'un bâton de pèlerin, le dos protégé par une natte souple qui sert alternativement de manteau, de tapis et au besoin de matelas, s'en vont par bandes nombreuses visiter les *mei-syo* (lieux célèbres) de l'empire. Ils acquièrent à cet exercice d'abord des jambes de marcheur incomparable et puis un petit bagage de notions encyclopédiques sur leur pays, qui se révèle inopinément au cours de la conversation avec l'étranger surpris d'entendre quelque pauvre vieille campagnarde lui parler avec détails et exactitude des curiosités des villes lointaines. Nulle part les traités géographiques, les cartes, les plans, les guides, ne sont aussi répandus et à aussi bon marché ; mais ces recueils se bornent tous à la description du Japon. L'étude du monde extérieur n'a pas encore bénéficié des mêmes moyens de vulgarisation.

Cinquante-quatre mille six cents ascensionnistes, dont dix mille femmes, ont escaladé le Fuzi-yama dans le trimestre d'été 1881. On sait que cette montagne est la plus élevée du Japon, et bien qu'elle n'offre ni les dangers ni les difficultés du Mont-Blanc, elle ne se laisse pas gravir aisément. Ce chiffre montre avec quelle passion les Japonais s'adonnent à l'exploration de leur pays.

Le principal rendez-vous de ces compagnies vagabondes est naturellement la capitale. Tokio voit tous les ans, à époque fixe, se renouveler le défilé bien connu des touristes provinciaux dont le passage est peu productif en dépit de leur nombre, car ils consomment en proportion de leurs ressources, lesquelles sont modiques. C'est peut-être une des raisons pour lesquelles les habitans les gouaillent volontiers. Le dessinateur Yosi-tosi leur a consacré un jour deux caricatures : l'une représentait un couple antique arrivé de nuit à Tokio. Le vieux Philémon et sa compagne passaient devant les fenêtres brillamment éclairées de l'imprimerie du *Nippo-sim-bun,* un des grands journaux de la capitale, et jugeant à la splendeur de ce monument, construit à l'européenne, qu'ils se trouvaient en face du plus sacré des temples, se jetaient à genoux dans la poussière et récitaient dévotement leurs prières. La seconde image mettait en scène un paysan plus familiarisé, quoique insuf-

fisamment encore, avec la physionomie des édifices publics. Les water-closets de Tokio ayant la forme de petits pavillons, il pénétrait ingénument dans la guérite inoccupée d'un factionnaire et se disposait à en user sans façon quand deux soldats de Sa Majesté le Mikado l'empêchaient heureusement à temps.

Mais la ville qui pique le plus leur curiosité est Yokohama. Là vivent les hommes à barbe rouge dont l'arrivée donna lieu à tant de versions fabuleuses qui seraient à présent un anachronisme pour les habitans des ports ouverts, mais qui trouvent encore un peu de créance dans les campagnes reculées. C'est la place où s'élaborent certaines œuvres extraordinaires dont les étrangers étaient seuls à posséder le magique secret quelques années auparavant. C'est de là que partit le premier chemin de fer construit au Japon. Ils viennent et sont sans doute un peu déçus dans leur attente de merveilleux. Ce qui les étonne le plus, c'est l'apparence de prospérité de cette société dont tous les membres sont des messieurs : « Chez vous, demandent-ils, y a-t-il aussi des paysans qui travaillent aux champs ? »

Le lendemain, départ au point du jour. De cette façon nous pourrons être rentrés à Yokohama vers dix heures, par un train du soir. Nous prendrons, dans l'après-midi, le chemin de fer à la même station de Takasaki où nous l'avons quitté pour venir. Le retour aura donc été effectué de quelques heures plus rapidement que l'aller. C'est qu'à partir de Sawatari la route devient bien meilleure, et dans la seconde moitié du trajet, elle est tout à fait commode. Mais la beauté des sites est en raison inverse de la facilité de la marche. Les hautes falaises boisées que l'on côtoie et la rivière tourmentée que l'on domine pour descendre insensiblement vers la plaine, font de cette partie du voyage une promenade pleine de charme. Quand la nature est belle à ce point, elle devient l'*alma parens* par excellence. On se prend à l'aimer comme une personne. Son action toujours présente transforme les souffrances morales en souvenirs mélancoliques exempts d'amertume ; sa séduction, qui ne trompe pas, pénètre doucement et irrésistiblement, et se fortifie comme tous les sentimens vrais. Ce n'est que forcé qu'on se dérobe à sa bienfaisante influence, comme on s'arrache, dans les contraintes de la vie, à certaines affections, sachant la valeur de ce que l'on perd.

Nous avons choisi le jin-riki-sya pour retourner à Takasaki, et un peu avant de quitter Sawatari, il s'est même élevé entre les traîneurs et nous une petite discussion basée sur l'opposition d'intérêts résultant de notre qualité de payeurs vis-à-vis de leur condition de salariés.

Au moment de partir, nos hommes nous déclarent qu'étant très lourds *comme tous les étrangers*, nos devons payer double. Nous rions d'abord à ce que nous croyons être une plaisanterie. Mais voyant que leur prétention est sérieuse, après avoir argumenté sans résultat, nous déclarons que, forts de notre bon droit, nous allons en appeler sur-le-champ à l'impartialité du *ko-tyo*, c'est-à-dire de M. le maire. Cette menace a plus de succès que le raisonnement, et ce léger nuage dissipé, nous n'avons qu'à nous louer du service de nos traîneurs.

Ce n'est qu'aux environs de Takasaki que la campagne commence à se montrer peuplée. Les étrangers ont souvent ainsi l'occasion de remarquer combien la montagne, qui recouvre la plus grande partie du Japon, est peu habitée; chose d'ailleurs très naturelle et qui n'est pas à être mentionnée pour l'existence du fait. Mais la conséquence de cette observation est qu'en comparant le chiffre de la superficie de l'empire à celui de sa population, on a peine à croire que les statistiques officielles, en ce qui concerne le recensement, soient exactes. L'aire totale du Japon est de 380,000 kilomètres carrés; le nombre de ses habitans, d'après les documens publiés il y a quelques années, dépasserait 36 millions. Sur les 380,000 kilomètres carrés, si on défalque 94,000 kilomètres constituant l'apport de la grande île Yéso et des Kouriles, dont la population est relativement insignifiante (en tout, moins de 200,000 habitans), il reste un chiffre de 286,000 kilomètres, représentant un peu plus de la moitié de la France. Le Japon proprement dit serait donc en moyenne près de deux fois plus peuplé que notre pays. Cette proportion peut s'admettre pour une partie de la côte et pour certaines régions centrales, mais elle paraît être inverse sur de vastes espaces. Ajoutons que les villes de 200,000 âmes et au-dessus sont moins nombreuses et comparativement moins importantes au Japon qu'en France. On sait que Tokio ne compte pas même 1 million d'habitans.

Quoi qu'il en soit, les Japonais sont industrieux, ouverts, gais et sympathiques. La plupart des étrangers qui ont vécu au milieu de ce peuple l'ont jugé favorablement et ont pris congé de lui en lui souhaitant bonne chance. C'est par le même vœu que s'achève cette relation.

LOUIS BASTIDE.

LA

FRANCE EN 1614[1]

La superficie du territoire de la France, en 1614, représentait environ les quatre cinquièmes de ce qu'elle est aujourd'hui. Il lui manquait, à l'est, une bande comprenant l'Artois et les Flandres, la Lorraine et l'Alsace, la Franche-Comté, la Savoie et Nice ; il lui manquait, au sud, le Roussillon, et, dans la Méditerranée, la Corse. A l'intérieur, plusieurs petites principautés, dont la plus importante était le comtat d'Avignon, restaient indépendantes.

Les Français d'alors avaient conscience que leur pays n'avait pas atteint son entier développement et qu'il était en voie de formation; au fond de leur cœur résidait le sentiment historique que les limites de la France doivent être celles de l'ancienne Gaule :

Quand Paris boira le Rhin
Toute la Gaule aura sa fin,

(1) Il serait superflu de citer ici en notes les témoignages contemporains sur lesquels s'appuie ce que la description de la France en 1614 peut contenir de nouveau. Qu'il suffise de dire qu'on a fait grand usage des récits des voyageurs, de Thou, Abr. Gölnitz, Jod. Sincerus, Th. Coryate, Jouvin de Rochefort, les ambassadeurs vénitiens, *le Voyage de France* par de Varennes ; des livres des géographes, Papirius Masson, Merula, Pontanus, André Duchesne, François des Rues, J. Le Clerc. On a toujours eu sous les yeux les recueils d'estampes, ceux de Châtillon, de Chiquet, d'Israel, de Perelle, les séries d'Abraham Bosse, Callot, Della Bella; on a cru devoir emprunter plus d'un trait aux proverbes qui condensent en quelques mots l'expérience populaire. Enfin on pourrait citer nombre de monographies locales, d'histoires des provinces et de livres modernes; il faut du moins mentionner le livre de M. Babeau, *les Voyageurs en France depuis la renaissance jusqu'à la révolution*, et l'ouvrage de M. le vicomte G. d'Avenel, *Richelieu et la Monarchie absolue.*

disait le proverbe. Les géographes disaient : « De la Belgique, le roi de France ne tient que la seule Picardie, et c'est ici que gît une des principales pertes de nos rois sur la possession de leur ancien héritage. » Enfin, les hommes d'État observaient que les intentions d'Henri IV, si la mort ne l'eût surpris, « étaient de rendre le Rhin la borne de la France. »

Cette France plus petite était aussi plus rude. A vol d'oiseau, elle apparaissait, — comme nous la montrent les cartes naïves du temps, — couverte de forêts encore épaisses, hérissée de clochers, de créneaux et de moulins. La vie était plus haut perchée qu'aujourd'hui. Elle s'accrochait aux pentes des montagnes, aux collines, aux côtes escarpées. Dans les pays de plaine, elle s'installait sur des *mottes* élevées de main d'homme.

Les forêts des Ardennes, de Guise, de Compiègne, de Fontainebleau, de Montargis, les grands bois du Maine, du Poitou, de la Basse-Bretagne, la forêt de Brancôme en Angoumois, se rejoignaient presque, étendant, sur d'immenses contrées, un mystère continu. Des ours, des loups, des renards, des cerfs à tête noire offraient aux gentilshommes chasseurs un gibier abondant. Sous ces voûtes sombres se perpétuaient des races de bûcherons et de charbonniers vivant dans l'isolement et gardant, à travers les siècles, les coutumes et les superstitions antiques. L'hiver venu, on entendait leur hache cogner au fond des taillis, et, pour faire le charbon, ils allumaient, dans les clairières, les tertres mystérieux dont la lente cuisson couronne de fumée la cime ondulée des bois.

Les rivières non endiguées débordaient plus souvent, et leurs rives, fréquemment envahies, étaient malsaines. Pourtant elles étaient les grandes voies de communication. Les villes bâties dans leurs îles ou sur les collines avoisinantes, apparaissaient de loin, ceintes de murailles et de tours, fermées de portes étroites, déchiquetant le ciel de leurs édifices pointus.

Dans la campagne, les châteaux étaient nombreux, trop nombreux même, suivant le proverbe : « En France, trop de châteaux. » La plupart d'entre eux avaient gardé l'aspect renfrogné et les hautes murailles du moyen âge. Les fossés, les tours, les mâchicoulis, les créneaux avaient été réparés pendant les guerres de la Ligue. On avait seulement percé quelques embrasures par où passait la tête des coulevrines.

Au fond des vallées, au détour d'un bois, au gué d'une rivière, des chaumines serrées comme des poussins près du toit modeste des églises rurales, formaient ce qu'on appelait des *paroisses*.

Derrière l'église, le cimetière ombreux et moussu ; devant, une place avec les ormes, le crucifix et l'abreuvoir où les bestiaux viennent boire ; le long d'une route herbue, des maisons basses

presque enfoncées dans la terre et couvertes de longs toits de chaume où pendent les gouttes de pluie ; sur le pas des portes, des commères en cotte et jupe de futaine, la tête couverte d'une coiffe à la Catherine de Médicis, faisant trois pointes, une sur le front, deux sur les oreilles ; des enfans demi-nus ; un pauvre loqueteux et béquilleux ; un valet de ferme avec le grand chapeau, les larges braies et les jambes ballantes sur un cheval étique, c'est ainsi que le burin d'Israël nous montre une de ces agglomérations rurales. Moins denses, moins peuplées que nos villages, elles montaient d'après les évaluations des premiers statisticiens au chiffre de 23,000. On comptait, en France, 44,000 clochers, et on évaluait la population totale du pays à environ 16 millions d'habitans.

Pas ou peu de chemins. Les larges roues des chariots creusaient, dans la terre, les ornières qui marquaient les routes. En été, cela passait encore ; en hiver, on ne pouvait circuler. Aussi les voyages par eau étaient en grand honneur. Les coches très fréquentés faisaient un service assez régulier. Et puis on allait à cheval, à pied. Le temps ne comptait pas. Pourtant quelques routes pavées, sur lesquelles galopaient les postes du roi, reliaient entre eux les grands centres.

La pénurie des moyens de communication gardait à chacune des régions de la France une figure particulière. De la frontière à Paris, on passait successivement par des provinces rattachées plus ou moins étroitement à la couronne : celles qui faisaient partie du royaume depuis mille ans et celles qui en étaient depuis la veille. Cette diversité de situation politique se manifestait par des divergences très grandes dans l'aspect même des choses. Les voyageurs observent tous le contraste que présentent la richesse de certaines contrées et la pauvreté des autres. Leur admiration se dilate au soleil de la tiède Touraine et se glace parmi les misères de la Bretagne, de la Marche et du Limousin. Ils s'attachent à décrire la physionomie propre de chaque province, et, malgré la maladresse de leur pinceau, ils y parviennent, parce que les mœurs, la langue, le costume, présentaient des traits distincts et nettement accusés.

I.

Les voyageurs qui entraient dans le royaume par la frontière du Nord traversaient d'abord une région cruellement éprouvée par les guerres récentes. La Picardie étalait encore les vestiges du long séjour des armées espagnoles : des églises basses et sans ornement, relevées à la hâte entre deux destructions ; des villages fortifiés ; des souterrains et des retraites profondes dans les bois, où le peuple se réfugiait à l'approche de l'ennemi.

C'était le pays des places fortes et des sièges célèbres. Depuis Calais, qu'une bande étroite rattachait à Amiens, jusqu'à Sedan, qui n'était pas encore français, on comptait Ardres, Montreuil, Abbeville, Amiens, dont la surprise et la reprise, sous le règne d'Henri IV, étaient dans toutes les mémoires; puis Corbie, Péronne, Ham, Le Catelet, Saint-Quentin, La Fère, pressées l'une contre l'autre dans le Vermandois; puis, dans la verte Thiérache, Guise, Vervins et La Capelle, couvrant Laon, Soissons et Reims.

Depuis que la paix avait été signée à Vervins, la Picardie s'était remise à l'œuvre avec la ténacité de ces régions toujours meurtries et toujours vivaces. Le laboureur s'était remis à son champ et le vigneron à sa vigne. Les Picards sont laborieux, francs et braves. Ils ont toujours passé pour mutins et mobiles. Pourtant leur loyalisme n'a jamais fait défaut à la cause des rois. Les étrangers les trouvaient rudes et de mœurs peu hospitalières.

En avançant vers Paris, les voyageurs remarquaient une activité toujours croissante. Le mouvement de la batellerie sur l'Oise et sur la Marne les étonnait. Ce sont, disaient-ils, les deux « mamelles » qui donnent la nourriture à Paris. De véritables flottilles de bâtimens descendaient ou remontaient sans cesse leur cours. A partir du pont de Beauvais, un service de chevaux était organisé qui traînait les convois jusqu'à Paris.

L'Ile-de-France, le Beauvaisis, le Clermontois, se ressentaient plus encore que la Picardie du voisinage de la capitale : « Les collines environnantes sont fertiles en vignes, les vallées pleines de moissons et de vergers; de nombreux troupeaux dans les prairies font un spectacle vraiment très agréable. »

Les villages étaient mieux bâtis. Ils avaient presque tous conservé la vieille église romane avec le campanile élevé sur la tour fortifiée du portail. Au-dessus des villes, les grandes cathédrales gothiques dressaient le dos énorme de leurs nefs et les deux bras des tours trop souvent dépareillées. Les hôtels de ville s'égayaient du carillon des provinces belgiques. Derrière de bonnes murailles, Laon, Saint-Quentin, Noyon, Senlis, Beauvais gardaient précieusement les traditions des vieilles libertés bourgeoises.

Du côté de l'est, Paris n'était séparé de la frontière que par la Champagne, haute et basse, le Barrois, le Bassigny et les Trois-Évêchés. La Champagne, comme l'Ile-de-France, était un des anciens domaines de la couronne. Mais les Trois-Évêchés étaient dans une de ces situations ambiguës, fréquentes alors en Europe. Le lien qui les avait rattachés à l'Empire n'était pas tout à fait brisé. Pour qualifier cette sorte d'annexion incomplète, on disait qu'ils étaient sous la « protection » du roi de France. On cherchait par tous les moyens à étendre ce droit, et, selon la

propre expression de Richelieu, « à rendre le pays messin aussi assuré à la France que le comté de Champagne. »

Au contraire, la Lorraine, quoique indépendante, était, à l'égard de la France, dans une sorte de subordination. Les membres de la famille ducale vivaient dans l'orbite de la cour. Le duc était sans cesse dans les transes ou d'une alliance trop étroite, ou d'une rupture redoutable. Sa capitale, Nancy, prise entre Toul et Metz, étouffait. La place forte de la Mothe était, à la moindre alerte, son plus sûr abri.

On entrait en France, de ce côté, par Mouzon et Bar-le-Duc. La Champagne, avec sa face blanche, donnait une pauvre idée du royaume : « C'est ici que l'on voit de vastes campagnes blanchissantes comme de la craie, dégarnies d'arbres, sans aucun pré ni eaux courantes, ce qui fait qu'on n'y trouve pas les vivres et commodités qu'il faudrait pour les voyageurs. » Pourtant les vins du pays étaient déjà renommés et les villes étaient belles : Troyes, avec sa riche vêture d'églises et de palais, et dont les cloches, sans cesse brimbalantes, étonnaient l'étranger; Reims, « qui est grande, entourée de murailles fort blanches et dont les hautes tours se font voir de loin; » Châlons, Vitry, Chaumont-en-Bassigny étaient les places fortes ou les villes importantes de cette frontière. Selon le proverbe fameux, les Champenois passaient pour peu avisés; mais ils étaient soumis, fidèles, et payaient bien la taille : un « troupeau. »

En quittant la Champagne, on traversait la Brie, plus fertile, et, par les coteaux élégans qui bordent la Marne, on arrivait à Paris. Quoique Paris n'eût pas encore dévoré toute la France, il demandait un long séjour, et il faut lui réserver une description à part. Quand on l'avait visité avec soin, puis ses environs : Saint-Germain, Saint-Denis, Rueil que venait de faire construire le financier Moysset, et surtout Fontainebleau que l'on considérait « comme le plus beau château de France, Allemagne, Belgique, Angleterre et Italie, » on se hâtait vers les provinces dont l'air était plus doux et la langue plus pure.

On entrait dans la Beauce par la belle route pavée de Paris à Orléans : « Cette province, dit un voyageur, n'a ni montagnes, ni fleuves, ni forêts, ni vignes, très peu de prés et si peu d'eau que les habitans de Blois appellent leurs puits des sources. C'est à peine s'il y a des arbres et le peu qu'on en voit sont tout rachitiques à cause de la nature du sol. Mais c'est la contrée la plus féconde en froment. Aussi l'appelle-t-on le grenier de Paris. » Visible de partout, la cathédrale de Chartres surgissait, dominant de loin des guérets mornes ou les vagues d'un océan de moisson.

Hors la grand'route, les chemins étaient détestables : « En

Beauce, bonne route, mauvais chemins, » disait le proverbe répété à l'envi par les voyageurs. L'habitant avait l'esprit adroit et caustique, et les « chats » de Beaugency en disputaient le prix aux « guépins » d'Orléans.

Autour d'Orléans, on retrouvait une fertilité moins uniforme, les collines ombragées, la vigne. Les vins du pays avaient une grande réputation; mais ils passaient pour corrosifs. On ne les vendait pas à Paris; il était interdit de les servir à la table du roi. Orléans attirait les étrangers et surtout les Allemands. Les privilèges accordés à la « nation germanique, » qui faisait partie de l'Université, les y retenaient. Ils prétendaient aussi qu'Orléans était la patrie du beau langage, de l'*orléanisme*, — comme on disait en Grèce l'*atticisme*. Ils trouvaient ses habitans « opulentissimes, » ses monumens admirables, ses rues bien alignées et bien pavées, ses maisons élégantes avec leurs salles garnies de nattes. Ils étaient d'avis qu'il y avait à Orléans plus de jolies femmes que nulle part ailleurs. En un mot, c'était la plus belle ville de France, selon le mot de Charles-Quint, qui disait avoir vu, dans ce royaume, cinq choses dignes de remarque : « une maison, La Rochefoucauld; un pays, le Poitou; un jardin, la Touraine; une ville, Orléans, et un monde, Paris. »

Outre ces mérites, la situation d'Orléans, au sommet du coude de la Loire, lui donnait une grande importance. Dans les guerres civiles, la possession de son pont de pierre, garni de tours, avait été sans cesse disputée par les deux partis.

Bientôt commençait la Touraine, qui, par la grâce souriante du paysage, la richesse des constructions, la délicate fertilité des jardins, passait pour la fleur du royaume : « On passe la Loire à gauche, dit un voyageur, le chemin devient charmant parmi les arbres, les vignes, les villages, au bruit agréable des eaux qui courent vers la Loire. C'est une grande plaine qu'on a nommée avec raison le *jardin de la France.* » — « Nulle part, dit un autre, je n'ai eu un plus délicieux spectacle que du haut du château de Saumur, d'où l'on voit la Loire, la plaine qui s'étend au loin et toute la campagne en fleurs. »

Ce qui ajoutait au charme du paysage, c'était la beauté et la variété des châteaux. A l'exemple des rois, toute la noblesse s'était ruinée, sur ces bords, en constructions somptueuses. Depuis les masses imposantes de Langeais et de Luynes, jusqu'aux plus exquises finesses de Chambord et d'Azay-le-Rideau, l'architecture de la renaissance avait épuisé ses conceptions à embellir ces contrées. Tourelles en poivrières, mâchicoulis ornementés, arcs brisés, anses de paniers, fenêtres à meneaux, escaliers à jour, fleurons, coupoles, pignons,

galeries, toits, belvédères, tout cela s'entassait, s'étageait, s'élançait dans un luxe inouï où fleurissait couramment tout le fouillis de l'arabesque sculpturale.

A travers trois siècles de ruines, il en est resté assez aujourd'hui pour fatiguer l'admiration. On peut deviner quel spectacle c'était alors, parmi les beautés des avenues bien alignées, des fontaines jaillissantes, des jardins épanouis. Une nombreuse aristocratie, entourée de serviteurs, de pages et de poètes, y menait l'existence élégante et pondérée qui a donné une note si savoureuse à la culture de cette province :

Tourangeaux, Angevins,
Bons fruits, bons esprits, bons vins.

En suivant la Loire, on atteignait Saumur, défendue par des murailles épaisses, couronnée par un château qui passait pour très fort et qui abritait la vieillesse inquiète du pape des protestans, Duplessis-Mornay ; puis les Ponts-de-Cé, qui étaient pour la Basse-Loire ce que le pont d'Orléans était pour son cours moyen ; puis la poissonneuse Nantes, par où l'on entrait en Bretagne.

La Bretagne était, à beaucoup de points de vue, différente des autres provinces. Elle se sentait elle-même à peine française, et se réclamait volontiers du temps de la reine Anne. Sa langue, sa misère, sa noblesse besogneuse, ses états provinciaux toujours turbulens, lui assuraient une indépendance conforme à sa situation géographique et à son passé. « Les hommes, les animaux et les arbres sont plus petits ici que nulle part ailleurs, dit Laëtius. Près de l'Océan, la population est dense, abondante, par la facilité que produit la mer pour l'arrivée de toutes les marchandises. Dans le centre, au contraire, ce sont des champs déserts, des landes infertiles qui ne servent qu'à la nourriture des troupeaux. Près de la mer, les lépreux abondent. »

Toute repliée sur elle-même, la Bretagne prolonge plus longtemps le rêve d'idéal et de superstition qui fut celui du moyen âge. En plein XVIIe siècle, elle continue à sculpter les hauts clochers ajourés que les marins suivent de l'œil, loin des côtes ; elle poursuit, dans les veines du bois, le caprice d'un art enchevêtré qui emprunte ses motifs à une sorte de géométrie végétale. Ses tailleurs sorciers piquent dans le drap les broderies éclatantes auxquelles s'attache un sens mystérieux. Elle se berce de ses légendes mélancoliques, de ses chansons monotones, et s'endort, parmi les genêts, dans un sommeil qui mêle les lassitudes de l'indolence à la crapule de l'ivrognerie.

Pourtant elle est brave; elle est entreprenante et s'élance hardiment dans les entreprises hasardeuses. Elle se vante de ses hardis marins et de « ce grand et illustre pilote, Jacques le Cartier, qui, soubs le règne du grand roy François, descouvrit le pays et isles du Canada et autres terres en la mer septentrionale, avec honneur et gloire immortelle. »

Dans les dernières guerres, avec son instinct catholique, ses aspirations séparatistes, ses mœurs brutales, la Bretagne s'était jetée dans la révolte, puis dans les bras de l'Espagne. Le duc de Mercœur avait positivement régné sur elle. La résistance s'était prolongée là plus que nulle part ailleurs. Il avait fallu qu'Henri IV vînt en personne pour rétablir l'ordre, et c'est ainsi qu'il avait daté de Nantes l'édit qui avait donné la paix religieuse au royaume. La Bretagne avait été longue à s'apaiser tout à fait. Elle restait toujours menaçante, et, au moindre vent de rébellion, les Vendôme, qui la gouvernaient maintenant, savaient qu'ils pouvaient compter sur elle pour soutenir leurs ambitions de cadets illégitimes et insoumis.

La Normandie formait avec la Bretagne un parfait contraste. Elle était la province la plus riche du royaume, comme l'autre en était la plus pauvre. Elle comptait parmi les plus soumises. Elle avait pour le commerce, pour l'industrie, pour les travaux et le bien-être de la vie pratique, un goût qui manquait complètement à son antique rivale. On la comparait déjà à l'Angleterre. Ses habitans ne passaient pas pour aimables. Ils étaient grands, sérieux et rudes. On citait traditionnellement, au sujet de cette province, le portrait si expressif de Robert Gaguin : « La Normandie a une métropole, six villes, quatre-vingt-quatorze places fortifiées et nombre de bourgs bâtis comme des villes. Il faut au moins six jours pour la traverser de part en part. Elle est d'une richesse prodigieuse en poissons, en troupeaux et en blé. Les poiriers et les pommiers y poussent en telle abondance qu'on fait de leurs fruits une boisson, le cidre, dont les habitans sont grands buveurs. Ils sont, de leur naturel, trompeurs, très attachés à leurs coutumes et à leurs mœurs, s'entendent parfaitement aux dols et aux procès. Aussi les étrangers craignent d'entrer en relations avec eux ; d'ailleurs, amis de la science, religieux, excellens dans la guerre, où ils ont remporté sur d'autres nations de très grands succès. »

Depuis le moyen âge, la Normandie était considérée comme une des grandes ressources du royaume tant en argent qu'en hommes. Elle payait, à elle seule, un cinquième des tailles. On disait :

Si bonne n'était Normandie
Saint Michel n'y serait mie.

Très attachée à ses traditions, surtout en matière de jurisprudence, elle entourait de vénération son parlement, qui jugeait d'après les vieilles coutumes de la province. Les cités étaient pleines de magistrats et de prêtres.

Rouen, malgré ses rues étroites, passait pour une belle ville, « sise en lieu commode et bien marchande. » Son admirable palais de justice était le monument élevé à la gloire de la basoche par ces gens fameux en procès. Le manteau de sculpture jeté sur la ville par les architectes et les tailleurs de pierre du moyen âge, lui donnait vraiment l'air royal, et l'on observait que, si elle n'avait pas été détruite successivement par quatorze incendies, elle eût pu être l'égale de Paris.

Caen était l'ancienne capitale et la seconde ville de la duché. « Le château est haut élevé sur la ville et est situé sur un roc et fortifié de son donjon. Au milieu, il y a une tour fort haute et grosse, flanquée aux quatre coins de quatre autres grosses tours et armée de fossés profonds. » Avec son bailli, ses tribunaux, sa chambre des généraux, ses hommes de loi, son université, ses abbayes, ses collèges, Caen marquait bien le caractère doctrinaire et grave du « pays de sapience. »

II.

Quand on laissait *la France* pour pénétrer dans les régions d'outre-Loire, on sentait immédiatement que le pays était autre : « De l'Orléanais à la Guyenne par le Berry, le Poitou, l'Angoumois et la Saintonge, on ne quittait pour ainsi dire pas les forêts. C'était comme une vaste marche frontière qui séparait le pays d'oc du pays d'oïl. »

La Sologne, infiniment plus vaste et plus inculte qu'aujourd'hui, croupissait dans la plus horrible misère ; le Berry offrait un aspect un peu meilleur. On louait surtout son activité industrieuse, et les « moutons du Berry » donnaient une laine à la réputation proverbiale. L'université de Bourges, où avaient enseigné les Alciat, les Baudoin, les Hotman, les Cujas, avait étendu au loin le renom de la ville. Les Allemands s'y rendaient en grand nombre et y séjournaient.

Bourges était considéré comme une place très forte, la citadelle et le réduit de toute la Gaule. On montrait, non loin de cette ville, un arbre qu'on disait être placé juste au centre du royaume. On prétendait aussi que la fameuse « grosse tour, » à laquelle on ne pouvait comparer que celles de Carcassonne et de Nuremberg, avait été bâtie par Vercingétorix.

Un passage du voyageur allemand Gölnitz donne une impression très nette de l'aspect que présentaient ces contrées : « En allant de Bourges à Lyon, dit-il, comme la route royale était rompue par les pluies, le cheval qui portait nos bagages tomba dans les marais... Nous étions nous-mêmes en péril de la vie par une nuit très noire et un vent impétueux qui nous empêchait de nous entendre. Nous dûmes marcher à pied, tâtant le sol avec les mains, car il n'y avait pas trace de route. Notre guide allait en avant au milieu de l'eau. Nous suivions à la file, par derrière, sans voir, sans entendre. Enfin, au milieu de la nuit, après nous être plusieurs fois égarés, nous arrivâmes, trempés jusqu'aux os, les bottes pleines, à l'auberge. Nous y trouvâmes *Philémon* et *Baucis* et les secouâmes un peu pour obtenir un bon feu, sécher nos vêtemens, mettre de la paille dans nos bottes, du pain et du vin dans nos estomacs. Une fois séchés et rassasiés, nous allâmes coucher.

« Le lendemain, la pluie ayant un peu cessé, nous marchons, par un chemin empierré, jusqu'à un bourg nommé Couleuvre (1). Triste logis, et qui paraissait toujours sur le point de prendre feu : le bois mis dans le foyer vomissait des flammes par la cheminée, qui traversait justement un grenier plein de foin. Il fallut nous mettre à jeter de l'eau sur le feu pour jouir de sa chaleur sans trop de péril. Ce remarquable logis s'appelait l'*Écu de France*. A peine séchés, et le repas fini, nous repartons sous la pluie et nous avançons lentement, jusqu'à la tombée du jour, pour gagner, au village de Franchesse (2), l'auberge du *Cheval blanc*. Tout y était ouvert, portes et fenêtres. Pas de fermeture, pas de vitres; et il y avait, là dedans, des hommes de fort mauvaise mine, occupés à travailler le lin. L'idée de manger et de dormir sous le même toit n'était pas sans nous donner quelque inquiétude pour nos bagages. Nous veillâmes une partie de la nuit, et, grâce à ce soin, tout se passa sans accident. »

Pour aller vers le sud-ouest, on passait par Châtellerault et Poitiers. Le Poitou, moitié nord et moitié midi, conservait encore quelque chose de l'abondance de la Touraine. La terre, cependant, devenait plus maigre. Poitiers, comme Bourges, comme Orléans, était un centre d'études important. Elle s'appelait elle-même l'Athènes de la France.

La Brenne, le Bas-Poitou, croupis dans leurs marais, étaient d'affreux pays. La Marche, le Limousin, tout rugueux de collines boisées, ne valaient guère mieux. Les voyageurs parlent de ces con-

(1) Allier, arrondissement de Moulins.

(2) Également dans l'Allier, arrondissement de Moulins.

trées avec un sentiment d'horreur et de pitié. « Les habitans sont d'une sobriété extraordinaire, gloutons seulement de pain, ignorans de tous autres délices... Dans leurs affaires, ils se montrent assez adroits et réfléchis, très entêtés. Ils sont sordides dans leur nourriture et dans leurs vêtemens... » Si l'on pénétrait dans les horribles chaumières, faites de torchis, qui leur servaient de demeures, on trouvait des enfans nus sur de la paille, grelottant devant un feu de bousat de vaches... « Ils vivent de châtaignes, qu'ils exportent même au loin. On ne voit dans la campagne que des chênes et des châtaigniers. La terre est couverte de pierres que les paysans ont la paresse de ne pas enlever : sinon, elle ne serait pas mauvaise. Mais la stérilité vient surtout de la barbarie des habitans. Peu de villages, quelques rares chaumières ; dans les champs pierreux, quelques moutons, peu de vaches. »

A travers l'Angoumois et le Périgord, le pays gardait à peu près le même aspect jusqu'aux portes de Bordeaux. Angoulême avait beaucoup souffert des guerres de religion. La peste s'y était installée presque à l'état endémique. Sur la fin du XVIe siècle, Étienne Pasquier, se rendant à Cognac, traversa l'Angoumois et passa, dit-il, « par tel grand bourg dans lequel il n'y avait que quatre ou cinq pauvres ménages » et dans lequel on ne trouvait pas de quoi manger. En 1613, la ville était poursuivie pour dettes, et des huissiers s'étaient installés aux portes qui saisissaient les habitans et les mettaient en prison, faute du paiement d'une somme de deux mille cinq cents livres due par la communauté. On n'avait pas l'argent nécessaire pour acheter un tombereau à enlever les ordures.

Les bourgeois de la ville n'en étaient pas moins « fiers, gens de bon esprit, tenant quelque compte de leur réputation, assez hauts à la main, se vantans volontiers, se plaisans peu au trafic, la plupart vivans de leurs revenus et faisans les gentilshommes. Ils aiment les lettres, sont hospitaliers et courtois et se plaisent à choses nouvelles. »

Quant aux gens du plat pays, « ils sont grossiers et rudes, se ressentant de la lourderie de leurs voisins, adonnés au travail, opiniâtres et têtus, au reste propres aux armes, de grand courage et fort hardis. »

Le Périgord, quoique pierreux et rocailleux, était un peu meilleur. On citait « ses forges à fer et à acier, » ses fabriques d'armes et de couteaux, ses moulins à eau. Rien que la Conze, qui n'a qu'une lieue de cours, « fait néanmoins moudre six vingts moulins, tant à bled qu'à papier. »

Périgueux, disait-on, avait autrefois porté le nom de Japhet, « d'où l'on peut voir qu'elle est très ancienne et que les enfans et

arrière-neveux de Noé, venant en Gaule peu après le déluge, la bâtirent et lui donnèrent ce nom. » Elle avait été érigée en évêché « dès le temps des apôtres, » et son église de Saint-Front passait, avec raison, pour l'un des plus anciens et des plus beaux bâtimens du royaume.

Le Périgord était plein d'une noblesse « innombrable, prompte, dure, aimant les querelles, avide de nouveautés et toujours prête à se mettre en mouvement pour le moindre objet. » « ... Quant aux gens de condition inférieure, ils sont vains, dispos, fort gaillards et de longue vie pour leur naturelle sobriété... Ils sont fort affables, accorts, propres à toutes honnêtes actions et exercices, soit aux lettres, armes, arts mécaniques ou autres perfections. »

Au-delà du Poitou et du Périgord, joignant l'Océan, venait le pays de Saintonge, le comté d'Aunis et La Rochelle. C'était le centre du protestantisme français. Installé sur le bord de la mer, en relation constante avec l'Angleterre et la Hollande, il s'implantait, avec une gravité tenace, dans ces pays-bas de la France. Ce n'était pas le protestantisme cavalier et à la soldade de la Gascogne, rêvant les grands coups d'epée, le pillage des églises et la confiscation des biens du clergé; c'était un protestantisme noir, austère, en robe, avec des figures très longues; un protestantisme de ministres et de marchands.

Il y avait quelque chose de fier dans l'établissement de cette république municipale de La Rochelle, qui aurait voulu étendre sur la France, divisée en états confédérés, son esprit indépendant et sectaire. Elle vantait sa richesse, la hardiesse de ses marins, l'activité de ses commerçans. Elle obéissait orgueilleusement à son maire, « qui ne marchait jamais qu'entouré d'une garde. » La Rochelle entretenait soigneusement ses murailles, ses fossés, ses bastions, auxquels travaillaient les ingénieurs hollandais et que l'on citait comme le modèle de la défense des places. On assurait que la ville était imprenable et elle portait, en avant de son havre d'étroite embouchure, les deux grosses tours de la Chaîne et de Saint-Nicolas, veillant, comme deux sentinelles, sur le repos de la cité.

La Guyenne avait beaucoup perdu de son antique réputation. Dans son humeur ombrageuse, elle regrettait peut-être l'époque où, sous la domination lointaine des Anglais, elle était à demi indépendante. Un voyageur donne au Médoc cette louange restreinte, « que le pays n'est pas aussi mauvais qu'on le dit. » On remarquait, il est vrai, que la vigne y poussait bien et que le vin était généreux (surtout le vin de Grave, très en honneur); mais on ajoutait que les autres cultures y étaient peu prospères.

Bordeaux n'avait pas encore pris le grand élan que bientôt le

commerce des Antilles et des Indes allait lui donner. Elle n'avait pas revêtu le manteau somptueux dont, au XVIIIe siècle, le marquis de Tourny devait l'orner. Cependant, c'était déjà une belle ville, avec ses trois châteaux de l'Ormée, du Hâ et de Trompette, avec ses huit abbayes, son université et son collège de jésuites; avec ses deux collégiales, ses douze paroisses, avec ses clochers aigus, bâtis par les Anglais; avec ses longs quais, que les vaisseaux de commerce garnissaient à perte de vue, durant les deux grandes foires de mai et d'octobre.

Elle s'adonnait déjà principalement au commerce des vins, qui descendaient le long de la Garonne et de la Dordogne pour, de là, être exportés en Angleterre et dans les pays du Nord, sous le nom de *claret*.

La Guyenne et le Bordelais étaient renommés pour l'esprit agréable et ingénieux, pour la culture de la noblesse et de la haute bourgeoisie. La fin du XVIe siècle avait connu le célèbre évêque d'Aire, François de Candale, « parfait alchimiste, inventeur de l'eau de Candale, très expert arquebusier » et qui, disait-on, avait trouvé la pierre philosophale; Michel de Montaigne, « homme grandement docte, franc, ennemi de toute contrainte, fort instruit des affaires, principalement celles de la Guyenne, qu'il connaissait à fond; » la sœur du moraliste, Mme de Lestonac, « femme grandement savante, et qui parlait bon grec et bon latin; » le directeur du collège, Vinet, ami des Muret, des Turnèbe, des Buchanan.

Le parlement se recrutait dans une aristocratie de robe nombreuse, riche, éloquente, instruite. Il aimait à parler haut en s'adressant aux rois, et, comme la modestie gasconne s'en mêlait, on répétait volontiers, dans la ville, un propos attribué à Henri IV : « Que, s'il n'était roi de France, il eût voulu être conseiller au parlement de Bordeaux. »

De Thou, qui, au sortir de Bordeaux, a fait tout le voyage de Gascogne, rapporte que les Landes étaient loin de présenter alors l'aspect misérable qu'on peut leur supposer. « On trouve sur la route, dit-il, de grandes landes et des bruyères pleines d'abeilles et de tortues, avec des villages fort écartés les uns des autres, mais très peuplés. Les paysans y sont plus riches que dans tout le reste de la Gascogne. »

Bayonne, sans cesse menacée par les terribles inondations de l'Adour, était pourtant un port de mer actif et important. Les vaisseaux qui en partaient pour la grande pêche étaient des plus renommés pour leur esprit d'entreprise et la hardiesse de leurs équipages.

Bientôt on entrait dans le Béarn, dont le caractère si marqué frappait les voyageurs : « Le langage de ces peuples est fort singulier

et les habits de leurs femmes ne le sont pas moins; elles en ont pour chaque âge et pour chaque état, pour le deuil, pour le mariage et pour les prières publiques. Si l'on voyait ailleurs des gens vêtus de cette manière, on croirait qu'ils se sont déguisés exprès pour faire rire ou pour monter sur un théâtre. » Tout ce pays, d'ailleurs très turbulent, très divisé, soutenu par les prétentions du Béarn et de la Navarre, se sentant déjà de la morgue espagnole, jouissait d'une sorte d'indépendance. L'action du pouvoir royal ne s'y faisait sentir que mollement et seulement dans les temps où les populations, lassées des dissensions locales, l'imploraient. Un voyageur observe que, dans toute cette région, les paysans ne sortaient jamais sans armes.

Enfin on se trouvait dans le pays de Gascogne, qui résonnait d'un langage nouveau :

Lo no es bon gasconnet
Se no sabe dezi
Higue, hogue, hagasset.

Les bords de la Garonne étaient « bordés d'une infinité de bourgades, de grands châteaux et de maisons de plaisance. » Agen, situé dans un pays riche, agréable, fertile, était comme une seconde capitale pour le Midi. Elle s'illustrait du séjour qu'y faisait Scaliger.

Mais la vraie reine du Midi, c'était Toulouse. C'est aujourd'hui une ville morte. A cette époque, son influence rayonnait sur tout ce qui parlait le vigoureux et sonore langage que les puristes du temps étaient en train de reléguer au rang d'un patois méprisé. Des hauteurs de l'Auvergne, du Velay, du Quercy, de la Guyenne, de la Navarre, de l'Espagne, l'élite de la jeunesse descendait vers son université. Ils recueillaient, sur les lèvres des professeurs, le suc de la tradition romaine et scolastique. Ils s'y séchaient au feu d'une doctrine âpre et autoritaire qui faisait de tous ses Gascons les plus redoutables serviteurs de l'autorité royale. Dès longtemps, on disait de l'université de Toulouse qu'elle était « l'école des plus grands magistrats et des premiers hommes d'État, » et le proverbe répétait à son tour :

Paris pour voir,
Lyon pour avoir,
Bordeaux pour dispendre
Et Toulouse pour apprendre.

La ville elle-même, toute construite en briques, était plutôt remarquable par l'antiquité que par la beauté de ses édifices. Saint-

Sernin, la vieille église, était couronnée de canons pour foudroyer la cité en cas de rébellion. On rebâtissait Saint-Étienne, qu'un incendie avait détruit en 1609. On montrait encore l'hôtel de ville qui avait recueilli le nom glorieux de Capitole; le parlement avec la salle d'audience, la table de marbre, les prisons des Hauts-Murats; enfin les collèges parmi lesquels venait de s'insinuer timidement celui des jésuites, appelé à de plus hautes destinées.

L'impression produite par Toulouse sur les voyageurs était résumée par l'un d'entre eux en ces termes: « Située dans une belle plaine, arrosée par la Garonne, c'est la première ville du royaume après Paris et même, si l'on compte la beauté et le nombre des églises, la dignité du parlement, la fréquentation des écoles, la richesse des citoyens, la splendeur des édifices publics et privés, elle n'est pas loin d'être la première. On pourrait, comme Athènes autrefois, l'appeler la ville de Pallas. »

Toulouse règne sur le Languedoc, soit comme chef-lieu de gouvernement, soit comme lieu de réunion des États, soit comme siège de l'archevêché, soit comme séjour du parlement. Tout le pays, administré par lui-même, peu chargé d'impôts, était riche; Bodin donnait sa constitution en exemple. Comparativement au reste du royaume, il y faisait bon vivre; on remarquait surtout la variété de ses productions, fruits, vins, fromens, poissons, gibier; celui-ci si abondant, paraît-il, que, tous les jours, « on sert des perdreaux et des cailles pour le déjeuner et le dîner. »

Les habitans étaient curieux, insolens: « Ils regardent fixement les étrangers, comme des bêtes inconnues récemment amenées d'Afrique et ils s'interrompent de manger pour les considérer. En traversant les bourgs de la province, on rencontrait parfois un enterrement où les assistans poussaient de grands cris et de bruyans gémissemens. » Ou bien, au contraire, on voit « les filles danser, au milieu des rues avec des gesticulations étonnantes : » c'est toute l'exubérance méridionale. « Les Languedociens sont catholiques, faciles à émouvoir, dit un autre voyageur. Ils ont de l'esprit et veulent qu'on les croie. » Il ne dit pas s'ils méritent toujours d'être crus.

Carcassonne et Narbonne étaient les deux places fortes qui protégeaient cette frontière du côté du Roussillon, encore espagnol. Les tours rondes de Carcassonne, les tours carrées de Narbonne donnaient à ces deux villes un aspect très imposant. Les voyageurs devaient remettre leurs armes entre les mains des gardes, avant de franchir les portes.

Montpellier, avec son air salubre, l'agrément du climat, ses fortes études de médecine, était un lieu de séjour très apprécié. On s'y

piquait de belles manières : « La place de la Canourgue, où se viennent rendre par bandes toute la noblesse et mille beaux visages pour y pratiquer d'honnêtes galanteries et y entendre les concerts et les sérénades, est la marque trop visible de la belle humeur des habitans ; » et notre auteur ajoute galamment : « Le beau sexe ne contribue pas peu, de ce côté, à la gloire de Montpellier qui est rempli d'une infinité d'habitans si bien mis et si bien couverts qu'ils témoignent par là qu'ils sont les nobles membres d'une des premières cités de la France. »

A travers un pays sablonneux, parmi des terres ingrates voilées de l'ombre grise des oliviers, on gagnait Nîmes, la dernière ville du Languedoc, en allant vers le Rhône. Nîmes répandait un parfum d'antiquité qui charmait le cœur de tous ces excellens latinistes. Ils vantaient l'amphithéâtre, le plus grand, disait-on, qui fût resté de toute l'antiquité romaine ; on célébrait la Maison Carrée, bâtie par l'empereur Adrien, en l'honneur de sa femme Plotine. On s'étonnait devant la tour Magne, « dont on ne peut savoir le dessein de celui qui l'a bâtie, si ce n'est pour éterniser sa mémoire par un si grand ouvrage, comme voulut faire Nemrod pour la haute tour de Babylone, à qui la tour Magne a beaucoup de ressemblance. »

Mais la merveille des merveilles, c'était le pont du Gard. Ses trois rangées d'arches indestructibles étaient contemplées, examinées, mesurées avec un respect pieux. De pareilles œuvres si supérieures par leur utilité, par leur simplicité, par leur force à tout ce qu'avait laissé le moyen âge, évoquaient, dans des esprits encore tout imbus de la tradition, le souvenir écrasant de la grandeur romaine ; et cet enthousiasme pétrissait, presqu'à leur insu, les esprits et les âmes ; il imposait l'imitation directe et efficace de l'antiquité aux efforts nouveaux du siècle qui commençait.

III.

La Provence était la plus noble partie de l'ancienne France. Tout, jusqu'à son nom, indiquait le souvenir de la domination romaine. Elle avait, dans ses mœurs, dans sa constitution, dans l'aspect même de la campagne, quelque chose qui la distinguait des autres provinces du royaume. Sèche, rouge, poussiéreuse et venteuse, elle était peu fertile en blé, mais abondante en fruits et surtout en fleurs. Ses champs répandaient, en toutes saisons, l'arome âcre des orangers, des citronniers, des roses et des jasmins. C'étaient ces « divines senteurs » dont l'obsession fatiguait Mme de Sévigné.

La Provence était moins prônée qu'aujourd'hui. Son ciel si pur, la douceur de ses hivers, la beauté de la mer, trouvaient nos pères moins sensibles que nous. Cependant, déjà on voyait poindre quelque aube de ces installations hivernales que la facilité des voyages a tant multipliées. Un voyageur observe que « dans tous ces petits ports de mer de Provence on mange à table d'hôte, chair et poisson, où chacun pour une pièce de vingt sols est traité délicieusement et proprement. On boit ordinairement à la glace, et c'est la coutume du pays, chaque fois que l'on sert à boire, de fringuer le verre et le présenter à demi plein d'eau qu'on verse toute, ou peu, ou point à sa volonté, avant que de l'emplir de vin qui est très brûlant en Provence et malsain, si on le boit sans eau. »

Cette côte délicieuse était loin d'offrir un tranquille séjour. Les Turcs et les Barbaresques l'infestaient. Leurs vaisseaux arrivaient brusquement et faisaient, dans les villages et jusque dans les villes, de terribles razzias. Il fallait être toujours sur ses gardes et, malgré tout, les prisons de Tunis et d'Alger regorgeaient d'esclaves enlevés ainsi sur les côtes méditerranéennes.

Outre ces maux aujourd'hui disparus, la Provence en connaissait d'autres qu'on réunissait dans ce dicton :

Le Parlement, le Mistral et la Durance
Ont fait la ruine de Provence.

Tout en se plaignant de son parlement, la Provence en était fière. Il l'avait régi souverainement durant les guerres de la Ligue, et la turbulence méridionale se vantait de l'avoir vu tenir tête simultanément à la France, à l'Espagne et à la Savoie. En 1614, les cœurs s'étant apaisés, la Provence était gouvernée pacifiquement par l'héritier des Guises, devenu le fidèle serviteur des rois. Elle cherchait son illustration dans la renommée des hommes de lettres : Du Vair, « cette aigle de l'éloquence française, » Peiresc, Malherbe, qui avait fait de la Provence son pays d'adoption. On notait déjà que les Provençaux étaient grands parleurs et vantards. Mais on s'arrêtait là; on ne pouvait prévoir que, dans des temps de révolution, leur génie oratoire et tumultueux aurait sur les destinées de la France une plus haute influence.

La Provence commençait, du côté de l'Italie, entre Nice et Antibes. Toulon, récemment fortifié par Henri IV, prenait quelque importance. Marseille gardait une réputation de vieille ville républicaine et on notait ce qui restait debout de son antique organisation municipale.

Les voyageurs, montés à Notre-Dame de la Garde, observaient

que, vue de haut, la ville avait l'air d'une harpe, penchée vers la mer. Ils en trouvaient les rues étroites, les monumens peu imposans, mais le port très beau, avec ses trois châteaux de Saint-Jean, d'If et de Ratonneau. Ils énumèrent complaisamment les produits si divers que ses marins allaient chercher dans les pays du Levant, et, en revanche, les vins, les huiles et les autres objets de négoce qu'ils exportaient au loin. On consacrait toujours une visite aux galères du roi et on s'attardait à écouter le chant des forçats, penchés sur la rame.

En Provence, on admirait des lieux de pèlerinage célèbres, Montmajou, la Sainte-Baume, Saint-Maximin, où l'on montrait une ampoule contenant une terre qui, comme celle de Saint-Janvier à Naples, se convertissait en eau et en sang à l'époque des dévotions. La Crau était célèbre par ses pierres qu'on disait tombées du ciel et « qui n'empêchaient point cette plaine d'être d'un plus grand rapport que les plus fertiles. » La Camargue élevait des milliers de chevaux et des bœufs sauvages. La cérémonie de la Ferrade donnait lieu à des fêtes qui attiraient un grand concours de peuple.

Aix, capitale de la Provence, s'enorgueillissait beaucoup de son nom latin, de son parlement, de sa chambre des comptes, de son université, de son archevêché et de son gouvernement. Avec tout cela, elle sentait la vie peu à peu s'éloigner d'elle. Elle en était réduite à étaler quelques édifices anciens, une grande vanité, et « un nombre considérable de noblesse et de personnes de qualité très propres en leurs habits et très polis en leurs mœurs. »

Avignon et le Comtat-Venaissin formaient une petite principauté indépendante. C'était une république italienne transportée au milieu de la France. Avec son gouvernement ecclésiastique, son « dôme » et son palais du vice-légat, Avignon ressemblait, paraît-il, à Bologne. On n'y entendait guère parler que la langue italienne et de nombreuses familles péninsulaires s'y étaient installées. Elle était toute remplie de prêtres et de moines; mais aussi de ruffians et de juifs.

Les voyageurs mettent leurs successeurs en garde contre les services dangereux des premiers et ils dépeignent avec détails le curieux aspect des seconds. Tolérés par l'adroite politique du clergé, vêtus et coiffés de jaune, ils vivaient là dans l'ordure et le mépris. Ils se jetaient sur les étrangers et leur offraient des marchandises de toutes sortes « avec une insistance qui eût été désagréable si elle n'eût été si facilement repoussée. »

Pétrarque attirait les poètes à Vaucluse. Orange et sa petite principauté, placée sous la suzeraineté du roi de France, offraient quelque curiosité pour le politique. On visitait le pont Saint-Esprit, ouvrage

grandiose des Romains et l'on quittait la Provence pour entrer dans le Dauphiné.

Le Dauphiné, province frontière, abritée et écrasée tout à la fois par les contreforts des Alpes, était resté jusqu'à un certain point distinct du royaume de France. En vertu de l'acte qui l'avait réuni à la couronne, il donnait son nom au fils aîné des rois. Cette demi-autonomie, affirmée encore par l'esprit indépendant, ferme et fier des Dauphinois, faisait de cette province un perpétuel objet de tentation pour le duc de Savoie. Profitant de la minorité de Louis XIII, ce « fin renard, » Charles-Emmanuel, employait sa redoutable habileté à persuader à ses chers voisins qu'il fallait reconstituer l'ancien royaume des Allobroges : « La nature, disait-il, a fait des Dauphinois et des Savoisiens un seul et même peuple ; quand vous lui aurez donné un même maître, ils seront encore ces redoutables Allobroges qui furent la gloire des Celtes et la terreur de Rome. Renouez la chaîne des temps ; rattachez à vous l'ancienne dynastie de vos rois. »

On ne pouvait faire un usage plus heureux des exemples historiques. Les Dauphinois pourtant se méfiaient. Ils restaient attachés, sinon à la France, du moins à leur gouverneur, le brave et habile Lesdiguières. Connétable de France, gouverneur du Dauphiné, chef reconnu du protestantisme français, celui-ci était le véritable roi du pays. Sa puissance même n'était pas sans donner quelque ombrage au roi de France, son maître. Mais comme on ne pouvait l'abattre, on le ménageait. Il répondait de la sûreté de cette frontière et intervenait, pour son compte personnel, dans les querelles des princes italiens.

Sage administrateur, il s'attachait à développer le commerce et l'industrie, couvrait le pays d'édifices somptueux et de constructions utiles. Il était comme l'Henri IV Dauphinois. Dans son magnifique château de Vizille, on comptait cent vingt chambres, et notamment une belle galerie de tableaux et de sculptures. L'arsenal, rangé dans un ordre admirable et tenu avec la propreté la plus méticuleuse, contenait six cents armures, deux mille piques et dix mille fusils. C'en était assez pour tenir en respect les ambitions qui s'agitaient autour de la province.

Le Dauphiné présentait, dans la nature du sol et dans le génie des habitans, les mêmes contrastes que dans l'ordre politique : il y avait des contrées extrêmement fertiles, qui donnaient même d'excellens vins ; il y en avait d'autres absolument stériles où ne poussait guère que le noyer. De même, on remarquait une opposition absolue entre la lourdeur et la stupidité des paysans, la politesse et la vivacité des citadins.

Grenoble, ville bien située et bien fortifiée, était le siège du parlement et le lieu de réunion des états provinciaux. Vienne avait un archevêque qui se disait le primat du primat des Gaules. Montmélian, le fort Barraux, récemment reconstruit par Lesdiguières, Embrun, Briançon, haut perché dans la montagne, étaient les places fortes de la région. A Valence, sur le Rhône, existait un péage qui faisait le désespoir des commerçans et dont tout le profit allait au duc de Lesdiguières. Enfin, avant de quitter la province, on ne manquait pas de visiter la Grande-Chartreuse qui attirait les étrangers par sa situation au milieu du site le plus sauvage et par le renom d'hospitalité des bons pères.

Voici comment notre excellent Gölnitz entonne les louanges de la ville de Lyon. « Cette ville est la principale et le boulevard de la France, la première de toutes les Gaules au point de vue spirituel, la boutique du commerce universel et enfin, — ce qui est à son éternelle louange, — s'il y a au monde un endroit où se trouvent rassemblés tous les vénérables débris de l'antiquité, statues de dieux et de princes, inscriptions, tombeaux, théâtres en ruines, bains, thermes, aqueducs, canaux, égouts, temples, colonnes de toutes formes, obélisques, pyramides, tableaux, vases, urnes, lampes, emblèmes, poteries, — cet endroit, c'est Lyon. »

Monté sur ce ton, le dithyrambe ne s'arrête pas. Pour rehausser la gloire de Lyon, on attribuait sa fondation à un certain Lugdus, roi des Celtes, qui vivait l'an du monde 2335, « longtemps avant la naissance de Moïse. » Par cette antiquité fabuleuse, par son passé romain, par son admirable situation et par l'activité de son commerce, Lyon prenait aux yeux des étrangers une importance exceptionnelle. Que l'on vînt d'Italie ou que l'on vînt d'Allemagne, c'était toujours l'indispensable étape. C'était dans cette ville que se faisait le commerce de l'argent. Sa *place* était peut-être la plus importante du monde. On disait, vers le milieu du XVIe siècle, que Lyon était « comme une Florence ultramontaine. » On eût pu ajouter qu'elle était comme un Francfort français. C'était, au plus haut degré, la ville des affaires et de l'activité cosmopolite.

L'espace occupé par Lyon était immense. Sa muraille enveloppait de vastes terrains dont une partie en culture et en jardins. Pour pénétrer jusque dans la cité, il fallait passer successivement par trois portes. A la troisième, un portier demandait d'où l'on était, et ce que l'on venait faire dans la ville. Il donnait ensuite un billet, sans lequel on n'aurait été admis dans aucun hôtel.

Trois châteaux : Pierre-Encise, Saint-Sébastien et Sainte-Claire

gardaient la ville. Sous la régence de Marie de Médicis, Nicolas de Neuville de Villeroy, gouverneur de Lyon, faisait de grands frais pour la réparation de ces forts et pour leur mise en état de défense.

L'intérieur de la ville n'offrait qu'un aspect assez médiocre. Les rues étaient étroites, sales, puantes. Les maisons, très élevées, interceptaient la lumière et l'air; du haut de leurs toits, des gargouilles de bois déversaient les eaux de pluie sur les passans. Aux fenêtres, des carreaux en papier huilé étaient les seules fermetures et ajoutaient à l'aspect délabré des maisons. Il n'y avait guère de beau quartier que la place Bellecour.

Le système municipal de la ville était, disait-on, « tourné vers l'aristocratie. » On racontait les luttes de la « plèbe » contre le « sénat, » comme s'il se fût agi des plus grands événemens de l'histoire romaine. Lyon, avec son esprit original, étroit, mystique, avait joué un grand rôle dans les guerres de la Ligue. Depuis la soumission de 1594, elle était tout à fait rentrée dans le devoir; comme disait un contemporain, « on avait vu refleurir une des trois fleurs de lys de l'écusson de France. » Les Lyonnais, après s'être abandonnés à leur passion séparatiste et catholique, s'étaient, suivant les conseils du prudent Bellièvre, portés au-devant d'un roi qui ramenait l'ordre et la prospérité dans le royaume : « C'est au bruit des trompettes et des clairons sonnans, des salves tant d'artillerie que de toutes sortes de canons, que durant huit jours de suite, son peuple avait fait feux de joie par toutes les places et crié haut et clair : *Vive le roi!* »

C'est qu'en effet les « maîtres de Lyon, » au fond hommes sages, esprits modérés et pratiques, avaient compris que, si l'anarchie ne pouvait profiter à personne dans le royaume, elle était particulièrement fâcheuse pour les intérêts de leur commerce et de leur industrie.

La situation de Lyon, au confluent des deux rivières qui relient le Nord au Midi, était particulièrement favorable en un temps où presque tout le transport des marchandises se faisait par eau. Par la Saône, elle recevait le blé, le vin, les charbons de la Bourgogne; par le Rhône, on voyait remonter, venant du Dauphiné, de la Provence, du Languedoc, les vins généreux, les fruits, les citrons, les oranges, les produits de l'Espagne, de l'Italie et de l'Orient. On trouvait à Lyon tout ce qu'on pouvait désirer en soieries, drap, vêtemens, et aussi tout ce qui pouvait intéresser les savans et hommes de lettres. Lyon était un grand marché de livres, et on les expédiait de là par toute l'Europe.

Si le Lyonnais était déjà prospère, le Forez, qui le borde, n'avait pas encore pris le grand essor qu'il doit au progrès de l'industrie

moderne. Cependant, les voyageurs mentionnaient déjà ses charbons naturels. « Près de Saint-Étienne, dit un géographe, il y a trois montagnes au-dessus desquelles il y a toujours un jet de flammes qu'elles soufflent : l'une s'appelle Mina, l'autre Viala, la troisième Buta. Dans leurs flancs, on trouve des charbons de pierre naturels. Les habitans s'en servent chez eux, au lieu de bois et de charbon ordinaire, et les brûlent dans leur foyer; cela fait un feu très fort et très ardent. Dans ce charbon, on taille aussi des grès d'excellente qualité. »

Plus on s'enfonçait dans l'Auvergne, plus le voyage devenait rude. Nos aïeux avaient peu de goût pour les paysages de montagnes. Ils trouvaient les chemins durs, rocailleux, les pentes raides, les bois sombres et mal hantés. Cela leur gâtait le plaisir. L'Auvergne passait pour un affreux pays. Aussi les voyageurs se pâmaient-ils d'aise lorsque, après avoir franchi les défilés des montagnes, ils débouchaient sur l'exquise et florissante Limagne : « Pour moi, dit Gölnitz, j'attribue volontiers aux habitans de cette région ce que Salvien a écrit des peuples de l'Aquitaine, à savoir que leur pays est, non-seulement la moelle de toute fécondité, mais encore, ce qui vaut mieux, le vrai séjour du bonheur et de la beauté. Cette contrée est, à tel point, entrecoupée de vignobles, de prairies émaillées de fleurs; les cultures y sont si variées, les jardins et les bosquets y sont si nombreux; elle est arrosée de tant de fontaines, sillonnée de tant de rivières, couverte de moissons si abondantes, que ses habitans semblent avoir reçu en partage un morceau du paradis. »

Au sud de l'Auvergne, les derniers contreforts des Cévennes et des Causses, dans le Valais, dans le Vivarais, dans le Gévaudan, abritaient une population dure, âpre, tenace, qui avait, en grande partie, embrassé le protestantisme. Montauban était leur capitale. Privas, Rodez, Mende, Aubenas, Pamiers, Millau, étaient leurs places fortes. C'était le vieux pays hérétique, l'Albigeois. Au-dessus du Rhône, il donnait la main aux protestans du Dauphiné et constituait ainsi une puissance redoutable qui, pour le moment, vivait en paix sous le connétable de Lesdiguières, mais qui allait bientôt servir d'instrument à la fortune politique et militaire des Rohan.

De Lyon à Paris, le chemin se faisait assez rapidement par eau. La Bourgogne française était fertile, opulente; ses vins étaient célèbres, notamment celui de Beaune, qui passait pour un des meilleurs de France : « Il n'est pain que de froment, vin que de Beaune, » et l'on disait encore « que notre saint-père le Pape, monseigneur le roi et plusieurs autres seigneurs, gens d'église et aultres avoient coutume d'en faire leur provision. »

La Bourgogne n'avait pas oublié tout à fait le grand rôle qu'elle

avait joué dans les derniers temps du moyen âge. On retrouvait, dans son organisation, bien des vestiges de son ancienne indépendance. La « Duché » n'avait pas absolument séparé son sort de celui de la « Comté, » qui continuait à s'appeler « Franche. » Les États de Bourgogne se tenaient, tous les trois ans, à Dijon, et défendaient avec vigueur les privilèges de la province, notamment en matière d'impôts.

Dans la ville même, à côté de la Maison du Roy, dont la forte et haute tour était à demi ruinée, on voyait les logis des seigneurs qui avaient été les premiers vassaux des ducs de Bourgogne : Orenge, Le Vergi, Ruffé, Conches, Saulx, Luc, Tavannes, Ventoux, Senecey, Rothelin, Pleuvot.

Le maire, nommé chaque année à la pluralité des voix, prenait le titre de Vicomte-Maïeur : « C'est à la requête du maire de Dijon que les rois, entrant en cette ville, jurent, en l'église Saint-Benigne, de conserver et confirmer les privilèges inviolables de ladite ville, et, *réciproquement*, icelui maire jure au roi fidélité et secours pour et au nom de tout le pays; en signe de quoi ce Maïeur lie une banderole ou ceinture de tafetas blanc à la bride du cheval du roi et le conduit jusques à la Sainte-Chapelle, étant accompagné de vingt et un échevins. »

Autun, la vieille cité, était bien diminuée de son antique splendeur; mais Mâcon, Chalon, Nevers, étaient des villes fortes et opulentes. Le duché de Nivernais contenait onze villes closes, et Nevers, sa capitale, onze paroisses.

Dès qu'on était arrivé dans ces régions, la proximité de la capitale se faisait sentir par l'étonnante activité de la batellerie. Dans un rayon de quarante lieues autour de Paris, les rivières étaient encombrées. Les bois flottés partaient du Nivernais, du Morvan, et soit « à bûches perdues, » soit en « trains, » gagnaient la ville ; puis c'étaient les chalands portant le charbon, les foins et les vins de Bourgogne, les blés et le laitage de la Brie ; puis c'étaient les coches couverts de monde, lentement tirés par des haridelles qu'il fallait dételer à chaque obstacle. Mais on prenait patience ; car Paris était au bout, et ce n'était pas sans émotion que le voyageur apercevait enfin, de loin, par-dessus le plat pays, les tours de Notre-Dame et qu'il venait débarquer en Grève, au plein cœur de cette ville qui, depuis si longtemps, l'attirait.

GABRIEL HANOTAUX.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 juillet.

Un des caractères les plus singuliers et les plus frappans de nos affaires du jour, de la politique qui règne ou qui sévit en France, c'est le décousu en toute chose, le décousu des faits, et des idées, et des volontés. C'est la plaie, c'est le malheur du temps! Ce n'est point assurément que dans ce pays, livré depuis tant d'années aux plus étranges épreuves, il n'y ait tous les élémens d'ordre, de régularité, de progrès pratique, de vie laborieuse et féconde. Il y a certainement en France, avec la vivacité quelquefois impatiente du tempérament national, un fonds inépuisable de raison et même de soumission aux pouvoirs établis, le goût instinctif de la modération et de la paix, le courage de la masse au travail, un besoin universel de clarté et de précision dans les affaires. Il y aurait plus que jamais aujourd'hui, à y regarder de près, le désir bien évident et bien modeste d'avoir un gouvernement sensé et éclairé, des lois équitables, une administration ménagère de tous les droits et de tous les intérêts, — des finances éclaircies, régularisées et prudemment conduites.

Ce serait assez simple en apparence; mais c'est là justement ce qu'il y a de curieux : avec ces élémens et ces instincts, avec ces indications manifestes des vœux et des sentimens du pays, on reste sur place sans aboutir. On ne fait que du décousu, parce que la direction manque, parce que l'éternel ennemi, l'esprit de parti, se mêle à tout pour tout corrompre et tout fausser, parce qu'on ne peut pas arriver à se fixer, à se faire une idée nette et précise de la vérité des choses, des conditions nécessaires d'une action sérieuse. On veut, et on ne veut pas, on se débat dans les contradictions et les équivoques, entre les expédiens de la veille et les expédiens du lendemain. On mêle dans ce qu'on appelle une politique tout ce qu'il est possible d'imaginer, les velléités de socialisme, le protectionnisme, l'âpreté des intérêts locaux, les passions personnelles, les abus de domination, les vexations de secte, l'arbitraire de parti, — et le reste. Le résultat inévitable et

invariable est la confusion. Et voilà, en définitive, ce qui arrive, voilà le bilan de ces derniers temps! Depuis que la session est ouverte, même depuis les élections, on ne cesse de parler de la nécessité d'avoir un budget nouveau, de liquider une situation obérée, de rétablir l'équilibre financier, et avant leur séparation, les chambres ont à peine aujourd'hui le temps d'aborder dans une discussion sommaire ce qu'il y a de plus pressé. Dans l'intervalle, on a surtout voté des lois protectionnistes, des taxes sur le maïs, — sur ces malheureux raisins secs dont les viticulteurs de l'Hérault ne peuvent parler sans frémir. On s'est fort occupé aussi, avec plus de zèle que de profit, de réformes socialistes, à coup sûr peu libérales, plus redoutables peut-être pour la production nationale que bienfaisante pour les ouvriers. On s'essaie à tout assez confusément pour ne réussir peut-être à rien, — sans donner dans tous les cas au pays la politique qu'il attend, qui répondrait à ses vœux et à ses intérêts. On a commencé bien des choses, on ne les achèvera pas de sitôt; mais le ministère sera sauvé pour les vacances parce qu'il a fait la campagne contre les religieuses de Vicq, — sans doute aussi parce qu'il se prête à tout ce qu'on lui demande, à la protection des raisins secs comme à cette expérience socialiste qu'on est en train d'inaugurer.

Eh! sans doute, rien n'est plus prévoyant et plus juste que de s'occuper, comme on le fait aujourd'hui, des conditions du travail, du bien-être et des droits de cette immense population vouée partout, dans tous les pays, au labeur et à la peine. C'était déjà, depuis longtemps, la première des questions. C'est devenu presque une mode depuis que le jeune empereur d'Allemagne, pour sa bienvenue au trône, a publié ses rescrits socialistes et a réuni à Berlin une conférence européenne pour délibérer sur le plus grave et le plus difficile des problèmes contemporains. On suit désormais le courant. Tous les partis, depuis les radicaux jusqu'aux catholiques, semblent saisis d'une sorte d'émulation de socialisme et d'une ardeur de sollicitude évidemment sincère pour la population laborieuse. C'est à qui proposera ou appuiera des lois nouvelles pour étendre les droits des ouvriers, pour les protéger contre les accidens de leur industrie, pour les garantir dans leurs infirmités ou dans leur vieillesse par des retraites et des assurances, pour fixer les heures de travail ou les salaires, pour réglementer minutieusement le travail des femmes et des enfans. De ces lois de réforme sociale quelques-unes sont déjà votées, d'autres ont fait plus d'un voyage du sénat à la chambre des députés, ou du Palais-Bourbon au Luxembourg, et ne sont encore que des projets soumis à la discussion. On veut tout prévoir, tout régler, tout organiser. C'est fort bien dans une certaine mesure! Le danger serait seulement de se jeter à travers ces questions à la fois si positives et si délicates avec plus d'entraînement et d'irréflexion que de maturité, de mettre

dans une telle œuvre un peu de ce décousu qui est la plaie du temps, de prétendre tout trancher par l'intervention et l'omnipotence de l'État, de compromettre enfin le travail lui-même, la prospérité de l'industrie par les excès de réglementation et de protection. Là est le danger, le piège de ces lois auxquelles on met la main dans un mouvement généreux et qui finissent quelquefois par tout ce qu'il y a de moins libéral, de plus compromettant pour l'État, de plus oppressif pour ceux-là mêmes qu'on veut protéger.

Qu'est-ce que cette loi nouvelle que le gouvernement propose aujourd'hui sur les accidens du travail, en modifiant un projet déjà discuté par le sénat? C'est, certes, une des manifestations les plus éclatantes, les plus originales de ce qu'on appelle le socialisme d'État. M. le ministre du commerce, l'auteur du projet nouveau, s'efforce de préciser et d'aggraver la responsabilité des patrons, d'assurer l'indemnité due aux ouvriers victimes du travail, de régler les conditions des enquêtes qui décident de la nature et de la gravité des accidens. Jusque-là, rien de nouveau ou d'extraordinaire; mais ce n'est là visiblement que la partie la plus simple, la plus inoffensive de la loi. M. le ministre du commerce s'est de plus ingénié à créer et à organiser un vaste système d'assurance générale obligatoire pour tous les chefs d'industrie, placé sous la main et l'autorité de l'État. Tous les patrons d'une même industrie, dispersés dans le pays, formeraient un même groupe et tous les groupes formeraient un ensemble relevant du gouvernement. C'est l'état qui, par ses agens, percevrait la prime d'assurance due par les patrons, — avec la faculté, au moins singulière, d'alléger les cotisations dans des cas déterminés par les ingénieurs. C'est l'État qui, par une caisse nationale d'assurance à Paris et par ses percepteurs en province, paierait aux victimes du travail l'indemnité qui leur serait allouée. C'est l'État qui ferait tout, qui serait le receveur, le payeur, l'assureur, le moteur unique de la grande machine industrielle par une immense mutualité dont il resterait l'arbitre, le régulateur souverain! Ce qu'on propose, c'est tout simplement d'ajouter à l'omnipotence administrative de l'État une omnipotence nouvelle exercée par une légion de nouveaux fonctionnaires, enveloppant l'industrie française. C'est ce qu'on appelle le progrès libéral! on n'en est pas encore là, il est vrai, et peut-être y réfléchira-t-on avant de donner à l'État ce nouveau rôle. Pendant ce temps, on discutait, ces jours passés, à la chambre et on votait en partie une autre loi réglementant le travail des enfans, des jeunes filles, des femmes dans les usines, les manufactures, les ateliers, les chantiers, et peu s'en est fallu qu'on n'y ajoutât les bureaux et magasins. Protéger l'enfance, l'adolescence, est sans doute une obligation de la puissance publique. Il y a déjà des lois qui ont organisé et assuré cette protection avec une prudente mesure. La loi nouvelle pousse cette organisation jusqu'à la minutie; elle

va jusqu'à pénétrer dans le foyer domestique! Vainement, M. Aynard et ses amis ont essayé de garantir l'inviolabilité du foyer; ils n'ont pu réussir à sauver la liberté des ateliers de famille, dès qu'il y a dans ces ateliers un « moteur mécanique. » Pour les femmes, on en vient à de véritables inquisitions physiologiques. En revanche, de peur de paraître attenter à la majesté de la laïcisation, on n'a pas osé fixer au dimanche le jour du repos nécessaire. Le dimanche est un jour clérical! Les puérilités de l'esprit de secte se mêlent aux excès de la protection.

Eh bien! qu'on rapproche toutes ces lois votées ou proposées, réglementation du travail des enfans, des femmes et même des hommes, assurances obligatoires sous la garantie de l'État, extension des syndicats; qu'on les suive dans leurs applications pratiques, dans leurs conséquences peut-être inévitables! Il se peut qu'elles assurent aux populations ouvrières quelques avantages partiels, quelques satisfactions apparentes, et surtout qu'elles les flattent dans cette double et contradictoire espérance d'une diminution de travail et d'un accroissement de salaires. Il est malheureusement plus vraisemblable et même plus sûr qu'elles auront pour effet, à la longue, un jour ou l'autre, d'altérer toutes les conditions du travail, de paralyser l'essor des grandes industries et de diminuer la production nationale. Un jour, — il n'y a que quelques mois, — celui qui n'est plus aujourd'hui que le solitaire de Friedrichsruhe, M. de Bismarck, interrogé sur toutes ces questions ouvrières, répondait qu'il ne s'inquiétait pas beaucoup des grèves, que les grèves n'étaient qu'un désordre passager, qu'il craignait beaucoup plus de voir les patrons se décourager. Plus récemment encore, le chef de la grande manufacture d'Essen, M. Krupp, pressé par ses ouvriers, menaçait de fermer son usine. Il n'en avait peut-être pas envie pour le moment. Il n'est pas moins assez humain que des chefs d'industrie qui mettent leur énergie et leur fortune dans une entreprise puissent se lasser en voyant cette guerre de restrictions et de suspicions légales organisée contre eux. Et si l'esprit d'entreprise diminue, si l'industrie décline, si la prospérité publique s'en ressent, est-ce que les ouvriers eux-mêmes y gagneront de plus beaux salaires? Ce qu'il y a de plus curieux ou de plus significatif dans cette étrange campagne socialiste, c'est l'oubli presque naïf ou le dédain de toutes les garanties libérales. Un député, dont le père a réalisé sans tant de bruit de bienfaisantes réformes dans ses manufactures de l'Angoumois, M. Laroche-Joubert, le disait récemment avec simplicité : on cède à un sentiment vague d'humanité, à un mouvement de générosité mal calculée, et on ne voit pas qu'on abandonne toutes les traditions de liberté. Un siècle après 1789, on rêve de tout réglementer : le travail de l'homme, le travail de la femme, le salaire, le prix de toute chose. On se laisse aller à un irrésistible courant d'arbitraire fatal à toutes les libertés. Et ce qui ajoute encore au danger, c'est que tout cela se fait un peu au

hasard, avec cet éternel décousu qui est l'ennemi des assemblées et des gouvernemens.

Heureusement encore que, même dans cette chambre si incohérente, il est des instans où les petits préjugés sont oubliés, où tout cède à un bon mouvement de raison et de patriotisme. C'est ce qui est arrivé récemment à l'occasion de la Tunisie et de son régime douanier. A dire vrai, de toutes les conquêtes coloniales qui ont été poursuivies depuis quelques années au nom de la France et qui n'ont pas eu une fortune égale, la Tunisie est restée toujours la moins contestée. Depuis que la France est à Alger et a étendu sa domination sur le nord de l'Afrique, la Tunisie ne pouvait et ne devait plus échapper à son influence. C'était presque le sous-entendu de toute la politique. L'acte qui a consacré la suzeraineté française à Tunis n'a été, pour ainsi dire, que l'expression de la force des choses. Dès lors, tout indiquait la nécessité de resserrer de plus en plus les liens de l'ancienne régence avec la nouvelle métropole, et si on était momentanément arrêté par de vieux traités, invoqués par des états étrangers, rien n'empêchait du moins d'ouvrir librement la France aux produits tunisiens. Au fond, c'est toute la question. Ce n'est cependant pas sans peine que le protectionnisme a laissé s'accomplir cet acte d'assimilation, et l'Algérie, qui a le privilège d'avoir des députés au parlement, ne s'est pas rendue sans opposer une résistance plus ou moins déguisée. La chambre a heureusement compris que traiter la Tunisie avec rigueur ou même avec indifférence, c'était risquer de la livrer à des influences ennemies. M. le ministre des affaires étrangères, par sa résolution entraînante, par la netteté de sa parole, a fait le reste; il a enlevé le vote, un vote presque unanime. Il a consacré une fois de plus la conquête de la Tunisie par l'assimilation commerciale. C'est le meilleur des résultats. Et que prouve le succès de M. le ministre des affaires étrangères? C'est que, si le gouvernement, au lieu de laisser la chambre livrée à ses entraînemens, à ses fantaisies ou à ses préjugés, lui faisait plus souvent sentir son autorité, il réussirait peut-être à donner à la France une politique plus digne d'elle, plus rassurante pour ses intérêts intérieurs comme pour ses intérêts extérieurs.

Dans les affaires du monde, telles qu'elles sont engagées aujourd'hui, tout compte, et par une anomalie au moins imprévue, il se trouve que des questions obscures de domination agitées au centre de l'Afrique peuvent avoir leur place dans l'ensemble des combinaisons, des rapports généraux des plus grandes puissances. Jusqu'à quel point le dernier traité, par lequel l'Allemagne et l'Angleterre se sont partagé des territoires inconnus du monde africain, peut-il avoir une influence sur la politique européenne, sur les relations des états du vieux continent? C'est ce qui resterait à savoir et ce que le temps seul peut sans doute éclaircir. Les événemens décideront ce qui en sera. Pour le moment,

ce traité anglo-allemand, ostensiblement limité à l'Afrique orientale et équatoriale, semble n'avoir plus à attendre que les dernières formalités pour être exécuté. L'empereur d'Allemagne, qui a toute liberté pour ratifier ce qu'il a fait signer, n'en paraît pas bien préoccupé. Il vient de recommencer ses voyages; il était, il y a quelques jours à peine, en Norvège, où il a prononcé un discours de plus, un de ces discours qui ont toujours une saveur d'originalité, sur les Germains et les Norvégiens. Le parlement britannique, malgré quelques réserves peut-être, n'hésitera pas vraisemblablement de son côté à sanctionner la cession de l'île d'Héligoland en échange des vastes possessions africaines qui mettront la puissance anglaise, campée à Zanzibar, en communication avec l'Égypte. Peut-être cette première négociation conduira-t-elle ou a-t-elle déjà conduit à des négociations nouvelles avec quelque autre puissance, avec l'Italie au sujet de la côte des Somalis ou de la Mer-Rouge. La politique du courtage bien calculé et du marchandage universel, inaugurée autrefois par M. de Bismarck, est devenue décidément une mode et met tout le monde en goût. On partage et on échange des territoires lointains qu'on ne connaît guère, on dispose des souverainetés en pays barbare! Le traité que l'Angleterre et l'Allemagne viennent de signer est un beau modèle en ce genre; mais même quand il s'agit de l'Afrique orientale, ce n'est pas tout de signer des traités nouveaux : encore n'est-il que juste de tenir quelque compte des vieux traités. Lord Salisbury, en « assumant » le protectorat de Zanzibar, avait-il oublié que par une convention d'autrefois l'Angleterre et la France s'étaient engagées à respecter l'indépendance du sultanat zanzibarien? Ou bien avait-il cru qu'il n'y avait plus à s'inquiéter de cette convention de 1862? La France, avec tout le bon vouloir possible, ne pouvait vraiment l'oublier, et c'est là précisément la question qui s'est élevée, qui devait s'élever avant tout, avant l'exécution définitive du traité anglo-allemand, entre le cabinet de Saint-James et le gouvernement français!

C'est l'objet d'une négociation qui paraît s'être immédiatement ouverte à Londres et à Paris. Ce qu'il y a d'assez extraordinaire, c'est que des journaux anglais aient paru tout surpris que la France eût gardé le souvenir d'un traité qui date de moins de trente ans et des droits qu'elle pourrait y puiser: il est bien plus étrange encore que l'Angleterre l'ait oublié ou qu'elle ait paru d'abord n'en tenir aucun compte! Le cabinet anglais, à ce qu'il semble, n'aurait fait aucune difficulté de revenir à une plus juste appréciation des choses, et quelques paroles récentes du sous-secrétaire d'état, sir J. Fergusson, à la chambre des communes, laisseraient croire que le protectorat de Zanzibar ne serait pas encore établi, en d'autres termes qu'il restait provisoirement en suspens jusqu'à l'accord définitif des deux puissances. Dans quels termes maintenant la négociation est-elle engagée? Quels en sont les élémens divers

et multiples? Évidemment la France n'aurait aucun avantage à se mettre en hostilité avec l'Angleterre dans l'Afrique orientale, à s'armer d'un vieux traité, même d'un droit précis, dans une situation nouvelle. Elle n'a ni jalousie ni acrimonie à l'égard de la nation anglaise et de son gouvernement; mais si elle se prête à l'établissement du protectorat britannique à Zanzibar, il est tout simple qu'elle trouve des compensations là où elle a des intérêts, puisque tout se traite et finit aujourd'hui par des compensations. Les dédommagemens, où peut-elle les trouver? Sera-ce dans une définition plus avantageuse des conditions du commerce international en Tunisie, — à Madagascar, dans les territoires qui ne sont que le prolongement de l'Algérie française à l'intérieur de l'Afrique? C'est l'affaire des gouvernemens et de la négociation qui est engagée. Pour qu'un accord devînt impossible, il faudrait que le traité anglo-allemand cachât d'autres vues, d'autres combinaisons, et c'est ce que les Anglais eux-mêmes désavouent. M. le ministre des affaires étrangères répondant, il y a quelques jours, à une allusion justement au sujet de Zanzibar, s'est exprimé pour sa part avec autant de netteté que de mesure, sans rien livrer, sans rien compromettre, sans laisser croire qu'il y ait autre chose que de la courtoisie dans la négociation dont il est chargé. C'est le seul moyen de résoudre avec dignité et avec profit les questions les plus délicates entre deux puissances qui peuvent être divisées quelquefois, mais dont l'entente reste après tout une des garanties les plus sérieuses de l'équilibre universel.

La paix de l'Europe, quels que soient les vœux des peuples et les intentions des gouvernemens, est chose si fragile et si incertaine qu'on ne sait jamais bien ce que peut produire le plus simple incident éclatant à l'improviste dans un coin de l'orient ou de l'occident. Que sortira-t-il définitivement de cet éternel et obscur imbroglio des Balkans? Voici des années déjà que ces affaires ont le privilège de susciter des polémiques toujours nouvelles et d'occuper ou d'importuner les chancelleries. Ce n'est point sans doute qu'on s'intéresse démesurément à ce qui se passe à Belgrade ou à Sofia, aux fantaisies du roi Milan ou aux aventures du prince Ferdinand; mais enfin on sent que ces questions qui s'agitent au loin, sur de petits théâtres, peuvent toujours prendre de l'importance par les intérêts qu'elles mettent en jeu et les antagonismes qu'elles réveillent, par les conflits qu'elles risquent de provoquer entre toutes les politiques. Depuis quelque temps, il est certain que les affaires bulgares particulièrement n'ont rien de trop rassurant, que le gouvernement de la principauté semble ne rien négliger pour créer une apparence de crise par ses procédés de politique intérieure comme par ses démarches agitatrices pour obtenir de l'Europe une reconnaissance qui lui a été refusée jusqu'ici.

Tout ce qui vient de cette région des Balkans est assez lugubre ou assez énigmatique. Si ceux qui gouvernent à Sofia ont cru en imposer

à l'intérieur et à l'extérieur par un acte de force en procédant, comme ils l'ont fait il y a quelques jours, à l'exécution sanglante d'un malheureux condamné pour conspiration, du major Panitza, ils se sont abusés; ils n'ont réussi qu'à se créer un embarras de plus. Que le major Panitza ait conspiré, cela se peut : il n'a pas plus conspiré après tout que les ministres eux-mêmes. Les révélations qui se sont produites dans le procès étaient aussi compromettantes pour le gouvernement que pour l'accusé. On a fait de ce condamné, qui avait été il y a quelques années un des héros de la guerre bulgaro-serbe, une victime sacrifiée à de faux calculs ou à de vulgaires ressentimens. Tout d'ailleurs semble assez mystérieux dans cette triste affaire. Par une coïncidence au moins singulière, le prince Ferdinand de Cobourg a quitté la Bulgarie avant l'exécution ; il est parti presque à l'improviste pour Carlsbad comme s'il voulait se dérober à la responsabilité du sang versé, — comme si par son départ il s'avouait impuissant à imposer un acte de clémence à son premier ministre, M. Stamboulof, qu'il a laissé avec le titre de régent à Sofia. La tragédie s'est accomplie en son absence, sans qu'il y ait participé ! La vérité est que les subterfuges ne servent à rien, que tout cela n'est pas fait pour accroître la popularité du prince Ferdinand devant l'Europe, pour désarmer la Russie, ni même pour aider au succès des démarches diplomatiques par lesquelles on se flatte encore en ce moment d'obtenir à Constantinople et ailleurs la reconnaissance de la souveraineté bulgare.

Peut-être dans un autre moment, dans d'autres circonstances moins troublées, y aurait-il eu quelque chance d'arriver, par un accord des cabinets, à régulariser une situation qui n'est, jusqu'ici, qu'un fait révolutionnaire en contradiction avec l'ordre oriental créé par le traité de Berlin. A l'heure qu'il est, le cabinet de Sofia risque fort de n'avoir pas plus de succès dans sa diplomatie que dans sa politique intérieure, d'en être pour ses démonstrations et ses représentations à Constantinople, où il a porté encore une fois la question de la reconnaissance du prince Ferdinand. Le gouvernement bulgare est d'autant plus exposé à ne pas réussir, qu'il paraît avoir engagé les négociations sur un ton d'arrogance et de menace. Il ne se bornerait pas, dit-on, à sommer le divan d'avoir à reconnaître le nouveau régime dans la Bulgarie et la Roumélie, il invoquerait des prétextes religieux pour soulever des questions contestées jusque dans la Macédoine. Il menacerait la Porte, si on lui déniait la reconnaissance qu'il réclame, de proclamer l'indépendance complète de la Bulgarie, de refuser le tribut dû par un État vassal à la puissance suzeraine. Bref, ce serait, sous une forme plus ou moins accentuée, un ultimatum adressé à la Porte. Ce qu'il y a de plus curieux, c'est que, sur ces entrefaites, aux réclamations de la Bulgarie, la Grèce a répondu par d'autres représentations protestant d'avance contre les concessions que le sultan pourrait

faire aux Bulgares dans la Macédoine. De sorte que le gouvernement turc se trouve pris entre toutes ces réclamations contraires. Le plus vraisemblable est qu'il ne fera rien pour trancher cette éternelle question bulgare. Il attendra patiemment que l'Europe, jusqu'ici singulièrement divisée, ait réussi à se mettre d'accord. Il se peut sans doute qu'il y a peu de temps encore quelques-unes des puissances, l'Autriche, l'Angleterre, l'Italie, fussent disposées à appuyer les prétentions bulgares et à reconnaître le prince Ferdinand. Elles seraient peut-être un peu plus gênées aujourd'hui dans les témoignages de leur sympathie par l'incident sanglant qui vient de se passer à Sofia et qui a ému l'opinion européenne. Elles savent bien, de plus, qu'en se décidant à consacrer, pour leur part, une violation si formelle du traité de Berlin, elles délieraient du même coup la Russie des obligations de ce traité; elles s'exposeraient à provoquer de propos délibéré des complications nouvelles, à déchaîner des conflits que la diplomatie met justement tout son zèle à éviter. M. Stamboulof, le tout-puissant ministre du prince Ferdinand de Cobourg, n'a peut-être pas tout calculé en prétendant faire accepter, à l'heure qu'il est, par l'Europe, l'exécution du major Panitza et la reconnaissance des dernières révolutions bulgares.

Voilà donc une crise de pouvoir définitivement déclarée et même déjà dénouée pour l'instant au-delà des Pyrénées! Elle est en apparence assez simple, elle se résume dans un fait qui n'a rien d'extraordinaire : un changement de ministère, la retraite des libéraux, le retour des conservateurs aux affaires à Madrid. En réalité, elle est assez obscure, assez compliquée, ou, si l'on veut, elle est la suite d'une série d'obscurités, de complications intimes, et sans avoir précisément par elle-même rien d'imprévu, elle peut avoir des conséquences qu'il n'est pas encore facile de saisir. Elle a surtout cela de significatif, cette crise nouvelle, qu'elle marque pour ainsi dire le terme d'une première étape de la régence espagnole; elle clôt par un changement de politique devenu nécessaire, à peu près inévitable, l'expérience libérale prolongée à laquelle M. Sagasta a présidé avec une patiente et adroite ténacité dans des circonstances assurément difficiles. Elle résume une phase caractéristique de l'histoire de l'Espagne.

Lorsqu'il y a cinq ans le roi Alphonse XII disparaissait prématurément de la scène, laissant la couronne à un enfant qui n'était même pas encore né, sous la régence d'une princesse étrangère, les conservateurs étaient au pouvoir; ils auraient pu essayer d'y rester, ils avaient une majorité dans le parlement, la confiance du dernier souverain, ils pouvaient se considérer comme les plus fermes appuis de la dynastie. Le chef du ministère néanmoins, M. Canovas del Castillo, saisissait d'un coup d'œil le danger que cette sorte d'interrègne pouvait créer à la monarchie, l'intérêt qu'il y aurait à rallier tous les partis autour de

cette royauté éprouvée, et jugeant la situation avec la supériorité, avec la clairvoyance d'un homme d'état, il n'hésitait pas. Il se décidait aussitôt à s'effacer; il était le premier à conseiller à la nouvelle régente d'appeler au pouvoir d'autres hommes, les chefs de l'opposition libérale, M. Sagasta en tête. Il ne se bornait pas à donner ce conseil à la reine Marie-Christine, il promettait l'appui le plus désintéressé au ministère formé dans ce moment de crise avec la mission d'assurer à la monarchie la garantie d'une trêve bienfaisante des partis. C'est ce ministère qui a duré cinq ans, qui s'est, à la vérité, renouvelé plus d'une fois dans l'intervalle, mais dont M. Mateo Sagasta n'a cessé un instant d'être le chef. M. Sagasta a réussi à se soutenir à travers tout depuis cinq ans, d'abord, sans doute, par son habileté à dénouer ou à éluder les difficultés, à user ou à émousser les dissentimens, à rallier autour de lui les libéraux de toutes les nuances, depuis les constitutionnels jusqu'aux républicains modérés. Il a vécu aussi, il faut le dire, par un concours de circonstances singulièrement favorables, parce qu'il a trouvé dans la reine régente la plus scrupuleuse et la plus confiante loyauté, parce que les conservateurs, sans abdiquer leur politique et leur indépendance, ont évité le plus qu'ils l'ont pu de lui susciter des embarras. M. Sagasta est un vieux tacticien temporisateur et adroit qui a su profiter de tout; il est arrivé ainsi à s'assurer une longue carrière ministérielle pendant laquelle il a pu réaliser sans se presser, avec mesure, quelques-unes des réformes libérales qu'il avait inscrites dans son programme, jusqu'à cette réforme électorale, qu'il vient de faire voter et qui rétablit le suffrage universel en Espagne. M. Sagasta, cela n'est pas douteux, a rendu les plus sérieux services à son pays. Il a su ménager la transition de règne, en atténuant avec art les dangers d'une minorité qui s'ouvrait dans les conditions les plus exceptionnelles et les plus épineuses. Il a en quelque sorte ouvert une voie nouvelle où les esprits ont pu se calmer et reprendre confiance, où une princesse appelée à la régence d'une façon si cruelle a pu se populariser rapidement par sa droiture, par sa sage conduite, par la loyauté de ses rapports avec tous les partis. Il a contribué à prouver une fois de plus qu'avec la monarchie, même avec une monarchie si éprouvée, toutes les réformes étaient possibles, sans trouble et sans révolution. C'est ce qu'il a fait de mieux !

Depuis quelque temps, cependant, on sentait bien que cet habile président du conseil était au bout de son programme et même au bout de ses forces, que son règne était épuisé. Il est certain que les conservateurs, pour leur part, avaient fini par se lasser de la résignation à une politique qui froissait leurs intincts et croyaient le moment venu de reprendre un rôle plus actif. D'un autre côté, la division est entrée au camp libéral et ministériel. M. Sagasta a vu successivement se séparer de lui le général Martinez Campos et ses amis, le général Lopez

Dominguez et les réformistes d'un libéralisme plus avancé, un ancien ministre, M. Gamazo, et les protectionnistes du parlement, M. Martos, le duc de Tetuan, des hommes de toutes les nuances. La politique économique, les réformes militaires, les questions administratives, financières, les désordres récemment dévoilés dans l'administration municipale de Madrid, tout a servi de prétexte, tout a contribué à multiplier et à envenimer les divisions. Déjà, au mois de janvier, la crise avait éclaté, et ce n'est qu'à grand'peine que M. Sagasta parvenait à se tirer d'affaire par un remaniement partiel de son cabinet. Ce n'était visiblement qu'une trêve; la crise s'est ravivée plus que jamais dès que la loi du suffrage universel et le budget ont été votés. Sans doute, à la rigueur, le président du conseil gardait une apparence de majorité dans les chambres, il avait même, depuis quelques semaines, retrouvé l'appui de quelques-uns des dissidens, du général Lopez Dominguez, de M. Gamazo. Au fond, tout restait confus et incohérent. On sentait que cette situation, toujours disputée, était sans garantie et sans lendemain. C'était si bien le sentiment universel qu'il y a quelques jours à peine, dans un grand débat politique, devant le sénat et devant le congrès, on parlait tout haut d'un changement prochain et nécessaire, que les chefs de parti en étaient à proposer leurs combinaisons et leurs programmes comme si la succession ministérielle était déjà ouverte. C'est dans ces conditions que le chef du cabinet, après avoir paru un instant tenir tête à l'orage, s'est décidé à en finir par un coup d'éclat en remettant ses pouvoirs, en rendant à la reine régente la liberté de le confirmer par un acte souverain de confiance dans son poste ou de choisir un nouveau ministère.

On touchait au dénoûment. Tout s'est passé, d'ailleurs, aussi correctement que possible. La reine régente, fidèle à son rôle constitutionnel, s'est empressée d'appeler successivement auprès d'elle les présidens des deux chambres, le marquis de la Havane et M. Alonso Martinez, les principaux chefs de parti, le général Lopez Dominguez, M. Gamazo, M. Canovas del Castillo, M. Martos, M. Sagasta lui-même, qui a été le premier et le dernier consulté. En réalité, il n'y avait que trois combinaisons possibles : ou M. Sagasta resterait aux affaires avec un cabinet encore une fois remanié, ou bien on formerait un ministère mixte, intermédiaire, ou bien enfin les conservateurs seraient rappelés au pouvoir. — M. Sagasta était exposé à se retrouver dans une situation difficile, après un règne à peu près épuisé; un ministère mixte risquait de n'avoir qu'une autorité douteuse entre des partis également déçus ou mécontens. Il ne restait donc que l'appel aux conservateurs. M. Sagasta lui-même aurait, dit-on, exprimé à la reine cette opinion qu'un ministère mixte ne serait pas suffisant, que mieux valait pour la monarchie, pour tous les partis, le retour franc et net des conservateurs. C'est ce qui a été décidé. On ne peut pas, d'ailleurs, s'ar-

rêter à cette considération subtile que le ministère conservateur ne serait pas aujourd'hui le résultat d'une manifestation d'opinion, d'un vote parlementaire. Le ministère libéral de M. Sagasta, à l'origine, n'est pas né, lui non plus, d'un mouvement de majorité, d'un vote du parlement; il naissait d'une situation, d'une nécessité de circonstance, comme le ministère conservateur maintenant naît à son tour d'une situation nouvelle. L'unique question est de savoir ce que fera ce nouveau cabinet, dont le chef naturel est un des premiers hommes publics de l'Espagne et de l'Europe, M. Canovas del Castillo.

Ce serait sans doute se méprendre étrangement que de supposer des préméditations, des calculs de réaction à ce ministère qui vient de se former à Madrid. Depuis quelque temps déjà, les principaux chefs conservateurs, M. Francisco Silvela, qui est aujourd'hui ministre de l'intérieur, M. Canovas del Castillo, n'ont cessé de se défendre de toute velléité de réaction; récemment encore ils déclaraient tout haut que, s'ils arrivaient au pouvoir, ils n'auraient d'autre pensée que de respecter et d'appliquer loyalement les lois libérales proposées par le dernier cabinet et votées par le parlement. D'un autre côté, la composition même du nouveau ministère prouverait que M. Canovas del Castillo n'a mis dans le choix de ses collaborateurs aucune arrière-pensée exclusive et réactionnaire. A côté de quelques-uns de ses anciens amis comme M. Silvela, M. Cos-Gayon, M. Villaverde, il a placé, — au ministère des affaires étrangères le duc de Tetuan, qui naguère encore était de la majorité libérale de M. Sagasta, au ministère de la marine l'amiral Beranger, qui a été ministre pendant la révolution et a compté parmi les libéraux. Ce n'est donc pas un ministère de combat, c'est plutôt un ministère de conciliation conservatrice qui vient de se former à Madrid. M. Canovas del Castillo est un esprit trop élevé, trop ouvert pour n'être pas le premier à comprendre que ce n'est pas l'heure des réactions, que la meilleure des politiques pour l'Espagne est celle qui lui assurera les garanties libérales avec l'ordre dans les affaires intérieures, une libre et indépendante neutralité dans les affaires de l'Europe.

Ch. de Mazade.

LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE.

La première quinzaine de juillet a été mauvaise pour la généralité des fonds étrangers. Nos fonds nationaux ont été mieux traités, en dépit de toutes les exagérations commises en hausse pendant les deux mois précédens.

Le 3 pour 100, en effet, n'a reperdu qu'une partie de l'avance extraordinaire que lui avaient value le désarroi et la capitulation finale de la spéculation à découvert.

La réaction était inévitable. Les valeurs internationales avaient déjà donné l'exemple, la question du Crédit foncier était encore pendante, la politique extérieure donnait quelques inquiétudes, une épidémie se déclarait en Espagne, la Serbie et la Bulgarie s'agitaient, l'argent devenait très serré à Berlin et à Londres, le taux des reports se tendait, la Banque d'Angleterre élevait son escompte de 3 à 4 pour 100, une panique se produisait à Londres sur le marché des valeurs argentines.

C'est miracle, dans ces conditions, que le 3 pour 100 français, avec un report qui a atteint 0 fr. 24 au parquet et 0 fr. 30 sur le marché libre, n'ait reculé de 93 francs, cours extrême en hausse, qu'à 91.30 en liquidation de fin juin et à 91.20 aujourd'hui.

Depuis la fixation des cours de compensation pour fin juin, les deux autres rentes françaises non-seulement n'ont pas fléchi, mais se sont même avancées de quelques centimes : l'amortissable de 93.40 à 93.60, le 4 1/2 de 106.25 à 106.80. C'est sur le 3 pour 100 perpétuel qu'ont porté principalement les réalisations; il est vrai que sur ce fonds seul existaient des engagemens de quelque importance en spéculation.

Pendant quelques jours, le marché a été tenu dans l'incertitude sur la question de la date de l'emprunt proposé au commencement de cette année même par le ministre des finances. La question du Crédit foncier étant réglée, on a pu croire que le cabinet serait désireux de mettre à profit l'occasion que présentaient les cours exceptionnellement favorables de la rente pour opérer, sans plus de retard, l'émission des 700 millions de francs à l'aide de laquelle on doit rembourser les obligations sexennaires du budget extraordinaire de la guerre et consolider une partie de la dette flottante. Contrairement à cette attente, le ministre des finances a déclaré lui-même que l'emprunt devait être « la suite » et non « la préface » du budget de 1891, et la Chambre, qui n'est que trop disposée à hâter le plus possible l'époque des vacances, a décidé d'ajourner à la session d'automne tout à la fois la discussion du budget de 1891 et celle du projet de loi d'emprunt. Le dernier effort, dans la session actuelle, va porter sur le débat de la loi concernant les contributions directes.

La baisse a été importante sur la plupart des fonds internationaux, mais principalement sur l'Italien, l'Extérieure et les 4 pour 100 russes. Les reports ont été élevés et la spéculation s'est dégagée le plus largement que les cours le lui ont permis.

L'Italien, ex-coupon semestriel de 2 fr. 17, a fléchi lourdement à 92 fr. 70. Il y a lieu de supposer que les ventes de rentes provenant du fonds des pensions ont continué pendant cette dernière quinzaine

et que des titres ont été livrés, hypothèse que corrobore la cherté des reports depuis deux ou trois liquidations. L'organisation du Crédit foncier italien, expédient imaginé par le gouvernement de M. Crispi pour enrayer les développemens de la crise immobilière, semble se heurter à de graves difficultés. Les derniers télégrammes annoncent même que les banquiers allemands se sont retirés de toute participation aux négociations et conférences du syndicat, prenant pour prétexte les modifications introduites par la chambre des députés dans le projet primitif du gouvernement.

L'Extérieure a d'abord vivement monté sur l'arrivée au pouvoir des conservateurs en Espagne. La démission du cabinet Sagasta ne permettait guère d'autre solution. La rentrée en scène de M. Canovas a porté le 4 pour 100 espagnol à 76. Mais le revirement ne s'est pas fait attendre. L'état sanitaire et quelques menaces de désordres ont suffi pour déterminer des ventes qui ont ramené ce fonds à 74 3/4. Il ne peut plus être question d'opération financière avant les prochaines élections générales.

Les intrigues obscures dont la capitale de la Serbie est le théâtre, l'exécution du major Panitza en Bulgarie et la note envoyée par M. Stamboulof à la Porte, ont fourni à la spéculation allemande des raisons suffisantes pour tenter de réaliser les bénéfices de la longue et fructueuse campagne suivie depuis plusieurs mois sur les valeurs ottomanes. Le dégagement n'a pu s'effectuer qu'au détriment très sensible des cours. Le Turc consolidé, ramené déjà en juin de 19.50 à 18.40, est maintenant au-dessous de 18 francs et vaut 17.95. L'obligation privilégiée nouvelle, émise à 411 francs avec le plus remarquable succès, et poussée jusqu'à 430 francs, n'est plus cotée que 405 et impose déjà une perte à ses souscripteurs. L'obligation Douane, aux environs de 450 fr., a perdu 25 francs sur ses plus hauts cours. La Banque ottomane a valu le mois dernier 620 francs. Elle a détaché le 5 courant un coupon de 12 fr. 50, mais on peut obtenir maintenant ce titre capricieux entre 570 et 575 francs.

Les fonds russes, qui sont bien classés et se négocient surtout au comptant, n'ont pas trop souffert de ces dispositions nouvelles des marchés à l'égard des fonds publics. Ils ont toutefois reculé de près d'une unité, soit de 97 à 96. Le Hongrois a suivi la même direction et n'est plus qu'au-dessous de 88. Le Portugais est négligé et faible à 61, l'Unifiée offerte à 482.50.

La place de Londres a été très agitée. Une erreur malencontreuse du *Times* a fait croire pendant deux heures, au Stock-Exchange, à la suspension de paiemens de la Banque nationale de Buenos-Ayres. Il n'y avait de suspendu que le paiement d'un acompte trimestriel de dividende, récemment voté par l'assemblée générale. On en a conclu tou-

tefois que les choses allaient de mal en pis dans la république argentine. Les actions de la Banque nationale ont baissé, de même les cédules, tandis que la prime de l'or se relevait d'un bond à 200 pour 100. En même temps, on apprenait que la Banque nationale de l'Uruguay à Montevideo suspendait pour six mois le paiement de ses billets en espèces. La spéculation anglaise, fortement engagée dans toutes les valeurs de La Plata, a pris peur, et pendant deux ou trois jours un grand nombre de titres ont été invendables. Le contre-coup s'est également fait sentir sur l'ensemble des titres internationaux.

Le calme s'est rétabli. Mais les cours sont restés bas, et il est à craindre que la réaction du côté des valeurs argentines n'ait pas dit son dernier mot. Le 5 pour 100 national reste à 415, les 6 pour 100 provinciaux ont reculé jusqu'à 300 et oscillent entre ce cours et 325.

Le Crédit foncier s'est relevé avec vigueur sur le résultat de l'interpellation, à l'occasion de laquelle le ministre des finances a fait connaître les résultats de l'enquête ordonnée il y a quelques semaines et l'opinion du gouvernement sur ces résultats. Les prix des obligations se sont également améliorés. Après le détachement du solde du dividende, s'élevant à 33 francs, l'action a été ramenée de 1,240 à 1,220.

La Banque de France s'est tenue entre 4,130 et 4,160. Les derniers bilans ont conservé un caractère uniforme. Les modifications apportées au montant de l'encaisse métallique restent peu significatives.

Les titres des institutions de crédit ne donnent toujours lieu qu'à un mouvement très limité de transactions. La Banque de Paris a reculé d'une vingtaine de francs, parce qu'on la suppose encore engagée dans quelques-unes des valeurs argentines. Le Crédit lyonnais s'est maintenu très ferme entre 740 et 745, le Comptoir national d'Escompte entre 620 et 625. Ce dernier établissement a mis en souscription publique au début du mois 34,400 obligations 6 pour 100 de la Société hellénique constituée pour l'achèvement du canal de Corinthe.

La principale opération financière du mois sera la conversion de la Dette de la Daïra-Sanieh.

L'emprunt destiné à remplacer la dette actuelle a été conclu avec un syndicat financier international à la tête duquel se trouve la Banque de Paris et des Pays-Bas. Il sera émis, le 18 courant, à 4 pour 100 et au pair, c'est-à-dire en obligations de 500 francs rapportant 20 francs nets de tous impôts, alors que l'emprunt de conversion de la dette privilégiée a été émis, le mois dernier, en 3 1/2 pour 100. Les obligations anciennes seront échangées contre celles du nouvel emprunt, au prix de 85 pour 100 de leur valeur nominale.

Le directeur-gérant : C. Buloz.

